

Université de Montréal

**La transition postcommuniste en Roumanie (entre 1989 et 2004).  
Une étude à partir de la structuration de la famille**

par

Gabriela Marcoci

Programme de sciences humaines appliquées

Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des arts et des sciences  
en vue de l'obtention du grade de  
Philosophiae Doctor (Ph. D.)  
en sciences humaines appliquées

mai, 2012

© Gabriela Marcoci, 2012

Université de Montréal

Faculté des arts et des sciences

Cette thèse intitulée :

La transition postcommuniste en Roumanie (entre 1989 et 2004).  
Une étude à partir de la structuration de la famille

présentée par :

Gabriela Marcoci

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Marianne Kempeneers	- président rapporteur
Laurent McFalls	- directeur de recherche
Barbara Thériault	- codirectrice de recherche
Mircea Vultur	- examinateur externe
Marc Termote	- membre du jury
Luc Duhamel	- représentant du doyen

## RÉSUMÉ

Cette thèse propose une analyse des transformations postcommunistes en Roumanie à partir d'une étude de la structuration de trajectoires familiales. La réflexion sur les itinéraires très variés de ces trajectoires familiales met en valeur les pratiques développées par les familles dans la construction de leur mode de vie quotidienne après la chute du communisme.

L'approche utilisée privilégie deux axes d'analyse. Le premier vise les aspects *socio-structurels* concernant les cadres de la vie incluant les aspects matériels, alors que le deuxième, l'axe *socio-symbolique*, concerne les aspects subjectifs liés au vécu des acteurs en corrélation avec le contexte social en mutation. L'analyse est fondée sur des éléments issus de la théorie de la structuration qui ont contribué à la construction du cadre conceptuel. Elle s'appuie aussi sur la méthodologie qualitative qui comprend des récits de vie obtenus à partir des entretiens semi-dirigés réalisés avec les membres de 11 familles.

Les thématiques retenues après l'analyse du corpus de données nous ont permis d'identifier des stratégies que les familles ont mises en place et les projets familiaux qui ont orienté leur parcours de vie durant la période de transition postcommuniste. Ces deux concepts révèlent des éléments liés à l'ordre général permettant ainsi la mise en évidence des tendances structurelles de la société postcommuniste.

**Mots clés :** changements sociaux, transition postcommuniste, Roumanie, théorie de la structuration, famille, trajectoire familiale, stratégie familiale, projet familial, familialisme, politique familiale.

## **ABSTRACT**

This thesis presents an analysis of the process of post-communist transformation in Romania, through a study of the structure of family trajectories. An examination of the wide variety of family trajectories highlights the practices developed by families in rebuilding their way of life after the fall of communism.

The approach adopts two axes of analysis. The first is the socio-structural framework for life including material aspects, while the second axis, the socio-symbolic axis addresses subjective aspects related to the experiences of actors within their changing social context. The analysis draws on the theory of structuration in its conceptual framework. It is also based on qualitative methodology which includes life stories obtained from semi-structured interviews conducted with members of 11 families.

The themes selected after analysis of the data corpus allows us to identify strategies that families have put in place and family plans that have shaped their life course during the post-communist transition. These two concepts reveal elements related to the general order allowing the identification of structural trends of post-communist society in Romania.

**Keywords:** social changes, post-communist transition, Romania, structuration theory, family, family trajectories, family strategy, family project, familism, family policy.

## TABLES DES MATIÈRES

RÉSUMÉ .....	i
ABSTRACT .....	ii
TABLE DES MATIÈRES.....	iii
LISTE DE TABLEAUX .....	viii
REMERCIEMENTS .....	ix
INTRODUCTION .....	1
PARTIE 1 : CONTEXTE, PROBLEMATIQUE ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE .....	7
CHAPITRE I LA TRANSITION POSTCOMMUNISTE .....	7
1.1 Les tendances structurelles durant l'époque communiste .....	8
1.1.1 La première phase des transformations entre 1944 et 1965 .....	9
1.1.2 La Roumanie à l'époque de Ceausescu: 1965-1989.....	12
1.1.3 Le caractère totalitaire du système communiste en Roumanie.....	16
1.2 Les caractéristiques socio-économiques et politiques de la transformation postcommuniste.....	17
1.2.1 Le changement du cadre institutionnel.....	18
1.2.2 La réforme économique. Les coûts de la transformation .....	20
1.2.3 Des réformes inadaptées au contexte social, politique et économique postcommuniste.....	25
1.3 L'interprétation des changements postcommunistes dans les sciences sociales .....	26
1.3.1 Les études centrées sur les changements politiques et économiques .....	26
1.3.1.1 La transformation postcommuniste selon le modèle occidental de modernisation .....	26
1.3.1.2 La « transitologie » - un cadre analytique pour le processus de démocratisation .....	28
1.3.1.3 Les études portant sur le passage à l'économie de marché .....	29
1.3.1.4 La dépendance face au passé .....	30
1.3.2 Les enjeux de la recherche sociologique .....	31
1.4 Obstacles à la compréhension des transformations postcommunistes .....	34
1.5 La problématique de l'étude .....	35
1.5.1 L'objet d'étude, la perspective et l'approche .....	36
CHAPITRE II LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE ET LES CARACTERISTIQUES DE L'EVOLUTION DE LA FAMILLE ROUMAINE .....	42
2.1 Objectifs de la recherche .....	42
2.2 La famille comme unité de l'ordre social.....	44

2.2.1 L'évolution de la famille. Une interprétation systémique .....	45
2.2.2 Les fondements du rapport entre la famille et l'État .....	46
2.2.3 La solidarité étatique et la solidarité familiale. Sociabilité, échanges, transmission .....	49
2.3 L'évolution de la famille en Roumanie .....	50
2.3.1 Les caractéristiques de la famille traditionnelle. La spécificité des relations familiales.....	50
2.3.2 La situation socio-économique de la famille.....	52
2.3.3 Le droit à la propriété .....	53
2.3.4 Quelques tendances de la modernisation de la famille roumaine .....	55
2.4 L'évolution de la famille roumaine durant la période communiste.....	56
2.4.1 Les changements de la famille durant les premières décennies du communisme.....	56
2.4.2 La famille à l'épreuve de la politique nataliste coercitive durant l'époque de Ceausescu.....	69
2.4.3 La femme objet de la propagande. La duplicité de l'égalité entre les sexes .....	61
2.4.4 La régulation politique de la famille roumaine sous le communisme .....	63
2.4.5 Le rôle des « solidarités » dans les stratégies de survie.....	66
2.5 L'évolution de la famille en Roumanie durant la période postcommuniste .....	68
2.5.1 Les changements sociodémographiques.....	68
2.5.2 La redéfinition du statut de la femme et les relations familiales durant la période de transition postcommuniste .....	72
Conclusions .....	75
 PARTIE 2 : CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE.....	 77
 CHAPITRE III LA FAMILLE : UNITÉ D'ANALYSE OU ACTEUR DE LA TRANSFORMATION SOCIALE ?.....	    77
3.1 La famille entre l'individu et la société .....	78
3.1.1 Le lien familial, fondement du lien communautaire .....	78
3.2 Les nouvelles tendances de l'étude du rapport entre famille et société.....	79
3.2.1 L'interprétation sociologique qui privilégie le conjugal .....	80
3.2.2 Le nouveau « régime de parenté » et la reconnaissance des « solidarités familiales » .....	81
3.3 La recherche d'un modèle familial opérationnel.....	83
3.3.1 L'approche interactionniste et les théories du développement.....	84
3.3.2 La perspective structuro-fonctionnaliste .....	86
3.3.3 La famille dans la perspective des théories des ressources et de l'approche systémique .....	87
3.3.4 La définition de la famille dans les nouvelles sociologies .....	89
3.4 La famille et le changement postcommuniste .....	91

3.4.1 Les principales approches famille/transition postcommuniste.....	91
3.4.2 Les études de la famille roumaine durant la période postcommuniste.....	93
3.5 La structuration de la trajectoire familiale au cours de la transition postcommuniste.....	97
3.5.1 La trajectoire de vie familiale, un objet scientifique en émergence.....	98
3.5.2 L'approche théorique et les concepts privilégiés.....	100
3.5.3 Quelques éléments théoriques de la structuration du social.....	101
3.5.4 La trajectoire familiale en Roumanie dans la perspective de la théorie de la structuration.....	104
3.6 Stratégie et projet: deux concepts privilégiés.....	106
3.6.1 La stratégie familiale comme déterminant dans la construction sociale des trajectoires familiales.....	106
3.6.2 La structuration des stratégies familiales dans le contexte de la transition postcommuniste en Roumanie.....	110
3.6.3 Le concept de projet et sa contribution à la constitution de la trajectoire familiale.....	111
3.6.4 Le projet familial - définition adoptée.....	113

#### CHAPITRE IV

LE CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ANALYSE.....	115
---	-----

4.1 La dimension inductive de l'étude.....	115
4.2 L'histoire de vie – fondements épistémologiques.....	117
4.2.1 L'approche de l'histoire de vie et son usage.....	118
4.2.2 Le récit de pratique en situation.....	120
4.3 L'opérationnalisation des concepts.....	121
4.3.1 Les dimensions opérationnelles du concept de stratégie.....	121
4.3.2 Les dimensions opérationnelles du concept de projet.....	124
4.4 Le déroulement de la recherche de terrain.....	126
4.4.1 La recherche documentaire.....	127
4.4.2 L'outil méthodologique: l'entretien semi-dirigé.....	128
4.4.3 Le déroulement de l'enquête.....	129
4.4.4 Les lieux d'observation et les cas d'étude.....	131
4.4.5 La stratégie de recrutement et le nombre des cas choisis.....	134
4.5 L'analyse de contenu des récits de vie.....	136
4.5.1 Le modèle de l'analyse d'entretiens retenu.....	138

#### PARTIE 3: L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE DE TERRAIN.141

#### CHAPITRE V

LES STRATEGIES DE VIE FAMILIALE.....	141
--------------------------------------	-----

5.1 Stratégies d'ascension sociale.....	143
5.1.1 Une stratégie familiale orientée vers la prospérité. Les transformations postcommunistes bénéfiques.....	145
5.1.2 Une famille prospère durant les deux époques.....	150

5.1.3 Une trajectoire familiale postcommuniste favorable.....	154
5.2 La stratégie familiale de repli .....	159
5.2.1 Une stratégie familiale de survie avec des ressources minimales .....	161
5.2.2 La famille monoparentale : la survie très difficile.....	166
5.2.3 Un parcours familial postcommuniste chargé de difficultés .....	169
5.3 La stratégie familiale de débrouillardise .....	174
5.3.1 Une famille débrouillarde en quête de solutions de survie.....	176
5.3.2 Une stratégie familiale pragmatique - le retour à la campagne .....	180
5.3.3 Une famille dynamique - le déménagement en ville .....	183
5.3.4 Une stratégie familiale construit avec un bricolage de ressources .....	186
5.3.5 Une stratégie familiale fondée sur la cohabitation et l'entraide .....	190
Conclusions .....	194

## CHAPITRE VI

LA STRUCTURATION DES PROJETS FAMILIAUX .....	197
--	-----

6.1 La famille comme projet de vie.....	197
6.1.1 La composition de la famille .....	200
6.1.2 Le projet familial et le rôle des acteurs familiaux. La répartition des tâches, la prise de décisions et l'administration du budget familial .....	202
6.2 Les projets familiaux et la mobilisation des ressources .....	204
6.2.1 Les projets professionnels des membres de la famille .....	204
6.2.2 Les changements défavorables. Les facteurs de risques.....	206
6.2.3 Le retour au village et l'orientation vers l'agriculture.....	209
6.3 L'accès à la propriété et les projets résidentiels .....	211
6.3.1 Les sens des transferts patrimoniaux .....	213
6.3.2 Le projet familial multigénérationnel.....	214
6.3.3 La famille et la parenté : la réciprocité de l'aide .....	216
6.4 La non-confiance envers les institutions de l'État durant la période postcommuniste.....	218
6.5 L'influence du familialisme dans la normativité sociale.....	221

## CHAPITRE VII

L'ÉVOLUTION DU RAPPORT ENTRE L'ÉTAT ET LA FAMILLE. ....	223
---	-----

7.1 La protection sociale de la famille en Roumanie à l'époque communiste.....	224
7.2 La régulation politique de la famille durant la période postcommuniste .....	228
7.2.1 Les engagements de l'État roumain après la signature des conventions internationales dans le domaine de la protection de la famille .....	228
7.2.2 Les réformes dans le domaine du droit civil et de la protection sociale de la famille .....	230
7.2.3 Les principaux dispositifs de protection sociale de la famille.....	231
7.2.4 Le système des services sociaux.....	233
7.3 L'impact de l'intervention de l'État dans la sphère familiale pendant la période postcommuniste .....	234



7.4 Les facteurs qui ont influencé la structuration du système de protection familiale en Roumanie postcommuniste.....	237
7.5 La balance entre la solidarité familiale et la solidarité publique .....	241
7.5.1 Les ambivalences et les limites des solidarités familiales.....	243
7.5.2 Les enjeux de la solidarité familiale en Roumanie.....	245
 CONCLUSIONS .....	 249
 BIBLIOGRAPHIE .....	 257
 ANEXE A.....	 xi
ANEXE B.....	xiii
ANEXE C.....	xv

## **LISTE DE TABLEAUX**

Tableau 1 : Répartition des cas selon l'âge des membres du couple p. 132

Tableau 2 : Répartition des cas selon le nombre d'enfants p.132

Tableau 3 : Répartition de cas selon le niveau d'éducation des membres du couple p.133

Tableau 4 : Répartition de cas selon le niveau de formation professionnelle des membres du couple p.133

Tableau 5 : Répartition de cas en fonction du statut professionnel actuel des membres du couple p.134

## REMERCIEMENTS

Nous aimerions exprimer nos remerciements et notre reconnaissance à différentes personnes et institutions qui nous ont aidés durant nos études doctorales et ont permis la réalisation de cette thèse.

Nous tenons tout particulièrement à remercier notre famille et nos amis de proche et de loin qui nous ont constamment encouragés pour mener à terme ce travail de recherche doctorale et de rédaction de la thèse.

Nos remerciements vont aussi à notre directeur M. Laurent McFalls et à notre codirectrice Mme Barbara Thériault, pour leurs judicieux commentaires et leur appui. Nous avons apprécié leur compréhension exprimée face à nos difficultés rencontrées au cours de ce travail. Merci surtout pour la grande patience face à notre retard.

Nous tenons à exprimer notre reconnaissance à Mme Deena White, professeure au Département de Sociologie de l'Université de Montréal, qui lors des discussions que nous avons eues durant les premières années de doctorat nous a apporté une compréhension approfondie des aspects liés à notre sujet d'étude. Un mot de gratitude va aussi à M. Jean Poupart, professeur au Département de Criminologie de l'Université de Montréal pour ses conseils concernant la partie méthodologique de la thèse. Nous aimerions remercier également à M. Daniel Dieaconu, chercheur à l'Université de Bucarest qui a été notre interlocuteur privilégié sur les thèmes liés à l'histoire de la Roumanie.

Nous exprimons un grand merci à Mme Manon Lebrun, au Département de Sciences Humaines Appliquées, qui nous a soutenue et encouragée pour bien mener à la fin notre thèse.

Des sincères remerciements nous adressons également aux sujets de cette étude, les familles roumaines qui nous ont reçus avec hospitalité et ont accepté avec générosité de répondre à nos questions.

Nous aimerions mentionner aussi les généreux soutiens financiers offerts par le *Centre canadien d'études allemandes et européennes* de l'Université de Montréal et par l'*Institut d'études européennes* de l'Université de Montréal, qui nous ont offerts une importante contribution financière pour réaliser notre recherche de terrain en Roumanie.

Notre gratitude enfin va à Mme Nicoletta Cantineau et Mme Pia Gouthard, deux amies françaises, pour leur relecture de ce travail

## INTRODUCTION

Après 1989, les pays de l'Europe centrale et orientale ont entamé un processus de changement du système social, politique et économique. Ce processus est défini couramment par le terme « transition postcommuniste » ou simplement par « postcommunisme »<sup>1</sup>. La transformation dans les pays de la région a été radicale et a impliqué le passage du système communiste fondé sur le Parti unique, l'égalitarisme social et la dictature du prolétariat vers un système démocratique caractérisé par le pluripartisme, l'État de droit et l'économie libre de marché. La stratégie des réformes pour ces pays a été axée sur la modernisation et a visé la convergence structurelle avec le modèle occidental d'organisation socio-économique et politique. Pour la Roumanie et pour d'autres pays de cette région, la direction fondamentale de changement a été orientée vers l'intégration euro-atlantique, impliquant un changement qui se réaliserait non seulement sur la base d'un projet stratégique mais aussi sous la pression d'acteurs internationaux.

La période à laquelle le mot « transition » fait référence reste indéterminée. En effet, la durée de ce processus ne peut être circonscrite dans un laps de temps précis. De point de vue politique, la réussite des réformes est mesurée par la mise en place d'institutions démocratiques, la séparation des pouvoirs et la garantie des droits et des libertés fondamentales des citoyens. Le succès des changements économiques est quant à lui évalué à la lumière de la croissance économique, de l'augmentation de l'efficacité de l'allocation des ressources, de l'esprit d'initiative et de la concurrence comme fondements d'une économie de marché. Mais, au delà de l'instauration formelle des institutions, il est difficile de conclure à l'aboutissement du processus vers une démocratie consolidée et une économie de marché.

---

<sup>1</sup> Dans notre étude, nous n'avons pas employé la notion de « transition » dans le sens d'une théorie ou d'un courant de pensée particulier. Cette notion est utilisée pour exprimer la dynamique d'ensemble des transformations qui ont lieu dans les pays de l'Est de l'Europe après la chute du communisme. Quant à l'expression « postcommunisme », celle-ci est uniquement employée dans le sens d'une démarcation avec le régime communiste.

La recherche que sous-tend cette thèse vise les changements socio-économiques et politiques en Roumanie entre 1989 et 2004. Le choix de cette période n'a pas une portée chronologique essentielle pour le processus de transition; il a été fait pour des raisons purement pratiques. Il correspond en effet au début de la transition et à la date de l'enquête de terrain que nous avons réalisée dans le cadre de notre recherche doctorale. L'examen critique que nous avons fait des conséquences des changements survenus lors de cette période s'échelonnant sur plus d'une décennie de transition met à jour plusieurs contradictions, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique, entre les attentes d'une prospérité matérielle et de la démocratisation politique d'une part, et la réalisation concrète de ce type de transformation, d'autre part. En dépit de la rupture politique radicale et d'une volonté affichée de changement et d'attachement à des valeurs démocratiques, les études montrent que ces aspects formels ne coïncident pas toujours avec l'achèvement d'un processus de consolidation d'un acquis démocratique (Soare, 1999). Quant aux changements économiques, les réformes chaotiques ont eu des coûts sociaux considérables dont la dégradation du niveau de vie d'une grande partie de la population et la croissance d'inégalités sociales.

Dans ce contexte, il est difficile d'annoncer la fin de la transition. Dans une synthèse des analyses critiques parues après plus d'une décennie de transition après la chute du communisme en Roumanie, Zamfir affirme: « on connaît le moment où la transition a commencé, soit le 22 décembre 1989, mais il n'y a pas un indicateur global qui puisse identifier le moment précis pour la fin de ce processus » Zamfir (2004 : 14). Même si des « éléments post-transition » se sont cristallisés pendant la première décennie après 1989, il reste néanmoins encore des éléments spécifiques à la transition. Zamfir suggère de recourir à un indicateur touchant à la conscience collective, selon lequel « la transition sera finalisée quand la collectivité ne parlera plus d'elle ». Cette idée est proche de celle exprimée par d'autres auteurs qui définissent la transition comme le « laps du temps (...) nécessaire pour combler le décalage entre les réalités et les mentalités » (Michel cité dans Cîrtoacea, 2005 : 400).

Pour les sciences sociales, les difficultés générées par la simultanéité du processus de changement (la sortie du communisme et l'entrée dans la démocratie) ont constitué, par les

défis majeurs qu'ils posent, un vaste champ de recherche. Les modèles analytiques qui ont eu pour objet la transition comme phénomène socio-historique, politique et économique comportent chacun des limites et des insuffisances. Un regard plus attentif porté sur la nature des mécanismes et la dynamique des changements postcommunistes révèle que ceux-ci ne peuvent pas être comprimés dans un cadre théorique existant, les enjeux des transformations étant multiples et complexes. Ce constat constitue le fil conducteur qui a stimulé notre réflexion.

Notre démarche part aussi d'une surprise quant à la rareté des études disponibles sur la transformation concrète de l'ordre social, sur l'émergence de nouvelles formes sociales et sur l'étude des microstructures de la société qui subissent des mutations imprévisibles. En tenant compte d'une part, des clivages paradigmatiques qui ont marqué les débats sur le postcommunisme et d'autre part, de l'ampleur du changement et de ses conséquences dans la vie quotidienne de chaque individu, nous avons orienté notre étude vers la famille. Réalité largement inexplorée de l'espace de l'Europe de l'Est, cette unité paraissait une des entités structurelles de l'ordre social qui exprime le mieux l'effervescence du changement (Tessier, 1995). Dans le champ des sciences sociales, la famille a suscité un intérêt particulier depuis plus d'un siècle en tant que lieu privilégié d'observation de la reproduction des formes prédominantes de vie en société. En effet, elle permet d'observer les repères de transformation des normes, des valeurs et des comportements structurant l'organisation sociale.

Le raisonnement à la base de notre démarche implique également certains choix méthodologiques. Nous avons orienté notre étude vers les pratiques quotidiennes et « vers le vécu des acteurs, vers la vérité subjective de l'expérience de la réalité sociale » (Morin, 1974 : 3) pour ainsi comprendre en profondeur les changements substantiels survenus en Roumanie. L'importance accordée aux processus pratiques et au vécu des acteurs se justifie par les limites des approches empiriques concernant l'analyse des changements postcommunistes qui ont privilégié les visions macrostructurelles fondées principalement sur des études quantitatives. Centrée sur les processus pratiques et sur le vécu, notre réflexion explore des dynamiques sociales à partir d'une microstructure, sans pour autant négliger les facteurs

macrostructurels. Au contraire, l'attention est orientée sur l'influence que les structures et les institutions ont sur l'action des individus durant les processus pratiques.

Ainsi, en choisissant comme sujet d'étude la structuration de la vie familiale dans le contexte des changements postcommunistes en Roumanie, nous proposons une nouvelle perspective analytique des transformations qui ont marqué les sociétés en transition en Europe de l'Est après la chute du communisme en 1989. Dans le contexte de l'espace postcommuniste, la Roumanie représente une exception en raison de l'évolution politique de la société, soumise pendant l'époque communiste à une régulation politique rigide et contraignante. Précisons que ces contraintes, qui avaient comme intérêt primordial l'orientation des comportements dans une direction préétablie, ont eu aussi des conséquences économiques et sociales sur la famille. Après la chute du régime communiste, au début des années 1990, les transformations à tous les niveaux de la société ont eu des effets sur la réorganisation économique et sociale de la société, influençant également l'évolution de la famille.

Partant de ces constats, la question qui justifie la problématique de notre recherche se résume ainsi : « **quel est le rôle de la famille en Roumanie contemporaine?** » Et « **quel devrait être le rôle de la famille et de l'État en Roumanie contemporaine?** » Pour répondre à cette question, le rapport entre la famille et la société sera analysé dans une perspective interrelationnelle, où la famille peut être perçue comme un système intégré ou encore favorisant l'intégration des acteurs familiaux au contexte social général (Joyal, 1992). Cette dynamique d'articulation des aspects interactionnels aux aspects macrostructurels sera explorée avec des concepts développés dans le cadre de la théorie de la structuration. Les concepts dérivés de ce cadre théorique seront non seulement le fil conducteur pour appréhender notre objet d'analyse, mais ils nous permettront à circonscrire l'investigation empirique.

En choisissant d'étudier le parcours de vie familiale, nous observerons la construction du mode de vie dans le contexte de la transition, mais nous analysons aussi le vécu des acteurs familiaux afin de rendre compte des changements du contexte social dans la Roumanie actuelle. Même si notre étude vise la période de 1989 à 2004, la période antérieure (surtout les



dernières années du communisme) sera aussi analysée en raison de l'influence que l'État communiste a eu sur l'évolution de l'institution familiale. Particulièrement, les politiques mises en place par le régime communiste ont eu des conséquences fortes sur la situation économique et sociale, leurs effets étant ressentis jusqu'à présent. Les éléments de continuité et de rupture entre les périodes communiste et postcommuniste sont multiples, de sorte que la compréhension de la situation actuelle ne peut pas ignorer la référence à la période précédant 1989.

La thèse comprendra trois parties principales, chacune divisée en plusieurs chapitres. La première partie (Chapitre I et Chapitre II) est consacrée à la description du cadre général et à la construction de l'objet d'analyse. Le premier chapitre présente le contexte de la recherche, à savoir la transition postcommuniste en Roumanie, et fait le point sur la problématique adoptée. Le modèle du développement social après la chute du communisme sera exposé en cherchant à identifier dans un premier temps les facteurs qui peuvent expliquer la nature et les tendances de ces transformations. Les interprétations théoriques et les orientations dans les études empiriques qui ont dominé les débats sur le postcommunisme sont également explorées. Une place importante sera accordée aux transformations économiques et sociales afin d'indiquer les éléments de continuité et de rupture entre ces deux périodes. Le deuxième chapitre est consacré aux objectifs de la thèse et à la définition de la famille comme unité de l'ordre social pour pouvoir ensuite inclure des aspects liés aux transformations spécifiques à la famille roumaine. Nous nous intéressons dans cette section à la spécificité de la famille traditionnelle roumaine et aussi à la transformation de la famille durant l'époque communiste et postcommuniste.

La deuxième partie de la thèse qui comprend également deux chapitres (Chapitre III et Chapitre IV) expose le cadre théorique et la méthodologie de l'analyse. Le chapitre III reprend dans la première section le parcours de la famille en lien avec la société et les perspectives les plus marquantes dans la pensée sociologique et interdisciplinaire. Compte tenu de notre problématique et du contexte de référence, nous ferons une évaluation sommaire des synthèses et des explications qui mettent en relation la famille avec les transformations postcommunistes. Cela nous conduira à l'identification des éléments d'un cadre conceptuel

qui orientera notre investigation. Dans le chapitre IV de la thèse, nous présenterons la stratégie méthodologique qui a été conçue en fonction de la problématique et des objectifs de la recherche. L'approche que nous avons choisie pour analyser les trajectoires familiales durant la période de la transition postcommuniste est celle de récit de vie. Dans la première section de ce chapitre seront présentés les fondements épistémologiques de la méthodologie utilisée. Puis seront exposés la démarche empirique qui inclut l'enquête de terrain réalisée à l'été 2004 en Roumanie, l'opérationnalisation des concepts, le déroulement de l'enquête et la modalité d'analyse du corpus.

La troisième partie de la thèse (qui inclut les chapitres V, VI et VII) est consacrée à l'analyse du corpus avec les récits de vie réalisés auprès de 11 familles en Roumanie. Dans le chapitre V nous exposons les résultats de l'analyse thématique du corpus qui nous a conduit à la construction de divers types de stratégies de vie familiale en fonction des pratiques mises en place par les familles au cours de la période postcommuniste. Ces typologies construites en fonction de plusieurs variables sont analysées sur trois axes qui rendent visible la trajectoire de la famille postcommuniste. Le premier axe vise la situation actuelle, le deuxième concerne le parcours de vie familiale du communisme au postcommunisme et le troisième axe vise la structuration des changements postcommunistes. Le chapitre VI est consacré à une analyse qui vise à découvrir les caractéristiques de la vie familiale en relation avec les changements sociaux. Les tendances observées sont analysées dans la perspective des projets familiaux qui définissent le sens des trajectoires de vie familiale après 1989. Le dernier chapitre de la thèse (Chapitre VII) examine la régulation politique de la famille durant la période communiste et postcommuniste. Sera analysée l'orientation des politiques mises en place par l'État durant ces deux périodes et leur impact sur la famille. À la fin de cette démarche, quelques considérations concluront la thèse.

# **PARTIE 1: CONTEXTE, PROBLEMATIQUE ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE**

## **CHAPITRE I**

### **LA TRANSITION POSTCOMMUNISTE**

Ce chapitre présente le contexte de la recherche, à savoir la transition postcommuniste en Roumanie; il fait le point sur la problématique adoptée. Notre analyse s'inscrit dans les débats sur les changements qui ont marqué la réalité des pays de l'Europe de l'Est après la chute du communisme en 1989. Les développements politiques, économiques et sociaux dans ces pays ont alimenté de vifs débats à l'égard de la conceptualisation de ce processus et ont ouvert la voie à des recherches en sciences sociales et humaines. Une définition de ces changements est difficile à concevoir. Des concepts comme « démocratisation », « libéralisation », « réforme », « transition démocratique », « transition vers l'économie de marché » ou « transition » sont souvent employés pour appréhender les réalités complexes de ces pays.

Aborder la transition postcommuniste par l'examen des transformations structurelles nécessite un aperçu des caractéristiques générales de la société communiste, car on ne peut pas faire une évaluation de la société actuelle sans revenir sur le passé qui est partie prenante des transformations en cours. Ainsi, dans la première partie du chapitre, nous présentons l'état de développement et la nature du régime communiste qui a dominé la Roumanie de 1945 à 1989. La deuxième partie du chapitre est consacrée à l'examen de la structuration politique, économique et sociale de la société postcommuniste. Un bref survol des principales directions de recherche sera fait dans la troisième partie, afin d'offrir des éléments pour la compréhension des changements dans les sociétés en transition. En référence aux explications des transformations qui ont eu lieu après l'effondrement des régimes communistes, nous mettons en évidence les limites, les défis et aussi l'abandon de certaines propositions explicatives. C'est dans ce contexte, de la nécessité de trouver de nouvelles visions analytiques pour explorer les aspects sociaux des sociétés postcommunistes, que nous mettons en évidence la problématique de notre analyse. Dans la cinquième partie du chapitre est

définie la famille comme unité d'observation des transformations postcommunistes, suivies des précisions concernant le champ épistémologique, la perspective et l'approche.

## 1.1 Les tendances structurelles durant l'époque communiste

Après le repositionnement des acteurs politiques, économiques et militaires sur la scène mondiale, à la fin de la Seconde Guerre, la Roumanie et les pays de l'Europe de l'Est (la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Bulgarie, l'Allemagne de l'Est) entrent dans la sphère d'influence de l'Union Soviétique. Commence alors un processus de transformation de la société selon le modèle de développement de l'État autoritaire de type communiste (Rupnik, 1990)<sup>2</sup>. La particularité de ce modèle est l'enjeu idéologique (Chavance, 1994), à savoir une idéologie monopolistique qui exclut le pluralisme (Duval, 1988), l'objectif étant la soumission des institutions étatiques et de la société au contrôle d'une force politique unique, le Parti communiste. Pour ce faire, le communisme construit une forme de *Parti-État* où les institutions étatiques sont centralisées et unifiées. Afin de renforcer sa domination, le Parti met en place le système de la « *nomenklatura* », une liste nominale, confidentielle des postes de responsabilité distribués exclusivement avec l'assentiment du Parti et qui s'étend du champ du dirigisme politique à tous les domaines de la vie sociale (Gazier, 2002).

La volonté hégémonique du régime communiste se manifeste aussi en économie par la nationalisation des moyens de production et la collectivisation de l'agriculture en détruisant la propriété privée. L'industrialisation par l'absorption de la main-d'œuvre agricole et notamment le travail obligatoire, devient la force du développement de la société. Sur le plan social, la bourgeoisie et l'élite culturelle, économique et politique, considérées comme des ennemis de classe, disparaissent afin de rendre possible l'instauration de la dictature du prolétariat, homogénéiser la société, instaurer l'égalitarisme et créer finalement l'« homme nouveau socialiste ». L'idéal égalitaire déclenche la guerre des classes qui justifie la violence

---

<sup>2</sup> La délimitation des zones géopolitiques et le passage de la Roumanie dans la sphère d'influence de l'Union Soviétique, est établie par l'accord signé à Yalta, en février 1945, entre les grandes puissances occidentales et l'Union Soviétique.

épuratrice et la répression (Kligman, 2000). La société est soumise au contrôle d'une vaste structure qui inclut la police secrète, à laquelle s'ajoutent la milice, l'appareil juridique et une partie des forces armées. La société civile est annihilée, les individus perdent leurs libertés et les droits individuels, étant complètement asservis au Parti. La propagande et le culte de la personnalité sont les corollaires de la pratique totalitaire.

### **1.1.1 La première phase des transformations entre 1944 et 1965**

En Roumanie, la transformation communiste débute en 1945, par l'ascension au pouvoir du Parti communiste<sup>3</sup> qui, avec l'appui des forces soviétiques, renverse plusieurs gouvernements et parvient à consolider sa position après le coup d'État contre le roi<sup>4</sup>, forcé d'abdiquer et de quitter le pays (Durandin, 1995). Par la suite, toute forme d'opposition est neutralisée et les membres des partis traditionnels sont harcelés et finalement éloignés de la vie politique. En 1947, l'installation au pouvoir du régime communiste est totale et après l'adoption de la nouvelle Constitution en 1948, le cadre législatif et institutionnel est complètement reconfiguré selon la formule soviétique de l'État autoritaire. La Roumanie est proclamée République Populaire, le Parlement est remplacé par la Grande Assemblée de la Nation (Marea Adunare Nationala) et le Parti Ouvrier roumain devient la force politique unique. Avec la fusion entre les institutions de l'État et des structures du Parti, la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire disparaît. La société civile est détruite, les libertés fondamentales abolies et, même si le nouveau régime tient à créer les apparences d'une démocratie populaire dans laquelle les droits civiques sont garantis en réalité, ces dernières restent très limités.

Le monopole politique est doublé du monopole économique et, en vertu du plan de réforme socialiste, la Banque Nationale, les unités industrielles et les principaux moyens de production sont nationalisés, la propriété privée est abolie. L'État prend le contrôle intégral du processus

---

<sup>3</sup> Au début de la soviétisation de la Roumanie, les communistes représentaient un groupe restreint (jusqu'à cinq milles personnes environ); leur accès au pouvoir se fait par des fraudes et par la manipulation des résultats des élections.

<sup>4</sup> La forme de gouvernement avant la Deuxième Guerre est la monarchie : le dernier roi de Roumanie est Michel de Hohenzollern.

économique, centralisé et planifié selon des plans annuels et ensuite quinquennaux. La Roumanie, pays à prédominance économique agraire, est soumise à un processus d'industrialisation forcée, l'industrie lourde étant développée au détriment du reste de l'économie. Les gigantesques complexes industriels mis en place exigent la création d'une classe ouvrière nombreuse qui va offrir au pouvoir le fondement politique. Dans cette mobilisation prolétaire, des vagues de paysans sont contraints d'entrer dans l'appareil économique et de devenir des combattants prolétaires conscients et dévoués à la lutte de classe pour la victoire du socialisme (Bühler, 1997). L'industrialisation rapide entraîne l'intensification de l'urbanisation qui, par le regroupement des logements ouvriers avec une architecture typiquement stalinienne, change vite l'image des villes. Mais les conditions de vie précaires de ces habitations auxquelles s'ajoutent l'insuffisance des logements et le manque d'infrastructure pour la mise en place d'un nouveau système de sécurité sociale, de santé et de l'enseignement (qui devient de masse), créent des difficultés pour la grande majorité de la population (Mot, 2002)<sup>5</sup>.

Dans le domaine de l'agriculture, la réforme socialiste prévoit la collectivisation, qui suppose le transfert de la propriété dans les mains de l'État. Ce processus se déroule entre 1948-1962 et entraîne la disparition de la petite propriété privée, qui « en 1948 représentait 92 % de l'ensemble des terres et 80 % de la surface agricole » (Durandin, 1995 : 363). Les domaines nationalisés sont transformés en entreprises agricoles d'État, selon le modèle des *kolkhozes* soviétiques, incluant des grandes superficies et un parc de machines agricoles<sup>6</sup>. Déposséder les propriétaires de leurs terres et les convaincre d'entrer dans les coopératives agricoles est une tâche difficile et pour vaincre l'opposition manifestée par les paysans, le pouvoir utilise des moyens coercitifs, la pression, la menace et la violence. Le patrimoine de paysans est confisqué et passe dans la propriété étatique ; les paysans riches (*koulaks*) sont soumis à des abus et déportations. Des normes de travail et des quotas de productions sont imposées

---

<sup>5</sup> Pendant cette période la promotion de la classe ouvrière s'intensifie, pour des raisons idéologiques et économiques. Les ouvriers qui, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale ne représentaient que 10 % de la population, vont bénéficier de divers avantages (salaires, pensions de retraite, allocations, logements), au détriment de la classe intellectuelle et de la paysannerie. Ce développement a conduit au phénomène de prolétarianisation massive de la société roumaine.

<sup>6</sup> Du processus de collectivisation sont exceptées les petites exploitations situées dans les zones montagneuses et dans les régions isolées.

comme des obligations envers l'État. Avec la collectivisation, l'identité des Roumains est ébranlée, car le village représente leur matrice identitaire. Ainsi, ce mouvement est ressenti psychologiquement par la population comme une action violente et destructrice car on détruit non seulement les mécanismes qui structuraient les rapports sociaux dans les villages, mais aussi les valeurs traditionnelles, culturelles et identitaires, ainsi que les liens communautaires et de solidarité familiale (Durandin, 1995).

Le modèle totalitaire stalinien de transformation ne vise pas uniquement les structures sociales, économiques et politiques, mais il change aussi les modes de vie et de pensée. L'offensive idéologique vise l'art, la culture et le discours public qui, à travers une forte propagande, sont modelés selon les principes du réalisme socialiste, sans laisser de place à la créativité. Les liens avec l'Occident sont dissous et la culture occidentale est rejetée, au profit de la civilisation et de réalisations industrielles et architecturales soviétiques qui doivent être fidèlement copiées (Bühler, 1997). La réorientation culturelle impose la censure et l'épuration des titres non conformes à la nouvelle idéologie dans les bibliothèques et dans les librairies. Les intellectuels réfractaires considérés comme représentant l'ordre ancien sont remplacés par la nouvelle élite émergente issue de la classe ouvrière ou paysanne, formée dans les institutions de science politique de l'Union Soviétique. L'appareil d'enseignement est réorganisé à tous les niveaux, la presse et les moyens d'information sont soumis au contrôle de l'État. En suivant les principes du processus d'endoctrinement et de conformisme idéologique, la propagande athée s'intensifie, certains cultes sont interdits et toute pratique religieuse découragée. La Roumanie, pays profondément attaché à la tradition et aux valeurs spirituelles chrétiennes-orthodoxes, est soumise à un processus de laïcisation avec un fort caractère politique. Cette mobilisation politique d'épuration qui présuppose le contrôle et les répressions entretient un climat général de terreur, de méfiance et de peur (Arhivele totalitarismului, 1994)<sup>7</sup>. Un rôle important dans la répression a été tenu par la « Milice », mais surtout la « Securitate », un appareil de police politique développé selon le modèle du KGB soviétique.

---

<sup>7</sup> Plusieurs groupes de résistance anticommuniste (phénomène unique dans le bloc des pays de l'Est) ont été actifs jusqu'en 1962, quand ces mouvements ont été annihilés. Pour la répression, plusieurs prisons politiques sont mises en place. Les conditions inhumaines d'emprisonnement donnent l'image de ce qu'a signifié le « goulag roumain ».

En même temps, le pouvoir se personnalise en conformité avec le modèle du culte de la personnalité développé en Union Soviétique par Staline. Ainsi, Gheorghe Gheorghiu-Dej, fils du peuple (avec des origines sociales modestes) deviendra le chef du parti et le maître suprême du pays (Durandin et Tomescu, 1988). La nomenklatura communiste se renforce progressivement substituant l'ancienne élite au plan politique culturel, économique et social. Pourtant, après la mort de Staline en 1953, on observe un changement: l'autoritarisme diminue, la position doctrinaire s'éloigne du modèle soviétique, pour privilégier le côté identitaire national du socialisme. Cependant, cette nouvelle orientation ne change pas de façon profonde la pratique du pouvoir; la propagande, l'endoctrinement et la manipulation continuent et même s'intensifient (Mot, 2002). Malgré les discours triomphalistes prônant le progrès et un avenir meilleur, les performances enregistrées jusqu'au début des années 1960 dans l'industrialisation, la collectivisation et l'urbanisation imposées par le schéma soviétique en Roumanie sont loin d'être satisfaisantes. L'industrialisation et le secteur des services ainsi que le secteur social restent peu développés et le niveau de vie de la population est un des plus bas des pays socialistes (Durandin, 1995).

### **1.1.2 La Roumanie à l'époque de Ceausescu : 1965-1989**

À partir de 1965, la Roumanie s'inscrit dans une nouvelle étape d'évolution, après l'accès de Nicolae Ceausescu à la direction du Parti Communiste roumain (du Bois, 2004)<sup>8</sup>. Au début Ceausescu met en place des réformes qui visent d'abord la révision du cadre législatif, ensuite la diminution de la planification économique pour donner plus d'autonomie aux entreprises et encourager l'initiative individuelle et la rentabilité. Sur le plan international, le régime Ceausescu développe des relations diplomatiques avec l'Occident et avec les pays de Tiers Monde, et par quelques gestes significatifs parmi lesquels la condamnation publique, en 1968,

---

<sup>8</sup> Ceausescu est né en 1918 dans une famille de paysans pauvres. Ayant une formation extrêmement modeste (quelques classes primaires), presque illettré, il est apprenti chez un cordonnier. Sans avoir de chances réelles d'ascension sociale, Ceausescu s'engage très jeune dans la lutte de classe et participe aux mouvements ouvriers communistes à partir des années 1930, quand le Parti communiste était dans la clandestinité. Après la conquête du pouvoir des communistes en 1945, Ceausescu va grimper tous les échelons du pouvoir pour enfin accéder, en 1965, à la direction du Parti Communiste Roumain. Il est décrit par ses proches collaborateurs comme un être agressif et brutal, orgueilleux, un puritain, un fanatique qui ne supportait pas la contradiction. Après son installation au pouvoir, il va confisquer toutes les fonctions de l'État (politique, économique et militaire).



de l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, donne l'impression de s'éloigner de l'Union Soviétique (Durandin, 1990; Boia, 2003). Cela permet à la Roumanie d'obtenir des prêts, ce qui, à court terme, se traduit par un progrès économique du pays et une amélioration sensible du niveau de vie, mais, à la longue, ces actions ont conduit à un immense endettement et à la dépendance financière envers les pays occidentaux (Serban, 1994).

Malgré des progrès sensibles enregistrés à la fin des années 1960, le processus de libération politique et économique amorcé, qui aurait pu améliorer la performance économique du pays, ne se poursuit guère. Durant les années 1970, le processus de consolidation et de centralisation du pouvoir se renforce, le parti pénètre tous les échelons de la société (l'économique, le culturel, l'éducation, les médias, la science) et le contrôle de la population s'intensifie (Gallagher, 2004)<sup>9</sup>. Même l'espace le plus intime est contrôlé par l'État et, en ce sens, une loi interdit l'avortement en 1966. Cette loi, renforcée par des mesures supplémentaires dans les années 1970, prévoit d'augmenter la population de la nation afin de compenser la lenteur du développement économique. Cependant, en configurant les directions de sa dictature personnelle, Ceausescu s'approprie totalement le pouvoir et en ce sens la modification de la Constitution en 1974, introduit la fonction du Président de la République, ce qui lui permet de détenir toutes les hautes fonctions à la fois dans la direction du Parti et de l'État. Parallèlement, le régime pratique le népotisme, différentes hautes fonctions du pouvoir sont confiées aux membres de la famille, par exemple son épouse, Elena, accède au pouvoir en 1972, le fils cadet Nicu et d'autres membres de la famille occupent des positions politiques importantes (Serban, 1994; Gabanyi, 2003).

Dans le domaine économique, l'industrialisation forcée, commencée en 1949, continue. L'ambition de Ceausescu est d'avoir un développement économique autarcique et il accélère la planification centralisée, la priorité étant donnée à l'industrie lourde, au détriment du développement de l'agriculture et des services. Ce développement se fait au prix d'un volontarisme idéologique coûteux, tant au plan financier qu'humain (Lhomel, 1996 : 27).

---

<sup>9</sup> Les analystes expliquent ce tournant dans la politique de Ceausescu par sa visite en Corée du Nord, où il a trouvé un communisme qui lui convenait et, à son retour au pays, il a décidé de transformer la Roumanie selon le modèle de Kim Ir Sen.

On édifie des colosses industriels qui demandent de grands investissements et une concentration de salariés, et durant cette période d'importants financements sont consacrés à la mise en place des grands projets d'envergure, comme par exemple la construction du canal Danube-Mer Noire ou la construction pharaonique du palais présidentiel, le deuxième plus grand édifice au monde après le Pentagone.

Dans les années 1980, le régime Ceausescu contraint par les organismes financiers internationaux, s'engage à rembourser en totalité la dette externe de la Roumanie. Pour ce faire, le gouvernement met en place un système économique autarcique et extrêmement centralisé qui finalement devient inefficace accumulant des résultats négatifs (Serban, 1994; Gherghel, 2005). Parallèlement, le gouvernement fixe des normes de production extrêmement élevées. La non-réalisation de ces plans est attribuée aux salariés, qui sont pénalisés par la diminution de leur salaire. La semaine de travail se prolonge à six ou sept jours. L'existence du chômage, suite à la réduction de la main-d'œuvre dans les entreprises n'est pas reconnue officiellement (Zamfir et Zamfir 1999 : 37)<sup>10</sup>. L'investissement pour le rééquipement en industrie et en agriculture est limité, ce qui entraîne le vieillissement de l'infrastructure et le retard technologique.

Cette diminution accentuée des ressources économiques à la fin des années 1970 et durant les années 1980, impose un programme d'austérité nationale dont l'effet est la généralisation de la pénurie des produits de consommation et des biens. Les aliments et les produits de base comme par exemple l'eau, l'électricité, le pétrole sont rationalisés, la population bénéficiant seulement des quotas établis par le gouvernement. Cette pénurie d'aliments est dissimulée dans un programme d'« alimentation scientifique » qui prévoit des normes de consommation prescrit officiellement. Les importations d'Occident sont arrêtées et en même temps les exportations augmentent. Les files d'attente pour se procurer des produits comme la viande, le fromage, le lait, le pain et tous les autres aliments de base deviennent la préoccupation quotidienne des Roumains. Dans ces conditions, des réseaux parallèles, non officiels, de

---

<sup>10</sup> En 1989, le chômage réel en Roumanie (caché dans les statistiques officielles) touche environ 4 à 5 % de la population.

commercialisation des produits se développent et le phénomène de la corruption se généralise à tous les niveaux (Kligman, 2000). Le déclin économique a aussi comme effet la détérioration progressive du système de protection sociale, de l'éducation et de l'assistance sanitaire, l'investissement dans ces secteurs étant pratiquement suspendu dans les années 1980. Le nombre de places dans l'enseignement supérieur diminue, les manuels scolaires ou les médicaments sont insuffisants, les malades sont obligés d'acheter les médicaments pendant leur séjour à l'hôpital, les institutions d'assistance sociale comme les foyers pour les enfants ou les institutions pour les personnes âgées ou handicapées sont dans un piètre état.

En suivant la ligne du nationalisme dogmatique, Ceausescu renforce la propagande afin d'uniformiser la société en éliminant toute distinction sociale et toute différence d'ethnie, de sexe, d'âge ou de position sociale. Cette entreprise d'homogénéisation exige aussi de nouveaux cadres de vie où la modélisation de l'espace, processus commencé dans les années 1950, est renforcé. Ainsi, pour laisser l'empreinte de son époque sur le pays, Ceausescu met en place un plan de systématisation où les centres historiques des villes, particulièrement de la capitale, Bucarest, sont rasés, et des quartiers d'immeubles bâtis dans le style architectural stalinien remplacent les anciens monuments historiques et architecturaux. Dans cette démarche mégalomane de « systématisation au service de l'homogénéisation » (Durandin et Tomescu, 1988) sont inclus aussi les villages, les maisons paysannes étant remplacées par des immeubles, mal dotés en équipement sanitaire et sans confort. Malgré la rhétorique communiste de modernisation et l'offensive de systématisation, l'urbanisation continue, mais de façon chaotique et avec des ressources insuffisantes ; la campagne présente une image d'arriération, de stagnation et d'archaïsme.

Au cours des années 1980, l'appareil répressif de contrôle politique, la « Securitate », exerce un contrôle total sur la société. La population est sous la surveillance permanente, toute forme d'opposition au régime est réprimée et la dissidence annihilée, la soumission des individus est totale. Les moyens d'information et les productions artistiques, cinématographiques, littéraires, sont censurés et obligés de se conformer aux directives idéologiques. Suite à la politique économique autarcique et au manque de respect des droits et libertés humaines

(Gabanyi, 2003)<sup>11</sup>, l'image de Ceausescu sur le plan international se détériore, la Roumanie étant ainsi isolée par rapport aux pays du bloc communiste et aussi par rapport à l'Occident. En même temps Ceausescu renforce la propagande au plan interne et amplifie le développement du culte de sa personnalité, qui se manifeste dans des rituels atteignant des dimensions grotesques. L'intensification de la propagande entretient une tension permanente et cette atmosphère dominée par la pauvreté, le chaos économique, la démagogie et la terreur incitent les Roumains à la révolte en décembre 1989, pour se libérer de la dictature communiste, en réclamant la « liberté » (Durandin, 1995).

### **1.1.3 Le caractère totalitaire du système communiste en Roumanie**

Plus que dans d'autres pays de l'Europe de l'Est, le système totalitaire instauré en Roumanie a connu les formes les plus irrationnelles par la coercition et le contrôle autant de la sphère publique que de la vie privée. Le pouvoir communiste a imposé par la force des formes de sociabilité qui devaient être intériorisées par des individus qui étaient complètement assujettis. C'est un modèle de relations horizontales qui sépare d'une part les dominateurs incarnés par les classes dirigeantes, la nomenklatura, et d'autre part, les dominés ou les dirigés, représentés par les masses des travailleurs (Bertaux et Malysheva, 1994). Cette dichotomie s'exprimait dans une irréconciliable fracture entre « nous » et « eux », ce qui menait à l'interruption de toute communication réelle du bas vers le haut de la société, les individus étant privés du droit de se manifester en tant que citoyens (Badrus, 1993). Par un effort de pédagogie par lequel tous les individus étaient contraints au conformisme, le régime communiste visait l'homogénéisation de la société et la création de l'« homme socialiste ». Cette perte de subjectivité produite par l'intervention de l'État, représente la forme suprême de contrôle et de domination mise en œuvre par l'État totalitaire (Cochart et Haroche, 1988).

---

<sup>11</sup> Des contraintes et des restrictions sont imposées sur tous les plans de la vie et les mesures de répressions qui les accompagnent limitent fortement les droits et les libertés humaines. Pour les détails qui configurent le système répressif et aussi sur la manifestation du culte de Ceausescu voir Gabanyi, Ute Anneli, *Cultul lui Ceausescu (Le culte de Ceausescu)*, Bucaresti: Polirom, 2003.

Cette stratégie du pouvoir avait pour but non seulement de tout contrôler et diriger, mais aussi de détenir le monopole de toute initiative portant sur le politique ou sur le social (Badrus, 1993). L'État paternaliste revendique ainsi des prérogatives dans la définition du bien public et cela représente l'effet le plus rétrograde de l'ère communiste, car il a créé une population majoritairement dépendante, habituée à recevoir de l'État les biens nécessaires à la survie (Gallagher, 2004 : 85-86). Dans cette optique, les mesures de protection sociale représentent la manière la plus subtile de dissimuler le contrôle et la dépendance des individus envers l'État. Le minimum de satisfaction des besoins a été accompagné d'une dépendance modifiée des citoyens envers le pouvoir politique, ce qui a créé de multiples vulnérabilités (Kligman, 2000).

En Roumanie coexistaient, plus particulièrement à l'époque de Ceausescu, deux systèmes sociaux différents : d'une part, le système officiel, qui représentait la répartition de la pauvreté, des interdictions et de manque de liberté, et d'autre part, le système informel, privé qui, contournant les restrictions et les dispositions officielles, créait un espace de survie et de manifestation de la liberté (Badrus, 1993 ; Kligman, 2000). Ce système informel, qui s'est développé pour résoudre les problèmes quotidiens et pour remédier à la pénurie, fondé sur des réseaux parallèles de distribution des biens et des services, mais aussi sur des relations de parenté, d'amitié et de collégialité, a constitué ce qui a été défini comme la « seconde société » (Machonin et Tucek, 1994). Cette réalité parallèle constituait non seulement un système de distribution, mais elle offrait également un espace d'évasion et de résistance, tout en rendant supportable le système officiel.

## **1.2 Les caractéristiques socio-économiques et politiques de la transformation postcommuniste**

Le régime autoritaire de Nicolae Ceausescu prend fin en décembre 1989 quand la population exprime son mécontentement par des mouvements de masse dans les grandes villes du pays. Ces manifestations dégénèrent en mouvements sanglants réprimés avec violence. Ceausescu

et sa femme essayent de s'enfuir, mais après quelques jours ils sont arrêtés, jugés superficiellement et ensuite exécutés.

Dans ce climat de panique, de confusion et d'improvisation, une nouvelle formation politique émerge, le Front du salut national, dirigé par Ion Iliescu ancien militant de premier rang du Parti communiste roumain dans les années 1970 (Gazier, 2002 : 232)<sup>12</sup>. La nouvelle formation autoproclamée a une composition très variée, incluant des communistes opposés à Ceausescu, des cadres militaires, des dissidents anticomunistes, ainsi que des personnalités culturelles. La Roumanie commence ainsi un processus de transition<sup>13</sup> dans lequel les structures politiques et socio-économiques de l'État planifié sont démantelées. De nouvelles institutions fondées sur les principes de l'État de droit, le pluralisme politique, les élections libres et l'économie libre de marché doivent être mises en place. Ce processus se déroule sur le fond de l'instabilité de la société et de la vie politique. Ainsi, la première partie des années 1990 est marquée par des confrontations et des tensions sociales et ethniques. Le régime Iliescu, formé en grande partie par les anciens membres de l'élite communiste, est considéré une menace de restauration néo-communiste, et est vivement désapprouvé.

### **1.2.1 Le changement du cadre institutionnel**

Après 1990, se produisent d'importantes mutations institutionnelles par la remise en place d'organismes politiques démocratiques. La Roumanie adopte un système bicaméral (Chambre

---

<sup>12</sup> Le Front du salut national devient un Parti politique et remporte les élections du 20 mai 1990. Ainsi, Ion Iliescu devient le premier Président élu de la Roumanie, avec plus de 85 % des suffrages et le parti qu'il dirige, obtient 66 % des voix aux élections parlementaires.

<sup>13</sup> Après un premier mandat de deux ans Iliescu et son parti, qui s'est transformé de Front du salut national en Parti de la démocratie sociale, vont remporter les élections en 1992 pour un nouveau mandat de quatre ans. En 1996, Emil Constantinescu et la Convention Démocratique constituée d'une coalition de partis majoritairement de centre-droite (chrétiens-démocrates, sociaux-démocrates, libéraux et représentants de l'Union démocratique des Magyars de Roumanie), remporte les élections. L'accès au pouvoir de cette coalition a été favorablement reçu par l'Occident, mais au plan interne, la coalition a connu plusieurs déboires, ce qui produit l'instabilité sur le plan économique et politique. Cette évolution conduit finalement à l'échec des forces de droite et à l'augmentation de la popularité des forces de gauche et des partis nationalistes. Ainsi, lors du scrutin de l'an 2000, l'ex président Iliescu et son parti seront réinstallés au pouvoir. En 2004 les élections sont emportées par une union de centre droit formée par le Parti démocrate libéral et le Parti libéral. Le président élu est Traian Basescu, lui étant également un ancien membre de l'appareil communiste.

des Députés et Sénat), les membres des deux chambres et le président de la République étant élus au suffrage universel tous les quatre ans. La nouvelle Constitution, adoptée par référendum en 1991, définit un nouveau cadre institutionnel qui garantit les droits et les libertés civiques, ainsi que le pluralisme politique, en conformité avec les valeurs et les principes de la démocratie occidentale. Les partis « historiques » d'avant la Seconde Guerre mondiale sont réhabilités et de nouvelles formations politiques apparaissent (Serban, 1994). Parallèlement débutent la décentralisation du pouvoir et la réforme des institutions locales. Sur le plan international, l'année 1990 marque le début des négociations de la Roumanie avec plusieurs organismes internationaux (l'OTAN, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne), processus qui aura comme finalité l'intégration dans ces institutions.

Dans la démarche de démocratisation, divers organismes de la société civile se mettent en place après 1989<sup>14</sup>. Reconnue comme un symbole de résistance contre le régime communiste, mais sans un passé récent fondé sur un mouvement de dissidence, la société civile reste un concept flou après la chute du communisme<sup>15</sup>. Elle se développe d'abord dans le domaine humanitaire avec l'implication active de l'Europe de l'Ouest. Les projets de l'Union Européenne ont eu des résultats concrets, mais le manque de mobilisation locale des fonds, auquel s'ajoute la lenteur de la mise en place d'un cadre juridique, rend l'insertion d'un secteur associatif autonome extrêmement difficile. Très actifs sont quelques mouvements civiques et culturelles qui manifestent leur opposition au pouvoir, avec une forte position anticomuniste, mais cette imbrication rend extrêmement confuse la ligne de démarcation entre engagement politique et activités générales des associations civiques (de Bellet, 2001 : 103).

La mise en place d'un nouveau cadre institutionnel et l'adhésion aux organismes internationaux signifient des changements majeurs allant dans le sens de la démocratisation du pays, mais l'évolution de plus de dix ans de transition révèle l'absence d'une stratégie de réforme clairement structurée. Le cadre législatif change sous la pression des organismes

---

<sup>14</sup> Durant la première décennie, avec le retrait de l'État-providence communiste, les organisations non gouvernementales ont été sur-sollicitées, surtout dans le domaine humanitaire.

<sup>15</sup> La mise en place de la société civile se fait sur la base d'une loi de 1924 et les gouvernements post-1989 manifestent peu d'intérêt pour le renouvellement du cadre juridique dans ce domaine.

internationaux, mais il reste fortement dépendant de l'héritage de l'époque communiste. L'apprentissage de la démocratie est un processus difficile et lent en Roumanie, à cause de l'impréparation des institutions aux règles et aux responsabilités qu'implique la démocratie, mais aussi à cause de la lenteur des changements de mentalités. La chute du communisme devait normalement signifier la dissolution de l'élite qu'il a créé, mais au contraire, le régime de Iliescu a offert aux membres de l'ancienne nomenklatura communiste et de la police politique, l'opportunité de se repositionner dans les nouvelles structures politiques et administratives.

Une loi de lustration (Smolar, 1994)<sup>16</sup> pouvant amener une rupture avec le passé n'a jamais été adoptée. Ces aspects ont perpétué les tensions politiques et sociales ainsi que les polémiques et les accusations. L'opposition qui se remet en place est continuellement intimidée et affaiblie. Au lieu de créer des partis alternatifs de type européen, l'opposition démocratique préfère ressusciter les partis « historiques » de la période d'avant la Deuxième Guerre mondiale, dirigés en grande partie par d'anciens leaders, des survivants de la répression communiste (Boia, 2003). En outre, ces partis historiques n'expriment pas nécessairement une orientation claire de changement politique et économique adéquate au contexte postcommuniste, leur vision politique étant concentrée sur le retour aux structures de la propriété d'avant la Deuxième Guerre mondiale et sur la demande de restauration de la monarchie (Mot, 2002).

### **1.2.2 La réforme économique. Les coûts de la transformation**

Un des changements qui a des répercussions fondamentales sur la vie sociale après la chute du communisme en Roumanie est le domaine économique, où l'on enregistre de forts déséquilibres (Daianu, 1994). La réforme économique, ayant pour objectif le passage à l'économie de marché, suppose le démantèlement et la liquidation des grandes entreprises industrielles, non rentables et grandes consommatrices d'énergie et de ressources. Mais les

---

<sup>16</sup> La loi de lustration devait prévoir des mécanismes qui permettaient d'éliminer de la vie politique les gens qui se sont compromis dans le passé. Étaient visés ceux qui ont occupé des postes importants dans l'appareil politique et répressif communiste et les collaborateurs de la police politique.



autorités roumaines ne manifestent pas une volonté politique suffisante pour réformer l'économie. La population est réticente à l'idée d'une transformation rapide, et est mal préparée à s'adapter aux structures de l'économie de marché. Les ouvriers et les paysans sont peu habitués aux risques, à la compétition et à l'autonomie, que suppose l'existence d'une économie de marché, et restent attachés à la rationalité du système socialiste.

Cependant, l'accès aux nouvelles opportunités devient le privilège de l'élite économique et politique de l'ancienne nomenklatura communiste connectée au jeu du pouvoir qui a fait, en effet, l'objet d'une transaction de redistribution du pouvoir entre le monopole de l'État et les groupes oligarques en gestation (Sandor, 1999 : 657). Ainsi, en l'absence d'un programme de libéralisation économique et d'un cadre législatif approprié, ce processus est lent et sans une direction clairement établie. Les évaluations économiques<sup>17</sup> réalisées après plus de dix ans de transition, montrent que la Roumanie a peu progressé dans la mise en place d'une économie de marché et que sa capacité de faire face aux pressions concurrentielles et aux forces de marchés reste faible (Lhomel, 2003).

Les résultats de la stratégie économique adoptée se reflètent dans l'évolution de plusieurs indicateurs macro-économiques. Le PIB diminue par rapport à celui de 1989, atteignant en 2000 seulement 77 % de son niveau de 1989 (Lhomel, 2002 : 175). Le déclin du secteur d'État et la désorganisation de la production suite à la restructuration économique influencent considérablement la situation de l'emploi, étant donné que le processus de désindustrialisation n'est pas accompagné de programmes de reconversion de la main-d'œuvre. Les modifications de la structure de la population active sont significatives. Si auparavant l'industrialisation était encouragée, après 1989 on observe une inversion des tendances par la diminution de la main-d'œuvre industrielle de 35,3 % en 1991, à 29,2 % en 1996 (Stanciu, 1999 : 63). Parallèlement, on voit une augmentation de la population active dans le secteur agricole, de 27,9 % en 1989,

---

<sup>17</sup> L'évaluation faite par l'Union Européenne visant les progrès enregistrés par la Roumanie après dix ans de transition caractérise l'économie roumaine comme étant « une économie de marché viable, mais pas encore fonctionnelle ». En même temps, le niveau de vie des ménages est faible, représentant en 2002-2003 seulement 26 à 27 % de la moyenne de l'Union Européenne. Au vu de cette situation, les études estiment que la Roumanie aura besoin de 80 ans pour atteindre le niveau de revenu moyen par habitant de l'Union Européenne, à condition d'enregistrer une croissance moyenne annuelle du PIB par habitant de 3,8 % (Lhomel, 2003 : 179).

à 37 % en 1997 (Pauna et Pauna, 1999 : 60). En agriculture, l'adoption d'une loi en 1991, qui prévoit la restitution des terres aux propriétaires, conduit à la destruction des coopératives agricoles de production. Cela a comme effet l'augmentation du nombre de petits propriétaires qui n'ont ni la connaissance ni la dotation technique pour développer une agriculture compétitive. Sont prépondérantes les exploitations paysannes orientées vers des cultures et technologies traditionnelles, avec une activité commerciale relativement limitée et orientée principalement vers une agriculture de subsistance (Tesliuc, 1999).

Les licenciements massifs après 1989 amènent une augmentation progressive du chômage, un phénomène quasi inconnu pendant la période communiste. Le taux de chômage varie de 3 % en 1991, à 10,9 % en 1994 et à 10,3 % en 1998, à 11,5 % en 1999, à 10,5 % en 2000 et à 8,6 % en 2001 (Lhomel, 2002 : 176). Pour protéger la main-d'œuvre licenciée, des Ordonnances gouvernementales prévoient des paiements compensatoires équivalents à six ou neuf ou même douze mois de salaires. Pourtant, la hausse du taux de chômage et la dépression de l'activité économique ont des conséquences néfastes sur la situation sociale de la majorité de la population. Par la réduction des revenus réels et du niveau de la consommation, les ménages dépensent plus de la moitié de leurs revenus pour la consommation alimentaire, ce qui entraîne indirectement une forte contraction des budgets privés et publics consacrés aux dépenses sociales, aux retraites, à la santé, à l'enseignement (Gaspard, 1993).

Le niveau des revenus de la population est réduit, le salaire moyen est d'environ 100 dollars américains<sup>18</sup> et le pouvoir d'achat diminue considérablement, comparé à l'année 1989 (Zamfir, 1999a : 118). Entre 1990-1999 s'enregistre aussi la diminution progressive de la situation financière des ménages qui est de 33,1 % en 1994 par rapport à 1989 et de 27,5 % en 1999 par rapport à 1995 (Familia si copilul in Romania, 2001 : 13). Contraintes par le manque et l'insuffisance des revenus provenant d'emplois formels, et sur le fond de fragilité du cadre

---

<sup>18</sup> Le niveau du salaire moyen est calculé pour la période entre 1990-1999. En 2000 le salaire moyen est de 132 dollars américains pour augmenter ensuite à 158 dollars américains en 2002. Source : l'Institut national de statistique de la Roumanie: <http://www.insse.ro/cms/rw/pages/castiguri1938.ro.do> site consulté le 20 mars 2009

législatif et fiscal, les familles augmentent leurs revenus en développant des activités dans la sphère de l'économie informelle<sup>19</sup>.

Le niveau de vie est affecté aussi par la crise immobilière, crise qui a existé toujours en Roumanie, mais qui s'est accentuée après 1989. Les allocations gouvernementales et les fonds publics pour la construction de logements sont réduits progressivement, ce qui a un impact sur l'accès aux logements et notamment sur la qualité de l'habitation. Le nombre limité d'appartements disponibles et le manque d'investissements dans l'immobilier font que les prix des appartements neufs ou en location deviennent inaccessibles pour la majorité de la population. Par conséquent, un grand nombre de personnes, notamment les jeunes ayant des revenus réduits, pour lesquels les possibilités de crédits sont pratiquement inexistantes, vivent dans des conditions extrêmement précaires. Plusieurs familles perdent leur logement, alors que la cohabitation de plusieurs générations se répand, ce qui augmente le nombre de personnes par pièce habitée (Dan, 1999 : 462)<sup>20</sup>.

Après 1989, la polarisation sociale devient évidente; elle se reflète dans les fortes inégalités sociales. À l'époque communiste, la répartition des revenus se faisait en apparence de manière égale, même si la nomenklatura était considérée le groupe des riches des pays de l'Est. Après 1989, les nouveaux capitalistes sont les membres de l'ex-nomenklatura convertis en entrepreneurs, qui profitent des libertés économiques et de la fragilité du cadre législatif, et transforment par des moyens frauduleux les entreprises étatisées en entreprises privées, au détriment de la majorité de la population, pour laquelle les revenus et le niveau de vie sont en baisse (Mot, 2002). Jusqu'en 1989, l'existence des pauvres en Roumanie était niée officiellement; par conséquent, le calcul du seuil de pauvreté ne faisait pas partie des analyses statistiques. Pendant la transition, le nombre de personnes avec des revenus en dessous du

---

<sup>19</sup> L'Institut national de statistique de la Roumanie estime que la valeur brute ajoutée des activités développées dans le cadre de l'économie informelle a augmenté de 6,7 % de PIB en 1992 à 19 % de PIB en 1997. Ces chiffres estimatifs sont publiés dans une étude effectuée dans le cadre du Programme PHARE de l'Union Européenne.

Source : [http://www.ier.ro/documente/studiideimpactPaisI\\_ro/Pais1\\_studiu9\\_anexe\\_ro.pdf](http://www.ier.ro/documente/studiideimpactPaisI_ro/Pais1_studiu9_anexe_ro.pdf) site consulté le 17 avril 2009.

<sup>20</sup> Les données du recensement de 1992 montrent qu'environ 60 % de la population du pays vit dans des habitations qui se situent sous la moyenne de 2,46 pièce/habitation, moyenne qui est considérée très réduite.

seuil de pauvreté augmente et, comme les études sur la qualité de vie en Roumanie le montrent, le taux de pauvreté dans la totalité de la population est de 30% en 1999-2000 pour la pauvreté sévère et de 40% pour la pauvreté modérée (Zamfir, 2000 : 39)<sup>21</sup>. Par ailleurs, il a été estimé que la majorité de la population a expérimenté la pauvreté pendant les années de transition, et ce, à différents degrés. Environ 44 % de la population roumaine vivait avec moins de quatre dollars par jour et 7 % de la population vivait avec moins de deux dollars par jour (Tesliuc, Pop et Tesliuc, 2001 : 23). Les catégories les plus vulnérables et les plus touchées étaient les familles avec plus de trois enfants. En 1998, 65 % des ménages avec trois enfants et 84 % des ménages avec quatre enfants et plus étaient sous le seuil de pauvreté, alors que seulement 35 % des familles avec un enfant se retrouvaient dans cette situation (Tesliuc et Pop, 1999 : 243)<sup>22</sup>.

Un autre phénomène qui a eu un impact social majeur sur la restructuration de la société roumaine après 1989 est la migration externe. Les bouleversements économiques et le relâchement de la restriction sur l'émigration favorisent la migration externe, la Roumanie devenant un pays d'émigration, alors qu'avant l'époque communiste, elle était un pays d'immigration. Des centaines de milliers de Roumains quittent leur pays pour s'établir en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord ou en Australie. En 2003, les statistiques indiquaient que la migration externe représentait 10 % de la population active et que 17 % du total des ménages de Roumanie avaient au moins un membre à l'étranger (Bleahu, 2004). À long terme, l'émigration a un impact négatif sur l'économie, provoquant une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. En effet, beaucoup de jeunes ont quitté le pays sans prévoir le retour. L'impact négatif est visible aussi sur le plan des liens familiaux et sur le plan démographique.

---

<sup>21</sup> Ces estimations se réfèrent à la période 1999-2000 et les études montrent que la situation s'est détériorée par rapport à 1994.

<sup>22</sup> Le seuil de pauvreté est défini comme représentant 60 % de la consommation moyenne d'un adulte par mois, soit l'équivalent à 40 dollars américains par mois, en 1995.

### **1.2.3 Des réformes inadaptées au contexte social, politique et économique postcommuniste**

Sans avoir des repères clairs du changement en Roumanie, la tentation a été après 1989, de transplanter des modèles occidentaux, le risque majeur étant de mettre en place des « formes sans fond », danger déjà dénoncé par des penseurs roumains comme Titu Maiorescu, il y a plusieurs décennies (Marié, 1996). Même si plus de dix ans sont passés après la chute du communisme, le processus politique demeure marqué par les réflexes autoritaires hérités de l'ancien système et par l'absence de l'esprit civique et de culture de la participation. La société civile se met en place difficilement en raison de l'opposition entre « privé » et « public » qui a modelé les relations entre l'État et la société pendant plus de cinq décennies. Après les décennies de contrôle et de coercition manifestés par le pouvoir totalitaire, la population reste encore méfiante à l'égard des institutions publiques et manifeste un fort désintérêt pour l'engagement civique. La situation générale d'insécurité et la corruption généralisée accentuent le sentiment de frustration et de mécontentement. Les sondages d'opinion réalisés durant la transition, montrent un taux élevé d'insatisfaction<sup>23</sup> et ce phénomène social a une influence importante sur le développement politique, social et économique du pays.

La majorité de la population reste encore fortement influencée par la culture égalitariste et centraliste et aussi par des pratiques paternalistes, et tout cela sur le fond de l'absence d'un dialogue entre l'État et la société civile. La division entre le public et le privé est la conséquence du décalage entre le discours officiel et les pratiques de la vie quotidienne, situation créée par le régime communiste et renforcée surtout au cours de l'époque Ceausescu. Le manque de confiance dans les institutions publiques et le repli sur la famille s'accroissent aussi par le passage vers une économie marquée par la compétition et l'influence du capital. Mais, après 1989 la famille reste une ressource précieuse, pouvant même devenir un acteur économique et une source d'accumulation du capital (Mezei, 1997).

---

<sup>23</sup> Voir, à ce sujet, le baromètre de l'opinion publique publié par la Fundatia Soros Romania (La Fondation pour une société ouverte). <http://www.osf.ro/ro/publicatii.php?cat=2#>, site consulté le 20 mars 2009

### **1.3 L'interprétation des changements postcommunistes dans les sciences sociales**

Le défi majeur pour les sciences sociales a été d'analyser et de rendre compte des changements économiques et politiques en cours dans les pays de l'Europe de l'Est après la chute du communisme. Les définitions des processus sociaux qualifiés par le syntagme de « postcommunisme » n'ont jamais fait consensus. Face à la radicalité et à la nouveauté des transformations, plusieurs chercheurs en sciences sociales ont proclamé la nécessité d'un nouveau paradigme ou d'un champ autonome d'étude. C'est dans ce contexte qu'un débat sur les termes employés pour faire référence à ce nouveau domaine (les recherches postcommunistes) apparut. Parmi les catégories et concepts qui ont fait l'objet de l'intérêt des chercheurs à l'Ouest comme à l'Est, on note: la démocratisation, la libéralisation, les réformes, la transformation, la transition démocratique, la transition vers l'économie de marché ou, simplement, la transition. Nous exposons dans cette partie quelques modèles analytiques qui semblent les plus importants parce qu'ils apportent des clarifications sur le changement politique, les réformes économiques et les contraintes structurelles du changement.

#### **1.3.1 Les études centrées sur les changements politiques et économiques**

Les transformations postcommunistes ont fait, après 1989, l'objet de nombreuses questions et interprétations. Elles ont mobilisé des approches et des outils méthodologiques appartenant à des champs disciplinaires différents.

##### **1.3.1.1 La transformation postcommuniste selon le modèle occidental de modernisation**

Les schémas d'interprétation qui se sont imposés durant la première décennie de la transition privilégient l'hypothèse selon lequel la transformation dans les pays est-européens est orientée vers une fin unique, celle du modèle de la démocratie et de l'ordre capitaliste néolibéral

développé à l'Ouest (Mot, 2002 : 37)<sup>24</sup>. Suivant cette logique, le processus de transition peut être réalisé comme un grand projet d'ingénierie sociale sur la base de stratégies politiques et économiques, et par des procédures institutionnelles. L'application de ce modèle occidental doit se faire par le biais des politiques radicales et par la réforme des institutions. Il s'agit d'un processus de transformation réalisée par des élites, dont l'objectif est la modernisation des anciens pays communistes. Cette vision fondée sur une stratégie d'action caractérisée par un support idéologique a été non seulement à la base d'approches théoriques, elle a également constitué le fondement des programmes de réforme proposés par les organisations internationales, aux gouvernements postcommunistes. Ainsi, l'objectif n'a pas été exclusivement de décrire ou d'expliquer la réalité, mais de la changer (Zamfir, 2004)<sup>25</sup>.

Ce paradigme de modernisation, propre à la pensée occidentale fondée sur l'idéologie néolibérale et qui privilégie la convergence des sociétés vers la réalisation d'un modèle anticipé, a été critiqué pour son caractère artificiellement dichotomique, ethnocentrique et déterministe. Ces dimensions (déterministes, ethnocentriques) s'expriment par l'incapacité d'adaptation des sociétés de l'Europe de l'Est aux valeurs occidentales et, aussi par l'image contrastante avec l'idéal de prospérité et de stabilité typiques aux sociétés industrialisées de l'Ouest (sans nécessairement mettre en évidence les problèmes sociaux avec lesquels se confrontent les pays occidentaux eux-mêmes) (Shinar, 1995 : 311). On reproche également à cette vision du changement d'être prescriptive et normative parce qu'elle est concentrée sur une certaine direction du développement historique. En ce sens, si le but de la transition est le modèle (économique, politique, culturel) occidental, le changement radical postcommuniste doit être vu comme un processus de rattrapage vers la modernisation, ou un mouvement de la

---

<sup>24</sup> Parmi les courants qui ont dominé les débats sur les transformations postcommunistes durant la première décennie après 1989 on note l'approche rationaliste (volontariste) qui exprime une vision centrée sur la rupture du passé, radicalement anticommuniste et pro-occidentale, et le paradigme évolutionniste centré sur l'histoire et le passé (mettent l'accent sur l'évolution et la continuité). D'autres modèles explicatifs accentuent le rôle des acteurs, le type de réforme privilégié et les résultats. Il convient de rappeler dans ce contexte, la perspective individualiste (choix rationnel des acteurs) et l'approche collectiviste (l'école de la rupture, l'école de la modernisation et la perspective structuraliste).

<sup>25</sup> La mise en place des réformes selon les principes néolibéraux a été imposée aux pays de l'Europe de l'Est sous la pression politique et économique des institutions internationales, soit comme précondition pour l'adhésion à leurs structures, soit comme exigence pour obtenir des aides et de l'assistance financière. Parmi les institutions internationales, on inclut la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, le Conseil de l'Europe, la Commission Européenne et l'Organisation Internationale du Travail.

périphérie vers le centre. La périphérie est synonyme de retard et rime aussi avec une dépendance de l'Europe de l'Est par rapport à l'Europe de l'Ouest (Bafail, 2002 : 11). Enfin, on souligne que les études qui s'inscrivent dans cette vision de modernisation occidentale n'expliquent que le changement formel et les procédures institutionnelles, sans porter attention aux particularités nationales, aux conditions initiales différentes, à l'histoire et aux intérêts de chaque pays (Mot, 2002).

### 1.3.1.2 La « transitologie » - un cadre analytique pour le processus de démocratisation

Liées au concept de modernisation et également développées durant la première décennie postcommuniste, les théories conçues dans le cadre de la « transitologie »<sup>26</sup> définissent les caractéristiques du processus de « transition » entre l'effondrement d'un régime autoritaire et la mise en place des mécanismes pour le fonctionnement de l'État démocratique (O'Donnell et Schmitter, 1986). Selon ces théoriciens, le déroulement du processus de transition comprend généralement trois phases : la *libéralisation*, la *démocratisation* et la *consolidation*.

À l'instar d'autres auteurs, Bafail décrit la première phase (la *libéralisation*) comme la période où domine l'incertitude quant aux modalités de l'issue de la crise. Il s'agit aussi d'une période de mobilisation de plusieurs groupes, l'apparition des chefs, de mouvements, la restauration de partis politiques et l'émergence de la société civile (Bafail, 2006 : 135). Cette phase de libéralisation<sup>27</sup> n'est pas suffisante pour mettre en place un régime démocratique (O'Donnell et Schmitter, 1986; Przeworski, 1991). La deuxième phase, la *démocratisation*, est une période de stabilisation. Des mécanismes pour le fonctionnement de l'État démocratique sont mis en place (une société civile autonome par rapport à l'État, une classe

---

<sup>26</sup> La « transitologie » est une branche des sciences politiques, développée dans les années soixante-dix et quatre-vingt et qui a comme objet d'étude les phénomènes post-totalitaires, plus particulièrement les processus de démocratisation en Amérique Latine et en Europe du Sud.

<sup>27</sup> La première étape de la transition qui n'amène pas nécessairement à la démocratie, consiste dans la libéralisation qui suppose principalement la reconnaissance de certains droits civiques, l'acceptation de l'opposition et l'affaiblissement de certaines contraintes. La libéralisation peut être initiée, soit par la décision des représentants politiques soit sous la pression de la population, ou bien elle peut être une combinaison de ces deux niveaux.



politique représentée par des partis politiques et des élections libres). Lorsque les règles et les normes ne sont pas clairement établies, le parcours vers la démocratie reste imprévisible, incertain et potentiellement réversible. La *consolidation*, la troisième phase, assure la validité des règles du jeu démocratique et confère de la légitimité aux nouvelles structures politiques; elle implique un « consensus social, autant au niveau de l'élite politique, qu'au niveau de l'ensemble des citoyens » (Diane Ethier citée dans Guillhot et Schmitter, 2000 : 618). Ainsi, pour assurer la consolidation du système démocratique, il faut considérer la capacité des forces politiques à articuler les intérêts et à entrer en compétition tout en développant la capacité de régler les conflits d'une manière démocratique par la négociation (Przeworski cité par Bafoil, 2006). Pour qu'un régime démocratique soit consolidé l'engagement des citoyens doit aussi être maintenu comme signe de leur confiance dans les institutions.

Même si les études centrées sur les concepts de « démocratisation » et de « consolidation » ont orienté un grand nombre des travaux de recherche portant sur le processus de transition dans les pays de l'Europe de l'Est, elles comportent certaines limites. Les critiques émises à l'égard de ces modèles explicatifs soulignent leur vision minimaliste de la démocratie parce qu'elles mettent particulièrement l'accent sur le rôle et le comportement des élites dans le processus de démocratisation politique (Mot, 2002). De plus, les critiques accentuent la prépondérance accordée à la dimension politique dans la transformation postcommuniste au détriment de celle économique. Bien que dans le cas des pays de l'Europe de l'Est on évoque souvent la simultanéité des processus économiques et politiques, il n'y a pas toujours symétrie entre la démocratie politique et le développement d'une économie de marché.

### **1.3.1.3 Les études portant sur le passage à l'économie de marché**

Dans les études consacrées à la transition postcommuniste, l'explication des changements politiques a été mise en relation avec d'autres dimensions, l'économie notamment. La stratégie de réforme économique visant le passage de l'économie centralisée au marché libre, a supposé la destruction du système planifié, la modification du cadre législatif visant le régime de propriété, la privatisation des activités productives, la légitimation de l'intérêt individuel, la compétition, et la mise en place des modalités d'insertion dans l'économie

mondiale (Wild, 2002). Pour accomplir ces conditions, une révision du cadre institutionnel dans le domaine de la production, de la répartition des biens et de la rationalisation de l'allocation des ressources s'imposait.

Les réformes économiques ont entraîné des déséquilibres macro-économiques qui ont eu comme résultats l'inflation, la dé-régularisation des prix, le chômage et le déclin de la productivité. Les conséquences se sont reflétées dans des coûts sociaux considérables dont l'impact a été la détérioration de niveau de vie d'une grande partie de la population. Pour arrêter l'inflation et améliorer la situation financière de l'État suite à la désorganisation et à la libéralisation, il était nécessaire de mettre en place non seulement un plan de « stabilisation », mais également un système de sécurité sociale afin de compenser les risques de la transition (Kornai, 1995). Plusieurs dilemmes sont apparus ainsi. Un de ces dilemmes se réfère à l'incompatibilité entre les valeurs de l'autonomie et de l'éthique de marché et, les attitudes égalitaristes développées dans l'économie socialiste (McFalls, 1992). D'autres questions visent le rapport de causalité entre le développement économique et le processus de démocratisation politique (Przeworski, 1991). Le dilemme était ici de voir dans quelle mesure les nouvelles démocraties dépendent de leurs performances économiques, vu que l'ouverture d'une économie qui a été centralisée et planifiée à une économie de marché et la démocratisation de la sphère de décision politique peut avoir des conséquences inattendues, ces deux processus pouvant soit s'exclure ou s'obstruer mutuellement, soit se renforcer l'un l'autre (Offe, 1992 ; Greskovits, 2000).

#### **1.3.1.4 La dépendance face au passé**

Les approches de la modernisation, de la démocratisation tout comme les approches concernant les réformes économiques ont été vivement critiquées parce qu'elles mettent peu d'accent sur les particularités locales historiques, culturelles, identitaires, des pays concernés. C'est dans ce contexte qu'un autre type d'analyse des transformations postcommunistes s'est développé : la dépendance du passé (*path dependence*). Inscrite dans une perspective critique face aux théories mises de l'avant dans le cadre de la transitologie, la *path dependence* vise à identifier les facteurs internes, hérités du régime antérieur, qui sont considérés comme

déterminants pour la reconfiguration institutionnelle et le comportement des acteurs durant la période qui suit la chute du régime communiste. Dans le contexte de l'Europe de l'Est, les conditions sociales, économiques et culturelles spécifiques à chaque pays, conjugués avec les facteurs de pression externe, ont configuré des modèles différents de développement. Il s'agit ainsi d'une pluralité de transitions (Bunce, 2000)<sup>28</sup> dépendantes chacune de particularités locales (Dobry, 2000).

L'approche de la *path dependence* a fait l'objet de nombreuses critiques, surtout dans les études qui transgressent les cadres nationaux et qui placent les changements dans le contexte international de la globalisation ou de l'eupéanisation (Forest et Mink, 2004). Ce modèle explicatif a été considéré aussi inadéquat en raison des difficultés d'établir et d'identifier des critères pour la sélection des éléments du passé qui peut être présumé à se perpétuer durant les processus de transition (Cîrstocea, 2005). D'autres critiques font référence au caractère empirique de ces recherches; en se limitant à des études inductives leur portée théorique générale reste limitée.

### **1.3.2 Les enjeux de la recherche sociologique**

Bien que le processus de démocratisation politique et de libéralisation économique aient occupé le devant de la scène dans les études sur le postcommunisme, la structuration du social et l'impact des transformations sur le tissu et les liens sociaux ont fait également l'objet de nombreuses analyses. Ainsi, plusieurs études ont eu comme objectif à décrire l'émergence des nouvelles structures sociales, les stratégies de comportement des acteurs et des groupes sociaux, les nouvelles inégalités sociales, et la consolidation des nouvelles élites politiques et économiques. La transition est définie, dans le contexte des transformations du cadre sociétal, comme le « passage d'un état social à un autre ». Durant ce processus les conditions

---

<sup>28</sup> Dans cette ordre d'idées, Valerie Bunce (2000) évoque une série de facteurs qui ont influencé le processus de démocratisation, et dans sa thèse « quand le lieu compte », elle incite à saisir l'impact du passé autoritaire pour chaque pays, plus spécifiquement la rupture avec le communisme, la modalité de l'effondrement de l'hégémonie du parti communiste et la libéralisation politique. Selon Bunce certains États ont manifesté une continuité avec l'État socialiste, y compris ses dirigeants, tandis que dans certains pays, des régimes hybrides sont apparus, dans lesquels le parti communiste a conservé, sous une nouvelle dénomination, un pouvoir important sur le plan politique, économique et social.

d'existence de la société changent et les nouvelles configurations sociales émergentes révèlent autant des ruptures que des continuités. Dans cette dynamique, la société rencontre de plus en plus d'obstacles à reproduire le système économique et social sur lequel elle a été fondée et commence à se réorganiser, plus ou moins vite ou plus ou moins difficilement, sur la base d'un autre système qui, finalement, représente à son tour les conditions nouvelles d'existence (Hamel et Sfia, 1990).

Pour évaluer la recomposition de l'ordre social, la sociologie de l'*acteur* et du mouvement social, a fait l'objet de nombreuses études. Ces modèles analytiques, à côté de la sociologie de l'*action*, approfondissent la manière dont les individus et les groupes s'intègrent dans le nouveau système économique et social et analysent comment les stratégies de comportement se consolident, plus particulièrement quels sont les groupes sociaux privilégiés dans ce processus d'adaptation (Mink, 2002). En ce sens, les chercheurs envisageaient la mobilisation des acteurs chargés d'une mission révolutionnaire, mais l'« acteur » le plus visible a été l'ex-nomenklatura composée des membres de l'ancienne élite communiste convertis à la démocratie et à l'économie de marché. C'est à travers cette perspective d'institutionnalisation de l'ancienne élite que certains sociologues se questionnent sur la vraie nature et la profondeur des changements. La conversion de l'ex-nomenklatura dans la nouvelle élite a été faite par une transformation immédiate après 1989, grâce à l'utilisation de sa situation politique privilégiée détenue dans le régime communiste (Mink et Szurek, 1994). Dans cette optique, les concepts de « champ social », « champ culturel », notamment le « capital social » et « symbolique », et le concept de « réseau », sont considérés essentiels pour mieux saisir la place des anciennes élites communistes dans la constitution des classes dominantes du nouveau régime, surtout en ce qui concerne les aspects liés aux mutations qualitatives des rapports de production et les rapports de propriété. Ces concepts ont permis aussi d'expliquer comment les individus conçoivent leurs stratégies de vie, quelles sont les alliances qu'ils font et comment les capitaux sont reconvertis (Mink, 2002 : 463-467).

Les effets sociaux des transformations ont été aussi au cœur des nombreuses études. Les recherches centrées sur les nouvelles formes de stratification sociale ont identifié des groupes sociaux comme, par exemple, ceux des *gagnants* et des *perdants*. Dans cette vision de

l'inégalité structurelle, les « gagnants » occupent une position privilégiée grâce à leur capacité d'adaptation ou aux capitaux détenus (économiques, culturels, diplômes, compétences, esprit d'entreprise et jeune âge), qui leurs permettent de s'inscrire facilement dans les nouvelles structures de l'économie de marché. Les « perdants » sont les chômeurs et les pauvres, qui deviennent des cibles vulnérables à cause de leur inadaptabilité à la restructuration industrielle et en raison aussi du retrait du support protecteur de l'État dont ils ont bénéficié sous le communisme. Dans cette même perspective de différenciation sociale se développe aussi le modèle *méritocratique*, observé à travers les nouvelles différenciations socio-économiques, ainsi que par l'établissement de nouvelles conditions de rémunération. Certaines études sur ce sujet montrent que la structure socioprofessionnelle des pays postcommunistes s'oriente de plus en plus vers celle des sociétés occidentales (Mink, 2002 : 470-475).

Pour dégager le sens des transformations postcommunistes, un autre type d'explication a été développé, reprenant la trajectoire de certains groupes sociaux décrits dans des études monographiques. Parmi les groupes examinés, les *ouvriers* apparaissent comme les sacrifiés de la réforme industrielle, car ils ne sont pas préparés aux nouvelles règles du marché, notamment à la mobilité sociale. Le rôle des paysans a été également examiné dans le contexte de la réorganisation du secteur agricole et de transformation de l'espace rural. Dans cette optique, on étudie les stratégies de survie et d'adaptation aux exigences du marché libre, mais aussi les conditions de vie, le comportement, les aspirations et le système de valeurs des habitants de l'espace rural (Mink, 2002). D'autres travaux empiriques, comme par exemple ceux concernant la *classe moyenne* et les *entrepreneurs*, dégagent une certaine ambiguïté quant au classement de ces groupes. Identifiée généralement à travers le niveau du revenu, le mode de vie, le type de travail, (les professions caractérisées par une certaine autonomie), la « classe moyenne » devient un indicateur de la vigueur et de la réussite du système économique. Le groupe des « entrepreneurs », aussi difficile à définir, est considéré comme faisant partie soit de la classe moyenne, soit des nouvelles élites (Mink, 2002).

Cette brève synthèse de la revue de la littérature, prouve non seulement que la structure de la société postcommuniste est loin d'être stabilisée mais, ces travaux montrent la difficulté de trouver les modèles explicatifs adéquats pour décrire la nouvelle société en émergence après

la chute du communisme. Ce qu'il faut principalement en déduire est que malgré la variété des dispositifs théoriques et empiriques déployées pour expliquer les changements dans les sociétés postcommunistes, les formes sociales en émergence demeurent peu connues voire imprévisibles dans ces pays.

#### **1.4 Obstacles à la compréhension des transformations postcommunistes**

Après ce tour d'horizon qui, en raison de l'économie du texte ne nous a permis d'évoquer que sommairement les réflexions sur les changements des sociétés postcommunistes, on peut dégager quelques constats.

- D'abord, on observe la tentation d'une reprise des courants et des grilles élaborées dans le contexte occidental, basées principalement sur la logique normative propre à cette culture, sans tenir compte suffisamment du contexte culturel et institutionnel et de la réalité empirique du monde postcommuniste.

- Un autre défi, concerne la situation critique de l'état des savoirs des pays ex-communistes, où les sciences sociales ont été pendant plusieurs décennies subordonnées idéologiquement, mises notamment au service de la propagande et, par conséquent, la fiabilité des études réalisées à l'époque communiste a été douteuse. La Roumanie présente une situation particulière à l'époque Ceausescu, où des disciplines telles que la psychologie, la sociologie, l'anthropologie étaient condamnées au silence (Cîrstocea, 2005).

- Des limites importantes dans les études sur les changements postcommunistes sont observées aussi quant aux outils méthodologiques employés. La préférence dans l'interprétation de la réalité des sociétés de l'Europe de l'Est après l'effondrement du communisme a été donnée principalement aux schémas conceptuels visant la configuration des macrostructures et des macroprocessus, les chercheurs centrant leur attention sur les caractéristiques systémiques communes du développement politique et économique

considérés comme facteurs déterminants du changement social. Bien que ces approches aient apporté un éclairage substantiel, elles restent limitées par leur côté déterministe, orienté vers des généralisations qui privilégient la dimension quantitative. Devant la complexité des processus et des événements sans précédent durant la période de transition, les méthodes quantitatives avec des questionnaires standardisés, ou les modèles d'explication basés sur les statistiques révèlent une efficacité limitée. Pour combler ce déficit explicatif, il est donc nécessaire de jeter un regard plus profond sur le tissu social de la microsociété, de la vie quotidienne, sur les projets de vie, les besoins, les pratiques et les motivations des individus. Même s'il a été remarqué qu'avant de passer aux institutions, il faut commencer par l'observation de terrain, cette tradition, qui remonte aux pères fondateurs de la sociologie et de la philosophie sociale, est souvent oubliée dans le cas des pays de l'Est.

## **1.5 La problématique de l'étude**

La problématique de notre étude est circonscrite au contexte général de la transition vers des nouvelles structures sociales en cours après 1989, dans les pays de l'Est de l'Europe. Nous sommes partie de l'idée que ces changements n'ont pas signifié une rupture totale face au passé et qu'il y a des éléments de continuité entre avant et après la chute du régime communiste. Par conséquent, il est indispensable de retrouver l'enchaînement de ces éléments et l'articulation de la synchronie avec la diachronie dans la compréhension des nouvelles configurations des processus dans le contexte postcommuniste. Des hypothèses souvent véhiculées donnent l'impression que, face aux changements formels après la chute du communisme, il n'existait pas de dynamisme collectif ou individuel, les sociétés étant aliénées et amorties autant par les années de communisme que par les bouleversements du postcommunisme. Cependant, on doit reconnaître la faiblesse de ces hypothèses qui expriment, selon nous, une vision réductionniste.

Nous avons vu d'ailleurs à titre d'exemple le cas particulier de la Roumanie où, malgré le système coercitif déployé par le régime communiste, la société n'a jamais été dominée complètement par les projets idéologiques ou par le contrôle politique. On peut avancer aussi

une hypothèse semblable pour la période postcommuniste et, dans cette optique, nous considérons que la vision des sociétés qui ne bougent pas, tétanisées en raison des bouleversements sociaux et économiques, doit être abandonnée au profit de l'analyse des pratiques, des formes d'organisation et des relations sociales qui fonctionnent comme des ressources importantes avant et après le moment de la rupture politique et économique. C'est dans ce contexte que nous avons orienté notre analyse vers une approche qui regarde principalement la connaissance ordinaire du monde sociale, plus particulièrement les pratiques et les rapports sociaux qui définissent la recomposition sociale dans l'espace de l'Europe de l'Est.

La réalité concrète de notre étude est celle de la Roumanie où le développement social, durant la période de transition, non seulement n'a pas compensé les inégalités économiques, sociales ou culturelles, mais les a profondément accentuées après 1990, cette situation étant due en partie à l'inflexibilité structurelle résultant de la désorganisation des anciens modèles et de la reconfiguration des nouvelles formes de régularisation sociale. Pourtant, ces nouvelles conditions ne signifient pas un manque d'action. Dans le nouveau contexte, après la rupture avec le modèle égalitaire et avec le conformisme dicté par le régime communiste, les individus ont réorienté leurs itinéraires vers de nouvelles opportunités, faisant de nouveaux choix. Les stratégies inventées par les individus et les nouveaux projets envisagés afin de reconstruire leur mode de vie ne sont pas élaborés dans un vide social, mais sont fondés, influencés et négociés au cours de la vie en groupe, un de ces groupes étant la *famille*, qui fait l'objet de notre étude.

### **1.5.1 L'objet d'étude, la perspective et l'approche**

Le travail d'analyse qui est à la base de cette thèse est fondé sur une interrogation. Elle cherche à comprendre « quel est le rôle de la famille en Roumanie contemporaine? » Et « quel devrait être le rôle de la famille et de l'État en Roumanie contemporaine? » Pour répondre à cette question de départ on doit définir la problématique, qui inclut la perspective de notre démarche, et énoncer l'approche dans laquelle sera construit l'objet de l'étude.



Il convient d'abord de préciser que dans le contexte spécifique de l'Europe de l'Est, et concrètement celui de la Roumanie, les études prenant en compte les rapports sociaux, les interactions ainsi que la circulation des biens, révèlent l'impossibilité de circonscrire les représentations et les usages du terme « famille » aux seules limites de la « famille nucléaire »<sup>29</sup> (couple, groupe conjugal). Il devient nécessaire d'appréhender la réalité familiale à partir de notions plus complexes. Dans cette optique, le « groupe domestique » pris comme unité de référence, nous semble le mieux adapté au contexte social à l'étude. Par ses dimensions structurantes économiques et sociales, le « groupe domestique » ou, selon le terme anglais *household*, présuppose au delà de la résidence, de la production et de la consommation (Segalen, 2000), des engagements émotionnels et moraux plus ou moins réciproques entre les acteurs, inscrits dans une communauté de sentiments, de devoirs et de droits, de responsabilités spécifiques et d'attentes de solidarité (de Singly repris par Bertaux, 2005 : 41-42). Considéré comme un microsystème de la société, le « groupe domestique » est un objet privilégié d'analyse qui s'inscrit dans l'approche holistique globale (Ferrarotti, 1980), relevant des aspects de l'évolution du contexte social général. Cela nous permet la compréhension des mécanismes sociaux liés au cadre culturel, économique et politique postcommuniste. Cependant, dans l'analyse de la configuration des relations à l'intérieur de la famille en Roumanie, on doit également prendre en considération l'utilité analytique du concept de « solidarité », qui renvoie vers la « parenté », qui présuppose des échanges et de l'entraide entre les ascendants, les descendants et les collatéraux.

En choisissant l'unité familiale comme objet d'analyse des transformations postcommunistes, nous avons tenté de franchir les divisions entre les niveaux micro et macro sociaux, entre institutions et structures, pour accéder à la réalité vécue. Ainsi, notre analyse vise la prise en compte de la dynamique temporelle, plus précisément les processus et les changements reliés au parcours de vie familiale après 1989. L'enjeu principal de l'étude est de reconstituer les *trajectoires familiales* qui, au delà de leur dimension organisatrice du temps, relèvent des

---

<sup>29</sup> Dans la sociologie de la famille, la notion de « famille nucléaire » représente l'union entre deux individus adultes de sexes différents et leurs enfants biologiques ou adoptés, et qui partagent la même résidence (Murdock, cité en Segalen, Martine, *Sociologie de la famille*, (5ème édition), Paris: Armand Colin, 2000). Cette structure se différencie de la parenté, ou de la famille élargie, qui inclut les ascendants, les descendants et les collatéraux.

éléments liés à l'ordre social général, et qui nous permet l'analyse et l'interprétation des aspects structurels socio-économiques de la société postcommuniste. Ainsi, la porte d'entrée pour l'étude des trajectoires familiales se trouve dans une approche liée au vécu familial.

Notre réflexion sur les itinéraires qui configurent les trajectoires familiales est organisée autour de deux axes, qui permettent de saisir le niveau de la *praxis* et montrent la façon dont les familles ont vécu le processus de transition. Le premier niveau vise la *dimension sociostructurelle* liée aux cadres concrets de vie, incluant les aspects matériels de l'existence, alors que le deuxième niveau vise la *dimension sociosymbolique*, qui inclut les aspects subjectifs, c'est-à-dire les valeurs, les émotions et les représentations (Bertaux, 1980). Au plan socio-économique, notre analyse s'intéresse à l'ensemble des événements qui se sont succédés au cours de la vie familiale, en lien avec le processus de transition. Nos questions sont liées aux aspects matériels concernant le statut socioprofessionnel et la position sur le marché du travail des membres de la famille, la manière dont ceux-ci acquièrent les moyens de survie, en prenant en compte aussi les ressources non monétaires qui permettent d'assurer le bien-être familial, la trajectoire résidentielle et le loisir. Cette information permet l'identification des différentes pratiques, afin de cerner les diverses logiques possibles qui sont sous-jacentes dans la constitution des trajectoires orientées vers l'élaboration d'un projet familial par l'interaction des membres de la famille (Segond, 1987).

À ce même niveau sociostructurel sont pris en considération les échanges et les formes d'entraide qui, dans le contexte de la transition, jouent un rôle capital, étant un des enjeux dans la régulation et la négociation des stratégies de survie et des projets familiaux. Pour l'équilibre économique des ménages roumains, surtout pour ceux ayant des enfants, l'appartenance à un réseau familial, de parenté, a une importance essentielle. Les études réalisées sur ce sujet (Kligman, 2000; Gherghel, 2005) ont mis en évidence l'importance des réseaux d'échanges et de soutien de la parenté pour la plupart des familles. Nous avons déjà évoqué l'importance stratégique que la parenté a eu dans le fonctionnement social et la survie économique de la famille pendant la violente crise de la période communiste. Durant l'époque de Ceausescu, les réseaux de parenté ont fonctionné non seulement comme des réseaux d'une

économie informelle afin de faciliter la survie économique de la population, mais l'espace familial servait également de refuge et de lieu de résistance face au pouvoir totalitaire.

Après 1989, les acteurs familiaux se mobilisent non pour élaborer des stratégies de résistance face à l'action coercitive de l'État, ou pour pallier le manque de ressources sur le marché, mais plutôt pour faire face à l'instabilité et aux risques créés par la transition. Les bouleversements par rapport à l'emploi et le retrait de l'État paternaliste ont détérioré le niveau de vie d'une grande partie de la population. Ainsi, la fonction des réseaux de solidarité familiale développés sous le régime communiste se maintient et même se renforce pendant la période de transition. Le maintien des pratiques de solidarité familiale constitue ainsi un des éléments de continuité entre la période communiste et la reconfiguration des relations sociales pendant la période de transition démocratique. Nous considérons cette articulation des éléments de continuité comme un des aspects qui apporte un éclairage important aux analyses de la transition dans les pays Est-européens.

En ce qui concerne le niveau sociosymbolique, notre recherche inclut la définition et la représentation que les individus se font de leur famille, cet aspect ayant une importance normative et relationnelle autant au niveau des relations familiales qu'au niveau des relations sociales. Nous accordons aussi une grande attention aux transformations culturelles et axiologiques (Lopez, 1991) produites dans la société roumaine par les changements après 1989. En effet, nos questions visent la transmission des valeurs à l'intérieur de la famille, la vision par rapports aux phénomènes postcommunistes, la représentation des changements, les perceptions par rapport à l'avenir, étant donné la multitude des possibilités ouvertes après 1989. Connaître la vision des sujets et comment ils ont vécu les phénomènes nous aide à comprendre leurs comportements et à connaître leurs attentes quant aux processus auxquels ils ont été liés.

Cette étude lie deux sphères, à savoir celle du vécu familial et celle des changements sociaux durant la période d'après la chute du communisme. Elle vise ainsi à combler le manque de recherches de ce type qui, pour la Roumanie, sont assez rares. Nous avons choisi d'explorer le parcours de vie des familles, en faisant appel aux récits de vie, cela non seulement pour

comprendre l'expérience d'une personne en profondeur, ou d'une situation particulière, mais aussi pour extraire de ces expériences vécues les perceptions subjectives qui contribuent à la description et à l'interprétation d'un contexte objectif (Ferrarotti, 1980 : 240). Ce matériel qui, selon certains ne se définit ni comme méthode, ni comme théorie, représente pourtant une approche renouvelée en sciences sociales et humaines et qui, par ses qualités, a une valeur heuristique considérable (Houle, 1997).

Privilégier les expériences vécues dans une période précise, à savoir celle après la chute du communisme, nous a conduit à faire appel à une conception spécifique du récit de vie, qui est celle du récit de « pratiques en situation ». Le récit de pratique, en tant que témoignage de l'expérience vécue, privilégie entre autres la dimension temporelle, diachronique, qui est celle de l'articulation concrète, dans l'« action en situation », des facteurs et des dimensions historiques et processuels (Bertaux, 2005 : 23). Les pratiques se concrétisent dans les rapports sociaux, dans notre cas les rapports intersubjectifs à l'intérieur de la famille. Ainsi, les histoires de vie, dans le cas de notre étude, représentent les transformations sociales vécues et racontées par les Roumains, s'agissant non des histoires de vie ou de biographies singulières, mais de la mise en forme de l'expérience de la vie en famille, dans le contexte concret de la transition postcommuniste. Notre intérêt vise les événements structurants qui ont marqué le parcours de vie et qui peuvent être éclairants pour la compréhension des mécanismes sociaux que l'on cherche à identifier dans la société roumaine d'après 1989.

Pour résumer ce chapitre, nous retenons les aspects constatés à l'égard des limites dans la compréhension des transformations postcommunistes. L'insuffisance principale des explications avancées est l'accent mis sur l'émergence des structures institutionnelles et sur les macroprocessus économiques et politiques considérés comme déterminants dans le changement, au détriment des microstructures de la société et des pratiques de la vie quotidienne, sous-estimant ainsi le travail de la société sur elle-même. Même s'il y a quelques études comme celles sur la mobilité sociale ou sur les généalogies sociales en Russie (Bertaux, 1994; Bertaux et Malysheva, 1994) et en Roumanie (Brezeanu-Staiculescu, 1994), sur la négociation du quotidien ou sur l'économie informelle, ou encore celles prenant la

famille comme acteur des changements postcommunistes (Milic-Czerniak repris par Mink, 2002), ce genre d'analyses reste limité.

Dans le cas particulier de la Roumanie d'après 1989, les études sur la transition ont suivi la même tendance que dans les autres pays ex-communistes, mais à cela s'ajoute le recours à des schémas, concepts et idées développés dans la période pré-communiste et qui se sont amplifiés dans le nouveau contexte. Ces interprétations expriment une vision dualiste opposant, d'une part les défenseurs de l'« occidentalisation », qui soutiennent la libéralisation économique et la démocratisation des institutions par l'adoption du modèle occidental, et d'autre part les tenants du « traditionalisme », qui voient la modernisation des institutions et de l'économie comme un simple changement de décor résultant d'un « mimétisme social », sans avoir des liens avec le contexte culturel et historique de la Roumanie fortement ancrée dans la tradition et dans l'espace profondément rural (Vlasceanu, 2001). Même si les institutions et les processus politiques, économiques et sociaux sont importants, ces explications n'éclaircissent que partiellement les transformations et l'analyse en ces termes est insuffisante pour comprendre la nature du changement.

## **CHAPITRE II**

### **LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE ET LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉVOLUTION DE LA FAMILLE ROUMAINE**

Ce chapitre portant sur l'évolution de la famille roumaine est structuré en cinq parties. Dans un premier temps nous présentons les objectifs de la thèse. Ensuite, nous avons jugé utile d'exposer quelques aspects liés à la famille comme unité de l'ordre social. Sont ainsi mis en évidence certains éléments de définition de la famille, et puis dans une perspective systémique sont brièvement présentés les caractéristiques de l'évolution sociale de la famille<sup>30</sup>, le rapport de la famille avec l'État et le rôle de la solidarité familiale. La mise en lumière de ces éléments permet de mieux saisir l'ensemble des dimensions sociales de la famille mais, ces aspects aident également à comprendre plus en profondeur les particularités de l'évolution de la famille dans le contexte historique de la Roumanie. Dans la troisième partie nous faisons une incursion dans la spécificité de la famille roumaine traditionnelle. La quatrième partie de ce chapitre analyse les transformations de l'institution familiale durant la période communiste. Nous mettons ici en évidence les mutations démographiques, la régulation politique de la famille, l'impact des politiques publiques de cette époque sur la structure et les pratiques familiales. La cinquième partie dresse le portrait de la transformation de l'institution familiale durant la période postcommuniste<sup>31</sup>. Quelques conclusions clôturent ce deuxième chapitre.

#### **2.1 Objectifs de la recherche**

L'objectif principal de la thèse vise le développement du savoir du monde postcommuniste dans la mesure où nous observons, d'un côté, le nombre restreints d'études qui permettent la compréhension des changements sociaux et de la reconfiguration du nouvel espace du monde

---

<sup>30</sup> Les modèles familiaux sont spécifiques à chaque société. Ils se différencient en fonction de la structure démographique, de l'organisation économique, des croyances religieuses. Dans cette partie nous mettons en évidence principalement les traits structurels de l'évolution de la famille dans les sociétés occidentales.

<sup>31</sup> Comme nous l'avons précisé pour les transformations de la société (observées durant le processus de transition postcommuniste) nous allons analyser l'évolution des changements familiaux pour la même période de 1990 à 2004.

postcommuniste à partir des analyses de la microsociété et des expériences vécues, et d'autre part le manque d'études sur la dynamique socio-économique de la famille. Ainsi, nous nous démarquons, par notre étude, de la perspective macrosociologique, politique et économique, par le fait qu'on privilégie une approche qui concerne le tissu social, les actions des acteurs et leur intégration sociale. Dans la littérature occidentale sur le communisme et le postcommunisme est-européen, les analyses sur la dynamique et l'évolution de la famille sont rares. Il sera donc important dans cette exploration et dans ce développement conceptuel d'offrir des points de repère différents à l'interprétation du monde postcommuniste.

L'étude de la transition postcommuniste à partir de l'analyse des trajectoires des familles est fondée sur le vécu familial, basé sur le récit de vie des acteurs familiaux eux-mêmes. Nous nous donnons comme objectif de saisir, explorer et décrire comment fut vécu le processus de la transition postcommuniste par les familles, les transformations socio-économiques qui en dérivent, ainsi que les valeurs et les représentations sociales liées aux phénomènes en cours en Roumanie après 1989. La forme des trajectoires est configurée par les *stratégies* et les *projets* de vie familiale, qui met en évidence non seulement l'expérience et les pratiques, mais aussi les déterminants structurels, ces stratégies et projets élaborés par les acteurs familiaux exprimant l'ajustement opéré en fonction de la variation de la situation quotidienne. Par les stratégies inventées au moment de la crise sociétale que vit la population roumaine depuis 1989, la famille se positionne parmi les acteurs sociaux, pouvant fournir des éclairages intéressants sur l'ensemble du fonctionnement de la vie sociale. Les stratégies et les projets de vie se révèlent ainsi comme le fil conducteur des pratiques quotidiennes élaborées à partir des événements ou des moments importants de la vie.

Pour connaître l'évolution du monde social postcommuniste, nous avons conçu les récits de vie axés sur le vécu familial comme des *récits de pratiques en situation*, cette approche étant inspirée par les travaux de Daniel Bertaux (1976). Une telle démarche explore non seulement les modes selon lesquels les acteurs font usage des propriétés structurelles, mais elle révèle aussi comment les membres de la famille disposent des règles sociales pour développer leurs pratiques et les rapports sociaux. Même si certains éléments structuraux ne sont pas

directement abordables, les récits de pratiques révèlent cependant les capacités créatrices et innovatrices des acteurs pour faire face au quotidien.

## **2.2 La famille comme unité de l'ordre social**

En tant qu'institution la famille existe dans toutes les sociétés humaines, mais ses formes et ses fonctions varient en fonction des espaces culturels et des époques. L'évolution des formes et des structures familiales est influencée par les liens de parenté, les relations économiques, la distribution du pouvoir dans la famille, les liens de solidarité et le mode d'habitat.

Dans la représentation sociale, la « famille » apparaît essentiellement comme le groupe qui inclut les adultes de deux sexes (Mitrofan et Ciuperca, 1998)<sup>32</sup> et les enfants biologiques ou adoptés, qui partagent la même résidence (Murdock repris par Segalen, 2000). En tant qu'entité sociale, la famille représente des « individus liés par le sang et l'alliance ainsi que l'institution qui a le rôle régulateur de ces liens » (Segalen 2000 : 18). Du point de vue structurel on différencie deux types de famille : la famille nucléaire (ou conjugale) qui inclut exclusivement les conjoints et leurs enfants non mariés et la famille étendue qui regroupe plusieurs générations (ascendants, descendants, collatéraux)<sup>33</sup>. Dans les enquêtes empiriques, la famille est définie souvent comme groupe domestique ou ménage, c'est-à-dire l'ensemble des personnes co-résidentes, qu'elles soient ou non apparentées. Cette énumération de quelques définitions n'est qu'une esquisse très synthétique qui tente de résumer l'essentiel sur la famille.

---

<sup>32</sup> La famille suppose l'union d'adultes de sexes différents. En ce sens, on peut distinguer plusieurs types d'union: la monogamie, qui désigne une situation où un homme ne peut épouser qu'une seule femme et vice versa, et la polygamie, qui désigne toutes les formes d'union impliquant plus de deux conjoints. Pour ce dernier type, on différencie la polygynie qui correspond à la situation où un homme épouse plusieurs femmes et la polyandrie, où une femme épouse plusieurs hommes. Dans notre analyse, nous retenons le modèle de famille monogame.

<sup>33</sup> Selon le système de filiation (transmission de la parenté), dans le système unilinéaire, les enfants sont incorporés au groupe des parents définis par la mère ou par le père, alors que dans le système indifférencié, ils participent au même titre des deux lignées.



### 2.2.1 L'évolution de la famille. Une interprétation systémique

Les fonctions et la structure de la famille varient au fil du temps. Ainsi, dans les sociétés traditionnelles la famille occupe une place essentielle sur le plan économique, les rôles conjugaux sont divisés selon le sexe, les valeurs religieuses et la solidarité intergénérationnelle jouent également un rôle important de régulation familiale et sociale. Dans les sociétés modernes occidentales influencées par les processus d'industrialisation et d'urbanisation, la famille est marquée par de profondes transformations, conduisant à une diversification de sa structure et de son mode de fonctionnement. Son rôle dans la production économique décroît avec la montée du salariat et sa fonction patrimoniale perd également de son importance au profit de la valorisation de la possession du capital culturel mesuré principalement par le niveau de scolarité qui s'avère être fondamental pour la réussite professionnelle et sociale.

Les causes souvent invoquées pour expliquer le déclin du modèle de la famille patriarcale et l'apparition de la famille nucléaire visent les bouleversements produits dans les sociétés occidentales après 1960<sup>34</sup>. On observe un changement de valeurs qui se reflète dans la désacralisation et la transformation de la signification du mariage (Bozon, 1991). À cela s'ajoutent l'augmentation du niveau de vie des ménages leur permettant de se libérer des contraintes financières, l'émancipation des femmes par la scolarisation et l'accès à l'emploi, la revendication d'égalité entre les sexes et les changements des mœurs visible après 1975 (Sullerot, 2006). Les transformations familiales sont également causées par des facteurs contextuels qui structurent le nouvel ordre social. Selon Giddens (2004), la reconfiguration de la sphère familiale actuelle s'inscrit dans un processus de transformation indissociable à la démocratisation de la sphère publique. En même temps, l'imposition de nouveaux standards professionnels à travers l'expansion des technologies de communication et le développement informationnel globalisé, aspects évoqués par Castells (1999), contribuent aussi à la

---

<sup>34</sup> Les nouveaux modes de vie dans la sphère privée conduisent à une variété de pratiques de vie conjugale non institutionnalisées, telles que l'union libre (cohabitation hors mariage), la famille monoparentale (structure avec un seul parent) et la famille recomposée (structure qui inclut un beau parent). Sont observés également des changements démographiques comme par exemple, la diminution de la fécondité, le retard de l'âge de mariage, l'augmentation de l'âge pour la première naissance, et l'augmentation de nombre des divorces.

reconfiguration de la famille. Ulrich Beck (1992) affirme quant à lui, que les changements familiaux découlent de la mise en place d'une société de risques qui dérivent de la persistance des inégalités de ressources entre les différentes catégories sociales et entre les sexes.

Ces bouleversements qui se produisent au sein de la sphère privée et notamment les transformations du système productif font en sorte que certains individus soient plus que d'autres exposés aux risques et cela exige la mise en place des mesures de protection sociale. L'attention accordée à la question sociale, en raison de la multiplication des risques familiaux, a imposé une mobilisation des ressources financières et le transfert de certaines responsabilités vers l'État.

### **2.2.2 Les fondements du rapport entre la famille et l'État**

Depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, le rapport entre la famille et l'État est au cœur de nombreuses analyses en sciences sociales. Ainsi, Le Play, Durkheim, Comte et Tocqueville mettent en relation le modèle familial et l'ordre politique, en prenant également en considération la responsabilité de la famille dans la transmission des normes et des valeurs sociales (Comaille et Martin, 1998). Influencée par l'idéologie de la modernité, l'intervention étatique devient de plus en plus prégnante dans la sphère familiale l'objectif étant la lutte contre l'instabilité économique, la marginalisation et les risques sociaux résultant des processus d'industrialisation et d'urbanisation (chômage, appauvrissement des campagnes). C'est en raison de cette volonté de réduire les inégalités sociales et les risques sociaux, que des mesures de redistribution du revenu (droits sociaux) vont être pensées et puis appliquées. Fondées sur le principe de justice sociale, elles composent une partie de ce qui a constitué après la Seconde Guerre mondiale l'État-providence (Valois, 1993). Il s'agissait, en effet, de mesures déployées par les pouvoirs publics pour assurer tant la protection des individus que le maintien de la cohésion et de l'ordre social (Castel, 1991 : 27).

Notons aussi que la relation entre l'État et la famille se présente sous deux formes complémentaires : le droit civil et le droit social. *Le droit civil* inclut des dispositions

concernant les réglementations sur l'organisation de la famille en tant qu'institution sociale<sup>35</sup>. La protection sociale de la famille se réalise dans le champ du *droit social* à travers des mesures spécifiques regroupées sous le nom de *politiques familiales* et qui désignent l'ensemble des réglementations ayant comme objectif le « bien-être des familles » (Gauthier, 2002). Les objectifs des politiques familiales ont deux volets: le premier vise l'élaboration de politiques familiales orientées vers la hausse de la natalité, exigeant en conséquence la mise en œuvre de mesures adéquates de support économique; le deuxième favorise l'instauration de mesures de protection sociale destinées à l'amélioration de la qualité de vie de l'ensemble des familles, dont l'effet sur la natalité n'est qu'indirect (Valois, 1993 : 297-299). Les dispositifs des politiques familiales incluent les prestations directes telles que les allocations familiales<sup>36</sup>. Aux prestations monétaires et à l'action sociale, il convient d'ajouter d'autres aides situées à l'intersection de politiques relatives au logement, à l'éducation, à la santé ou à la lutte contre la pauvreté (Damon, 2006)<sup>37</sup>.

Plusieurs approches ont été développées pour saisir le degré d'implication et la conception des responsabilités gouvernementales vis-à-vis des familles. Dans une analyse comparative<sup>38</sup> incluant plus de vingt pays occidentaux, Anne Gauthier (2002) étudie, à partir des typologies des États-providence<sup>39</sup> réalisées par Esping-Andersen, les indicateurs concernant les dépenses

---

<sup>35</sup> Le droit civil inclut des réglementations portant sur les relations entre époux, entre parents et enfants et légifère principalement les réalités sociales liées au mariage, au divorce, à la séparation, à la cohabitation, à l'alliance et la filiation, aux rôles parentaux, aux droits des enfants, à la formation des ménages et aux relations sexuelles.

<sup>36</sup> D'autres mesures de support aux familles découlent du droit du travail notamment le congé parental et l'horaire flexible au travail. À cela s'ajoute des dispositifs fiscaux prévoyant diverses réductions d'impôts.

<sup>37</sup> Notons qu'il y a aussi d'autres équipements sociaux comme les crèches, les garderies ou les centres sociaux. Sans oublier l'existence de programmes visant le renforcement de la vie familiale via l'éducation, la contraception et la protection contre les maladies sexuellement transmissibles, ainsi que les services de médiation familiale et ceux axés sur la lutte contre la violence conjugale.

<sup>38</sup> Les réformes amorcées dans les années 1970 renforcées ensuite dans les années 1980 et 1990, présentent deux caractéristiques : d'une part, la réduction des dépenses sociales du système de protection sociale et d'autre part, l'emphase mise sur la nécessité d'introduire plus de cohérence dans les prestations sociales destinées aux familles. Ces réformes s'insèrent dans un contexte sociopolitique précis marqué par des défis auxquels doit faire face l'État-providence à savoir l'évolution démographique, le changement du contexte économique sous l'impact des récessions successives, l'émergence du marché commun européen et enfin la globalisation de l'économie mondiale.

<sup>39</sup> Voir à ce sujet Martin, Claude, « La comparaison des systèmes de protection sociale en Europe. De la classification à l'analyse des trajectoires d'État providence », *Lien social et politiques-RIAC*, 37 Printemps 1997, p. 145-155.

par famille et l'impact de ces mesures<sup>40</sup>. Ainsi, l'auteure distingue le modèle « social-démocrate » prédominant dans les pays scandinaves, qui se caractérise par un niveau élevé d'aide aux parents qui ont un emploi rémunéré et aussi, par un fort engagement pour garantir l'égalité des sexes. D'autres pays comme l'Allemagne, la France et les Pays-Bas développent un régime plutôt « conservateur », qui implique un niveau moyen d'aide aux familles, selon le statut d'emploi des parents, en mettant aussi l'accent sur la vision plus traditionnelle de la division sexuelle du travail. Un troisième modèle, présent dans des pays comme la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Portugal est caractérisé par un clivage à l'égard du statut professionnel, étant en effet une combinaison de services et de prestations publiques et privées. Enfin, le régime « résiduel » ou « libéral » se retrouve au Royaume-Uni, en Suisse, en Australie et aux Etats-Unis, et se caractérise par un faible niveau d'intervention de l'État, réalisé uniquement auprès des familles les plus pauvres, en laissant la place aux forces du marché, surtout en ce qui concerne la garde des enfants.

Or, ces études comparatives présentent des limites quant à la pertinence des typologies des systèmes de politiques familiales, comme c'est par exemple le cas des pays définis comme libéraux où on retrouve des politiques familiales très différentes d'un pays à l'autre, d'où la nécessité de se pencher sur d'autres dimensions dans la recherche (Gherghel, 2005). Ainsi, Dandurand et Kempeneers (2002), dans une étude comparative sur les enjeux des politiques sociales, prennent en compte les caractéristiques contextuelles en mettant l'accent sur les éléments liés aux traditions culturelles et historiques, les normes qui guident les rapports intrafamiliaux et les définitions de la famille, les aspects sociodémographiques qui révèlent des changements dans les pratiques familiales, et enfin la dimension sociopolitique qui met de l'avant l'intervention de certains acteurs sociaux. L'intérêt de ce type d'analyse comparative repose sur la mise en valeur des liens entre les différentes dimensions qui s'articulent autour de la création des systèmes de politiques familiales.

---

<sup>40</sup> Il s'agit des allocations familiales, déductions fiscales et l'aide aux parents qui ont un emploi, notamment les congés parentaux.

### 2.2.3 La solidarité étatique et la solidarité familiale. Sociabilité, échanges, transmission

La majorité des études sur la famille, surtout celles réalisées dans les pays occidentaux après la Seconde Guerre mondiale, sont fondées sur l'hypothèse d'indépendance intergénérationnelle, d'autonomie et du repli conjugal, phénomènes liés au développement des sociétés modernes, industrielles. Toutefois, après 1970 dans le contexte de croissance de l'insécurité économique et de crise de l'État-providence, ce phénomène d'indépendance intergénérationnelle est relativisé. Plusieurs enquêtes montrent que la famille reste un espace de sociabilité et de support émotionnel, et aussi une source d'entraide, d'échanges matériels et de services. Le concept de *solidarité familiale* se retrouve ainsi au centre des débats axés sur les pratiques, les interactions et les relations affectives et symboliques dans les réseaux de parentés. Ces études mettent l'accent sur l'importance des échanges multiples, comme celui de l'aide financière ou la garde des enfants (Roussel 1976), les mécanismes d'entraide en fonction du milieu social (Pitrou, 1978), les relations de solidarités intergénérationnelles (Attias-Donfut, 1995) ou bien le sens des transferts patrimoniaux dans les sociétés actuelles (Gotman, 1988).

Les solidarités familiales contemporaines ont un apport substantiel à la cohésion sociale, mais dans leur fonctionnement on peut observer aussi des aspects contradictoires. Ainsi, les échanges familiaux sont caractérisés par la souplesse, leur exclusivité les différenciant des services publics considérés formels et rigides (Martin 1995). Les relations d'entraide familiale sont généralement adaptées en fonction de la situation, des besoins, et des capacités de ceux qui peuvent offrir de l'aide. Cependant, les solidarités familiales ne peuvent pas remplacer les solidarités publiques et ne constituent pas une solution adéquate contre l'exclusion et la précarité. Des études récentes soulignent aussi que l'intensification des solidarités familiales risque d'entrer en conflit avec le principe d'individualisme et d'autonomie, valeurs spécifiques aux sociétés modernes. En même temps, le désir d'autonomie des jeunes couples entre en contradiction assez souvent avec les valeurs et les mœurs des familles d'origines, et la présence des parents à travers les aides et les services peuvent ainsi générer des conflits entre les générations. En outre, par l'engagement dans la garde des petits-enfants ou dans les tâches de la vie quotidienne de leurs enfants, les grands-parents n'ont pas toujours la

possibilité de profiter de leur période de retraite (aspect variable d'une société à l'autre). Un autre aspect vise l'exercice de la citoyenneté et en ce cas l'accent mis sur le « familialisme » peut entrer en contradiction avec l'engagement civique. Les individus peuvent ainsi manquer la possibilité des engagements divers dans la vie associative des sociétés démocratiques (Ansary et Goldschmidt, 1998 : 227).

## **2.3 L'évolution de la famille en Roumanie**

Après la brève présentation des éléments qui définissent la famille comme unité de l'ordre sociale, nous exposons les aspects essentiels de la trajectoire historique de la famille en Roumanie. Dans un premier temps, nous mettons en évidence les caractéristiques de la famille traditionnelle, modèle qui se structure au cours de Moyen Âge, et ensuite seront présentées les tendances observées dans la période de modernisation à la fin du XIXème et du XXème siècle. La dernière partie est consacrée à la dynamique de l'institution familiale pendant la période communiste et postcommuniste, ce qui va constituer une référence pour la compréhension des prémisses de notre propre étude.

### **2.3.1 Les caractéristiques de la famille traditionnelle. La spécificité des relations familiales**

La famille traditionnelle roumaine trouve ses racines dans le modèle culturel paysan type patriarcal du Moyen Âge. Si la culture urbaine acquiert un rôle important au XIXème siècle, le village, l'économie agricole et la culture paysanne restent longtemps l'univers de vie des Roumains. La Roumanie étant un pays avec une forte prédominance rurale, ce prototype de famille à l'ancienne se perpétue jusqu'avant la Deuxième Guerre mondiale. Ce modèle de famille<sup>41</sup> a été forgé par la culture byzantino-orthodoxe, avec un fort caractère populaire où l'élément religieux, les rituels, la tradition, la solidarité, jouent un rôle essentiel. Cette spécificité visible dans la mentalité, le rythme de vie, les relations sociales, l'habitat et les occupations est influencée par le système normatif qui au Moyen Âge était fondé sur des lois

---

<sup>41</sup> Les sources bibliographiques que nous avons consulté pour élaborer cette partie présentent les caractéristiques du modèle familial et la situation de la femme entre le XVIIème siècle et jusqu'au début de XIXème siècle.

écrites (*pravile*)<sup>42</sup>, avec un fort contenu moral inspiré de la religion chrétienne orthodoxe et par des normes non écrites provenant de la *coutume de la terre*<sup>43</sup> (Bitoleanu, 2006).

À la base de la famille se trouve le mariage qui, dans la conception populaire, constitue l'élément obligatoire et le plus important au cours de la vie. Le mariage marqué par la cérémonie religieuse et laïque est précédé par les fiançailles, qui représentent déjà un engagement qui seulement dans des cas exceptionnels pouvait être défait. Même si le choix du conjoint est généralement une décision individuelle, on retrouve assez souvent des mariages arrangés, imposés par les parents. Pour le mariage, la bénédiction et l'accord des parents sont des éléments essentiels. Les grandes différences d'âge ou les différences sociales ne sont pas acceptées. La séparation et le divorce sont presque impossibles à l'exception de quelques cas; le remariage est mal vu. Durant le Moyen Âge le mariage se fait à un âge précoce, les filles pouvant se fiancer et même se marier à 12 ans et les garçons à 14 ans, mais, en réalité, cette limite n'est pas respectée, l'âge du mariage étant plus élevé (Solcan, 1999). En général, les conjoints proviennent du même village, (mariage endogame); les mariages exogames sont très rares et concernent surtout les filles qui par un rituel de « rapt ou d'achat » imposé aux parents peuvent quitter leur village (Stahl, 1969). La famille traditionnelle roumaine se caractérise aussi par une natalité abondante, motivée par le besoin de main-d'œuvre nécessaire aux travaux agricoles, l'agriculture étant la principale composante de l'économie.

Les relations conjugales sont dominées par le principe de l'inégalité des sexes, la femme devant ainsi reconnaître la supériorité de l'homme. Dans la première partie de sa vie, la femme connaît l'autorité du père ou de ses frères; après le mariage, elle est soumise à l'autorité de son mari et aussi à celle de sa belle-mère. Cette représentation inégalitaire de l'homme dominant et de la femme dominée et soumise est influencée dans la culture

---

<sup>42</sup> Les relations familiales et les droits de propriété sont soumis à l'autorité spirituelle de l'Église; ils sont réglementés dans les « Pravile » et dans le « Livre roumain d'enseignement » (Cartea romaneasca de invatatura), qui sont des codes et collections de préceptes religieux qui prescrivent des normes spécifiques concernant les relations familiales, les rapports sexuels, la morale familiale, l'héritage et la transmission.

<sup>43</sup> Nous devons préciser qu'au Moyen Âge l'espace de la Roumanie actuelle était divisée en trois provinces : Moldavie, Transilvania et Valachie. Ce cadre normatif est spécifique à la Moldavie et à la Valachie, tandis qu'en Transylvanie le système normatif se retrouve dans des décrets et privilèges princiers, statuts locaux et conventions.

populaire roumaine, par les prescriptions religieuses, l'Église orthodoxe apportant une contribution importante dans la perpétuation de cette image jusqu'à aujourd'hui (Ghitulescu, 2003 : 43-44). Les rôles des genres sont divisés, les sphères de compétences étant bien définies. L'homme détient principalement un rôle économique et de protection pour sa femme et leurs enfants. Il a la responsabilité de couvrir les obligations financières envers l'État, tandis que la femme a des obligations ménagères, devant s'occuper de l'éducation des enfants et des activités domestiques. Si le couple n'a pas les revenus nécessaires pour une existence décente, la femme s'engage alors comme domestique, servante ou nourrice. La réputation et l'honneur de la famille sont également dans la responsabilité de la femme. Dans la stratégie familiale de l'époque, l'autorité et le respect sont les éléments de l'ordre (Solcan, 2005).

### **2.3.2 La situation socio-économique de la famille**

Dans la famille traditionnelle roumaine, les enfants quittent le foyer parental après leur mariage et fondent leur propre ménage, sauf le dernier (Stahl et Petrescu, 2004)<sup>44</sup> qui hérite la maison parentale et du terrain aux alentours. Dans cette stratégie patrimoniale, chaque enfant reçoit une dot, les fils sont pourvus d'un lot de terrain, tandis que les filles reçoivent des meubles et un trousseau, en fait ce qu'on « pouvait transporter en charrette ». La maison parentale est héritée et non offerte en dot, étant nommée « la part de l'âme ». Cela signifie que l'héritier a des obligations envers ses parents pendant leur vieillesse; il doit également accomplir de multiples rituels religieux après la mort, pour le repos de leur âme (Stahl, 1969 ; Stahl et Petrescu, 2004; Costaforu, 2005). Au cas où il n'existe pas de descendants<sup>45</sup> masculins dans la famille, mais s'il y a une fille, après son mariage, le mari s'installe au foyer, prend le nom de son épouse et devient l'héritier. Dans cette situation, le rôle de mari change parce que, selon la coutume roumaine, on considère que l'« homme épouse une femme » et que la femme est épousée, mais, dans ce cas, on dit que l'« homme a été épousé » (Stahl,

---

<sup>44</sup> Cette règle du droit d'ultimo géniture est contraire à celle de l'Occident, où l'on privilégie le droit de primogéniture, cette coutume étant en fait un mode patriarcal d'assurance vieillesse. L'obligation de l'héritier d'entretenir le culte de la personne décédée a été adoptée par les codes ecclésiastiques roumains du droit romano-byzantin. La part de l'âme, sous forme d'un tiers de la fortune de la personne, pouvait être laissée à quelqu'un de la famille ou de l'extérieur, soit donnée aux monastères ou à l'Église, avec l'obligation d'accomplir tous les rituels prévus pour le culte des morts.

<sup>45</sup> Au cas où il n'existe pas d'enfants dans la famille, on réalise une filiation artificielle par adoption.



1969). Du droit à l'héritage sont exclus les enfants qui se marient sans l'accord des parents ou les enfants nés hors mariage, considérés non légitimes; ces normes sont liées aux valeurs imposées par l'Église et par la morale.

Ce système de transmission de l'héritage favorise la préservation de l'unité de la propriété et encourage en même temps l'autonomie des nouveaux ménages. Même si les jeunes couples gardent une relative indépendance à l'égard de la famille d'origine, on observe pourtant la manifestation de la solidarité et de l'entraide quand il s'agit des travaux agricoles ou de construction. Ce mode de transmission et la manière de fonder la famille est similaire au modèle défini par Le Play comme la « famille souche » (Vultur, 2002)<sup>46</sup>.

### 2.3.3 Le droit à la propriété

La transmission par héritage est une tradition que le peuple roumain a connue depuis les temps anciens, organisée selon la coutume, à laquelle se sont ajoutées les normes du droit canonique. La dotation constitue un droit pour les enfants, mais seulement dans la mesure où ils consentent de rester au sein du village pour perpétuer la vie du groupe familial. Généralement, les anciens villages roumains sont fondés par quelques familles apparentées et qui ont à la base une lignée commune. Ainsi, le nom de lignée est lié à la terre et la répartition des terres se fait en fonction de la généalogie du premier degré existant. Cette logique de transmission héréditaire par des dotations successives est fondée sur la filiation agnatique, c'est-à-dire par la descendance masculine. La perpétuation d'une génération à l'autre, la distribution des terres et le droit de propriété de ces familles qui composent le village, se font à partir d'un « ancêtre » éponyme (qui a un nom commun) (Stahl, 1969 : 56-59). Cette forme de famille définie selon le principe généalogique se perpétue dans certains villages jusque

---

<sup>46</sup> Cette précision est nécessaire afin d'écarter les éventuelles confusions faites par certains anthropologues, qui assimilent la famille roumaine aux modèles familiaux identifiés dans la région balkanique, comme celui de la *zadruga* yougoslave ou à celui de la famille russe, *dvor*. La *zadruga* yougoslave représente une vieille institution patriarcale qui a une organisation sociale, économique, parentale et morale dans laquelle les hommes et les femmes de confession commune, unis par des liens de consanguinité (directe et collatérale) vivent dans une structure collectiviste peu attachée à la propriété privée. Quant au modèle russe *dvor*, celui-ci représente une institution patriarcale, dirigée par un chef de famille tout puissant. Dans cette optique, par sa hiérarchie flexible et par son individualisme, la famille roumaine se différencie autant de la structure de la famille paysanne russe que de la *zadruga* yougoslave.

dans les années 1940. Ces collectivités paysannes ont une administration propre et se caractérisent par un système d'exploitation de la propriété en commun, dénommé *devalmas*<sup>47</sup> (Stahl, 1969; Costaforu, 2005). Au cours du temps ce type de communauté a été remplacé dans certaines régions par une autre forme, définie par quote-part inégale, tant juridique qu'économique.

Les changements économiques (le développement du commerce et du système monétaire) et les pressions démographiques, transforment la structure du village et divise la population paysanne en deux groupes distincts, d'une part les « paysans riches » et d'autre part les « paysans pauvres ». Du groupe de paysans riches se développe la classe de boyards (*boieri*), qui vont dominer et asservir les villages communautaires. Le groupe des boyards et des grands seigneurs, devient propriétaire du sol et impose ainsi aux paysans des corvées, le travail de la terre et d'autres activités, et des dîmes, qui consistent dans l'obligation de fournir des produits. Cette domination des boyards conduit au servage. La situation des paysans se détériore progressivement, ce qui amène au cours des siècles à plusieurs révoltes.

Ces aspects concernant la structuration de la société sont liés à la dynamique socio-économique, et visent particulièrement l'accès à la terre qui divise la paysannerie en deux catégories<sup>48</sup>. D'une part, les paysans libres, organisés dans des communautés où la règle prévoyait la possession communautaire et des groupes de parenté qui avaient des propriétés individuelles. Le système successoral dans ces villages prônait le partage en parts égales de la terre selon le nombre de fils. D'autre part, les villages asservis où les paysans n'avaient pas droit à la terre, et où les règles successorales comprenaient la dotation avec des biens, du cheptel, des outils d'exploitations agricoles, ou la transmission du droit du travail sur les propriétés des boyards.

---

<sup>47</sup> Le terme *devalmas* représente une forme de propriété qui combine la propriété individuelle et la propriété commune, chaque individu ayant des droits de propriété et des obligations.

<sup>48</sup> Une situation à part au Moyen Âge roumain était celle des familles d'esclaves tsiganes, qui vivaient dans des abris rudimentaires, dans des ensembles de plusieurs familles, en menant une vie nomade. Ces esclaves constituaient une force du travail moins chère, considérés comme une partie de la propriété de leur maître féodal. Ils pouvaient être vendus, échangés ou libérés.

L'accès à la terre est important car la principale occupation dans la famille traditionnelle roumaine reste l'agriculture, axée essentiellement sur l'exploitation de la terre et l'agriculture pastorale. La technique agricole est extrêmement rudimentaire et le paysage rural est archaïque. Le commerce plutôt de transit et l'exploitation du bois et des richesses du sol font également partie des occupations de la famille traditionnelle. Pour couvrir les besoins de consommation se développe une industrie familiale qui produit les vêtements et la nourriture nécessaires à la consommation propre.

#### **2.3.4 Quelques tendances de la modernisation de la famille roumaine**

À la fin de XIX<sup>ème</sup> siècle et dans la première partie du XX<sup>ème</sup> siècle, on note des changements importants dans la transformation de la famille roumaine. Des transformations significatives s'enregistrent en ce qui concerne la position de la femme dans la famille et dans la société. La première « Ligue des femmes de Roumanie », créée en 1894, et d'autres mouvements apparus au début du XX<sup>ème</sup> siècle vont légitimer la présence des femmes dans l'espace public, d'abord par des actions de charité et ensuite par un discours articulé sur la nécessité de l'instruction pour les femmes et par la demande des droits civiques politiques et économiques, l'égalité sur le marché du travail et le salaire égal avec les hommes (Baluta, 2003). Après la Première Guerre mondiale, les femmes obtiennent certains droits. Ainsi, la Constitution de 1923 prévoit l'abolition du régime dotal, facilite le processus de divorce et spécifie l'égalité de droits de tous les citoyens sans aucune discrimination et les conditions sous lesquelles les femmes peuvent voter. Le droit de vote effectif est prévu seulement dans la Constitution de 1938. Malgré ces progrès, l'éducation des femmes reste encore déficitaire et les chances d'obtenir un emploi bien rémunéré pouvant leur assurer les moyens de survie, sont réduites.

La condition de l'enfant a connu aussi des changements à cette époque. Si l'éducation était une fonction principale de la famille, par l'adoption de mesures législatives en 1850 et 1864, l'école primaire devient obligatoire pour tout le pays et gratuite dans le système de l'État. Le droit à l'éducation est stipulé dans la Constitution de 1923. Cependant, l'éducation reste conditionnée par les possibilités matérielles et aussi par les besoins en main-d'œuvre de la

famille. Dans les familles modestes, en milieu rural et urbain, l'éducation reste limitée et généralement les enfants reproduisent la mécanique occupationnelle des parents. Même si a été mis en place un réseau d'enseignement primaire gratuit, après les quatre premières années d'école, la plupart des enfants de 10-11 ans quittaient l'école. L'analphabétisme était un phénomène assez répandu jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale (Majuru, 2006).

## **2.4 L'évolution de la famille roumaine durant la période communiste**

Le projet de transformation sociale initié par le régime communiste a eu en vue non seulement le changement du système économique et politique, mais surtout la reconstruction des relations sociales et d'un nouveau cadre de vie. Dans cette logique, la transformation de la famille devenait la priorité de l'État; elle était considérée comme l'élément essentiel dans la construction du nouvel ordre social. La position du Parti communiste sur la famille s'inspire de la pensée de Marx, Engels et Lénine et vise la régularisation des relations conjugales.

Ainsi, selon Engels, dans la famille bourgeoise moderne, l'homme monopolise les ressources économiques et l'autorité, la femme étant soumise à son oppression et à son exploitation et c'est seulement par l'industrialisation que la femme aura la possibilité d'obtenir son indépendance économique. Marx, à son tour, croit que, dans le capitalisme, l'oppression des femmes est causée par la structuration de la société en classes et la libération de la femme va se produire par la libération de la classe ouvrière, suite à l'abolition de la propriété privée sur les moyens de production. Lénine prône également l'émancipation de la femme, son égalité avec l'homme et sa libéralisation de l'emprise domestique par l'éducation, l'accès à l'emploi et l'engagement dans la vie politique (Bréchon, 1976).

### **2.4.1 Les changements de la famille durant les premières décennies du communisme**

En prenant ce modèle idéologique imposé par l'Union soviétique, le Parti communiste roumain commence, après 1948, une offensive de déstructuration des institutions, en effaçant les normes et les valeurs traditionnelles (Mezei, 1991). L'adoption d'un nouveau cadre

législatif a comme objectif la disparition de la famille bourgeoise, un des piliers du système capitaliste, pour pouvoir soumettre la famille aux intérêts de l'État. Le but était la création d'un nouveau modèle, soit la « famille socialiste », fondée sur l'égalité entre hommes et femmes et dans laquelle la solidarité familiale était remplacée par une forme de solidarité sociale contrôlée par les mécanismes étatiques. Pourtant, le gouvernement communiste roumain a été obligé de tenir compte de toute une série de facteurs contraignants, liés au contexte culturel social et politique local. Dans le cas de la Roumanie, la famille paysanne traditionnelle<sup>49</sup>, attachée à la propriété privée et solidement structurée par des solidarités internes, apparaît comme l'un des plus importants facteurs de résistance au nouveau régime et un obstacle majeur à la mise en place d'une idéologie subordonnant tous les intérêts à ceux de la lutte de classe et au loyalisme au parti et à sa cause (Mezei, 1991).

À partir de 1948, les dirigeants communistes roumains dressent les points principaux de la reconstruction politique de la vie familiale, surtout en matière de population. Dans l'optique communiste, la taille de la nation est directement liée à sa puissance, la diminution de la natalité étant considérée comme un obstacle majeur à la modernisation de la société. Selon la propagande, une natalité élevée assure et maintient la jeunesse, la vitalité et la force de la nation et, dans cette logique, la croissance démographique devient une question d'« honneur et une obligation pour chaque famille et pour tout le peuple » (Betea, 2004 : 256). Le souci de l'État à l'égard de l'évolution démographique pousse à l'adoption de politiques pronatalistes coercitives. Une des premières mesures est la promulgation, en 1948, d'un article du Code pénal stipulant la criminalisation de l'interruption de grossesse. Ainsi, les indicateurs démographiques seront à un niveau élevé durant les premières années après 1950 (Brezeanu-Staiculescu, 2006)<sup>50</sup>, cette situation étant en partie liée aussi à la tendance européenne de cette époque qui visait à revaloriser la natalité pour récupérer les pertes humaines causées par la Seconde Guerre mondiale (Muresan, 1996 : 821). Mais, dans le contexte de la Roumanie, cette situation a eu aussi une forte connotation politique, s'inscrivant dans la logique

---

<sup>49</sup> La paysannerie représentait en Roumanie 76 à 78 % de la population entre les deux guerres; il s'agissait d'un groupe homogène qui échappait au contrôle de l'État.

<sup>50</sup> Les études dont on dispose évoquent une évolution contrastée de la natalité au cours du XXème siècle. Durant la première moitié du siècle, on observe une forte baisse passant de 42,1 ‰ en 1914 à 19,6 ‰ en 1945, avec une remontée jusqu'au milieu des années 1950 (Brezeanu-Staiculescu, 2006 : 218).

communiste d'augmentation de la force de travail indispensable pour créer une nouvelle base économique.

Dans la deuxième partie des années 1950, la politique concernant la famille connaît une nouvelle orientation. En 1957, par le Décret 463, l'avortement est autorisé sans conditions et les mesures concernant le divorce deviennent plus permissives<sup>51</sup>. Cet assouplissement du cadre législatif doit être mis en lien avec la distance que la Roumanie voulait afficher face au modèle soviétique après la mort de Staline, en 1953. Mais, ce relâchement législatif auquel s'ajoutent d'autres facteurs entraînent plusieurs développements. L'influence des normes et des valeurs de la modernité, l'implication des femmes dans les activités économiques, le manque d'infrastructure et des services nécessaires et les problèmes quotidiens auxquels sont confrontées les familles roumaines durant cette période, vont amener entre, 1957 et 1966, au déclin de la natalité, qui diminue de 24 % en 1957 à 14 % en 1966. En 1966, l'indicateur de fécondité était de 1,9 par femme, comparé à 2,7 en 1957, soit sous le seuil de remplacement des générations, compte tenu que le taux de mortalité était également élevé à cette époque (Trebici cité en Mitrofan et Ciuperca, 1998 : 125 ). Vers la fin de la période entre 1958 à 1966, il y avait quatre avortements pour une naissance, cela grâce au relâchement de la légalisation à l'égard de l'avortement, adoptée en 1957. Comme la situation statistique l'indique, la tendance de la natalité à la baisse s'installe en Roumanie. Le déclin de la natalité, auquel s'associe la croissance de la mortalité, va inquiéter le régime socialiste qui considère que la réduction de la population a des conséquences défavorables sur le développement économique et implicitement sur les efforts de modernisation de la société.

---

<sup>51</sup> Ces mesures législatives amènent à la baisse de l'indicateur conjoncturel de fécondité (nombre d'enfants par femme) de 3,17 en 1950 à 3,09 en 1955 pour ensuite descendre à 2,33 en 1960. Cette tendance à la baisse va se maintenir jusqu'en 1965 quand elle sera de 1,9 enfant par femme (Ghebrea, 2000 : 24). Les effets des changements législatifs s'observent aussi dans la diminution de taux général de fécondité qui descend de 89,9 enfants nés vivants pour 1000 femmes en 1956, à 73,9 enfants nés vivants pour 1000 femmes en 1960 (Anuarul statistic al Romaniei, 1998 : 86). Le taux brut de natalité est de 26,2 enfants nés vivants pour 1000 habitants en 1950 et de 25,6 enfants nés vivants pour 1000 habitants en 1955, pour ensuite diminuer à 19,1 enfants nés vivants pour 1000 habitants en 1960 (Anuarul statistic al Romaniei, 1998 : 75). Il faut noter, que dans la pratique des démographes et des statisticiens en Roumanie, le « taux brut » de natalité est rapporté à 1000 habitants et le « taux général » de fécondité est rapporté à 1000 femmes. Cependant, les rapports statistiques et les études démographiques présentent les tendances selon les groupes d'âge, mais une étude de cette évolution dépasse l'espace de notre recherche.

### 2.4.2 La famille à l'épreuve de la politique nataliste coercitive durant l'époque de Ceausescu

Avec l'accès au pouvoir de Nicolae Ceausescu débute la période la plus exacerbée de la politique pronataliste, la Roumanie devenant ainsi une exception absolue dans le bloc communiste. À partir de 1966, le régime Ceausescu va instituer un nouveau cadre législatif afin d'accélérer l'accroissement de la population<sup>52</sup>. Dans l'optique communiste, la force économique de la nation réside dans sa taille et les mesures adoptées afin de stimuler la natalité sont ainsi pleinement justifiées. On fixe des taux annuels de croissance qui impliquent des mécanismes semblables à la planification du domaine économique (Betea, 2004). Pour atteindre les objectifs natalistes planifiés, le régime adopte, en 1966, le Décret 770 interdisant l'avortement. Les articles de cet acte normatif prévoient des sanctions pénales sévères autant pour la femme qui subit une interruption de grossesse, que pour les médecins ou toute autre personne qui y participent. Le Décret prévoit pourtant quelques exceptions<sup>53</sup>, par exemple si la vie de la femme est en danger, si les parents souffrent d'handicaps physiques ou psychologiques graves ou d'une maladie avec la possibilité de transmission héréditaire, si la femme est âgée de plus de 45 ans<sup>54</sup>, si elle a plus de quatre enfants<sup>55</sup> ou si la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste (Gheonea et Gheonea, 2003 : 187).

L'interdiction de l'avortement a été accompagnée d'autres éléments qui l'ont rendu très répressif, comme l'interdiction de tout moyen de contraception et aussi la suspension d'informations sur le planning familial. En complément, deux autres mesures sont adoptées, toujours en 1966. Il s'agit du Décret 1086, qui prévoit un impôt pour pénaliser les adultes de plus de 25 ans, célibataires ou vivant en couple, sans enfants, et du Décret 779, qui donne au divorce un caractère tout à fait exceptionnel, les procédures devenant limitatives et

---

<sup>52</sup> La mise en place des politiques natalistes est stimulée non seulement par des raisons économiques, mais comme les témoins l'affirment, Ceausescu avait des motivations plus subtiles, le désir d'être le chef d'un pays de 30 millions d'habitants.

<sup>53</sup> Cette procédure d'exception était extrêmement difficile et supposait un examen strict, réalisé par une commission médicale spécialisée.

<sup>54</sup> En février 1972, l'âge la femme (pour l'avortement) passe de 45 à 40 ans.

<sup>55</sup> On peut déduire que la famille de quatre enfants devient une norme obligatoire dans la conception du régime Ceausescu. Les femmes avec une maternité nombreuse recevaient des récompenses symboliques, devenant les mères héroïnes et les héros de la compétition socialiste.

compliquées (Muresan, 1996). Les résultats de cette législation pronataliste et anti-avortement étant peu satisfaisants pour les dirigeants du Parti communiste, deux autres décisions seront prises, en 1973 et en 1984, afin d'introduire des mesures de surveillance et de contrainte. À partir des années 1980, les femmes seront obligées de se soumettre à un contrôle gynécologique périodique, pour les empêcher de mettre fin à leur grossesse. Un fort dispositif de répression se met en place, formé par des professionnels de la santé, la police, la justice et les entreprises. Ainsi, l'aide médicale d'urgence suite à un « avortement spontané » sera accordée seulement après une enquête de la police et de l'autorité judiciaire, la femme étant obligée de dénoncer la personne qui l'a aidée à se faire avorter; dans le cas du refus de dénonciation, la femme ne pouvait pas bénéficier de traitement médical même si elle était dans une situation critique (Kligman, 2000).

Ces mesures coercitives ont eu un impact social significatif, une de premières conséquences<sup>56</sup> étant la croissance du taux de natalité qui en 1966-1967 augmente de 14 à 28 enfants nés vivants pour 1000 habitants soit le plus haut niveau des derniers cinquante ans (Mitrofan et Ciuperca, 1998 : 128). Très rapidement, la natalité reprend cependant la tendance à la baisse avec de 21,1 enfants nés vivants pour 1000 habitants en 1970 et de 16 enfants nés vivants pour 1000 habitants en 1989 (Ghebrea, 2000 : 24). Le dynamisme démographique résultant de la politique pronataliste n'était pas accompagné du support approprié, car l'Etat ne disposait pas de ressources et de services nécessaires pour faire face aux cohortes d'enfants nés dans cette période. Ainsi, les conséquences des mesures pronatalistes se reflètent dans l'accroissement de la mortalité infantile et du nombre d'enfants non désirés, les enfants étant abandonnés dans la rue ou dans des institutions de l'État. D'autres conséquences sont la précarisation de la santé et de la qualité de vie, la négligence, les handicaps. Le SIDA s'est

---

<sup>56</sup> Parmi les conséquences de l'application de la politique pronataliste du régime Ceausescu on note aussi la croissance du taux général de fécondité qui augmente de 55,7 enfants nés vivants pour 1000 femmes en 1966 à 105,5 enfants nés vivants pour 1000 femmes en 1967 et à 102,9 enfants nés vivants pour 1000 femmes en 1968. Par la suite, la tendance est en diminution et va suivre ce cours descendant jusqu'à la fin de l'époque communiste. Ainsi, le taux général de fécondité sera de 81,2 enfants nés vivants pour 1000 femmes en 1970, de 74,8 enfants nés vivants pour 1000 femmes en 1980 et de 66,3 enfants nés vivants pour 1000 femmes en 1989 (Anuarul statistic al Romaniei, 1998 : 86). Un autre effet de la mise en place de ces mesures législatives est la diminution du nombre d'avortements qui descend de 1 112 704 en 1965 à 206 000 en 1967, pour remonter ensuite à 413 093 en 1980 (Brezeanu-Staiculescu, 2006 : 219).



répandu parmi les enfants institutionnalisés, mais ce phénomène a été délibérément mis sous silence, pour ne pas porter ombrage à l'image de l'époque de Ceausescu.

Pour la famille, en général, et particulièrement pour la vie des femmes, les conséquences de cette politique sont dramatiques. Ces restrictions juridiques imposées ont conduit à l'augmentation du nombre d'avortements clandestins, dans des conditions d'hygiène impropres, avec des risques élevés, mettant en danger la vie des femmes ou causant fréquemment la mort. Un chiffre exact des femmes qui ont péri entre 1966 et 1989, suite à des avortements clandestins, est difficile à obtenir, étant donné les procédés du régime communiste de cacher la réalité derrière des statistiques falsifiées. Entre 1965 et 1989, il est estimé qu'environ 10 000 femmes<sup>57</sup> sont décédées à cause de complications provoquées par l'interruption de grossesse, mais ce chiffre n'est qu'approximatif, les médecins étant obligés à l'époque d'enregistrer les décès sous de faux diagnostics (Kligman, 2000). Ces mesures contraignantes, doublées par la détérioration du niveau de vie et des conditions matérielles, ont augmenté l'anxiété et ont eu des effets négatifs sur l'état émotionnel et le développement de la famille.

### **2.4.3 La femme objet de la propagande. La duplicité de l'égalité entre les sexes**

Par le caractère répressif des politiques démographiques, la Roumanie devient un cas exceptionnel dans le group des pays de l'Europe de l'Est. Ces mesures de « procréation obligatoire » (Mitrofan et Ciuperca, 1998 : 127) sont non seulement le signe de l'abolition de la liberté individuelle, mais sont parmi les instruments les plus évidents d'assujettissement des individus aux intérêts de l'État totalitaire. En effet, cette profonde intrusion dans l'intimité révèle l'omniprésence de l'État communiste, son pouvoir dans lequel se combinent les techniques d'une « hiérarchie qui surveille avec celles de la punition qui normalise » (Foucault cité par Betea, 2004 : 251). Dans l'optique du régime communiste, le corps de la femme n'est qu'un instrument au service de l'État. Comme Ceausescu l'affirme lors de la

---

<sup>57</sup> Ce chiffre, mis à la disposition du Ministère de la santé et repris par certains chercheurs, est sans doute loin de la vérité, comme le confirment certains médecins ayant participé aux études sur ce sujet.

Conférence nationale des femmes de 23 juin 1966, la « femme socialiste » doit prouver son dévouement envers la nation par sa contribution à la croissance de la natalité.

Selon cette thèse proclamée par le *conducator*, la femme roumaine, animée par le patriotisme, doit se mobiliser pour la reconstruction de la famille et l'éducation des jeunes sur la « voie du progrès ». L'emphase est mise sur le rôle maternel et la femme, par sa fonction reproductive, est ainsi considérée comme agent de prospérité de l'État<sup>58</sup>, devant consacrer toute sa vie au progrès de la patrie socialiste. Mettre au monde et élever des enfants deviennent pour les femmes des obligations patriotiques. Mais la femme n'a pas seulement un rôle reproducteur. Elle est perçue, selon les clichés véhiculés par la propagande communiste, en plusieurs autres hypostases: mère dévouée et éducatrice, femme paysanne émancipée, femme prolétaire qui œuvre dans l'usine, appelée à jouer un rôle plus important dans la réalisation du plan dans les fabriques et les usines, aux chantiers, dans les coopératives agricoles de production, dans les institutions scientifiques, dans l'éducation, dans la culture (Olteanu, 2003).

Par ailleurs, le potentiel économique productif des femmes a été exploité dès le début de l'instauration du régime communiste en Roumanie, quand les femmes, à côté des paysans, ont été cooptées dans le processus d'industrialisation. Considérées comme piliers de la modernisation communiste, les femmes présentent un intérêt politique particulier, et en ce sens le Parti communiste organise plusieurs structures politiques, à commencer par l'Union des Femmes Démocrates de Roumanie, constituée en 1948. Cette formation a comme tâche l'augmentation du niveau économique, culturel et social, spécialement pour les femmes paysannes. Les femmes sont intégrées, à cette époque, à une campagne d'alphabetisation qui a eu sans doute des effets positifs. Elles sont stimulées pour devenir des salariées par leur implication dans la vie économique, sociale et politique.

Bien que l'intention déclarée fût l'élimination de la subordination économique de la femme à

---

<sup>58</sup> Dans cette optique, la femme devient « le moyen nationalisé de croissance de la reproduction », la pratique de l'interruption de grossesse étant considérée « une action antinationale et antisocialiste », par conséquent, les femmes pouvant être traitées soit de patriotes, soit de traîtres.

l'homme, en pratique cela signifiait une dépendance plus forte envers l'État. Si le droit au travail et l'égalité salariale avec l'homme a été prévu par les Constitutions de 1948 et de 1953, et aussi par le Code du travail, cela n'a pas signifié, en réalité, une égalité des droits, mais plutôt l'égalité des responsabilités, les femmes devant accomplir les mêmes tâches que les hommes. À partir de 1973, de nouvelles mesures législatives prévoient l'obligation pour les femmes d'avoir un emploi et instituent des quotas de participation féminine dans toutes les structures administratives, politiques, économiques<sup>59</sup>. Ces obligations professionnelles imposées par le haut ne sont pas accompagnées par un support dans la vie quotidienne et cela ne fait que consolider la pression et la surcharge de la femme et en même temps augmenter les inégalités entre les hommes et les femmes.

Malgré le discours officiel véhiculé par la propagande sur la modernisation de la famille et l'émancipation de la femme, par le changement des mentalités et des rôles, le désidérata étant l'égalité entre l'homme et la femme, la famille socialiste reprend, en réalité, les valeurs patriarcales et paysannes dans lesquelles la femme est subordonnée à l'homme, le rôle de mère restant le plus important (Keil et Andreescu, 1999). Durant toute l'époque communiste, la ségrégation et les inégalités entre les hommes et les femmes demeurent présentes, la supériorité de l'homme étant affirmée dans l'espace public, comme sur le marché du travail ou bien à l'intérieur de la famille (Gal et Kligman, 2003)<sup>60</sup>. Cette nouvelle identité sociale de la femme prolétaire, définie par la carrière professionnelle, l'activité domestique et politique, devient extrêmement contraignante puisqu'à la domination de l'intérieur de la famille, qui ne disparaît pas par la proclamation d'un nouvel ordre social, s'ajoute la domination de la sphère politique, qui exige une participation obligatoire (Cîrstocea, 2003 : 137-138).

#### **2.4.4 La régulation politique de la famille roumaine sous le communisme**

L'origine de cette politique avancée par l'État communiste est liée à la conception paternaliste selon laquelle l'État a le droit de dicter et de contrôler les actions et les choix des individus et

---

<sup>59</sup> Concrètement, la femme est présente dans l'usine, au chantier et dans d'autres domaines réservés en général aux hommes, mais cet aspect a amené à la déféminisation de la femme.

<sup>60</sup> La discrimination entre l'homme et la femme est présente dans la sphère des responsabilités, des positions sociales et des revenus, les femmes ayant des revenus de 30 à 40 % inférieurs aux hommes.

de reconstruire la vie familiale selon son plan politique (Mezei, 1997). Les mesures socio-économiques de support de la famille ont eu, au début de l'époque communiste, un effet positif sur le bien-être de la population. Ainsi, malgré les conditions économiques et sociales difficiles après la Seconde Guerre mondiale, l'État mobilise des moyens pour la protection de la famille. Pour faciliter l'accès des femmes au marché du travail, on organise un système de crèches et de garderies. Durant les premières décennies du communisme, toute la population a eu accès à ces services et les catégories qui avaient des revenus faibles bénéficiaient de la gratuité. Jusqu'au début des années 1970, d'autres mesures beaucoup plus larges qui visaient d'autres secteurs comme le système d'assistance médicale, le réseau d'enseignement, le système d'habitation, ont été développées. Plusieurs de ces services ont bénéficié de subventions de la part de l'État et les résultats ont amené un déclin de la mortalité infantile, la réduction de l'analphabétisme et l'augmentation du niveau de scolarité de la population.

Bien que ces mesures aient apporté une amélioration sensible du bien-être de la population, en réalité, le but de l'État paternaliste était de créer et d'entretenir une relation de dépendance et de soumission des citoyens. Il s'agissait d'une dépendance qui avait, en fait, le rôle de garantir la stabilité du régime politique, en modelant les besoins et les pratiques de la famille en conformité avec les intérêts de l'État. Un premier aspect est lié à l'idée de l'égalitarisme, par lequel le régime communiste soutenait la disparition de la discrimination entre les individus par l'administration centralisée et planifiée de toutes les ressources. Le mécanisme principal de cette réalisation était la distribution égalitaire des revenus en limitant les revenus primaires, la plupart des besoins de la vie familiale et individuelle étant pris en charge par l'État. La condition économique de base était d'occuper toute la population active, même artificiellement; avoir un emploi était une obligation pour tous les citoyens<sup>61</sup>. D'autres facteurs peuvent être mis en évidence, comme la couverture sociale universelle pour les salariés, l'accès gratuit à l'éducation et l'assistance médicale ou la distribution des logements par les entreprises. À ces mesures s'ajoutent la subvention d'une série de biens de première nécessité, comme l'énergie électrique, les aliments de base et le transport public.

---

<sup>61</sup> Le refus et le désintéret d'occuper un emploi était considéré, en vertu des normes citoyennes, comme un acte de parasitisme et, par conséquent, condamné par le Code pénal.

Malgré cette attitude « paternaliste » de l'État communiste, il y a des segments importants de la population qui ont été ignorés. Ainsi, le système de sécurité sociale a connu un développement asymétrique parce que la protection sociale, par le mécanisme d'assurance sociale, était un « privilège » exclusif de ceux qui travaillaient. D'autres catégories, qui n'étaient pas incluses dans une activité productive et qui, normalement, devaient bénéficier de l'assistance sociale, étaient ignorées ou marginalisées. Les mesures d'assistance sociale étaient peu développées et fortement bureaucratiques. Plusieurs mesures de protection sociale étaient absentes, parmi lesquelles: l'allocation chômage (le chômage n'étant pas reconnu, même si en réalité il existait), les programmes d'indexation des pensions et les programmes universels. L'allocation pour les enfants<sup>62</sup> et l'assistance médicale ne couvraient pas tous les bénéficiaires potentiels, ces mesures de sécurité sociale étant liées exclusivement à l'emploi (Zamfir cité dans Ghebre, 2000). La pauvreté était un phénomène non reconnu, étant en non-concordance avec l'idéal de « société multilatéralement développée » proclamée par le régime communiste.

Cette non-reconnaissance des problèmes réels de la société était dissimulée par des actions de propagande, le régime communiste subordonnant ainsi les objectifs des politiques sociales et familiales aux impératifs de l'État totalitaire. Par cette dimension purement idéologique, les politiques familiales auront un caractère formel; elles ne répondent pas en réalité aux désirs, ou aux besoins de la population, ni aux principes d'une économie efficace. Le mécanisme de régularisation de la famille, que l'État communiste a développé, se caractérise par un centralisme excessif et l'exclusion de la société civile dans le processus d'élaboration et d'application des politiques familiales. Celles-ci révèlent la logique totalitaire du régime communiste et se reflètent dans le contrôle total des mesures économiques et sociales qui influençaient la vie de famille, à savoir les revenus, la socialisation des enfants, le logement. À cela s'ajoutent l'abolition de l'autonomie du fonds d'assurance sociale, la limitation du champ d'action au niveau local, la disparition des associations et fondations non

---

<sup>62</sup> Les allocations familiales, surtout durant l'époque Ceausescu, ont été un instrument pour stimuler la natalité. Les familles avec des enfants recevaient des prestations pour chaque enfant, elles avaient la priorité dans l'attribution des logements, recevaient plus de biens rationnés, avaient un accès plus facile aux services de soins pour les enfants. Les mères de plus de trois enfants bénéficiaient également d'un congé de maternité prolongé.

gouvernementales, l'ignorance du concept de droits sociaux, et une assistance sociale assurée de façon discrétionnaire (Ghebrea, 2000 : 147-150). Cependant, la forte détérioration du niveau économique de la fin des années 1970 et jusqu'en 1989, conduit à la diminution des mesures de protection sociale et à la dégradation des services d'assistance sociale. D'autres aspects comme le niveau réduit de prestations familiales et le manque de financement du système médical ont des conséquences dramatiques pour le niveau de vie et pour l'état de santé de la population durant cette période.

#### **2.4.5 Le rôle des « solidarités » dans les stratégies de survie**

Afin de réaliser les projets de transformation, à savoir l'industrialisation intensive et la redistribution dirigée de la force du travail, il a fallu développer des attitudes et des comportements flexibles, les citoyens devant être libérés de toutes contraintes. Pour répondre à l'exigence du développement industriel, des vagues de paysans ont été poussés à travailler dans les villes. Mais, ceux-ci ont mis en place des stratégies particulières qui peuvent être définies comme une économie parallèle. Dans le milieu rural, l'agriculture collectivisée reste le principal domaine d'activité, mais ce travail normalisé par l'État utilise principalement la main-d'œuvre féminine, les hommes s'orientant vers le secteur industriel des villes. Une grande partie des paysans deviennent ainsi des ouvriers habitant souvent les villages entourant la ville, ayant un lopin de terre qu'ils exploitent et obtenant des produits, parfois vendues dans les marchés de la ville.

Ce type de stratégie développée par une partie de la population a conduit finalement vers un nouveau modèle de famille à double statut, fortement inégalitaire ; les revenus des femmes sont très faibles, le travail étant récompensé généralement en produits agricoles. La source économique principale est le salaire du mari qui, à côté d'une rémunération mensuelle, a la garantie d'une pension de retraite, tandis que les femmes restent responsables des tâches alimentaires et domestiques. Dans cette dynamique familiale, le phénomène de migration pendulaire entre villes et villages, par un aller-retour quotidien, est une pratique très fréquente, qui contribue dans une certaine mesure au changement du mode de vie rural et qui génère une nouvelle catégorie sociale identifiée sociologiquement comme « l'ouvrier-

paysan » ou « paysan-ouvrier »<sup>63</sup> (Chelcea et Abraham cités dans Mitrofan et Ciuperca, 1998 : 99).

Malgré la mobilité sociale due au processus d'industrialisation et d'urbanisation forcées on voit la perpétuation de forts contacts entre l'espace urbain et l'espace rural à travers les réseaux parentaux ou d'amitié. La solidarité se renforce surtout dans les années 80, étant une des caractéristiques de la « culture de pénurie ». Tout un système d'échange se développe. Les parents qui habitent dans les villages assurent les produits alimentaires de base comme les œufs, la viande, le fromage et d'autres produits alimentaires aux membres de leur famille qui habitent en ville. En échange, les villageois reçoivent de la part de membres de leur famille qui habitent en ville des articles de soins qui manquent sur le marché surtout dans les villages.

Dans les stratégies de survie mises en place pour surmonter les difficultés durant les années 1980, quand la population roumaine est confrontée à des restrictions et quand la pénurie se généralise, à côté de réseaux parentaux se développent d'autres réseaux informels. Ainsi, apparaît une économie « secondaire », « parallèle », « non officielle », qui suppose non seulement la circulation des produits qui ne pouvaient pas être obtenus sur le marché officiel, mais encourage aussi des dépendances interpersonnelles qui n'étaient pas toujours agréées qui supposaient des récompenses pour des services et qui encourage la corruption, les flatteries, les tromperies et le népotisme (Gal et Kligman, 2003 : 71-75). Les activités journalières des Roumains se déroulaient autour des files d'attente pour pouvoir se procurer les produits alimentaires de base. À cette époque la « queue » devant les magasins devient un phénomène social généralisé (Lungu, 2004).

Durant la période communiste, surtout à l'époque de Ceausescu, le rôle des grands-parents reste aussi important dans les stratégies familiales de survie. Le nombre limité de places dans les centres de garde d'enfants, combinés avec les dépenses et la précarité des services offerts,

---

<sup>63</sup> Les personnes ayant ce double statut socio-occupationnel sont considérées des agents d'interférence entre deux modes de vie: rural-paysan et industriel-urbain.

obligent les familles de choisir, comme alternative aux services offerts par l'État, l'aide des grands-parents, qui devient ainsi indispensable. Les aides offertes par la mobilisation du réseau familial pouvaient résoudre les problèmes dérivés du manque de facilités adéquates pour la garde des enfants ou pour le soin des personnes âgées ou handicapées. Dans cette logique, les grands-parents étaient souvent ceux qui s'occupaient des petits-enfants et les filles et les belles-filles soignaient les membres âgés et handicapés de la famille. Le soutien des jeunes couples qui travaillaient dans la ville et avaient des petits-enfants, était les parents retraités, qui pouvaient élever leurs petits-enfants jusqu'à l'âge scolaire (Kligman, 2000).

## **2.5 L'évolution de la famille en Roumanie durant la période postcommuniste**

À la fin du régime communiste, l'évolution de la famille roumaine s'inscrit dans une nouvelle orientation. La diminution du contrôle de l'État et les bouleversements économiques et sociaux, spécifiques à la période de transition, ont produit des transformations de la structure et des pratiques familiales.

### **2.5.1 Les changements sociodémographiques**

La libéralisation de l'avortement, suite à l'abrogation du cadre législatif impopulaire du régime Ceausescu, a mené au début des années 1990 à l'augmentation explosive du nombre d'avortements (Blayo, 1991 : 529)<sup>64</sup>. Ainsi, durant les années 1990-1992, on enregistre 3 avortements pour un enfant né vivant (Brezeanu-Staiculescu, 2006 : 219), un des taux des plus élevés au monde. L'avortement était, au cours des années 1990, la méthode de planification familiale la plus répandue. Même si la commercialisation des contraceptifs était légalisée, l'utilisation en reste encore très limitée, en raison de leur prix élevé; à cela s'ajoutaient le manque d'éducation à la vie sexuelle et à la contraception (Baban, 2000)<sup>65</sup>.

---

<sup>64</sup> Le nombre d'avortements déclarés était de 193 084 en 1989 pour augmenter en 1990 à 992 265.

<sup>65</sup> Même si après 1989, le Ministère de la santé, en coopération avec des organisations non gouvernementales, roumaines et internationales, ont initié une stratégie nationale d'éducation familiale à la santé et à la



L'évolution des indicateurs démographiques indique aussi la diminution de la natalité, qui chute de 13,5 enfants nés vivants pour 1000 habitants en 1989 à 10,5 enfants nés vivants pour 1000 habitants en 2000 (Urse, 2001 : 26), la Roumanie se plaçant dans le groupe des pays avec un niveau de natalité très bas. L'indice de fécondité est également à la baisse, de 2,19 en 1989 à 1,40 en 1995, soit nettement sous le niveau de remplacement des générations (Mitrofan et Ciuperca, 1998 : 130-131). Au déclin accéléré de la natalité s'ajoute le vieillissement de la population, processus plus visible dans le cas de la population masculine et plus prononcé en milieu rural qu'en milieu urbain. Le tableau de l'inertie démographique inclut également un niveau bas de l'espérance de vie et la croissance du taux de mortalité. La population de la Roumanie se réduit au cours de la période de transition, de 23 207 000 habitants en 1990 à 22 435 000 habitants en 2000, cet aspect étant un des plus significatifs de l'évolution démographique du pays après la chute du communisme (Brezeanu-Staiculescu, 2006 : 215)<sup>66</sup>.

Des mutations importantes s'observent en ce qui concerne la structure de la famille durant la période entre 1992 et 2002. Selon les données du recensement de 2002, la forme familiale dominante reste le couple avec enfants, même si le nombre de ces couples a diminué par rapport à 1992. Le nombre des familles sans enfants augmente, cette catégorie représentant 30,9 % en 2002, alors que le nombre des familles monoparentales, qui représentent 12,9 %, est également à la hausse; ces deux catégories sont rapportées à l'ensemble des foyers composés d'un noyau familial. En croissance est aussi le nombre des célibataires, qui atteint 39,7 % de la population. La proportion de personnes divorcées est de 3,7 % de la population et 68 % de ces personnes ont entre 30 et 54 ans. Les veufs représentent 8,75 % du total de la population et 78,9 % des personnes de cette catégorie ont plus de 60 ans. Quant à la catégorie

---

planification familiale, la connaissance dans ce domaine reste encore peu répandue. Le nombre de cliniques et de centres de planification familiale reste insuffisant, surtout dans le milieu rural.

<sup>66</sup> La décroissance de la population est influencée par plusieurs facteurs parmi lesquels la migration externe joue un rôle déterminant à partir de 1990; durant la période 1990 à 1999 le solde migratoire négatif (près de 135 000 personnes) a dépassé l'accroissement naturel positif de ces deux années (91 000 personnes). Après 1992, s'ajoute aussi le fait que l'accroissement naturel devient négatif, c'est-à-dire le nombre des décès dépasse celui des naissances. À partir de 1991, la décroissance de la natalité se conjugue avec la croissance de la mortalité liée au vieillissement de la population. Un autre facteur qui a conduit à la décroissance de la population est la baisse du nombre des naissances après 1989 (Brezeanu- Staiculescu, 2006 : 215).

des personnes mariées, 65 % d'entre eux ont entre 25 et 54 ans et 93,9 % du total des femmes mariées sont à leur premier mariage (Gherghel, 2005)<sup>67</sup>.

En ce qui concerne l'indicateur de divortialité, les chiffres montrent une certaine stabilité. Après un maximum en 1994 (1,74 pour 1000 habitants), le taux de divorces se situe à 1,5 pour 1000 habitants en 1995 et 1,6 divorces pour 1000 habitants en 1996<sup>68</sup> (Mitrofan et Ciuperca, 1998 : 140). Même si le mariage reste très valorisé par les Roumains, d'autres formes de conjugalité sont adoptés. Lors du recensement de 2002 sont prises en compte pour la première fois les couples qui vivent en union libre, cette pratique étant adoptée par 3,8 % de la population (Raportul Institutului National de Statistica, 2003). Il faut également ajouter une augmentation des naissances hors mariage, qui passent de 4 % en 1990 à 26,7 % naissances vivantes en 2001 (Cordon, 2006 : 16).

Parmi les facteurs qui ont influencé la dynamique des comportements familiaux, on compte le relâchement du cadre législatif qui libéralise les pratiques familiales précédemment interdites, tout en donnant la possibilité aux femmes de choisir si elles veulent ou non procréer; à cela il faut ajouter l'aspect psychologique, lié à l'incertitude quotidienne. Ces facteurs sont étroitement liés au contexte socio-économique, qui a en effet un rôle essentiel dans l'évolution des indicateurs démographiques. La détérioration des conditions de vie, la diminution des revenus, la croissance du coût des logements et des biens de base, l'inflation et le déclin du pouvoir d'achat, la perte d'emploi et le chômage, sont au moins quelques aspects qui ont augmenté l'instabilité économique et ont limité les possibilités pour plusieurs familles d'assurer un niveau de vie décent pour leurs membres (Adumitracesei et Niculescu, 2000). La précarisation matérielle s'ajoute au manque d'une protection sociale viable, doublée de l'insuffisance des services de soins et de garde pour les enfants. Les allocations pour les enfants ont atteint, en 1994, seulement 25 % du montant alloué en 1989 (Baban, 2000 : 234). L'aggravation des conditions de vie conduit à la dévalorisation du mariage et de la

---

<sup>67</sup> Ces données ont été repris de : Gherghel, Ana, *La monoparentalité en Roumanie. Marginalité sociale ou modèle familial alternatif*, Thèse de doctorat, Département de sociologie, Université Laval <http://archimede.bibl.ulaval.ca/archimede/fichiers/22443/22443.html>, site consulté le 05 novembre 2007. Comme pour la majorité des sources internet il n'est pas possible d'indiquer la page.

<sup>68</sup> Comme nous l'avons déjà mentionné pour les autres indicateurs démographiques, il s'agit du « taux brute » de divortialité, donc rapporté à 1000 habitants.

descendance. À partir de 1991, la nuptialité diminue progressivement : 7 mariages pour 1000 habitants en 1994-1995, 6,5 mariages pour 1000 habitants en 1998 et 6,1 mariages pour 1000 habitants en 2000, atteignant les valeurs les plus basses enregistrées au cours de la période d'après-guerre. On observe aussi l'augmentation de l'âge moyen au premier mariage de 22 ans en 1990 à 23,6 ans en 2000 pour les femmes, et de 25 ans en 1990 à 26,9 ans en 2000 pour les hommes (Brezeanu-Staiculescu, 2006 : 223-224).

La tendance à la baisse de la natalité est étroitement liée à la catégorie sociale et au rang de l'enfant. Ainsi, une diminution accentuée s'observe pour les naissances de rang moyen (3-5), tandis que les naissances de rang huit et plus sont à la hausse; un niveau relativement constant au cours des années 1990 se maintient pour les naissances de premier et deuxième rang. Ces comportements différents mettent en évidence des clivages entre les individus avec un niveau socioprofessionnel et d'éducation élevés, qui adoptent le modèle de la famille avec un ou deux enfants, et le groupe des individus avec un niveau économique et de scolarisation réduit, prédisposés à une natalité élevée, avec plus de cinq enfants<sup>69</sup>. Ces tendances du comportement reproductif reflètent la polarisation de la société roumaine en deux catégories, qui se différencient non seulement en fonction de niveau de vie, ou culturel, mais qui ont des mentalités très différentes (Zamfir, 1999b : 159-179).

Par ailleurs, l'appauvrissement des familles nombreuses (avec plus de trois enfants), est de plus en plus prononcé. Plus de 30 % des ménages pauvres avec un ou deux enfants et plus de 50 % des ménages avec trois enfants ou plus vivent dans un état de pauvreté extrême. Ce risque augmente avec chaque enfant de plus dans la famille, ce qui conduit à 45 % des ménages pauvres avec quatre ou plus d'enfants<sup>70</sup> (Tesliuc, Pop et Tesliuc, 2001 : 31). Dans ces conditions d'incertitude et d'instabilité, le phénomène d'abandon des enfants prend de l'ampleur. Plusieurs familles laissent leurs enfants dans la rue ou dans les institutions de

---

<sup>69</sup> Le groupe de familles avec une natalité élevée est associé aussi aux patterns traditionnels (les paysans des régions isolées et pauvres) et aux croyances religieuses (certains cultes ayant une prépondérance vers la natalité élevée). Une catégorie à part, également caractérisée par une natalité élevée, sont les familles de Roms, groupe fortement exposé à la pauvreté, la marginalisation et l'exclusion sociale.

<sup>70</sup> Les chiffres mentionnés indiquent l'incidence de la pauvreté sur les familles en 1998. À cette époque, le niveau de la pauvreté était le plus élevé pour les ménages avec trois enfants ou plus, ce qui représentait à peu près 5 % de la population roumaine.

l'État. Le phénomène des « enfants de la rue » a proliféré en Roumanie après 1990, avec des effets dramatiques pour l'état de santé et le développement des enfants.

Plusieurs d'entre eux sont laissés dans les rues des grandes villes du pays ou exploités comme sources de revenus, en les mettant à voler, mendier ou se prostituer. L'État a mis en place des foyers pour ces enfants, mais les conditions de vie dans ces institutions sont d'une piètre qualité et les places insuffisantes. Le contexte économique précaire et l'absence d'un cadre législatif cohérent pour la protection de la famille et des enfants accentue un autre phénomène, celui de l'adoption internationale, qui, interdite à l'époque Ceausescu, devient, dans les années 1990, un phénomène de marchandage, de trafic et de corruption (Kligman, 2000 : 248-255). Ces phénomènes sont en grande partie les résultats des politiques menées par le régime Ceausescu; ils montrent aussi le niveau précaire de l'éducation d'une partie de la population qui n'assume pas des responsabilités familiales.

### **2.5.2 La redéfinition du statut de la femme et les relations familiales durant la période de transition postcommuniste**

Les femmes représentent 51,25 % de la population, selon le recensement de 2002 (Bulai et Stanciugelu, 2004 : 48). Après 1989, la condition de la femme reste marquée par des valeurs et des normes qui ont leur origine à l'époque communiste ou même avant. La « famille » et la « maternité » continuent d'être les obligations les plus importantes pour la majorité des femmes, même si le contexte culturel, économique et politique a changé. Malgré la rhétorique émancipatoire de l'époque communiste, les valeurs traditionnelles continuent de prédominer et configurent les attitudes dans l'espace conjugal par une normativité peu flexible surtout dans le milieu rural. Le mariage est encore fortement valorisé dans la conception générale, mais particulièrement pour les femmes, étant d'ailleurs la forme dominante de vie familiale. Bien que le mariage et la maternité soient valorisés, certaines études montrent que le taux de satisfaction maritale exprimé par les femmes reste à un niveau très réduit (Bulai et Stanciugelu, 2004 : 56).

L'inégal partage des tâches et la différenciation des rôles sociaux selon le genre se perpétuent au sein de la famille dans le contexte de la période de transition. Les inégalités dans la répartition des tâches dans le couple, persistent, les femmes demeurent surchargées par leurs tâches domestiques et professionnelles, leur situation s'aggravant dans le contexte économique bouleversé de la transition. La configuration du marché du travail a un caractère discriminatoire qui limite l'ascension professionnelle de la femme tout en favorisant les caractéristiques masculines dans l'obtention du succès, et parfois les femmes sont surqualifiées pour les postes qu'elles occupent. Pourtant, l'obtention du succès est assez souvent basée sur la « féminité ». Si les anciens clichés véhiculés par la propagande privilégiaient l'image de la femme ouvrière, en uniforme, qui travaillait sur les chantiers et dans des usines pour la prospérité de la patrie, après 1989 ce mythe a été remplacé par celui de la femme qui réussit dans la vie parce qu'elle a une apparence de vedette de cinéma ou de mannequin. En effet, cette nouvelle image, entretenue abondamment par les médias et selon laquelle la sexualité est une modalité de succès pour la femme, s'impose dans la conscience publique comme un nouveau standard de promotion pour les femmes (Bulai et Stanciugelu, 2004).

Quant à l'intégration dans le champ économique, les données statistiques montrent des différences substantielles entre les hommes et les femmes. Les femmes sont moins rémunérées que les hommes, elles occupent des emplois de niveau inférieur aux hommes, étant assez souvent les premières licenciées. Sur le marché du travail, plusieurs secteurs sont « féminisés », car ils sont occupés en majorité par les femmes, surtout des domaines comme l'assistance sociale, la santé, l'enseignement, la restauration, le commerce, l'agriculture. Pour faire face aux besoins, dans le contexte instable de la transition, la famille à double revenu est une nécessité. Les femmes restent surchargées, devant non seulement concilier leurs responsabilités familiales et domestiques avec les contraintes du marché, mais elles sont obligées assez souvent, vu leur salaire réduit, de prendre un ou même deux emplois supplémentaires pour compléter le budget familial.

Dans la sphère de décision politique, ainsi que dans la haute administration, et dans l'économie privée, les femmes sont peu représentées, malgré l'affirmation du principe de

l'égalité des chances entre hommes et femmes. La vie publique reste dominée par les hommes, les femmes étant associées plutôt à des activités exécutives, sans avoir des chances réelles de promotion dans le champ politique ou économique. Cette marginalisation des femmes dans la sphère publique est renforcée par la mentalité traditionnelle qui consolide la dichotomie selon le genre tout en mettant l'accent sur l'image de l'homme qui est plus compétent dans la vie politique et sociale (Gal et Kligman, 2003). La présence de la femme est visible dans le champ de l'activité d'organisations non gouvernementales. Ainsi la plupart des actions caritatives ou communautaires, sont développées par des associations et fondations composées en grande majorité par des femmes. Bien qu'après 1989 les mouvements féministes influencés par le discours occidental essayent de promouvoir la conscience du genre, cette thématique présente peu d'intérêt dans le contexte culturel de la Roumanie où la société n'est pas encore habituée à la participation et à l'action civique (Grunberg, 2000).

Durant la période de transition, la situation de la femme et de la famille en général a été affectée par la croissance de la violence conjugale et de l'alcoolisme qui deviennent les causes principales du divorce et des séparations en Roumanie. Ces phénomènes ont eu également des effets négatifs sur le développement psychique et physique des enfants qui sont les plus exposés. Le cadre juridique et les services de protection pour les femmes et les enfants victimes de violence sont peu développés, les quelques institutions pour la protection des femmes victimes de la violence conjugale étant développées seulement dans les grandes villes du pays; dans le milieu rural, même si la violence est présente, il n'y a aucun moyen de protection pour les victimes. La situation économique instable oblige assez souvent les femmes tolérer une relation conflictuelle, tout en sachant qu'une éventuelle séparation pourrait avoir des conséquences négatives pour leur équilibre économique et celui de leurs enfants (Gherghel, 2005).

## Conclusions

L'interprétation du matériel sur l'évolution historique nous permet de retenir quelques idées de la structuration et de la dynamique de la famille roumaine au fil du temps. Nous avons observé l'attachement fort de la famille traditionnelle à la propriété privée et les pratiques de solidarités qui ont configuré un modèle spécifique de famille. Nous avons cependant observé que, malgré son intervention, l'État-providence paternaliste est resté inefficace en ce qui concerne les pratiques de solidarité familiale, car non seulement il n'a pas réussi à transformer ces pratiques, mais durant les années de crise économique profonde de l'époque Ceausescu il a même contribué à les consolider. Dans ce nouveau contexte d'ouverture après 1989, la coercition est abolie et la relation entre l'espace public et l'espace privé se restructure. Toutefois, l'organisation familiale est amenée à encore jouer un rôle important, restant un refuge sécurisant, cette fois-ci contre les problèmes et les incertitudes de la transition.

Nos interrogations partent de la prémisse que, pendant la période après la chute du communisme, la famille prend de plus en plus d'importance et est un facteur essentiel d'intégration sociale et de micro redistribution des ressources. Durant la transition, les Roumains sont confrontés à des bouleversements socio-économiques radicaux et rapides, et doivent réorienter leurs itinéraires et restructurer leur mode de vie. Dans cette dynamique, la famille s'interpose entre l'environnement social et les trajectoires individuelles, étant un lieu d'élaboration de stratégies et de projets. Cependant, l'espace familial offre non seulement des opportunités et des ressources dans la construction des trajectoires, mais il peut tout aussi bien avoir des effets contraignants. Dans ce contexte, il faut se demander comment les acteurs sociaux opèrent les choix et quelles sont les stratégies et les projets qui orientent leur devenir social.

Notre questionnement est ancré aussi dans l'idée que dans la conjoncture socio-économique de la transition il y a une tendance forte à la solidarité familiale. Comme on l'a vu, les réseaux informels ont constitué un élément essentiel dans les stratégies de survie de la population sous le régime communiste. Dans le système socio-économique en crise d'avant 1989, le soutien

accordé par les membres de la parenté constituait la base du fonctionnement familial, assurant la survie économique et plus largement le fonctionnement social. Notre hypothèse est que la solidarité intergénérationnelle, consolidée au cours du régime communiste, se maintient pendant la période de transition, et se renforce et s'adapte aux nouvelles réalités économiques et sociales. De nombreux échanges intergénérationnels soutiennent cette solidarité. En fonction de la structuration de la solidarité, différentes stratégies d'ascension sociale et professionnelle, sont mises en place; c'est un autre élément à identifier dans les diverses situations familiales en Roumanie. Nous allons essayer de mettre en évidence la structuration, le rôle et le type d'entraide, ainsi que la direction et la signification des échanges qui ont lieu au sein de la parenté.

Ce point de vue analytique qui vise la structuration des stratégies familiales et des projets a la vertu de mettre en évidence dans sa formulation conceptuelle l'interrelation de l'unité « famille » avec le contexte social. Il est donc nécessaire de clarifier les diverses influences sur les alternatives d'action possibles des membres de la famille. Ce n'est donc pas la famille en tant que telle, avec ses pratiques spécifiques, ses liens typiques et son fonctionnement interne qui est pertinente dans notre analyse, mais plutôt la structuration du mode de vie qui définit la famille dans les conditions du développement social, économique et institutionnel spécifique de la Roumanie postcommuniste. Compte tenu de ces considérations, la reconstitution de la structuration des trajectoires familiales à partir des concepts de stratégie et de projet semble être adéquate pour notre analyse. Ces approches seront présentées dans la section suivante, après un examen d'autres approches théoriques développées en sociologie de la famille.



## **PARTIE 2 : CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE**

### **CHAPITRE III**

#### **LA FAMILLE : UNITÉ D'ANALYSE OU ACTEUR DE LA TRANSFORMATION SOCIALE ?**

Le lien entre la famille et la société<sup>71</sup> constitue non seulement un vaste champ d'étude, incluant une diversité de perspectives et de thématiques, mais il est en mutation, tant au plan théorique qu'empirique. Vu la diversité des thématiques et des approches, nous avons considéré utile de reprendre les perspectives les plus marquantes dans la pensée sociologique et interdisciplinaire. Le chapitre est divisé en six parties. Nous mettons d'abord en évidence des aspects concernant le rôle de la famille comme structure intermédiaire entre l'individu et la société. La deuxième partie est consacrée aux tendances actuelles de l'analyse du rapport entre la famille avec la société. Dans la troisième partie nous situons la démarche dans l'ensemble des acquis de la sociologie de la famille et pour ce faire, nous analysons quelques approches « classiques » qui contribuent à la déconstruction-reconstruction de l'objet de recherche (famille/société), à la lumière de divers paradigmes des sciences sociales et humaines. Compte tenu de notre problématique et du contexte de référence, nous allons faire dans la quatrième partie une évaluation sommaire des synthèses et des explications qui mettent en relation la famille avec les transformations postcommunistes. Pour tous les schémas analytiques, nous dégagons les atouts et les insuffisances respectifs, ces aspects critiques constituant l'argumentation justifiant la nécessité d'une nouvelle approche pour comprendre les transformations postcommunistes. Cela nous conduira à l'élaboration dans la cinquième et sixième partie de ce chapitre, d'un schéma analytique susceptible de répondre à notre question de recherche.

---

<sup>71</sup> La critique théorique, qui fait l'objet de ce chapitre, est basée principalement sur les travaux des sociologues de langue française et particulièrement les deux ouvrages de Bernadette Bawin-Legros : *Familles, mariage, divorce: une sociologie des comportements familiaux contemporains* (1988) et *Sociologie de la famille. Le lien familial sous questions* (1996).

### **3.1 La famille entre l'individu et la société**

Si la famille a été longtemps considérée comme structure historique distincte reliant l'individu à la société, les fonctions de ce lien ont varié selon les époques et les espaces. Par exemple, la transformation conduisant à la modernité où la famille a joué un rôle important, a constitué un des thèmes au cœur de la réflexion de la sociologie classique et jusqu'à nos jours, ce discours sur la famille, la société et l'État donnant naissance à des recherches d'une grande importance sur le plan épistémologique.

#### **3.1.1 Le lien familial, fondement du lien communautaire**

Ce groupe de recherches a ses origines épistémologiques dans la pensée de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et du début de XX<sup>ème</sup> siècle. En mettant l'accent sur l'archétype des liens communautaires, traditionnels et symboliques, le sociologue allemand Ferdinand Tönnies définit deux idéaux-types de formes de vie sociale opposés, et qui représentent deux périodes avec des structures et des comportements sociaux différents. Dans cette perspective, la famille change en même temps que la société; elle passe de la *Gemeinschaft* (communauté) spécifique au Moyen Âge et définie par des liens de sang, d'amitié, la coutume et la foi, vers la *Gesellschaft* (société) qui reflète au contraire l'esprit moderne contemporain fondé sur la rationalisation, les contrats et la productivité. Si la communauté est la source de l'intégration sociale, la société valorise au contraire les intérêts individuels, les formes de solidarités plus larges, plus abstraites, structurées par l'État moderne, permettant une spécialisation des tâches et une autonomisation des individus (Burguière, 1997). Bien que cette perspective ait représenté une analyse essentielle dans le champ de la sociologie moderne, cette opposition mise en avant par Tönnies a été considérée comme une vision simplifiée du monde social, et en conséquence l'importance de la variable communauté cesse progressivement d'être considérée comme pertinente dans l'analyse des phénomènes sociaux.

Cette idée des représentations distinctes de la transformation du monde social se retrouve également dans la pensée de Durkheim qui, partant de la conception de « division sociale du

travail », définit deux types de société : une fondée sur la *solidarité mécanique* caractérisée par la cohésion, ayant à la base des valeurs familiales, morales, religieuses et traditionnelles, et l'autre, basée sur la *solidarité organique*, plus individualiste et atomisée, définie par la spécialisation des fonctions et des rôles sociaux. Les relations familiales rejoignent les relations sociales en termes de rôles, de normes et de valeurs et c'est ainsi que Durkheim élabore la loi de la « contraction progressive de la famille » qui affirme essentiellement le passage de la famille patriarcale, élargie, vers la forme restreinte de la famille nucléaire, formée du père, de la mère et leurs enfants.

À la différence de la famille traditionnelle caractérisée par une structure hiérarchisée des relations, par des fonctions économiques et aussi par une forte intégration de ses membres, la famille moderne est repliée sur le conjugal et l'affectif, étant en même temps plus exposée aux risques et à l'anomie<sup>72</sup> (Martin, 1996a). Toutefois, l'accent mis par Durkheim sur les éléments de contrainte provenant de la forme des relations sociales et l'importance qu'il accorde aux normes, sont interprétés par ses critiques comme le signe d'une inquiétude morale contre les risques d'anomie, d'égoïsme et de désordre de la société moderne. Dans une vision plus nuancée, sa préoccupation, de renouveler la conscience des sociétés à solidarité mécanique sur de nouvelles bases morales, est interprétée comme le signe d'une distanciation envers l'esprit moderne (Martuccelli, 1999 : 64-65).

### **3.2 Les nouvelles tendances de l'étude du rapport entre famille et société**

Les études qui accentuent la valeur de la famille dans la société connaissent, au cours des années 1950 et aussi durant les années 1970, un progrès significatif. Les thèmes abordés s'intéressent principalement à la solidarité dans le couple, à la division des rôles familiaux et

---

<sup>72</sup> Ce discours sur l'émergence de la famille moderne conjugale a suscité des débats liés à la sociabilité familiale et extrafamiliale, aux problèmes liés à la différenciation des rôles ainsi qu'à la construction d'un nouveau système normatif. Ce schéma explicatif vise d'une part la logique d'organisation de l'univers domestique, la famille étant considérée comme une microsociété et ainsi le thème de l'intégration devient central, étant défini en fonction des interactions et de la division du travail par âge et sexe, le consensus ou le conflit correspondant à une prédominance accordée aux fonctions affectives de la famille. D'autre part, la famille conjugale en tant qu'institution est influencée par l'État qui définit les limites dans lesquelles les droits et les obligations des membres qui la composent peuvent s'exercer.

aux rapports entre l'État et la famille. Les nouvelles approches qui visent le lien entre la famille et la société se regroupent en fonction de deux orientations : la première (sociologique) est centrée sur l'espace conjugal et est associée à la thèse de la *désinstitutionnalisation*, la deuxième vision (ethnologique) privilégie les pratiques de *solidarité* dans la parenté et aborde l'analyse en termes institutionnels et de normes sociales (Déchaux, 1995).

### **3.2.1 L'interprétation sociologique qui privilégie le conjugal**

La perspective sociologique contemporaine révèle un modèle de famille « relationnelle » qui met l'emphase sur le primat de l'affectif et l'autonomisation des acteurs, et qui manifeste de plus en plus sa dépendance envers l'État (de Singly, 1993). C'est ainsi que se développe la thèse de la *désinstitutionnalisation* de la famille (Roussel, 1989) selon laquelle les mutations de la famille contemporaine, vues dans le contexte plus large du passage de la « société moderne » à la « société postmoderne », sont le résultat du processus de relâchement des normes qui définissaient l'institution familiale. Les nouvelles pratiques familiales dans la société contemporaine s'éloignent des normes sociales imposées, parallèlement à la diminution du rôle de la parenté. Pour certains, cette évolution représente l'affaiblissement des liens sociaux, et ainsi l'existence même de la famille et indirectement la viabilité de la société sont menacées (Théry, 1993). Mais pour d'autres (Kaufmann; Kellerhals, cités dans Déchaux, 1995), la diminution de l'influence de l'institution sur les pratiques des individus ne signifie pas nécessairement un fonctionnement familial libre ou sans règles, mais il implique plutôt la création de nouveaux rôles sociaux et de nouvelles normes relationnelles.

En dépit de ces tendances, les études des transformations récentes de la famille révèlent la pérennité de la structure de la famille élargie, comme entité de l'organisation sociale contemporaine. La complexité des rapports familiaux et l'affirmation de l'importance des échanges entre les membres de la famille mettent en doute l'affirmation de l'autonomie de la famille conjugale et sa rupture avec la parenté. Cela a amené à la réévaluation des approches sociologiques de la famille, tout en considérant que l'industrialisation ne conduit pas forcément à la disparition des liens dans la famille élargie et à l'isolement du couple conjugal

par rapport au réseau de parenté. Sont mises également en cause les approches qui affirment la *privatisation* de la famille, le repli sur le conjugal et l'affectif. Dans cette optique, la forme conjugale ne peut être considérée comme le seul repère normatif de la famille contemporaine, les réseaux plus larges de parenté devant être pris en considération dans les études actuelles (Déchaux, 1995)<sup>73</sup>.

### **3.2.2 Le nouveau « régime de parenté » et la reconnaissance des « solidarités familiales »**

Comme nous l'avons déjà constaté, les travaux d'après la Deuxième Guerre mondiale ont continué de soutenir l'hypothèse de la progressive réduction de la taille de la famille, de son indépendance intergénérationnelle ainsi que le « repli conjugal ». Pourtant, à partir des années 1970, les enquêtes empiriques menées dans les pays occidentaux révèlent l'existence d'échanges et d'entraide au sein de la parenté, concluant que la famille nucléaire n'est pas isolée et que l'autonomie ne signifie pas nécessairement la rupture des liens avec la famille élargie. La thématique de solidarité s'impose comme nouvelle catégorie de réflexion non seulement dans la recherche scientifique, mais aussi dans le débat public et dans la décision politique à partir du milieu des années 1980 et ensuite durant les années 1990, dans le contexte marqué par l'instabilité du marché du travail et de la crise de l'État-providence. Dans cette conjoncture, la famille devient par les ressources mobilisées et par ses capacités protectrices un important vecteur de solidarité et de cohésion en jouant un rôle essentiel dans la lutte contre la précarité et l'exclusion sociale (Castel 1991)<sup>74</sup>. Certains auteurs se demandent dans ce contexte si le « familisme »<sup>75</sup> ne devient pas une norme sociale dans les sociétés contemporaines (Martin, 2002 : 43).

---

<sup>73</sup> Le concept de parenté dans le contexte que nous le décrivons ici a un sens différent que celui qui définit le lien parental de la filiation biologique. La signification prise dans notre étude est celle de réseau familial incluant les ascendants, les descendants et les collatéraux.

<sup>74</sup> Durant cette période les études consacrées à l'étude du social visent l'insertion/l'intégration ou à l'opposé l'exclusion/la marginalisation, en faisant référence à l'insertion dans un tissu relationnel et à l'intégration professionnelle par le marché du travail. Le concept de « désaffiliation » qui est mise en place dans ce contexte vise la double forme de fragilisation de l'individu, autant par rapport à la non-insertion ou à la désinsertion professionnelle qu'à la perte de sociabilité et au manque du support familial.

<sup>75</sup> Le terme « familisme » dans ce contexte relève d'une construction idéologique qui définit une forme particulière d'organisation de la famille occidentale fondée sur la division sexiste traditionnelle du travail

Les interrogations sur les relations familiales et les « solidarités » au sein de la parenté renvoient vers une vision pluridisciplinaire et exigent la mobilisation d'une diversité d'approches en fonction de la problématique visée. La notion de solidarité est fréquemment utilisée à un double niveau : comme pratique familiale au niveau microsocial et aussi comme institution garante de certaines fonctions nécessaires pour assurer la reproduction sociale, au niveau macrosocial. De cette façon, la perpétuation des réseaux familiaux et de l'existence de la « solidarité familiale » et sa triple fonction économique, domestique et sociale, ouvre une piste de réflexion anthropologique sur la dialectique de la parenté et la solidarité contemporaine (Weber, 2002). Déchaux (1990) avance l'hypothèse de l'émergence d'un nouveau régime de parenté dans les sociétés contemporaines, qui peut être qualifié « d'intimité à distance », un nouveau type de relations qui privilégie une proximité, mais sans des obligations quotidiennes. Dans la perspective économique, les analyses distinguent les forces et la faiblesse des relations familiales entre générations face aux solidarités publiques et en lien avec les principes de fonctionnement du marché concurrentiel (Masson, 2002). Sur le plan politique se confrontent des visions différentes qui visent d'une part la protection collective (plus spécifiquement le lien social et l'appartenance à la collectivité) et d'autre part les formes d'assistance assumées librement (ou pas) par les familles.

Les interrogations épistémologiques révèlent certains inconvénients potentiels dans la définition du concept de la solidarité familiale. Une des critiques vise la conception de l'autonomie et de la préservation de la liberté qui dévalorise toute forme d'obligation et d'intérêts matériels. Ces aspects amènent à une vision holiste de la famille, en présentant les relations familiales et de parenté actuelles plutôt comme un compromis entre tradition et modernité. Cette conception est argumentée par le fait que les relations familiales sont par excellence le lieu de déploiement du mécanisme du don<sup>76</sup> qui doit être spontané et non contraint, et par cela pouvant « réconcilier l'obligation et la liberté » (Martin, 2002).

---

domestique et sur le système de croyances normatives concernant la responsabilité de l'aide au sein de la famille.

<sup>76</sup> Marcel Mauss explique la triple obligation du don par : donner, recevoir, rendre. Pour apprécier le sens et les fondements de l'entraide et de la solidarité, il faut tenir compte des logiques d'échanges qui sont dépendantes des milieux sociaux et de types de réseaux.

Une autre critique porte sur l'organisation relationnelle de la parenté et concerne l'absence de prise en compte du cadre d'évolution et d'organisation sociale qui en effet conditionne le mode de fonctionnement de la parenté. Le lien familial est marqué par la dimension affective et aussi par les déterminismes matériels, et cela exige une rationalité empirique et analytique qui tient compte de ces deux dimensions. La fragilité relative au concept de solidarité s'explique aussi par référence à la dialectique entre protection collective et les formes de protection assumées ou pas par les familles. Si l'État ne doit pas se déresponsabiliser et transformer la famille en une institution d'assistance, la soumission et la dépendance de l'individu envers le groupe familial limitent les libertés individuelles. Ainsi, comme plusieurs études le montre, la solidarité peut avoir un aspect positif, mais considérée dans la complémentarité et la subsidiarité entre l'État et la famille.

### **3.3 La recherche d'un modèle familial opérationnel**

La famille comme objet d'étude du fonctionnement et de la régularisation des systèmes sociaux a été prise en considération et interprétée à travers les grands paradigmes des sciences sociales et humaines. Parmi les cadres analytiques véhiculés, on identifie différentes perspectives explicatives. Ainsi, plusieurs schémas sont regroupés dans la perspective *intégratrice*, orientée vers l'intérieur de la famille, vue comme une « réalité univoque pour l'ensemble des acteurs sociaux qui s'y inscrivent et où les significations sont uniformément partagées dans une communauté des sentiments et des projets » (Joyal, 1992 : 5). Une deuxième perspective, *organique* fait référence au rapport famille/société dans une position d'adéquation univoque, la famille ayant le rôle d'adaptation ou d'insertion des acteurs familiaux dans le contexte social global. Les recherches identifient aussi une autre direction d'étude dans laquelle la famille est abordée plutôt comme une situation sociale caractérisée par une articulation spécifique de *pratiques sociales* (Joyal, 1992). Entre ces perspectives existe une interdépendance, aucune d'entre elles ne pouvant prétendre rendre seule compte de la complexité des relations entre la famille et la société. Nous avons préféré faire une analyse séquentielle, une rétrospective des grandes paradigmes sociaux qui intègrent la famille

comme objet d'étude. Pour ce faire, on va retracer les époques et les changements qui les ont marqués afin de repérer les formulations et les tendances d'analyse.

### **3.3.1 L'approche interactionniste et les théories du développement**

Dans cette partie, nous évaluons les approches nées à l'intérieur du champ épistémologique de la première moitié du XXème siècle. Au cours de cette période, sont favorisés les travaux empiriques. Durant les années d'après la Première Guerre mondiale et les années 1930, on privilégie les aspects de désorganisation qui affectent les individus et les groupes dans le contexte des changements sociaux de cette époque. Ce thème est traité par l'École de sociologie de Chicago, et tout particulièrement dans les travaux de Thomas et Znaniecki (cités dans Ghebrea, 2000), auteurs qui ont abordé la famille dans la perspective d'articulation entre le changement social d'ensemble et l'expérience individuelle. Concrètement, l'analyse vise les problèmes associés à l'expérience vécue par les familles paysannes polonaises immigrées en Amérique et leur capacité d'adaptation à des situations nouvelles. Ces auteurs observent la désorganisation du milieu familial qui dans le pays d'origine était fondé sur un ensemble de normes sociales, des pratiques et valeurs traditionnelles, qui assuraient la stabilité et la sécurité des individus et du groupe familial et, sa réorganisation dans un contexte nouveau, dominé par des attitudes et des valeurs sociales différentes, qui exigent des capacités, des moyens et des efforts de la part de la famille pour son adaptation.

Identifiant comme variables explicatives le processus d'adaptation et le contexte, l'étude révèle une disparité entre attentes et possibilités qui peut conduire à la perte du contrôle sur la réalité. Ces difficultés découlent d'une part de l'assimilation de nouvelles règles et valeurs, mais elles proviennent aussi de nouvelles interactions sociales qui s'établissent entre les diverses populations, et qui produisent souvent des conflits et des inégalités, surtout d'ordre de statut et de position dans la société. Il s'agit en effet soit d'un conflit culturel entre deux ensembles de normes sociales, soit de contradictions susceptibles d'entraîner une forme de désapprobation sociale. Bien que cette approche ait apporté une nouveauté importante pour la connaissance sociologique, avec la priorité donnée à l'expression des individus et au récit de leurs pratiques dans une situation particulière, elle a été critiquée en raison de la confusion



qu'elle laisse entrevoir entre d'une part le concept de désorganisation sociale et de déviance, et d'autre part entre les concepts de désorganisation sociale et de changement social en général<sup>77</sup>.

L'accent mis sur le récit de vie des individus et le sens qu'ils donnent aux interactions et aux situations quotidiennes, constitue un facteur explicatif des comportements. Cet aspect représente le préambule à *l'interactionnisme symbolique*, paradigme qui se répand dans les sciences sociales et humaines durant les années 1920-1930. Cette vision met l'emphase sur l'« intersubjectivité », l'individu étant vu comme le produit des relations qu'il entretient avec d'autres individus au cours des processus sociaux. Selon l'approche interactionniste, l'individu se perçoit en tant que membre d'une communauté d'appartenance, celle-ci pouvant être la famille. En interaction, les individus donnent un sens à leurs actions et créent en même temps des réalités symboliques, transmises et partagées dans la socialisation, ce processus étant à la base de l'explication du changement social. Quant à l'étude de la famille, cette approche révèle des limites significatives par le fait qu'elle ignore la complexité des rapports et des réseaux qui se forment dans les relations familiales, en ignorant également les multiples relations avec les autres dimensions de la vie sociale (Bawin-Legros, 1996). L'interactionnisme a été critiqué aussi en raison de l'intérêt quasi exclusif manifesté envers le niveau microsocial, l'attention étant centrée sur l'interaction et sur le comportement, en défaveur du niveau macrosocial très peu présent dans ce schéma analytique (Winton, 1995).

Au début des années 1940-1950, la nouvelle piste de recherche est celle du *développement familial*. À la différence de l'interactionnisme dont l'intérêt porte sur les individus en interaction, le processus du développement familial, vise les changements de rôles et de statut subis par les membres de la famille, dans le passage d'un stade d'évolution à l'autre, en fonction de leur âge et de leurs rapports. De cette approche se détache le concept de *cycle de vie familiale* qui prend tout son sens autour de la variable temps. L'axe temporel aide à saisir les étapes ou les stades dans la succession des générations ainsi que le mode d'accumulation patrimoniale et la structure de consommation. Ces liens entre générations montrent qu'il n'est

---

<sup>77</sup> Idée exprimée par Clinard, Rubington et Weiberg, et reprise par Patrice Ouellet dans sa thèse de doctorat *Matériaux pour une théorie générale des problèmes sociaux*, 1998 : 52.

pas possible de revenir à un stade antérieur, car chaque étape correspond à une situation différente du groupe familial. Même si le concept de cycle de vie et la théorie du développement ont été souvent employés dans la sociologie, ils sont critiqués, en raison de leur vision déterministe quant aux stades d'évolution des générations à l'intérieur de la famille et pour leur incapacité de prendre en considération la diversité des formes familiales. Ces cadres analytiques sont considérés ainsi peu réalistes et très normatives (Klein et White, 1996).

### **3.3.2 La perspective structuro-fonctionnaliste**

Dans les années 1950-1960 le paradigme dominant dans les sciences sociales est le *structuro-fonctionnalisme*. En reprenant la thèse de Durkheim sur la contraction de la famille et le concept de différenciation, le sociologue américain Talcott Parsons propose une analyse des transformations sociales centrée sur le processus de spécialisation progressive des fonctions dans les sociétés modernes. La théorie parsonienne de la famille vise une analyse objective en identifiant trois dimensions, à savoir, la structure, les fonctions et les rôles masculins et féminins, dimensions qui sont influencées par le contexte social, économique, et culturel dans lequel la famille évolue. En ce qui concerne la première dimension, (structurelle), la famille moderne des sociétés industrielles a, selon Parsons, une composition restreinte, relativement isolée de la parenté, en opposition avec la famille traditionnelle étendue qui véhicule des valeurs particularistes, religieuses et familiales. Ce nouveau modèle de famille a comme valeurs centrales la rationalité, l'efficacité, la mobilité sociale et géographique, l'accomplissement et l'universalisme. Quant aux fonctions, celles-ci changent quand la famille étendue cesse d'accomplir des responsabilités économiques, de production et éducatives, ces fonctions étant transférées vers d'autres institutions sociales. À l'intérieur du cadre théorique parsonien s'affirme aussi la structure bipolaire des rôles en fonction des sexes. Le père a un rôle instrumental de lien avec la société et en premier lieu de pourvoyeur des biens matériels, tandis que la femme aura un rôle expressif (affectif, éducatif) à l'intérieur de la famille. Cette délimitation des responsabilités entre famille et société, qualifiée de « fonctionnelle », et la division des rôles et des tâches garantissent l'équilibre et la stabilité à

la fois du système professionnel et familial, et du système social dans son ensemble (Bawin-Legros, 1988; 1996).

En dépit du mérite d'avoir identifié la famille conjugale comme modèle de référence après la Deuxième Guerre mondiale, l'approche parsonienne comporte certaines faiblesses. D'abord, la présupposée rupture avec la parenté dans la société industrialisée a été abondamment critiquée par les historiens et les démographes qui affirment que la structure restreinte conjugale a existé aussi avant l'industrialisation. Deuxièmement, l'idée d'indépendance envers la parenté annoncée par Parsons, est contredite par les recherches des années 1970-1980 qui révèlent la continuité des solidarités familiales autant dans la société américaine que dans les pays de l'Europe occidentale. On reproche aussi à la théorie parsonienne la division des rôles et la conception normative de la famille définie par le mariage. Ces critiques sont apportées par les mouvements des femmes qui considèrent que le modèle familial où les responsabilités sont réparties en fonction des rôles entre les hommes et les femmes n'est pas une garantie pour un meilleur fonctionnement de la famille (Michel, 1972). La remise en cause de la normativité du modèle familial parsonien a provoqué non seulement la rupture avec la notion de rôles, mais a aussi évacué le rapport de pouvoir et de domination entre hommes et femmes (Belley, 1993). D'autres critiques ont été avancées à l'égard de l'emphase que l'approche structuro-fonctionnaliste met sur l'équilibre, considérée inefficace pour saisir la complexité du changement social.

### **3.3.3 La famille dans la perspective des théories des ressources et de l'approche systémique**

Durant les années 1960-1980, se développent les *théories de l'échange et des ressources*, inspirées par l'*utilitarisme*, qui vont tenter d'expliquer le comportement humain par la rationalité économique. Sans ignorer la présence du calcul rationnel à d'autres époques historiques, l'approche utilitariste accentue l'esprit du marché comme caractéristique de l'époque moderne, quand les actions humaines sont dominées par la logique coût/bénéfice et par le calcul intéressé. Appliquant un schéma d'analyse de la micro-économie, les économistes comme Becker (repris par Bodwin-Legros, 1988) considèrent le groupe familial

comme un ensemble d'individus où les principaux événements et décisions (mariage, fécondité, division des rôles) sont réglés par une opération de calcul et de gestion des ressources. La contribution de l'approche utilitariste aux études sur la famille et à la connaissance du social en général a eu une portée limitée. Plusieurs études de la sociologie et de l'anthropologie, à la fin des années 1970, font de vives critiques à l'esprit économique, lié à l'idée de marché, tout en montrant la présence de pratiques de solidarité qui revalorisent les fonctions économiques de la famille, notamment la production domestique dans le cadre d'une économie informelle. Les limites du raisonnement économique quant à l'analyse des comportements familiaux sont également révélées dans l'établissement d'équivalences entre le monétaire et l'affectif (de Singly, 1996) ou concernant la problématique de l'intérêt et du don (Dosse, 1997).

Dans les années 1970, un nouveau cadre analytique se développe en prenant les principes explicatifs de la *théorie des systèmes* (Crozier et Friedberg cités dans Bawin-Legros, 1996). C'est un modèle de recherche qui reprend des principes explicatifs, considérés universels, employés par ailleurs dans la cybernétique, la mathématique et la biologie. Dans cette perspective théorique, le système est vu comme un objet complexe formé d'éléments distincts interconnectés et reliés entre eux par des relations d'interdépendance<sup>78</sup>. La famille, définie comme système, présuppose une interconnexion entre toutes ses composantes, et de cette manière sa structure et son organisation constituent des éléments importants pour déterminer le comportement de ses membres. Cependant, la vision systémique comporte des insuffisances et certaines limites conceptuelles. Ainsi, l'application d'un modèle d'organisation qui provient du champ écologique-cybernétique a peu de pertinence pour la famille qui est en premier lieu une unité relationnelle, un espace social de construction et d'élaboration de relations d'identité, d'affinités sexuelles et affectives. En outre, pour définir un système ouvert, il est nécessaire d'expliquer les relations entre la famille et l'environnement (travail, sociabilité), mais la nature de ces relations reste souvent non explicitée (Bawin-Legros, 1996).

---

<sup>78</sup> Les racines théoriques de l'approche systémique remontent au début de XX<sup>ème</sup> siècle. Voir le Dictionnaire de sociologie, Paris: Larousse, 1996, p. 223-224.

### 3.3.4 La définition de la famille dans les nouvelles sociologies

À la fin des années 1980, le champ des études du lien entre la famille et la société comprend des mutations importantes suite à la transformation des schémas analytiques formulés dans le cadre des paradigmes classiques. La réflexion sur les limites des cadres théoriques et notamment sur les contradictions concernant la connaissance empirique a conduit à l'ouverture vers l'interdisciplinarité et en même temps à la diversification méthodologique. Ce glissement épistémologique et méthodologique va stimuler la valorisation d'une approche constructiviste du lien social et la valorisation des méthodes qualitatives du recueil des données. Les recherches seront progressivement centrées sur le *sujet* qui va retrouver son importance dans l'étude de l'ordre social (Cicchelli–Pugeault et Cicchelli, 1998). Cette nouvelle orientation soutient la construction identitaire au sein de la famille, la priorité étant donnée à l'interdépendance, mais aussi au vécu et aux trajectoires de vie des individus.

Dans le contexte intellectuel contemporain, le retour du *sujet* ne signifie pas le renouvellement de l'ancienne contradiction entre le niveau macrosocial et le niveau microsociale, entre l'analyse qualitative et l'analyse quantitative. La perspective épistémologique actuelle découvre le *sujet* comme « agent compétent » engagé de façon rationnelle dans l'action sociale. Cette rationalisation de l'action s'exprime par la révélation de la conscience qui d'une part confère à l'individu la connaissance tacite sur sa vie sociale (*conscience pratique*) et d'autre part lui donne la capacité d'exprimer par le langage les circonstances de son action et de celle des autres (*conscience discursive*) (Giddens, 1987). Ce nouveau point de vue qui met en évidence le lien entre conscience, discours et action, accentue en effet la *dimension réflexive* de la société contemporaine. L'expression, la conscience individuelle en interdépendance avec la rationalisation de l'action, donne une autre perspective de l'intelligibilité de la société actuelle qui ne peut être comprise dans une vision holistique comme une totalité qui agit sur ses membres à travers une conscience collective. La continuité de la vie sociale est assurée par la *réflexivité* qui constitue ainsi l'élément engagé dans l'organisation récursive des pratiques sociales dans le temps et l'espace (Giddens, 1987; 1994). Ces pratiques sont constamment examinées et reformulées en

fonction de l'information qui rentre, ce qui modifie en permanence leur caractère (Segalen, Lapierre et Attias-Donfut, 2002).

Si le concept de l'*agent* lié à l'esprit réflexif de la modernité occupe une place importante dans la sociologie contemporaine, il a été mis en discussion à côté du paradigme de l'*acteur* qui retient à nouveau l'attention des sciences sociales et humaines. Cette perspective reformulée cherche à reconnaître le rôle de l'*acteur* selon plusieurs visions. Ainsi, Bourdieu (1994) conçoit les stratégies de reproduction des conditions et de la permanence de l'ordre social, en les rapportant aux formes du capital (économique, culturel, scolaire) dont les acteurs sociaux disposent en fonction de leur appartenance de classe. Dans l'optique de Bourdieu, les individus en tant qu'acteurs sociaux détiennent des dispositions culturelles acquises au cours de la socialisation à partir de ce qui a été défini comme *habitus* de classe, qui leur confère une position dans le champ social hiérarchisé (Corcuff, 1995). Mais cette vision où la position sociale de l'acteur est conditionnée par son appartenance à une classe a été critiquée pour son aspect déterministe.

Actuellement, le paradigme de l'*acteur* en référence à la famille, trouve un terrain privilégié dans l'expérience de la vie quotidienne, où se structurent les liens sociaux et les identités, éléments qui donnent du sens à l'ordre social. La nouvelle orientation de l'intérêt scientifique et culturel vers l'étude de la famille est guidée ainsi par l'intérêt manifesté envers la thématique du quotidien conçu à partir de la routinisation, articulé au repli sur la vie privée, caractéristique de l'époque contemporaine. C'est dans cette articulation entre le quotidien et le cadre familial que se sont développés divers concepts<sup>79</sup>. Ainsi, le « mode de vie » défini par Bertaux et Bertaux-Wiame (1980), met en lumière la nature des rapports structurels, plus concrètement la production et la reproduction de la vie privée et les ressources mobilisées. Cependant, pour comprendre la réalité familiale actuelle, d'autres termes sont véhiculés de plus en plus dans le langage courant, tels que « genre de vie », « style de vie », « conditions de vie », dont la signification renvoie à l'étude de marché, au marketing, généralement

---

<sup>79</sup> La synthèse des principaux concepts et de l'orientation actuelle dans la sociologie de la famille est inspirée par le livre de Bernadette Bawin-Legros, *Familles, mariage, divorce : une sociologie des comportements familiaux contemporains*, 1988.

assimilés à une conception économique. Si le « mode de vie » renvoie vers l'étude des réponses que les acteurs sociaux donnent à leur condition d'existence, les autres termes évoqués plus-haut, fondés principalement sur l'intérêt, révèlent des limites importantes dans l'intelligibilité du quotidien. Dans cette optique, l'idée selon laquelle la sphère de la vie privée est entièrement conditionnée par la sphère productive ou que les modes de vie sont configurés en fonction des contraintes matérielles, a été rejetée.

L'argument avancé contre cette thèse qui soutient le déterminisme matériel est fondé sur l'idée que les acteurs et les familles n'agissent pas dans un vide culturel et social. Les choix qu'ils font et les stratégies qu'ils construisent sont influencés par les normes sociales caractéristiques de chaque contexte historique. En outre, les « stratégies » que les acteurs familiaux mettent en place tout en mobilisant des « ressources » ne signifient pas de simples processus d'adaptation-régulation à une réalité changeante, il s'agit plutôt de l'existence d'un « projet » de vie. Dans cette perspective, le « mode de vie » révèle la stabilité et la continuité de l'espace privé en s'écartant de l'influence des contraintes qui découlent de la *structure*; il est ainsi défini comme une *structuration du quotidien*. Cette vision ouverte par l'approche de la *structuration* présente une importance particulière pour les recherches actuelles et nous donne les pistes d'ancrage pour notre propre étude.

### **3.4 La famille et le changement postcommuniste**

Nous avons exposé les approches dites « classiques » pour la définition de la famille dans le contexte des transformations sociales, en dégagant leurs avantages et leurs inconvénients. Nous allons examiner par la suite l'articulation entre la famille et la dynamique structurelle des sociétés de l'Europe de l'Est et particulièrement la Roumanie durant la période de transition. Cette recension va conduire à l'élaboration de notre modèle d'analyse.

#### **3.4.1 Les principales approches famille/transition postcommuniste**

Une des hypothèses avancées sur les tendances structurelles de la transformation des sociétés

postcommunistes considère la cellule familiale comme l'*acteur* porteur des changements. Basé sur le concept de capital social et situé à la frontière de la sociologie de l'action et de la psychologie sociale, ce modèle vise à expliquer l'instrumentalisation des ressources et les stratégies déployées par les familles, afin d'aider les individus à affronter la réalité socio-économique postcommuniste. Partant de l'idée que les budgets des ménages sont un indicateur qui révèle l'équilibre financier d'une population, une étude comparative, dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est, concernant les comportements d'adaptation des ménages dans les cinq premières années de transition, indique une diminution des ressources, ce qui a conduit les familles à diversifier leurs moyens d'existence. Concrètement, il s'agissait d'un véritable jeu de bricolage des ressources domestiques et des stratégies parallèles mises en place afin de faire face aux effets de la transformation économique et sociale (Mink, 2002 : 480-484). Cependant, cette vision a été critiquée, car elle réduit la famille à sa fonction économique même si d'autres aspects de la vie sociale sont importants. Quant au concept de capital social, malgré son utilisation dans des nombreuses études sur le postcommunisme, il demeure un concept imprécis et difficile à opérationnaliser.

D'autres études, fondées sur le concept de *réseaux* s'intéressent aux typologies des familles, le but étant d'apporter un éclairage sur les représentations des formes sociales émergentes dans les sociétés de l'ancien bloc socialiste (Gessat-Anstett, 2001). Sans limiter la famille à la simple unité conjugale, ces travaux indiquent une continuité des formes collectives d'organisation de l'unité de parenté dans certains pays de l'Europe de l'Est. En Russie par exemple, la société actuelle garde une partie de sa spécificité du XIX<sup>ème</sup> siècle par la perpétuation des unités de parenté, fondées sur la solidarité familiale et aussi par la permanence des fonctions économiques assumées par les liens de consanguinité. La forme de la famille élargie, impliquant la cohabitation de plus de deux générations ou de plusieurs unités conjugales apparentées, est très fréquente (Gessat-Anstett, 2001). Des formes de solidarité familiale existent dans d'autres sociétés de l'Europe de l'Est, mais peu d'études décrivent de manière approfondie le rôle et le fonctionnement de ces échanges dans le cadre de la famille. Assez souvent, on ignore le contexte de l'évolution historique et la situation économique de la société, ce qui limite la possibilité d'émettre des lois avec une validité universelle.



Un autre groupe de recherches est centré sur les études de *micro-histoires*, histoires de mentalités, schèmes de comportement, habitudes et pratiques de vie quotidienne, mais ce genre de recherches reste encore très restreint, le tissu social des pays de l'Europe centrale et orientale étant peu exploré. Les travaux recensés évoquent les études de Daniel Bertaux (1994a, b) qui a validé une méthode d'enquête basée sur les histoires familiales, les récits de vie, les généalogies biographiques, l'objectif de ces études étant d'identifier les traits de l'histoire politique et sociale de la société russe au XXème siècle. Cette méthode mise en place par Bertaux et reprise par des sociologues hongrois cherche à reconstruire la réalité socio-historique, en combinant des biographies, des sources documentaires personnelles et des méthodes extensives comme les enquêtes (Cîrstocea, 2005). Toutefois, ce type d'investigation nécessite des innovations méthodologiques et un vaste travail de terrain, ces aspects pouvant constituer un obstacle pour certains chercheurs, ce qui explique le nombre encore réduit de ce type de recherches.

### **3.4.2 Les études de la famille roumaine durant la période postcommuniste**

Une première modalité d'aborder la famille en Roumanie, après 1989, a été développée dans le cadre des théories générales de la *modernité*. Dans ces travaux se distinguent deux directions d'analyse : l'une dans la perspective fonctionnaliste vise la différenciation structurelle dans le passage de la famille traditionnelle, élargie, multi générationnelle vers la famille de type nucléaire<sup>80</sup>, et l'autre concerne les transformations culturelles en référence aux normes, comportements et valeurs familiales. Le plus important dans ces démarches a été la division entre les espaces sociaux, la tradition étant associée au rural tandis que l'urbain est associé à la modernité<sup>81</sup>.

---

<sup>80</sup> La grille conceptuelle est fondée sur l'axe tradition/modernité, deux notions qui couvrent deux étapes d'évolution qui se distinguent par les valeurs, les manifestations et les modes différents d'explication de la réalité sociale. Nous avons présenté dans le chapitre II les changements des fonctions, de rôles et de structures observées dans le passage de la famille traditionnelle à celle moderne.

<sup>81</sup> L'urbanisation est assez souvent considérée comme un indicateur important de modernisation. Ce processus a eu une évolution lente en Roumanie, la population urbaine étant de 21,4 % en 1930 et de 23,4 % en 1948 pour arriver à 48 % en 1977 et à 50 %, en 1988. Le pourcentage maximal d'habitants en milieu urbain est de 55 % en 1997 (Chiribuca, 2004 : 95).

En Roumanie la modernisation tardive fait que le modèle culturel de la famille patriarcale paysanne, reflété dans les mentalités, comportements, valeurs et conditions de vie archaïque et rural, reste persistant jusqu'au début du XXème siècle. Pourtant, durant la période de l'entre-deux-guerres la tendance à la modernisation, même lente, était clairement configurée, mais après l'instauration du régime communiste ce processus a été accéléré en mode forcé par des moyens répressifs. La désintégration du modèle traditionnel suite à cette mobilité sociale forcée imposée à partir des années 1950, n'a pas conduit à l'apparition d'un type de « ménage moderne ». Cette évolution s'est traduite dans la perspective culturelle/habitus par une interférence des modèles qui a fait coexister la tradition avec la modernité. On parle de la famille nucléaire, habitant dans un bloc d'appartements comme espace d'habitation moderne, mais qui entretient des relations de voisinage comme substitut du mode de vie rural. En même temps sont maintenues des interactions fortes à travers des réseaux de support de la famille élargie, ces connexions recomposant en effet l'ensemble des rapports de la famille traditionnelle multi générationnelle (Chiribuca, 2004). Si l'économie de crise et la pénurie de l'époque communiste ont été évoquées pour justifier ce modèle familial, l'influence de la tradition a été également prise en compte. Pourtant, cette situation ne représente pas un argument suffisant pour valider l'hypothèse d'une coexistence permanente entre la tradition et la modernité, étant donné qu'il n'y a pas un seul type d'évolution vers la modernité ; il s'agit plutôt d'une pluralité des trajectoires et d'une variété de destinations (Chiribuca, 2004 : 69-70).

D'autres analyses développées autour de l'axe tradition/modernité reflètent les transformations culturelles dans la sphère de la famille, visant particulièrement les valeurs, les mentalités et les comportements démographiques. Les études réalisées dans la première décennie postcommuniste montrent qu'en Roumanie prédomine un modèle culturel spécifique avec des accents conservateurs (Popescu, 2003), caractérisé par l'universalité, l'âge précoce du mariage et la division inégalitaire des rôles et des tâches. Le taux modéré de divorces et de remariages et la faible proportion de célibataires montrent l'attachement envers les valeurs

familiales<sup>82</sup>. Les recherches récentes ont introduit dans l'analyse la variable *postmoderne* qui inclut des formes de conjugalité autres que la famille nucléaire, l'individualisme et la libéralisation des comportements sexuels. Mais ces manifestations « postmodernes » n'ont pas une popularité dans l'opinion publique roumaine<sup>83</sup>, ce qui permet de conclure que l'accomplissement humain reste encore dépendant de la vie de famille (Ghebrea, 2000). Pourtant, vu le manque de configuration des cadres conceptuels concernant les explications des changements multidimensionnels de la famille, il est difficile de conclure à la reconfiguration du modèle familial après 1989 en Roumanie. Le critère d'âge induit une différenciation, les jeunes générations roumaines étant dans un processus de libéralisation des valeurs et des mœurs, tout en montrant une certaine ouverture vers des manifestations « postmodernes » en ce qui concerne la sexualité, l'amour, le mariage, les rôles et les relations familiales.

Une nouvelle perspective d'analyse après 1989 en Roumanie essaye de relier la famille aux changements associés à la transition postcommuniste. En relevant l'ambiguïté et l'indéterminisme du processus de transition, ces études montrent d'une part la capacité de la famille de faire face aux changements et d'autre part mettent en évidence les dysfonctionnements et les transformations structurelles du groupe familial (Ghebrea, 2000). Le concept à la base de ce modèle est celui d'*adaptation* dans la situation de catastrophe ou de crise, car effectivement certaines familles perçoivent et vivent la transition comme une catastrophe quasi naturelle, indépendante de leur volonté et de leur contrôle. Bien que cette approche offre des éclairages pour comprendre les conséquences de la transition sur la structure et le fonctionnement de la famille, elle a une portée limitée surtout en ce qui concerne la prédictibilité, puisque à la différence d'une catastrophe (inondation, tremblement de terre, ou guerre) où la durée est déterminée, dans le cas de la transition la dimension

---

<sup>82</sup> Le processus de modernisation est plus avancé en milieu urbain, la mobilité sociale est plus développée, et la diffusion culturelle plus intense, tandis que dans le milieu rural, étant donné la proportion de population vieillissante, le modèle traditionnel est encore persistant, exprimé par une dimension du ménage plus grande, un mariage plus précoce, une divortialité réduite, une fécondité plus élevée, un célibat peu répandu.

<sup>83</sup> Même si après la chute du communisme il y a une diffusion du modèle culturel occidental, les conditions matérielles et sociales, le degré de l'urbanisation, le développement des services, l'espérance de vie, la mortalité infantile, la taille et la structure des ménages font que la Roumanie garde un écart important par rapport à l'évolution des pays occidentaux.

temporelle reste indéterminée. Dans le même ordre d'idées d'autres études ont mis en évidence les valeurs qui assurent la cohésion de la famille dans cette période de bouleversements socio-économiques (Asay, 1998). Appuyées sur un appareil méthodologique qui permet l'étude en profondeur (observation participante et l'entrevue), ces études apportent une information riche, mais leur portée reste limitée en raison de nombre réduit des cas à l'étude, ce qui ne permet pas la généralisation des résultats.

L'expérience de la famille roumaine en transition a été analysée aussi dans la relation entre l'espace *public* et l'espace *privé* (Mezei, 1997 ; Kligman, 2000; Gal et Kligman, 2003). Cette réflexion tend à expliquer la construction idéologique et la production normative à partir de l'articulation entre le champ du pouvoir et la famille, pour dégager les prémisses des phénomènes et des processus sur lesquels pourra s'appuyer la reconstruction sociale et politique de la société postcommunistes. Avant 1989, la relation entre l'État et la famille en Roumanie a été complexe, la famille étant d'une part l'instrument par lequel l'État exerçait des représailles<sup>84</sup> et le contrôle<sup>85</sup> de la population, et d'autre part elle était l'espace de survie quotidienne, de refuge et résistance contre le pouvoir dictatorial (Gal et Kligman, 2003). Ce retrait de l'individu dans l'univers familial a renforcé l'opposition entre la sphère privée et, la sphère publique, et a amené à un manque de confiance envers la sphère publique.

Après 1989, la relation entre la famille et l'État reste divisée. Le manque de confiance dans les institutions étatiques, le paternalisme qui a infantilisé la population et l'individualisme familial manifesté durant le communisme ont eu des conséquences politiques et sociopsychologiques qui ont empêché la manifestation de l'esprit civique et l'engagement dans les affaires publiques (Mezei, 1997). Dans la perspective de la reconstruction de la société civile, cette passivité et l'incapacité de transcender l'intérêt de la famille pour obtenir le bien commun, pourraient être interprétées par ce que Banfield (1958) a nommé le « *familialisme amoral* ». Il s'agit d'une mentalité orienté par l' « ethos familial » qui empêche la participation civique, étant en même temps un obstacle au développement d'une

---

<sup>84</sup> Même si une seule personne était visée, les représailles s'étendaient à tous les membres de la famille.

<sup>85</sup> Les mesures démographiques, la maternité obligatoire jusqu'au contrôle intrusif sur le corps des femmes dans la Roumanie de Ceausescu, sont des preuves de l'immixtion de l'État dans la sphère privée.

économie industrielle et d'un système politique démocratique<sup>86</sup>. Mais, la perspective de division entre *public* et *privé* pose une série de problèmes théoriques et méthodologiques, étant donné la dualité des valeurs qui oppose un double référent : le rapport individu-société et la relation culture-personnalité. Cette double valeur culturelle et individuelle fait que les individus contribuent d'une part à maintenir une configuration sociétale donnée même si en même temps ils agissent comme agents de changements de cette configuration (Ilut cité dans Chiribuca, 2004 : 142).

### **3.5 La structuration de la trajectoire familiale au cours de la transition postcommuniste**

L'analyse des différents cadres analytiques nous a permis de cerner les difficultés que pose la configuration de la famille comme objet d'analyse de la réalité sociale. Les travaux sur le postcommunisme, très variés au plan théorique et méthodologique, montrent que les recherches décèlent rarement l'articulation entre le vécu familial et les changements contextuels. Dans ce sens, il a été observé la difficulté d'expliquer les effets des phénomènes structurels d'ordre macrosocial sur les attitudes, les comportements et les expériences vécues par les acteurs familiaux, ou en d'autres mots comment ces derniers intériorisent les conditions objectives de leur destin social. Pourtant, ces expériences vécues ne doivent pas être vues comme « une ethnographie, au sens d'une simple description ordonnée et systématique des conduites; elles prennent leur véritable sens à partir des processus globaux et structurels dans lesquels elles s'inscrivent » (Schnapper, 2003 : 309). Ce travail d'articulation entre le « vécu familial » comme micro-unité d'analyse, et la « transition » comme catégories d'analyse des transformations macrostructurelles de la société fut par ailleurs, le défi permanent dans la réalisation de notre thèse.

---

<sup>86</sup> Le concept de « familialisme amoral » est à la base d'un modèle explicatif du développement qui privilégie la dimension culturelle. Eduard Banfield qui fait des études sur le développement de l'Italie du Sud, considère que le retard économique de cette région est dû aux attitudes des individus qui désirent obtenir maximum des avantages matériels à court terme pour leur groupe familial nucléaire, au détriment d'une organisation dans des associations ou dans des organismes civiques.

### 3.5.1 La trajectoire de vie familiale, un objet scientifique en émergence

Dans l'étude des *trajectoires de vie familiale* durant la période postcommuniste en Roumanie, nous cherchons à explorer la structuration du mode de vie familial au cours de cette période de rupture des anciennes conditions d'existence et de reconfiguration d'un nouvel ordre social. Notre intention n'a pas été d'appliquer un schéma d'analyse préconstruit, mais plutôt de créer un cadre d'analyse adéquat à la réalité de la famille et de la société roumaine. Le modèle analytique que nous proposons est centré sur deux niveaux de la réalité sociale, d'une part le « sociostructurel » (les modes de vie) et, d'autre part, le sociosymbolique (le vécu, les attitudes, représentations et valeurs individuelles) (Bertaux 1980). Cette démarche vise l'objectivation de la famille, puisqu'on ne s'intéresse pas particulièrement à sa morphologie ou à son fonctionnement, elle représente la porte d'entrée théorique dans la réalité sociale. Par un schéma analytique adéquat sont mis en évidence non seulement les événements qui se sont succédés dans la vie des familles, mais aussi les réponses que les acteurs sociaux (ici les membres de la famille) donnent à leurs conditions d'existence, durant ce segment temporel de vie associé à la transition postcommuniste.

Cette manière d'explorer le réel qui valorise les expériences vécues dans la vie quotidienne, les interactions et les actions des acteurs, s'appuie sur les acquis dans le champ de sciences humaines et sociales contemporaines qui sous-tendent une vision constructiviste du lien social et l'ouverture vers des méthodes qualitatives de collecte de données. La réflexion sur les trajectoires familiales nous amène à saisir les conditions dans lesquelles se construit le mode de vie quotidienne à partir des enchaînements de situations, d'interactions, d'événements et d'actions, car les individus se trouvent durant cette période dans des situations différentes liées à l'emploi, ressources, logement, patrimoine, statut familial. Cependant, pour reconstituer le parcours familial durant la période d'après 1989, on doit non seulement évoquer les événements de la vie des familles, mais aussi examiner les processus par lesquels les sujets ont été amenés dans une situation donnée et les pratiques qu'ils construisent comme réponse à cette situation.

Les principales thématiques, concernent l'articulation dans l'expérience de vie familiale de plusieurs domaines d'existence, comme par exemple la trajectoire de vie professionnelle et les trajectoires de mobilité sociale, les biographies résidentielles, le mode de transmission des capitaux économiques et familiaux, ou encore le changement dans l'évolution des rapports sociaux entre les membres de la famille. Dans ce contexte, on souligne l'importance de prendre en compte les différentes dimensions de ce que Daniel Bertaux a nommé l'« économie familiale ». « Économie » au sens économique d'abord, c'est-à-dire les ressources disponibles, qui limitent parfois les champs des possibles, mais aussi l'« économie culturelle, affective et surtout morale » puisque les membres du groupe familial sont liés les uns aux autres par des rapports affectifs et psychiques profonds et par des engagements moraux réciproques (1997 : 81).

Dans notre analyse, nous sommes partie de l'idée que le contenu de vie familiale et le mode de vie dans lequel les familles construisent leur quotidien, ne sont pas entièrement déterminés par les contraintes extérieures. Même si elle est influencée par les conditions matérielles, sociales et politiques, la vie familiale ne change pas dans une période très courte, restant relativement stable plus longtemps. Ainsi, on peut considérer le mode de vie des familles non comme une « *structure* » mais comme une « *structuration du quotidien* », car il sous-tend non seulement de simples processus d'adaptation-régulation qui présupposent des contraintes et des ressources mais comme le suggère certains chercheurs, il implique l'existence de « stratégies » et de « projets » conçus par les acteurs (Bawin-Legros, 1988 : 61).

Le travail empirique qui a été à la base de l'élaboration des concepts s'appuie sur l'approche de l'histoire de vie familiale et sur la méthode du récit de vie. Cette perspective qui met en avant l'enquête de terrain, comme modalité essentielle de connaissance de l'ordre social, s'avère ici particulièrement efficace parce que cette forme de cueillette de données empiriques aide à comprendre les mécanismes et les processus par lesquels les sujets ont été amenés dans une situation donnée, et comment ils réussissent à gérer cette situation. Constituée à la fois comme critique du positivisme, de la quantification et des régularités statistiques, cette approche connaît dans les dernières années un grand intérêt, et ouvre une nouvelle perspective

en sciences sociales et humaines. Ce changement orienté vers le discours, l'action et la quotidienneté a de plus en plus d'importance dans les travaux contemporains.

Par cette démarche, on s'inscrit dans une perspective d'analyse inductive, l'objet d'étude étant construit et amélioré progressivement. Le modèle d'analyse intègre des éléments de plusieurs courants théoriques dérivés de la sociologie de l'action et de la sociologie de la vie quotidienne. Toutefois, même si l'étude est multidisciplinaire, la délimitation de chaque discipline n'est pas tracée de façon expresse. Certains éléments de la sociologie de l'action nous ont aidés à comprendre les interfaces entre actions individuelles et structures sociales pour expliquer le changement social. Le sens des activités, des pratiques sociales et des événements est saisi à partir des cadres fournis par la sociologie de la vie quotidienne. Le récit de vie comme approche empirique révèle les rapports et les mécanismes sociaux ainsi que les logiques d'action au sein du terrain observé.

### **3.5.2 L'approche théorique et les concepts privilégiés**

L'analyse de la structuration des trajectoires familiales dans la période de transformations sociales présuppose une articulation entre divers niveaux de la réalité sociale. Même si le choix méthodologique que nous avons fait vise l'analyse des pratiques et des interactions familiales, la réflexion étant orientée vers une unité d'analyse de niveau microsocial, cela ne signifie pas qu'on va ignorer l'influence des facteurs macrosociaux, qui contraignent dans une certaine mesure les choix et les actions individuelles<sup>87</sup>. Dans cette optique, sans nécessairement croire que les contraintes structurelles qui influencent les pratiques individuelles sont en totalité conscientisées par les individus et que cette conscience peut être

---

<sup>87</sup> Vu la dimension restreinte d'une thèse de doctorat, il n'est pas dans notre intention de développer ici les débats qui opposent ces différents niveaux de la réalité sociale. On rappellera pourtant que des études portant sur la famille et la transformation sociale ont proposé la construction de l'objet d'analyse à partir du niveau de la microsociologie, l'observation visant les actions et les comportements individuels ou des ménages. D'autres études axées sur la macrosociologie ont essayé d'expliquer des régularités sociales comme par exemple les articulations entre structure productive et structure reproductive ou les études de la qualité et du niveau de vie. Il y a également des études de niveau intermédiaire, qui s'intéressent aux acteurs collectifs, comme par exemple la relation famille/emploi ou la relation famille/État. Cependant, des analyses visant le passage du niveau microsociologique des histoires de vie au niveau macrosociologique sont rares en raison de la difficulté évoquée assez souvent dans l'élaboration d'un cadre théorique et méthodologique adéquat.



exprimée au plan discursif, il est possible de penser que les récits de vie par lesquels les acteurs décrivent leurs pratiques quotidiennes et expliquent l'orientation donnée à leur vie dans la sphère professionnelle, familiale et résidentielle offrent une occasion importante pour saisir les jeux entre niveaux macro et micro social et comprendre les dynamiques de transformation sociale.

À l'origine de cette thèse, il y avait un intérêt général pour saisir non seulement les rapports sociostructurels et sociosymboliques mais aussi leur articulation et leur dynamique. La reconstitution des trajectoires familiales, à partir de l'observation de la structuration du mode de vie quotidien durant la période de transition, est orientée vers la description des pratiques quotidiennes et des contextes au sein desquels elles se sont inscrites. Cette prise en compte de pratiques permet de comprendre non seulement le fonctionnement quotidien mais aussi les configurations du changement au cours du temps et les processus de transformation sociale. Ce déplacement épistémologique orienté vers les circonstances pratiques de la vie sociale et vers les expériences quotidiennes, met en évidence la dimension créative et active des acteurs sociaux qui sont en même temps porteurs et créateurs du sens de l'action dans les interactions quotidiennes.

Étant donné que nous considérons les trajectoires familiales dans l'optique dynamique d'action, des configurations des rapports sociaux, et des pratiques, la théorie de la structuration et les concepts de *stratégie* et de *projet*, nous ont fourni les éléments clés qui nous ont permis de circonscrire l'investigation.

### 3.5.3 Quelques éléments théoriques de la structuration du social

En essayant de surmonter les controverses traditionnelles en sciences sociales entre l'objectivisme, et le subjectivisme, l'individu et la société, l'action et la structure, la théorie de la *structuration*<sup>88</sup> élaborée par Anthony Giddens (1987) tente de mettre en place une nouvelle vision sur les conditions constitutives de la vie sociale et sur les possibilités de la réalisation

---

<sup>88</sup> Il est difficile de restituer dans un espace réduit comme celui de la thèse la complexité d'une théorie comme celle de la théorie de la structuration. Pour cette synthèse nous avons consulté plusieurs articles et analyses parmi lesquels le livre de Giddens « La constitution de la société » (1987), et aussi les études réalisées sur la théorie de la structuration par Lazar (1992), Corcouf (1995) et Brais (2000).

des processus sociaux. Au cœur de cette théorie, se trouve le concept de « structuration » constitué autour de la notion de « dualité du structurel » qui remplace le dualisme classique entre structure et action. Dans cette optique, la structure n'est pas extérieure aux acteurs, mais est plutôt un élément actualisé dans les pratiques sociales spatio-temporellement situées.

Le véritable objet de la théorie proposée par Giddens, n'est pas l'« acteur » ou la « structure », mais l'« action » qui s'accomplit en tant que durée, comme un flot continu de conduites dans l'espace-temps. Ainsi, le point essentiel dans la structuration n'est pas de savoir comment la structure détermine l'action ou comment les actions créent la structure, mais comment l'action est structurée dans les contextes quotidiens. Pour expliquer la continuité des interactions dans le flot de la vie quotidienne, Giddens emploie la notion de « routine » définie comme « tout ce qui est accompli de façon habituelle », tout en mettant en évidence les divers degrés de conscience des agents dans la coordination des actions. On voit dans la théorie de la structuration une vision qui s'oppose à l'idée que certaines formes de conduites sociales se reproduisent de façon chronique en raison de la structure, cette dernière offrant les conditions de l'action et étant à la fois contraignante et habilitante. Dans cette optique les êtres humains ne sont pas entièrement contraints par des structures externes, ni entièrement libres, mais ils font leur vie dans un processus réflexif. En reprenant une phrase célèbre de la théorie marxiste, Giddens affirme que les êtres humains font leur propre histoire, mais dans des « conditions qu'ils ne peuvent choisir » et avec des « conséquences qu'ils ne peuvent contrôler totalement » (1987 : 32).

Considérant que le structuralisme et la théorie de l'action ont mis en évidence une vision plutôt limitée du social, selon laquelle la reproduction des relations et pratiques sociales est vue comme un mécanisme passif, Giddens se propose de montrer que la reproduction sociale est un processus actif et dynamique. Les individus sont considérés dans cette conception comme des agents compétents dotés d'une capacité réflexive, la compétence signifiant qu'ils ont une connaissance tacite ou discursive des circonstances de leur action et de celles des autres, et qu'ils utilisent cette connaissance dans la production et la reproduction de l'action. Par ailleurs, cette compétence des agents est constamment engagée dans le flot des conduites quotidiennes et s'exprime à deux niveaux : par la *conscience discursive* qui renvoie à tout ce

que les acteurs peuvent exprimer, et par la *conscience pratique* qui vise tout ce que les acteurs connaissent de façon tacite, tout ce qu'ils savent faire dans la vie sociale sans nécessairement pouvoir l'exprimer directement de façon discursive (Giddens cité en Corcouf, 1995).

La vision particulièrement dynamique que Giddens a sur l'ordre social s'exprime par le fait que tous les éléments de la vie sociale sont constitués à travers les pratiques sociales spatio-temporelles, qui participent ainsi à la reproduction du système social. C'est en effet par cette *praxis* saisie dans l'action et dans les interactions humaines que les systèmes sociaux se maintiennent et se transforment dans le temps et dans l'espace. Quant aux propriétés structurelles des pratiques sociales, elles sont constituées de règles et ressources, toutes les deux engagées de façon récursive dans la reproduction sociale. Les règles représentent des éléments normatifs et un code de signification, tandis que les ressources se définissent comme des ressources d'autorité, dérivant de la coordination de l'activité des agents humains, et des ressources d'allocation, qui proviennent des aspects du monde matériel. Autant les règles que les ressources représentent l'instrument et le résultat de la reproduction des pratiques sociales (Giddens, 1987 : 42)

Tout en reconnaissant les idées émancipatoires exprimées par Anthony Giddens dans sa *théorie de la structuration*, la critique nous invite pourtant à une certaine prudence surtout quand il s'agit de l'opérationnalisation des concepts provenant de ce schéma théorique. Si, pour certains, le cadre conceptuel de Giddens n'est par son éclectisme qu'une juxtaposition mécanique d'éléments théoriques, pour d'autres, cette combinaison des concepts produit plutôt une « nouvelle fusion, qualitativement distincte de chacun de ses éléments » (Lazar, 1992 : 416). Une autre réserve exprimée par les critiques vise l'ambition de Giddens de dépasser les dualismes classiques en sciences sociales, particulièrement celui entre macro et micro-niveau sociologique. À ce sujet, comme l'explique Corcouf, il ressort aussi dans la théorie de la structuration « la difficulté à penser de manière équilibrée les processus de coproduction des parties et du tout », le cadre théorique de Giddens montrant une certaine rigidité entre « l'attention portée aux activités quotidiennes des acteurs et le projet de les appréhender en fonction d'un tout s'imposant nécessairement à eux » (Corcouf, 1995 : 54).

### **3.5.4 La trajectoire familiale en Roumanie dans la perspective de la théorie de la structuration**

Dans notre étude de la réalité postcommuniste, nous sommes partie de l'idée que l'expérience humaine a une signification importante dans la connaissance de la vie sociale. Dans cette optique la valeur sociologique des pratiques saisies à partir de contenu de récits de vie est beaucoup plus importante que les discours abstraits sur la réalité. Notre hypothèse de départ était que dans le contexte bien particulier de la Roumanie postcommuniste, par les ressources mobilisées et les stratégies construites, la famille reste une institution qui assure la survie et la protection avec en même temps un rôle important à favoriser l'intégration et l'adaptation des acteurs familiaux au contexte sociétal en transformation. Cependant, soumise aux fortes pressions de la transition la famille doit reconstruire son mode vie quotidien en réorientant les décisions dans plusieurs sphères de vie et en adoptant de nouvelles pratiques d'organisation quotidienne. La reconstitution de ces processus nous a conduits vers une étude des trajectoires de vie familiale qui présuppose l'observation de la vie quotidienne et de l'aménagement de l'existence des familles dans l'articulation entre acteurs, action et structures.

Suivant la théorie de la *structuration*, les trajectoires familiales se constituent à travers le rapport dynamique qui structure les pratiques familiales au cours du temps et de l'espace. Dans l'élaboration de leurs pratiques quotidiennes, les acteurs sociaux (ici les membres de la famille), font appel à un ensemble varié de règles sociales et de ressources qui selon Giddens se reproduisent de façon routinière. Cet ensemble structurel de règles et de ressources défini socialement, c'est-à-dire dans l'interaction entre les acteurs est indispensables à la constitution et à la reproduction du système familial. Comme le soulignent certains auteurs, il est important dans le cas des pratiques familiales de ne pas restreindre la définition des ressources exclusivement à celles « socio-économiques » comme par exemple le revenu, l'emploi ou la scolarité; il faut inclure, entre autres, les liens affectifs avec les amis, le conjoint et les enfants, les activités sociales et certaines habiletés personnelles (Kellerhals, Troutot et Lazega, 1984; Menahem, 1985; Lavoie, 1999). Quant aux « règles », celle-ci représentent des éléments normatifs qui établissent les droits, les prérogatives et les responsabilités des personnes, utilisées dans le courant de la vie quotidienne. Ces éléments

normatifs sont inscrits dans la reproduction des pratiques sociales et ne sont pas seulement contraignants de l'action des acteurs, mais permettent ou facilitent l'interaction.

Rapporté au contexte de la transition postcommuniste en Roumanie, nous avons vu que l'espace social n'offre pas un milieu intégrateur. La société est caractérisée durant cette période par une multitude de déséquilibres structurels, tant sur le plan économique que sur le plan social, qui exercent des pressions sur la famille. Vu que le présent est instable et l'avenir souvent caractérisé par l'incertitude, la famille, par ses actions, par ses mécanismes d'échanges, et par les ressources qu'elle mobilise, structure des pratiques quotidiennes afin de répondre à ces bouleversements. Ainsi, nous considérons que c'est cette nouvelle *praxis sociale*, dans le sens donné par Giddens, qui révèle la nouvelle structuration du social, ce qui signifie non seulement une autre rationalité dans l'espace familial, mais aussi une autre rationalité pour la société roumaine postcommuniste en général.

Une autre idée qu'on retient de la théorie de la *structuration* et qui nous aide dans l'analyse et la compréhension des trajectoires familiales, est celle selon laquelle les éléments structurels du milieu social ne contraignent pas entièrement les actions des acteurs, elles sont le médium et le résultat de l'action. Selon Giddens, les humains ne sont pas entièrement contraints par des structures externes, ni entièrement libres, les conditions sociales étant en même temps contraignantes et habilitantes et dans cette logique les acteurs sociaux réalisent leur vie dans un processus *réflexif*. Sur ce point, Giddens rejoint la vision exprimée aussi par les ethnométhodologues selon lesquels la réalité sociale est constamment créée par les acteurs, l'observation et l'analyse des processus mis en œuvre dans les actions permettant de comprendre les procédures par lesquelles les acteurs interprètent la réalité sociale (Coulon, 2007). Ce processus réflexif est justement la condition de la compréhension de l'ordre social.

L'évolution de la famille roumaine est éloquent en ce sens. À l'époque communiste, la famille a été non seulement soumise à de fortes contraintes économiques, elle a été également façonnée à l'intérieur d'un processus de socialisation agressif et rigide, selon un système de règles prescrites comme des normes comportementales et imposées par l'idéologie. Pourtant, par les stratégies mises en place, la famille a démontré sa capacité de résistance face à

l'intervention et au contrôle de l'espace privé. Au cours de la période postcommuniste, même si les contraintes politiques et sociales sont abolies, les actions des membres de la famille ne sont pas complètement libérées d'influences provenant du milieu social. L'instabilité sur le marché du travail, les conditions économiques précaires, la modification du cadre normatif de la société, le manque de valeurs clairement définies, l'influence des médias, sont des facteurs sociaux qui influencent l'évolution de la famille et les changements de ses pratiques.

Suite à cette prise de contact avec la théorie de la structuration de Giddens, nous pouvons formuler des questions de recherche plus spécifiques qui guident notre travail d'exploration et de développement conceptuel.

1. Quels sont les processus de changement particulièrement significatifs dans les trajectoires familiales ? Et comment ont-ils influencé la reconstruction du mode de vie durant la période postcommuniste?
2. Quelles ressources provenant de la famille et de l'extérieur sont-elles mobilisées par les acteurs familiaux dans la construction de leurs stratégies de vie quotidienne?
3. Quelles sont les ressources et les normes associées aux pratiques familiales qui ont orienté les projets familiaux?

### **3.6 Stratégie et projet : deux concepts privilégiés**

Compte tenu de la perspective de notre approche, rapportée à la période de transition, les concepts de *stratégie* et de *projet* contribuent à la compréhension du sens et de la dynamique de la trajectoire familiale.

#### **3.6.1 La stratégie familiale comme déterminant dans la construction sociale des trajectoires familiales**

Le concept de stratégie familiale est souvent utilisé dans les sciences humaines et sociales

autour de différents axes, comme par exemple la division individu/famille, famille/travail, famille/développement économique. Nous avons retenu quelques définitions<sup>89</sup>. Ainsi, la stratégie peut être définie comme le résultat d'accords et de compromis entre les membres de la famille afin de produire un effet optimum sur les ressources familiales (Carbonero-Gamundi, 1996 : 295 ). En prenant en compte la construction du mode de vie familial, le concept de stratégie est interprété en fonction des opportunités et des moyens qui influencent les pratiques familiales (Menahem, 1985 : 74). Dans le contexte social changeant, les stratégies sont analysées par rapport aux expériences, attitudes, représentations et pratiques d'ajustement aux environnements mises en œuvre par les acteurs familiaux (Vatz-Laaroussi, 1994 : 76).

Pierre Bourdieu en reconnaissant aux acteurs la capacité de développer des stratégies, propose une interprétation à partir du concept d'habitus, défini comme « principe générateur et organisateur de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente des fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre » (Bourdieu, 1973 : 88). Le concept de stratégie familiale est aussi employé dans l'analyse et la compréhension des différents modèles de développement économique. Si dans la vision structuro-fonctionnaliste parsonienne, la modernisation réduit la famille à sa structure nucléaire qui perd toute importance économique et devient un simple instrument de la reproduction culturelle et économique de la société, la persistance des relations privilégiées avec la parenté devient antithétique aux besoins de l'économie moderne. Ainsi, ce « familialisme et particularisme » est vu comme un trait typique des sociétés archaïques et arriérées, et est considéré un échec de la modernisation (Magatti et Mingione, 1994).

---

<sup>89</sup> Une synthèse des définitions du concept de stratégie qui a inspiré notre travail est celle élaborée par Brais (2000). Ces quelques définitions rendent compte des principales dimensions inhérentes au concept de stratégie : la poursuite d'un but, d'un objectif ou encore la réalisation d'un projet, la prise en compte des contraintes extérieures, la mobilisation de ressources ou la prise en compte des moyens, la prise de décision.

Il est assez rare que les définitions données aux stratégies prennent en compte le caractère dynamique associé à la trajectoire de vie familiale. Dans cette perspective longue, la stratégie représente non seulement le lien construit par le groupe familial entre son passé, son présent et son avenir, mais aussi la logique des pratiques mises en place au quotidien. Dans l'élaboration des stratégies c'est la *praxis* pour reprendre l'idée de Giddens, qui détermine le fil conducteur des pratiques quotidiennes à partir d'événements ou de changements dans le cours de la vie. Les pratiques sociales, fondées sur l'expérience sociale, mettent en relief plusieurs logiques d'action des acteurs. Elles représentent, comme la précise Bertaux, la mise en actes ou en d'autres mots, la trace concrète dans la vie quotidienne de la place objective occupée par les acteurs sociaux dans le système socio-culturel (Bertaux, cité en Desmarais, 2010 : 374). En suivant cette logique, pour saisir la dynamique de la stratégie familiale celle-ci doit être reconstituée dans son contexte d'élaboration. Le concept de stratégie apparaît ainsi intéressant dans un environnement social marqué par l'incertitude, comme celui de la transition postcommuniste. Il s'agit d'étudier comment les individus organisent leur présent et se projettent dans l'avenir tout en essayant de « contrôler les zones d'incertitude » (Crozier et Friedberg; Pollak et Hoarau, cités par Brais, 2000).

La stratégie n'est pas clairement conscientisée et réfléchie. Pour la reconstituer, nous avons visé à recueillir des données subjectives fournies par des sujets interrogés sur les événements de leur groupe familial au cours de la transition postcommuniste. Nous nous sommes intéressés non seulement aux événements créés par les sujets-acteurs (ici les membres de la famille), mais aussi aux événements extérieurs à la famille, c'est-à-dire les actions exercées par l'environnement, qui sont de nature plus ou moins prévisible mais qui structurent le parcours de vie familiale. Ces événements constituent comme le souligne Bertaux (cité en Desmarais, 2010), « le noyau commun de toutes les formes possibles de mise en intrigue de l'histoire par les sujets-acteurs ». Tous ces événements marquants structurent et ordonnent le parcours de vie, car les membres de la famille en tant que sujets-acteurs réagit aux événements et réorganisent leurs vie en transformant leurs pratiques et aussi leurs représentations (Desmarais, 2010 : 376). Dans cette optique, il y a un « avant » et un « après » qui modifient le parcours biographique. La reconstruction de ce parcours de vie a été fait par le récit de vie qui renvoie d'emblée à « la réalité historico-empirique » et qui comprend non



seulement la succession des situations objectives, mais concerne aussi la manière dont les acteurs familiaux les ont vécues, c'est-à-dire perçue, évaluées et agies sur le moment (Bertaux repris par Desmarais 2010 : 375).

Pour ce faire, nous avons laissé les individus nous parler de leur vécu, de leurs projets, le but étant de découvrir les « raisonnements » de leurs pratiques et de connaître les modifications dans leurs trajectoires de vie durant les années associées à la transition. Notre intérêt portait davantage sur les faits et les actions et, ainsi, nous avons laissé les individus parler de leur vie pour retracer la logique de leurs pratiques. Nous avons également exploré les opinions, les perceptions et les perspectives envisagées. Même si l'accent a été mis sur l'expérience vécue, nous n'avons pas ignoré l'influence des contraintes structurelles exercées par l'environnement social, celles qui opèrent au plan plus ou moins conscient. Ces contraintes objectives, d'ordre matériel, économique, social, culturel, politique, influencent partiellement les choix de comportement, étant ainsi intériorisées sous formes de valeurs ou de prédispositions qui sont relativement durables et spécifiques à chaque société. Ainsi, au delà de l'évaluation du vécu, nous avons demandé des récits de pratiques en situation, méthode qui sera détaillée un peu plus loin.

Cette manière d'envisager la construction de la stratégie familiale s'éloigne de certaines dimensions attribuées couramment à la définition de ce concept. En ce sens, on se distancie du contexte strict de compétition où on suppose que les stratégies sont élaborées en tenant compte du jeu des acteurs. Nous nous écartons aussi d'une vision utilitariste avec comme principal mobile d'action la fonction d'utilité individuelle et on n'accorde pas une attention particulière à la question d'intérêt. Si dans le sens utilitariste comme certains auteurs l'affirment, l'intérêt est vu comme un mobile d'action commun à tous les individus (Brais, 2000), dans notre démarche la notion d'intérêt n'a qu'un rôle réduit, car on n'accorde pas une grande attention aux acteurs individuels et à leur positionnement social. Les aspects liés à l'intérêt que nous retiendrons visent plutôt la structure des représentations et des valeurs en fonction desquelles sont élaborées les stratégies familiales, tout en tenant compte des conditions objectives de la réalité sociale.

### **3.6.2 La structuration des stratégies familiales dans le contexte de la transition postcommuniste en Roumanie**

Les déséquilibres économiques et sociaux existants avant 1989 et qui se sont accentués dans la société roumaine après la chute du communisme, ont créé de nouveaux risques comme l'incertitude du marché et des emplois, la précarité économique, le chômage, l'inflation. Ces changements ont affecté le niveau de vie d'une grande partie de la population, et pour la plupart des familles les conséquences ont été plutôt négatives, génératrices de difficultés. Cependant, ne devant plus se conformer à des normes prescrites comme auparavant, les familles doivent trouver de nouvelles opportunités, faire de nouveaux choix pour reconstruire leur mode de vie. Les repères sociaux ont changé et l'ouverture vers de nouvelles opportunités sociales et économiques créées après la chute du communisme est valorisée seulement par une part restreinte des familles. Les itinéraires de parcours de vie se modifient et, sous l'impact des transformations, les familles doivent mettre en place des stratégies adéquates pour assurer la survie, l'équilibre et l'adaptation à ce nouvel environnement.

Les stratégies familiales sont constituées non seulement par le couple, mais elles incluent aussi la contribution des réseaux de parenté et plus largement des réseaux de sociabilité qui ont un apport considérable par l'échange de biens, d'informations et des services assurant l'intégration et le bien-être des individus. Après 1989, en Roumanie, la propriété privée voit réapparaître son importance. Ainsi, les transmissions patrimoniales deviennent un support important dans la construction de stratégies économiques. Même si, les transmissions entre générations, produisent, par le flux circulaire et individualisé des inégalités sociales, on ne peut évacuer leurs contributions au moins partielles au patrimoine économique global de la société (Brezeanu-Staiculescu, 1996). À partir de ces constats, nous avons opté pour une approche de la famille qui prend en considération non seulement le groupe conjugal, mais aussi la parenté et ses formes de solidarité.

Nous avons pris en compte dans notre analyse des stratégies, les manières de vivre le quotidien, les pratiques développées par les familles et les ressources mises en œuvre autant sur le plan de la survie matérielle qu'au niveau relationnel et social. Selon la vision duale du

social, on prend en considération d'une part les contraintes sociales et d'autre part les caractéristiques socioculturelles propres au milieu familial. Dans cette logique de dualité, dans le sens donné par Giddens, la famille mobilise des ressources, adopte des règles et des valeurs qui relèvent autant du système familial que du système social dans lesquels elle s'inscrit. En ce qui concerne la manière d'intégration dans le nouvel environnement, cet aspect se comprend en référence au processus de mobilité sociale, par la position sociale qu'occupent les familles dans le système de stratification sociale.

### **3.6.3 Le concept de projet et sa contribution à la constitution de la trajectoire familiale**

Le concept de projet a une importance particulière dans la compréhension de la dynamique des trajectoires familiales, il est un indicateur de la direction et des étapes nécessaires dans l'atteinte de l'objectif des trajectoires<sup>90</sup>. Pour définir le projet, il y a théoriquement, de point de vue d'Isabelle Bertaux-Wiame (1987), deux voies différentes : le mode subjectif, à partir de volontés individuelles, et le mode objectif, le projet n'étant ainsi qu'une intériorisation des chances objectives. Mais en réalité Bertaux-Wiame montre, en faisant référence aux projets familiaux passés, présents, ou futurs, que cette dialectique opposant extériorité et intériorité est erronée. Les projets sont ancrés dans des réalités sociales objectives et la perception de la situation se fait en fonction de la charge signifiante par rapport à la situation présente ou en fonction de l'histoire de la personne ou de la mémoire de son groupe familial.

Généralement, le concept de projet est défini comme le dépassement d'une situation donnée. De cette façon, il exprime un aspect de la création humaine et implique l'action et la perpétuelle production de soi-même par le travail et la *praxis* (Benoit 1973 : 6-8). Alain Touraine (1965) en adoptant une position différente de celle mentionnée plus haut, définit le projet dans sa perspective actionnaliste, en situant l'individu par rapport à l'action historique et à sa signification, et non par rapport à une situation sociale. Il remplace en même temps la notion d'attente par celle de « projet », cette dernière notion se définissant par une double

---

<sup>90</sup> Le concept de projet renvoie généralement à une situation à venir, s'agissant d'un but qu'on se propose d'atteindre ou encore de ce qu'on pense faire à un moment donné, mais cependant parler de projet peut faire référence au passé ou présent. Pour préciser son sens, le projet doit être confronté au matériel empirique.

exigence de création et de contrôle. Assez souvent, le projet est défini comme expression de besoins et d'aspirations. Selon Chombart de Lauwe (cité par Benoit 1973 : 10-12), le besoin signifie un « manque » ou une absence divisée en deux catégories différentes : « besoins-obligations » (qui doivent nécessairement être satisfaites dans une société) et « besoins-aspirations » (les besoins qui peuvent être satisfaits dans un avenir plus éloigné et qui permettent à l'individu une élévation de position). Quant à l'aspiration, celle-ci se définit comme le « désir activé par des images, des représentations, des modèles qui sont engendrés dans une culture et contribuent en même temps à la renouveler constamment ». Dans cette optique, l'aspiration est liée aux conditions sociales et à l'histoire, étant en même temps rattachée au désir, à l'intérêt et au besoin (Benoit 1973).

Dans la perspective opératoire, le concept de projet présente certaines difficultés. Isabelle Bertaux-Wiame (1987) identifie des difficultés à saisir le « projet passé » qui implique une observation indirecte, le chercheur n'ayant pas accès à ces moments antérieurs qu'à travers les discours actuels des personnes interviewées. Une autre difficulté vient de la nécessité d'appliquer à l'entité familiale un concept qui a été construit en référence à l'individu. Sont ainsi identifiés plusieurs questionnements qui visent le sens et les significations que le projet peut avoir pour les hommes et pour les femmes, ou aussi pour les familles. On se demande aussi si une famille peut se caractériser par son projet. On s'interroge également si toutes les familles ont un projet familial. Cette dernière question implique le risque d'une stéréotypie, en transformant la famille en une entité unie, liée autour d'un projet, d'un objectif, d'un consensus parfait. Une autre limite, toujours dans l'optique de Bertaux Wiame, concerne les différentes logiques contradictoires dans l'élaboration du ou des projets liés à la situation familiale. Les questionnements visent le problème de savoir à qui appartient l'initiative dans l'élaboration du projet, ou qui a la charge de l'exécuter, à partir de quelles ressources se fait la mobilisation. On se demande également si c'est un projet individuel ou s'il entraîne dans sa réalisation le reste de la famille. Les questions liées au projet peuvent persister vu les conditions contradictoires de l'existence familiale.

### 3.6.4 Le projet familial - définition adoptée

Dans l'histoire sociale, comme dans le vécu des individus, les ruptures sont rares (Brezeanu-Staiculescu, 1996). Les événements de la fin de 1989, qui ont mis fin à une époque historique en Roumanie, ont amené des changements brusques et radicaux. Le passage du modèle centraliste, et oligarchique de l'État totalitaire tout puissant renforcé au cours des décennies passés, vers des institutions démocratiques et vers de nouvelles formes d'organisation économique comme l'économie de marché, se produisent peu à peu, car ni les conditions sociales ni les comportements ne se transforment du jour au lendemain. Le remplacement de l'égalitarisme, de la culture prolétarienne, de la condition ouvrière, et de l'emploi garanti, par un modèle économique de l'employé, qui exige une certaine autonomie, un dynamisme et un esprit d'entreprise, est un processus difficile avec des conséquences socio-économiques et politiques néfastes, aussi bien à court et moyen terme qu'à long terme (Touraine, 1980). Ces phénomènes observés dans la société roumaine actuelle ont une implication dans l'articulation entre le social et le familial, et donnent ainsi une nouvelle forme aux trajets familiaux. Pour faire face aux conséquences critiques liées à la transition difficile après les années du communisme les membres de la famille font beaucoup d'efforts.

Dans notre étude, le *projet familial* est identifié dans le parcours social des familles à partir de leurs histoires de vie. C'est dans ces récits de vie qu'il est possible de repérer l'existence d'un éventuel projet (professionnel, résidentiel, de loisir). Cette approche conçue à partir du vécu quotidien des familles nous paraît la plus adéquate. Selon Segond (1987), les familles se fixent généralement des objectifs et à l'intérieur de ces projets d'avenir, elles font des choix face à telle ou telle alternative et construisent des stratégies et des projets plus courts pour réagir aux événements qu'elles subissent. Dans cette optique, les projets familiaux sont donc construits et orientés par des réalités objectives et la reconstruction verbale de situations quotidiennes permet d'identifier leur existence. L'attention qu'on accorde au « dynamisme des mobilisations » familiales, apparaît comme une approche explicative féconde, permettant d'éclairer le sens de la trajectoire de la vie familiale en Roumanie durant la période de transition.

Après avoir explicité les concepts privilégiés dans l'analyse, nous allons présenter dans le chapitre suivant l'approche méthodologique adoptée pour la recherche empirique.

## CHAPITRE IV

### LE CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ANALYSE

Ce chapitre est consacré à la méthodologie. Il est conçu en fonction de la problématique et des objectifs de la recherche. L'approche choisie pour analyser les trajectoires familiales durant la période de la transition postcommuniste est celle de l'histoire de vie qui s'inscrit dans le champ de la méthode biographique. Les premières trois parties du chapitre présentent la dimension inductive de l'étude, un résumé des fondements épistémologiques et de l'usage de la méthodologie utilisée, ainsi que l'opérationnalisation des concepts. La démarche empirique, qui inclut l'enquête de terrain réalisée durant l'été 2004 en Roumanie, fait l'objet de la quatrième et cinquième partie du chapitre. Cette dernière section comprend la conception et le déroulement de l'enquête, le choix des sujets, la structure de l'échantillon et la modalité employée dans l'analyse du corpus.

#### 4.1 La dimension inductive de l'étude

Notre étude s'inscrit dans une perspective méthodologique qualitative et inductive. À la différence de l'approche hypothético-déductive, qui met en avant des hypothèses à valider par des études empiriques, la recherche inductive est une démarche qui offre la possibilité d'aborder le sujet en utilisant un cadre théorique préconçu plus flexible. Avancer des catégories théoriques ou des concepts, conçus avant d'aller sur le terrain, manière de faire propre à la méthode hypothético-déductive, peut déposséder l'analyse de certaines informations au cours du travail de recueil et d'analyse de données (Brais, 2000). À l'instar d'autres auteurs, Villemagne (2006) montre que le chercheur peut faire appel à l'approche inductive à différentes étapes de recherche, c'est-à-dire dès le début, quand il s'appuie sur son intuition influencée par son vécu personnel et jusqu'à la fin de l'analyse et de l'interprétation de ses observations empiriques. Opter alors pour une démarche inductive telle que l'aborde cette auteure, peut révéler une attitude d'ouverture du chercheur par rapport à des données qui sont recueillies et analysées, sans nécessairement que l'une des théories, concepts ou hypothèses soit concrètement définie et conçue à l'avance. Cela ne signifie pas pour autant

que la recherche est développée dans un cadre analytique qui n'est pas rigoureusement élaboré. Le défi majeur reste de bien structurer le processus d'induction, compte tenu de la diversité possible des données (Villemagne, 2006 : 134).

En choisissant d'adopter une démarche inductive, notre objectif n'était pas la démonstration des hypothèses, mais notre intention a été de privilégier le point de vue des acteurs sociaux exprimé dans leurs récits de vie (Paillé repris par Brais, 2000). La construction de notre modèle conceptuel a été élaborée dans l'entrecroisement des données théoriques et empiriques. La méthodologie inductive nous a permis ainsi des questionnements, des ajustements et des améliorations jusqu'à la fin de cette recherche doctorale. La première étape de notre démarche a été une analyse d'ensemble de la situation du terrain. Nous avons d'abord pu observer à travers la littérature un manque de schémas conceptuels satisfaisants pour l'explication de l'ensemble des transformations des sociétés postcommunistes. Cette insuffisance nous a permis de construire la problématique de recherche et de proposer ainsi la structuration de la trajectoire de vie familiale comme unité d'étude des transformations en Roumanie. Certaines études déjà faites sur la famille en lien avec la transition postcommuniste dans les pays de l'Est et en Roumanie notamment, nous ont inspirés et nous ont aidés à constituer une base conceptuelle. Notons que ces écrits ont évidemment été soumis à un examen critique à la lumière de nos présupposés analytiques.

En suivant la logique inductive, nous avons ensuite élaboré une conceptualisation des phénomènes et des processus en constituant ainsi notre « construction discursive originale » (Paillé et Mucchielli, 2003 : 160). Les concepts ont été réélaborés et enrichis progressivement au fur et à mesure que notre lecture théorique et notre analyse de données empiriques avançaient. De cette façon, la stratégie de notre étude garde sa dimension inductive qui se concrétise par une construction progressive des catégories générées suite à une articulation entre le modèle théorique et l'apport des données empiriques, ce qui a exigé des ajustements en continu.



## 4.2 L'histoire de vie – fondements épistémologiques

En choisissant « l'histoire de vie » pour étudier les trajectoires familiales durant la période postcommuniste, nous nous inscrivons dans une vision interprétative et constructiviste de la recherche. Celle-ci renvoie à la perspective épistémologique dans laquelle le chercheur réalise l'exploration du social tout en prenant en compte le sens que les acteurs sociaux donnent à leur réalité. Cette conception de la connaissance du réel privilégie l'expérience « humaine » en reconnaissant au sujet les capacités de conscience critique, d'initiative et d'action (Bertaux, 1980 : 218). Selon Ferrarotti, les individus sont porteurs des éléments de l'univers social et historique dans lequel ils vivent, offrant ainsi la possibilité de connaître la réalité sociale à partir de la spécificité irréductible d'une *praxis* individuelle comprise à travers leurs actes et leurs pratiques (Ferrarotti, 1983). La notion de *praxis* ne considère pas l'homme comme un objet passif soumis aux déterminismes sociaux (Houle, 2003), au contraire : les comportements expriment une *praxis* qui transgresse les déterminismes généraux de la société. Selon cette conception, on peut observer dans les actes et dans les comportements humains autant la présence des conditionnements sociaux que de la *praxis* par laquelle l'individu intériorise et transforme les structures sociales (Ferrarotti, 1983 : 50-51).

Dans les débats sociologiques, cette stratégie fondée sur l'histoire de vie est considérée souvent comme privilégiant la connaissance individuelle et subjective au détriment d'une connaissance holiste de la réalité sociale. Mais cette division entre général et individuel s'atténue quand de l'histoire de vie de l'individu, on passe à l'histoire de la famille car ainsi on peut mieux saisir autant le jeu des rapports sociaux que les actions sociales (Bertaux, 1976). Dans cette perspective le groupe familial favorise une meilleure connaissance du social parce que c'est dans la famille (en tant que groupe primaire) qu'on trouve des forces constitutives de la réalité sociale qui créent en permanence du lien social ainsi que les cadres sociaux d'une mémoire collective (Farrugia, 2000 : 71).

#### 4.2.1 L'approche de l'histoire de vie et son usage

L'histoire de vie, a comme objet d'étude la construction du sens à partir des événements vécus par les acteurs. Elle présuppose un processus d'expression et d'expérience (Pineau et Le Grand, 1993). Mais cette vision générique recouvre une multitude de pratiques, s'agissant des histoires provenant du quotidien, des pratiques intergénérationnelles des mémoires familiales aussi des pratiques transitionnelles qui orientent la vie scolaire ou professionnelle. Quant à son objet d'utilisation, cette approche est employée dans plusieurs domaines des sciences humaines et sociales. En sociologie, l'histoire de vie s'oriente vers l'analyse des pratiques et des processus sociaux. Dans l'ethnographie et en anthropologie, cette approche vise à mettre en lumière les caractéristiques du milieu socioculturel. En histoire, cette méthode est employée afin de reconstituer le passé dans un contexte de changement culturel. On observe aussi l'emploi de cette approche dans le champ de la psychologie, moins dans la recherche, mais plutôt comme pratique en psychanalyse et dans la thérapie familiale. En littérature et linguistique, il s'agit d'une réflexion sur la dimension narrative, l'histoire de vie mettant en évidence la dimension structurelle ou l'exploration des situations interculturelles et des identités sociolinguistiques.

Au delà des cadres disciplinaires, Pineau et Le Grand (1993 : 109-110) identifient des modèles stratégiques d'exploration du social où l'approche de l'histoire de vie est utilisée. Parmi ces modèles d'analyse et d'interprétation, les auteurs rappellent :

- *la notice biographique* - cette approche est utilisée dans l'analyse statistique et dans divers cas quasi administratifs;
- *le récit de pratiques* - celui-ci vise un tronçon du vécu d'un certain nombre de personnes correspondant à une pratique sociale;
- *l'entretien prébiographique* - le chercheur réorganise les informations données par le narrateur sur divers phases de son vécu;
- *l'histoire de vie sociale approfondie* - le chercheur collabore avec le narrateur ce dernier devenant un partenaire analytique et critique au cours de la réalisation du travail, y compris la rédaction finale et la signature du texte;

- *l'autobiographie* - celle-ci comprend la présentation par le sujet lui-même des données de son itinéraire individuel, comme l'origine, la carrière, la mobilité, la situation familiale;
- *le témoignage* - celui-ci vise une présentation, soit de l'expérience vécue dans un cadre institutionnel défini (media, justice, groupe religieux, association), soit le vécu personnel dans un débat historique, philosophique, existentiel, culturel, éducatif;
- *l'histoire de vie en groupe* - celle-ci concerne un groupe de personnes qui présentent leur récit de vie en présence d'autres personnes;
- *l'histoire de vie de groupe* - celle-ci représente les trajectoires biographiques croisées de personnes faisant partie du même groupe ou de la même communauté;
- *l'histoire de famille* - c'est un cas proche du précédent (l'histoire de vie de groupe), et inclut des récits concernant la sphère familiale dans son ensemble;
- *l'histoire de vie collective* - celle-ci fait référence à des situations d'un vécu commun dans une collectivité comme par exemple, une entreprise, un village, une association, un parti, une institution.

Quant à la mise en œuvre de cette méthode, les auteurs citent plusieurs ouvrages de références où l'histoire de vie est parfois combinée avec d'autres approches de terrain. Pineau et Jobert (1989) et Pineau et Le Grand (1993) évoquent les travaux de l'École de Chicago qui comprennent des témoignages autobiographiques des immigrants polonais faits au cours des années 1920 et 1930 et publiés par Thomas et Znaniecki. Les auteurs cités évoquent également deux autres livres. Le premier « Les enfants de Sanchez » paru durant les années 1950, révèle à travers la biographie une articulation entre l'évolution des structures sociales et les mouvements historiques. Le deuxième livre, « Tante Suzanne » de Maurice Catani, paru en 1982, est un récit de vie ayant une dimension symbolique prononcée et qui met l'accent sur la transformation du système des valeurs rurales traditionnelles vers celui de l'économie urbaine moderne, tout en montrant certaines caractéristiques par lesquelles l'ancien se transmet dans le présent. Durant les années 1970 Daniel Bertaux développe en France des réflexions sur l'histoire de vie et sur la méthode biographique en mettant ainsi en place l'approche ethnosociologique. Nous ajoutons aussi à ce répertoire le livre de Bourdieu et de ses collaborateurs « La misère du Monde » (1993), qui présente des histoires de vie dans le

but de reconstruire le milieu social et les pratiques spécifiques aux différentes catégories sociales.

#### **4.2.2 Le récit de pratique en situation**

Dans notre étude de terrain, nous nous sommes inspirées de l'approche de *récit de vie* mise en œuvre par Daniel Bertaux. Il s'agit d'une stratégie de connaissance de la réalité sociale purement objectiviste car cette approche n'est pas centrée sur la compréhension des schèmes de représentations ou le système de valeurs d'une personne isolée, mais la démarche vise à étudier un fragment particulier de la réalité socio-historique. Le but est de comprendre comment fonctionne et comment se transforme cette réalité. Pour ce faire, l'étude est orientée vers les configurations des rapports sociaux, des mécanismes, des processus, des logiques d'action qui la caractérisent (Bertaux, 1997). Dans cette perspective, les trajectoires familiales sont vues comme une partie de la réalité socio-historique qui permet de comprendre par les actions et les configurations de rapports sociaux qu'elles sous-tendent, certaines caractéristiques de la dynamique sociale.

Étant donné que nous nous intéressons à une période historique spécifique, nous avons orienté les récits de vie vers la forme de *récits de pratiques en situation*. Comme le conseille Bertaux (1997), l'étude des pratiques aide à comprendre les contextes sociaux au sein desquels elles se sont inscrites et qu'elles contribuent à reproduire ou à transformer. Le récit de vie permet dans cette optique non seulement de dégager les pratiques et leurs significations, mais favorise également la compréhension des processus, des situations, des interactions, des événements et des actions collectives, réfléchies au niveau des consciences individuelles (Bertaux, 1976). À partir des récits de vie des acteurs, et à travers leur évocation, on peut également comprendre certains événements, considérés comme des repères dans la trajectoire.

Dans notre étude, l'intérêt ne porte pas sur toute la trajectoire d'une vie, mais sur une période précise, un « tronçon » de vie familiale durant les années de transition postcommuniste. Dans cette optique, ce sont des morceaux révélés dans les récits de vie, considérés comme des récits de pratiques dont nous cherchons à reconstruire la logique au moment de la transition

postcommuniste. Ainsi, nous avons demandé à nos répondants de donner la description des expériences vécues dans leur quotidien, car les « situations tissent la trame de petits modes de vie, eux-mêmes définis par les interactions qui s’y produisent » (Javeau, 2003 : 58). En outre les situations sociales n’ont pas d’autre réalité que celle qui leur est conférée, en raison d’une définition commune, par ceux et celles qui y prennent part (Javeau, 2003 : 57).

### **4.3 L’opérationnalisation des concepts**

À la lumière des éléments fournis, nous essayons de reconstituer la trajectoire familiale lors des changements postcommunistes. Ainsi, nous mettons en évidence les caractéristiques principales du parcours de vie familiale, en essayant de reconstituer l’enchaînement d’événements, de situations, et de pratiques mises en place par les familles dans leur vie quotidienne. La reconstitution des trajectoires s’appuie sur les concepts de stratégie et de projet, qui s’articulent dans un cadre unitaire en fonction de différentes variables. Dans l’opérationnalisation de ces deux concepts on tient compte de deux dimensions fondamentales : celle sociostructurelle qui vise à reconstituer les pratiques familiales et les conditions de vie, et celle sociosymbolique qui a comme objectif d’identifier les éléments liés à l’imaginaire, comme les représentations, les valeurs, les attitudes et les perceptions des membres de la famille durant la période de transition. Les variables qui servent à structurer l’ensemble des données seront regroupées en tenant compte de ces deux dimensions complémentaires et interdépendantes. Cette vision d’analyse permet la réalisation d’une image d’ensemble de la situation familiale pendant la transition, en mettant en lumière les divers éléments déterminants du vécu des acteurs familiaux.

#### **4.3.1 Les dimensions opérationnelles du concept de stratégie**

Le premier concept, celui de stratégie, est structuré selon trois axes principaux. Il s’agit de la situation actuelle qui constitue ainsi l’élément principal qui distingue les différents cas étudiés, le parcours de vie familiale de l’époque communiste à la période postcommuniste et la structuration des changements postcommunistes. Chaque axe est construit en fonction de

plusieurs variables regroupées selon les dimensions sociostructurelles et sociosymboliques. Premièrement, la dimension sociostructurelle comprend les ressources individuelles, les ressources relationnelles et les ressources du milieu d'appartenance (les conditions de vie). En ce qui concerne les ressources individuelles, plusieurs variables sont prises en considération, comme l'âge, l'éducation, la profession, l'occupation et les revenus. Quant aux ressources relationnelles celles-ci visent les réseaux d'échange, d'entraide et de sociabilité constitués autour du couple et de ses enfants. À ce niveau, sont prises en considération les acteurs, leur rôle et leurs relations, les types d'échanges et de services. Les axes d'analyse sont présentés ainsi:

## **1. La situation actuelle**

### 1.1. Dimension sociostructurelle

*Ressources individuelles :*

Variables : âge, éducation, profession, occupation, revenu

*Ressources complémentaires*

Variables : conditions de vie, milieu d'appartenance (catégorie sociale d'appartenance), conditions de vie spécifiques au milieu de résidence (urbain, rural)

*Ressources relationnelles :*

Variables : ressources provenant de la famille élargie, acteurs et relations entre eux (type de relation, échanges et services, intensité des échanges)

### 1.2. La dimension sociosymbolique

Variables : définition de la situation des représentations, perception de la situation actuelle concernant le travail et la famille

## **2. Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste**

### 2.1. Dimension sociostructurelle

Variables : trajectoire, événements, changements, raisons et circonstances, séquences du cours de vie avant et après la chute du communisme.

Acteurs et relations entre eux, au cours de différentes séquences de la trajectoire

### 2.2. Dimension sociosymbolique

Variables : perception de la situation familiale, professionnelle, économique, au cours de la transition.

## **3. La structuration de la vie familiale après la chute du communisme**

### *3.1 Dimension sociostructurelle*

Variables : les événements et les changements majeurs enregistrés et leur impact sur la vie familiale après la chute du communisme.

### *3.2 Dimension sociosymbolique*

Variables : Les représentations des changements familiaux et sociaux.

\* *La situation actuelle* constitue le point essentiel de l'analyse rétrospective de la trajectoire familiale, étant le résultat de l'histoire socioprofessionnelle et économique de la famille. Les divers éléments qui ressortent des récits de vie des acteurs donnent la possibilité de restituer chaque cas dans le contexte social de la transition postcommuniste, étant donné que les familles ont été influencées différemment par les changements.

\* Le deuxième axe qui concerne *le parcours de vie familial de l'époque communiste à la période postcommuniste* vise à mettre en lumière les principales séquences du cours de la vie professionnelle, résidentielle et relationnelle, à partir des variables mentionnées ce qui va nous aider à identifier les écarts entre la définition de la situation à deux moments essentiels: à présent et au début de la transition.

\* *La structuration des transformations postcommunistes* met en évidence les transformations saisies dans le récit des individus sur leur réalité vécue après 1989 ; il s'agit des événements et des changements majeurs qui ont restructuré leur vie familiale mais aussi les normes, les valeurs et les représentations qu'ils se font de ces changements.

#### **4.3.2 Les dimensions opérationnelles du concept de projet**

Le concept de projet a le rôle de mettre en évidence les éléments qui ont orienté la trajectoire familiale durant la période de transition. Habituellement, les études des trajectoires sociales impliquent une vision longitudinale à long terme et, dans cette optique, on analyse d'abord les projets qui orientent les trajectoires et ensuite on analyse les stratégies pour atteindre les objectifs. Dans notre cas, s'agissant d'une période relativement courte et de conditions socio-économiques difficiles, les acteurs ne sont pas en mesure de faire des projets à long terme. Ils prennent certaines décisions au cours de la trajectoire marquée par de multiples changements. Pour ce faire, nous avons choisi d'étudier d'abord les stratégies mises en places par les familles, pour ensuite saisir l'existence d'un éventuel projet, afin de rendre compte des aspects de transformation de la famille dans le contexte social, économique et politique de la Roumanie postcommuniste. Dans les discours de nos interviewés, les projets ne sont pas précisés et c'est plutôt à partir des actes de la vie quotidienne et des pratiques qu'on peut déduire l'existence d'un projet de vie familiale.

Même si les réalités sociales ont une influence importante, les projets ne se réduisent cependant pas à réagir à des contraintes extérieures. Les ressources, les occasions, et les possibilités plus ou moins ouvertes dans divers champs sont également importantes dans la mise en place d'un projet familial. Ainsi, confrontées à des situations sociales spécifiques, les familles orientent les projets de vie d'une façon conjoncturelle en fonction des conditions présentées qui incluent autant des risques que des situations favorables, des opportunités et de contraintes.

Voici les facteurs qui influencent l'orientation des projets:

*Facteurs de risque :*



*Au niveau des acteurs familiaux individuels*<sup>91</sup>

- L'âge des membres de la famille
- Le niveau de la formation professionnelle

*Au niveau de la famille*

Le manque de cohésion

Le manque de solidarité

*Facteurs déterminés par les changements sociaux*

- La perte d'emploi
- Le chômage comme source d'insatisfaction
- Le travail au noir
- La diminution de la participation des femmes sur le marché du travail
- Le travail agricole et le retour à l'économie traditionnelle
- Une augmentation des inégalités sociales et une forte polarisation dans la société
- La migration du milieu urbain vers le milieu rural
- La diminution des loisirs et des activités sociales et culturelles
- L'insatisfaction par rapport aux conditions d'habitation
- La difficulté de couvrir les frais d'éducation des enfants.

*Opportunités :**Les ressources individuelles*<sup>92</sup> *des membres de la famille*

- L'âge des membres de la famille
- Une qualification professionnelle de niveau élevé
- Une profession de haut niveau

---

<sup>91</sup> L'âge avancé et aussi une formation professionnelle de niveau réduit diminuent les chances d'intégration sur le marché du travail.

<sup>92</sup> Le jeune âge, la formation professionnelle et la qualification de haut niveau augmentent les chances d'intégration sur le marché du travail et favorisent aussi une bonne intégration sociale.

*Les ressources économiques*

- Les ressources économiques de la famille
- La satisfaction par rapport aux revenus
- La sécurité économique
- La satisfaction locative

*Les ressources familiales*

- Le bien-être, et la confiance des membres dans la capacité de résoudre des problèmes
- Le dynamisme pour imaginer des solutions afin de surmonter les difficultés
- La satisfaction envers la vie en général
- La solidarité et la cohésion entre les membres de la famille

Cette vision de la trajectoire familiale nous a guidé dans la construction de la grille d'entrevue (présentée à l'annexe B) qui inclut les principaux thèmes à aborder lors de l'entrevue. Ces thèmes visent d'abord la définition, la composition, la structure et le fonctionnement de la famille. La deuxième partie de la grille concerne la trajectoire socio-économique postcommuniste et vise l'évolution de la sphère professionnelle, résidentielle et des activités de loisir. La dernière partie, inclut des questions en référence à la perception de la situation familiale et sociale pendant la transition, cette section étant destinée à indiquer les valeurs et les attitudes qui définissent la vie familiale et la société roumaine actuelle. De même, elle vise l'identification des représentations sur l'avenir de leur famille et celle de la société.

#### **4.4 Le déroulement de la recherche de terrain**

L'enquête a été menée au cours de l'été 2004, en Roumanie, pays qui constitue notre contexte d'étude. Ce choix n'a pas été laissé au hasard. La connaissance que nous avons du contexte roumain, par notre vécu personnel, nous a donné une certaine expérience sur le plan empirique. Cet aspect a été doublé par la connaissance linguistique qui nous a facilité la

réalisation des entrevues. L'enquête de terrain comprend deux démarches complémentaires : la recherche documentaire et l'entretien.

#### **4.4.1 La recherche documentaire**

Nous avons d'abord commencé la collecte de données par une recherche documentaire réalisée dans plusieurs institutions : Institut de recherche de la Qualité de vie (ICCV), Institut de sociologie de l'Académie roumaine, Institut national pour la statistique. Les documents étudiés visent l'évolution économique et sociale et concernent également des aspects liés aux services publics mis à la disposition des familles. Tous ces documents, textes de lois, statistiques, ouvrages, recherches antérieures et études nous ont permis d'observer les changements dans la sphère familiale en nous donnant la possibilité de dégager une image d'ensemble sur notre objet d'étude. Les documents juridiques et gouvernementaux nous ont offert une information surtout en ce qui concerne les politiques que l'État a mis en place durant ces deux périodes, soit les dernières années avant la chute du régime communiste et la période postcommuniste.

Dans notre démarche documentaire, nous avons visé principalement le Ministère du Travail, de la Solidarité Sociale et de la Famille, le principal responsable dans le domaine de la protection sociale de la famille. Les discussions avec les experts ainsi que les documents et la législation consultés nous ont permis de voir les dispositifs et les services destinés à assurer un support social aux familles. À cette occasion, nous avons eu une entrevue avec une chercheuse de l'Institut National de la Recherche Scientifique dans le domaine du Travail et de la Protection Sociale. Cet institut subordonné au Ministère du Travail, de la Solidarité Sociale et de la Famille a réalisé des études de terrain sur l'impact des politiques familiales et des mesures de protection sociale en général. Cette entrevue a clarifié plusieurs aspects concernant le rapport entre les divers organismes gouvernementaux et a révélé aussi la modalité de mettre en pratique des politiques publiques, ainsi que les difficultés et les problèmes rencontrés. C'est une information complémentaire à la législation et aux politiques sociales et sera présentée dans le chapitre consacré à la régularisation politique de la famille en Roumanie durant la période postcommuniste. Vu que le secteur non gouvernemental ne

met pas à la disposition des familles beaucoup de services, nous avons été contraints de nous limiter aux organismes gouvernementaux qui touchent la problématique familiale et aux institutions de recherches.

#### **4.4.2 L’outil méthodologique : l’entretien semi-dirigé**

En suivant les conseils donnés par certains chercheurs, l’outil que nous avons privilégié pour obtenir des récits de vie a été l’entretien semi-dirigé (Mucchielli, 2004 : 228; Poirier, Clapier-Valladon et Raybaut, 1993)<sup>93</sup>. L’usage de la méthode qualitative et de l’entretien en particulier est perçu comme étant un des moyens les plus appropriés de rendre compte du point de vue des acteurs sociaux dans la compréhension et l’interprétation de leur réalité (Poupart, 1997 : 199). Quant à l’entretien semi-dirigé, celui-ci a pour but de recueillir le savoir spécifique dont le narrateur est porteur. Ce type d’entretien donne la possibilité à une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur sur les thèmes généraux qu’il souhaite explorer, et grâce à ce genre d’interactions, une compréhension riche du phénomène étudié sera conjointement construite avec l’interviewé (Savoie-Zajc 2003 : 299). Vu que chaque famille soulève des interrogations spécifiques en fonction de sa structure et de son fonctionnement, nous avons opté pour cette méthode car, comme le note Tremblay (1968), cette technique permet d’atteindre non seulement les aspects visibles des processus ou des événements, mais aussi leurs significations sous-jacentes. En outre, le climat de confiance et la communication directe que l’entretien permet nous a paru comme un atout important pour notre recherche.

Si généralement le récit de vie signifie que les sujets racontent toute leur vie et décrivent toute leur histoire personnelle, dans le cas de notre étude, le récit de vie a été limité à la description sous forme narrative d’un fragment de leur expérience vécue dans un contexte social particulier (Bertaux, 1997)<sup>94</sup>. L’entretien semi-dirigé a ainsi ciblé les récits sur des situations

---

<sup>93</sup> Dans la pratique, le recueil des « récits de vie » se fait principalement par des entretiens auprès des informateurs, ces derniers étant choisis en fonction des objectifs de l’enquête.

<sup>94</sup> Le récit de vie est une forme particulière d’entretien (narratif) au cours duquel le chercheur demande à une personne de lui raconter un fragment ou un épisode de l’expérience vécu ce qui distingue le récit de vie de l’histoire de vie d’une personne.

vécues et sur des événements au cours d'une période bien définie. Les thèmes abordés portaient sur les changements survenus en ce qui concerne les conditions matérielles et le mode de vie des acteurs familiaux, les changements des valeurs, des représentations ou des relations sociales. Nous avons préalablement établi un guide d'enquête ayant une fonction de cadre pour ne pas laisser le narrateur dépasser les limites du champ de la recherche et en même temps ayant une fonction de précision pour demander l'information que le narrateur ne fournit pas spontanément (Poirier, Clapier-Valladon et Raybaut 1993 : 76). Les questions ont par conséquent contribué à mieux centrer le récit de vie sur la problématique analysée. Cette méthode correspond à nos objectifs de recherche qui visent la compréhension du contexte social roumain à partir des changements vécus par les familles durant la période postcommuniste. Ainsi, le récit de vie s'articule aussi avec la méthode inductive puisque, comme le note Chalifoux (1992 : 302), le récit de vie est une méthode inductive, dans le sens qu'il permet « à partir des faits de remonter vers l'élaboration analytique des théories ».

#### **4.4.3 Le déroulement de l'enquête**

Pour dépasser les problèmes inhérents dans le cas des récits de vie quand il s'agit d'un groupe familial, nous avons décidé de réaliser des entretiens auprès de deux membres du couple et même avec d'autres répondants de la famille élargie dans le cas où il y avait plusieurs générations ou des collatéraux. Mais, généralement, les membres de la famille ont délégué un seul « porte-parole » pour nous présenter l'histoire du groupe, dans certains cas le témoin privilégié étant la femme tandis que dans d'autres cas, c'était l'homme. Quelques témoignages des deux membres du couple ou d'autres membres de la famille se sont entrecroisés. En général, les plus réceptifs à donner des entrevues ont été les hommes, cet aspect étant en lien probablement avec la perpétuation des caractéristiques de la tradition roumaine où la priorité en couple est donnée à l'homme, considéré comme le « chef de la famille »<sup>95</sup>. Mais ce « privilège » que l'homme détient dans le couple ne limite pas le droit de la femme de s'exprimer. Pendant la durée de l'entretien, nous avons établi une interaction

---

<sup>95</sup> Le terme « chef de famille » ne signifie pas que l'homme détient nécessairement le pouvoir ou l'autorité; son rôle dans la famille est de la protéger et de pourvoir à ses besoins.

avec tout le groupe familial. L'entretien a eu lieu dans le milieu familial avec une durée variable, de deux à quatre heures, en fonction de la disponibilité des sujets.

L'enquête a compris plusieurs étapes. Dans un premier temps, nous avons fait une présentation de la recherche et de ses objectifs afin de susciter l'intérêt des enquêtés et de les mettre au courant dès le début de notre entrevue avec ce que nous attendions d'eux. Étant donné le vécu des Roumains sous le régime totalitaire, une méfiance était présente dans l'esprit de certains de nos répondants et, pour cette raison nous avons essayé de bien détailler l'intérêt scientifique de notre recherche pour écarter toute crainte et doute. Pour dépasser cette situation délicate, nous avons eu une discussion qui a assuré une atmosphère détendue et de confiance. Dans cette étape préliminaire nous avons demandé la permission d'enregistrer et le consentement (Annexe C) qui a été donné soit par écrit soit verbalement. En même temps, les répondants ont été assurés de la confidentialité et de l'anonymat de leur identité. Même si nous avons tenu à personnaliser les entretiens, les noms donnés aux interviewés dans notre recherche sont fictifs.

L'entretien a débuté par des questions générales relatives à la définition et la signification de la famille pour ses membres<sup>96</sup>. Puis, nous avons posé une question plus spécifique pour identifier l'existence éventuelle d'un modèle de la famille roumaine. Dans cette partie, nous nous sommes intéressés à la composition et au fonctionnement de la famille en explorant des aspects liés à la division des rôles, la répartition des tâches, l'administration du budget et la prise de décision. La deuxième partie de l'entretien comprenait des questions visant l'évolution de la famille dans le contexte des changements postcommunistes. Nous avons consacré un nombre important de questions à la situation économique et sociale dans laquelle se trouvent les membres de la famille. Ces questions ont visé les ressources, la satisfaction professionnelle, le patrimoine et le logement.

Notre objectif était de retracer l'histoire familiale et les changements socio-économiques durant la transition. Pour ce faire, certains membres de la famille ont choisi de commencer

---

<sup>96</sup> Pour les questions voir la grille de l'entrevue (Annexe B)

leur récit avec des thématiques concernant la trajectoire socioprofessionnelle et éducationnelle depuis l'époque communiste, pour arriver ensuite à la situation actuelle. Ce retour vers le passé pour arriver à la situation actuelle a permis de mieux mettre en évidence les changements d'une époque à l'autre. Puis, nous avons lancé d'autres questions qui ont visé l'accès à la propriété et l'héritage, ainsi que des questions liées aux réseaux familiaux. Ces dernières questions ont été abordées afin de mettre en évidence les liens de solidarité familiale. À la fin de l'entretien, nous avons sollicité la vision de nos interlocuteurs sur leur vécu dans le contexte général de la société, leur vision sur les changements sociaux, sur l'avenir de leur famille et de la société.

Au cours de l'entretien, nous avons laissé les sujets raconter librement leur vie, mais après leurs récits nous avons sollicité quelques précisions sur certains points. Après le questionnaire (auquel tous les membres de la famille ont assisté), nous avons demandé à chacun d'entre eux de répondre à quelques questions, ou pour le moins, d'ajouter des informations si leur vision sur les sujets traités était différente par rapport à celle du répondant principal. Dans presque tous les cas, nous n'avons pas eu de réponses supplémentaires. Cela peut nous conduire à constater une certaine convergence de points de vue entre les membres de la famille roumaine.

#### **4.4.4 Les lieux d'observation et les cas d'étude**

La réalisation des entretiens s'est déroulée entre le mois de juin et le mois de septembre 2004. Le corpus est constitué des entretiens auprès de 11 familles dont huit proviennent du milieu urbain et trois proviennent du milieu rural. Les lieux d'observation sont variés et ce choix du terrain nous a permis d'avoir un aperçu significatif des aspects essentiels des changements socio-économiques, très diversifiés d'une région à l'autre. Du total des onze entretiens, cinq cas proviennent de Bucarest la capitale, trois cas proviennent d'autres villes<sup>97</sup>. Deux familles habitent une des villes les plus industrialisées à l'époque communiste, mais qui est entrée dans

---

<sup>97</sup> Pour respecter le principe de la confidentialité de nos interlocuteurs, nous avons décidé de ne pas donner de détails (comme le nom des localités) du terrain d'enquête. Nous avons spécifié seulement la ville de Bucarest où l'identification est peu probable étant donné la grandeur de la ville.

une forte restructuration économique durant la période postcommuniste. Un autre cas provient d'une petite ville de province, de la Moldavie, où se sont développées de petites industries à l'époque communiste et qui actuellement sont dans un processus de restructuration économique. Nous avons également introduit dans cet échantillon trois familles qui habitent en milieu rural, dont l'une dans une région rurale montagneuse au nord du pays, dans la région de Moldavie, ce village n'ayant pas été collectivisé durant le communisme, et deux autres proviennent d'un village de la plaine, au sud du pays, collectivisé à l'époque communiste. Même si nous avons envisagé de couvrir un espace plus étendu, les limites de temps auxquelles se sont ajoutées les limites financières nous ont empêchées d'élargir l'étude à plusieurs autres régions du pays.

Une présentation des caractéristiques de nos cas est mise en évidence dans les tableaux qui suivent<sup>98</sup> :

Tableau 1 : Répartition des cas selon l'âge des membres du couple

L'âge de membres du couple	Nombre de cas
40-60	6
60-80	5

L'âge de membres du couple a été important dans l'analyse car nous avons choisi les familles qui étaient déjà constituées avant 1989. Tous les couples analysés ont eu au moins une dizaine d'années de mariage avant la chute du communisme.

Tableau 2 : Répartition des cas selon le nombre d'enfants

Nombre d'enfants dans la famille	Nombre de cas
Famille sans enfants	1
Famille avec un seul enfant	1
Famille avec deux enfants	7
Famille avec trois enfants	1
Famille avec quatre enfants et plus	1

<sup>98</sup> Une présentation de chaque famille est fait dans l'annexe A.



Le nombre d'enfants révèle un certain modèle familial hérité de l'époque communiste, la famille de deux enfants étant généralement la norme. Nous avons aussi parmi nos cas une femme célibataire qui n'a pas d'enfant et aussi des familles de trois ou quatre enfants.

Tableau 3 : Répartition selon le niveau d'éducation des membres du couple

Niveau d'éducation	Nombre de cas
Secondaire (5-8 années) (au moins un des membres de la famille a une qualification professionnelle)	4
Lycée et une qualification professionnelle (au moins un des membres du couple détient le niveau de lycée)	3
Études universitaires (au moins un des membres du couple détient le niveau d'études universitaires)	4

On observe que la plupart des membres des familles analysées ont une qualification professionnelle. Cet aspect montre en quelque sorte aussi le niveau d'intégration sur le marché du travail.

Tableau 4 : Répartition selon le niveau de formation socioprofessionnelle des membres du couple

Niveau professionnel	Nombre de cas
Haut niveau (au moins un des membres du couple a une profession dans le domaine juridique, technique, économique)	5
Niveau moyen de qualification (au moins un des membres du couple a un niveau moyen de qualification)	3
Niveau bas de qualification	3

(au moins un des membres du couple a un niveau réduit ou est sans qualification)	
--	--

Tableau 5 : Répartition en fonction du statut professionnel actuel des membres du couple

Statut socioprofessionnel actuel	Nombre de cas
Actif sur le marché du travail (au moins un des membres du couple a un emploi)	6
Retraité (au moins un des membres du couple est à la retraite)	5

L'échantillon est diversifié en fonction des variables retenues dans le choix des exemples. Un tableau synthétique présentant l'ensemble des réponses et quelques caractéristiques principales peuvent être consultées dans l'Annexe A à la fin de la thèse.

#### **4.4.5 La stratégie de recrutement et le nombre des cas choisis**

Le choix d'étudier des familles a été fait en fonction de notre objectif d'analyse à savoir la structuration de la trajectoire familiale durant la période de transition postcommuniste. La catégorie empirique ciblée inclue des familles constituées avant 1989 et qui ont vécu une période de leur vie à l'époque communiste. L'âge a été dans cette situation une variable importante, les membres des familles analysées étant âgés de 40 à 80 ans. En ce qui concerne la source des échantillons, nous avons employé deux voies. Cinq cas ont été recrutés à travers nos réseaux de connaissances, l'information étant transmise de bouche à oreille. Six cas ont été recrutés à travers des Églises tout en sachant que l'Église est un lieu de rencontre des personnes d'âges et des niveaux socio-économiques et culturels très diversifiés. Les familles ont été référées par les prêtres parce qu'elles correspondaient aux critères de notre recherche. Les deux modalités nous ont paru appropriées puisqu'elles nous ont offert l'occasion d'avoir accès à des cas variés.

En ce qui concerne le nombre de cas, il y a plusieurs visions. D'une part, on note l'approche extensive qui présuppose un échantillon statistiquement « représentatif » et d'autre part l'approche « compréhensive » avec la limitation de l'échantillon à une ou deux familles étudiées de façon approfondie et sur plusieurs générations. D'autres auteurs avancent le nombre de dix à quinze personnes, le critère utilisé étant celui de la « saturation » théorique, c'est-à-dire que l'ajout de nouveaux entretiens n'apporte pas d'informations supplémentaires à la compréhension du phénomène étudié (Savoie-Zajc, 2003 : 305). Pour Miles et Huberman (2003) il n'y a pas de limites très bien établies concernant le nombre de cas dans l'analyse qualitative. Dans notre étude nous avons réalisé un « échantillonnage progressif » selon la recommandation des nombreux chercheurs (Glasser et Strauss, 1967; Lincoln et Guba, 1985; Strauss et Corbin, 1990) et qui repose essentiellement sur la sélection des sujets en fonction de l'état d'avancement de l'élaboration du cadre théorique. La sélection des cas a donc été faite au cours de la recherche, en tentant d'identifier des échantillons présentant des caractéristiques pertinentes par rapport à notre sujet d'étude.

Dans la constitution de l'échantillon nous avons tenu compte du principe de « diversification » énoncé par Pires (1983 : 88-93) qui est spécifique à la méthode qualitative et à la stratégie inductive de recherche. En partant de ce principe nous avons constitué un échantillon par contraste ce qui a exigé d'inclure au moins un ou deux cas représentatifs de chaque groupe pertinent pour notre objet d'analyse. La variété des cas a été réalisée en tenant compte des variables générales comme par exemple l'âge ou la profession et des variables spécifiques rattachées au problème étudié et qui comprennent ainsi le niveau économique, le statut social, le niveau culturel et le milieu de résidence. Dans ce choix nous avons été influencés par des études antérieures mais aussi par nos présupposés conceptuels qui nous ont fait comprendre le rôle des variables dans la différenciation des cas. Il convient de souligner que notre but n'était pas la représentativité numérique de l'échantillon par rapport à la population, ceci étant spécifique généralement aux études quantitatives, mais notre intention a été d'avoir un ou deux exemples par catégorie pour pouvoir ensuite dresser une comparaison entre les différents groupes; ceci afin de saisir et de comprendre les caractéristiques des

modalités qui sous-tendent les différentes trajectoires de vie familiales pendant la période de transition postcommuniste.

En outre, notre étude s'inscrit, comme nous l'avons mentionné, dans une perspective constructiviste qui a comme spécificité une analyse en profondeur, et qui met en valeur ce que Mucchielli (2004 : 234) affirme comme étant « la richesse et la complexité des faits humains ». En adoptant comme méthode d'étude empirique l'approche de récit de vie qui exige un nombre restreint de cas, on ne peut prétendre à la généralisation des savoirs obtenus. Pourtant, ce schéma analytique adopté a l'avantage d'interroger en fonction de critères précis un ensemble plus large, comme par exemple la communauté d'appartenance ou le modèle culturel (Deslauriers, 1987 : 38). Cela permet de construire un échantillon susceptible d'être représentatif puisque, dans ce cas la saturation signifie la connaissance en profondeur « riche, adéquate et nuancée » qui même si elle reste liée au contexte dans lequel la recherche a été réalisée, peut également être transférable à un contexte plus large (Mucchielli, 2004 : 234). Nous avons ainsi préféré d'élaborer des bonnes descriptions, les plus approfondies possible, car selon les mots de Bertaux « c'est dans la profondeur que se trouve la voie vers le général » (2010 : 106).

Dans notre étude nous nous sommes tenus à un nombre de 11 familles soit près de 15 personnes interrogées, car après huit à neuf entretiens, nous avons constaté qu'on n'obtenait plus d'informations suffisamment nouvelles pour justifier une augmentation du matériel empirique. Par conséquent, même si notre échantillon n'a pas une représentativité numérique qui souvent amène vers une analyse plutôt superficielle, nous avons préféré, pour atteindre la saturation, mettre l'accent sur la diversification et l'analyse des cas en profondeur.

#### **4.5 L'analyse de contenu des récits de vie**

L'analyse de contenu se définit comme les techniques d'analyses des « communications partielles mais complémentaires, qui consiste à expliciter et systématiser le contenu des messages et l'expression de ce contenu à l'aide d'indices quantifiables ou non » (Bardin, 1996

: 47). Dans la recherche qualitative, l'analyse de contenu représente une étape importante étant donné qu'il y a confrontation entre les données recueillies et le modèle d'analyse qui se met en place. En ce qui concerne l'analyse de contenu des récits de vie, diverses approches sont utilisées en fonction du champ de la recherche et de modèles explicatifs. Parmi ces approches on peut évoquer:

-L'*analyse diachronique*<sup>99</sup> dans sa dimension causale vise à mettre en évidence l'articulation directe entre les événements historiques de grande ampleur et leurs conséquences sur les parcours biographiques. L'analyse diachronique peut avoir aussi une dimension chronologique qui met en lumière des événements historiques marquant les changements sociaux; dans ce cas la diachronie concerne la succession temporelle des événements, et leurs relations avant/après (Bertaux, 1997 : 76).

-L'*analyse thématique* dans les récits de vie consiste dans un découpage transversal des discours afin d'identifier des passages concernant différents thèmes, pour pouvoir ensuite comparer le contenu de ces thèmes d'un récit de vie à l'autre (Blanchet et Gotman, 1992). Même si ce type d'analyse a l'avantage de favoriser l'analyse comparative par thème, il peut cependant, quand il est utilisé pour l'analyse d'entretiens ouverts ou semi-dirigés, avoir l'inconvénient de détacher des passages de leurs contextes discursifs, et par conséquent d'en appauvrir ou d'en modifier le sens.

-L'*analyse structurale* est le type d'analyse de contenu qui a comme objectif de mettre en évidence les structures qui révèlent des formes communes retrouvées dans des récits. Utilisée souvent par les sociologues et les linguistes cette technique exige des connaissances linguistiques et sémiotiques spécialisées (Mucchielli, 2004). Pour mieux comprendre et interpréter le sens du récit de vie en utilisant ce type d'analyse il faut distinguer entre d'une

---

<sup>99</sup> L'analyse diachronique est utilisée souvent pour reconstruire le parcours biographique d'échantillons représentatifs de la population. C'est le cas des études sur l'évolution de la composition des groupes de cohabitation réalisées à l'aide de l'enquête par questionnaires qui vise trois « dimensions » : la formation (scolarité) et la trajectoire professionnelle, la constitution du groupe familial, la trajectoire résidentielle (y compris la mobilité géographique). Cette approche est dénommée « triple biographie » et a été mise en place en France par Daniel Courgeau. En Roumanie, ce modèle d'analyse a été repris par Brezeanu-Staiculescu et aussi par Mezei dans des études longitudinales sur la mobilité sociale de trois générations.

part les conditions de production du récit et d'autre part le sens subjectif donné par le sujet en référence à son monde social.

-L'*analyse compréhensive* c'est une méthode qui vise à explorer les rapports et les processus sociaux à partir de récits subjectifs en mettant cependant l'accent sur la capacité critique du chercheur et sur la rigueur scientifique (Kaufmann, 1996).

- La *grounded theory*<sup>100</sup> c'est une technique d'analyse des récits de vie dans laquelle « les données sont systématiquement recueillies et analysées » (Strauss et Corbin, 1994 : 273), présupposant un lien permanent entre l'élaboration théorique et la recherche empirique. Ces deux démarches ne sont pas considérées comme des étapes distinctes de la recherche, mais comme deux éléments articulés, l'accent étant mis sur l'élaboration progressive du cadre d'analyse.

#### **4.5.1 Le modèle de l'analyse d'entretiens retenu**

Notre cadre d'analyse a été constitué au fur et à mesure de l'avancement de la collecte des données. Ainsi, nous avons commencé l'analyse des premiers entretiens dès qu'ils ont été réalisés et nous les avons comparés, ce qui nous a aidé à compléter le « guide » d'entretien évolutif et à consolider le modèle d'analyse en cours d'élaboration. L'analyse du corpus des récits de vie s'inspire de deux méthodes : l'analyse thématique et l'analyse comparative. Cette démarche est particulièrement pertinente pour notre recherche parce qu'elle permet d'exploiter de façon maximale la richesse des données et de répondre d'une manière assez complète à notre question de recherche. Par l'analyse comparative nous avons eu la possibilité de construire des typologies riches de sens et d'enseignements par rapport à la problématique de recherche. La deuxième méthode sélectionnée nous a permis une analyse thématique approfondie. Ainsi, la multitude des thèmes émergents et la pertinence des comparaisons que cela nous a permis de faire entre récits de vie, ont montré une nouvelle fois l'utilité de cette approche ( Sanséau, 2005 : 51)

---

<sup>100</sup> Cette technique est spécifique à la méthode qualitative en général et inclut outre l'entretien, l'observation participante et des documents (lettres, journaux, autobiographies).

La première étape de la démarche a débuté par une analyse primaire du corpus qui a consisté en une analyse cas par cas. Nous avons transcrit et traduit en français chaque entretien au complet et ensuite chaque entretien a été analysé en fonction des thèmes d'analyse. Les récits de vie ont été comparés entre eux selon les variables principales retenues. D'abord les variables sociostructurelles (l'âge, l'éducation, la profession des membres du couple), et les variables d'ordre économique (comme par exemple les revenus, l'occupation, l'emploi dans le milieu d'État ou privé, l'héritage, la transmission des biens matériels, l'entraide financière). On ajoute à cette catégorie les ressources relationnelles des acteurs, leurs liens à l'intérieur de la famille, le type de relations (échanges, services). Ensuite ont été prises en considération les variables symboliques : représentations, valeurs et attitudes relatives à la famille et la perception relatives aux changements observés dans la famille et dans la société.

À la suite de cette analyse préliminaire du corpus, nous avons constaté l'émergence de thématiques, de régularités et de configurations récurrentes. Nous avons systématisé les observations afin de clarifier ces relations. Précisons que cette façon d'analyser le contenu nous a aidé à rendre le matériel plus accessible et nous a donné la possibilité d'évaluer en permanence les données, au fur et à mesure que nous progressions. À la suite de cette première analyse du corpus, nous avons constaté qu'à partir de la classification des thèmes, nous pouvions définir les configurations des stratégies types, les variables ayant comme rôle de configurer les caractéristiques fondamentales de chaque typologie. Cependant, cette classification des thèmes d'analyse nous a conduit à identifier des itinéraires différents, ce qui nous a permis de reconstituer des projets familiaux. L'analyse se réalise par une constante mise dans le contexte social, cette articulation entre familial et social nous donnant la possibilité de déceler les éléments qui peuvent nous aider à décrire les caractéristiques du modèle de la société en émergence.

Pour conclure ce chapitre, nous devons rappeler que le choix méthodologique qui a privilégié le récit de vie obtenu par l'entretien semi-dirigé nous a donné l'accès à un savoir pratique important. Même si en prenant la famille comme unité d'analyse on se situe à un niveau microsocial, la richesse des récits de vie permet de passer du niveau microsocial à des aspects

macrosociaux. C'est par l'observation des caractéristiques des mécanismes, des configurations spécifiques de rapports sociaux et des logiques d'action à l'intérieur de la famille qu'on peut découvrir les aspects du contexte social général. Ainsi, la comparaison entre les parcours de vie familiale conduira à des considérations d'ordre plus général concernant les changements non seulement à l'intérieur de la famille mais cela permet de repérer des mécanismes et des processus de changements sociaux généraux.



## **PARTIE 3: L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE DE TERRAIN**

### **CHAPITRE V**

#### **LES STRATEGIES DE VIE FAMILIALE**

L'objectif de notre recherche est de reconstituer les trajectoires de vie familiale durant la transition postcommuniste à partir de mode de vie quotidienne. Les différentes modalités de construction de ce mode de vie, en fonction de situations circonstancielles, fondent ce que nous avons appelé les « stratégies familiales » définies dans le chapitre III de la thèse. Après l'analyse du corpus, nous avons constitué des typologies qui réunissent des groupes de familles dont les stratégies nous ont paru avoir des points communs. Il ne s'agit pas d'une typologie purement classificatoire dans laquelle devrait s'inscrire chaque famille, ni d'un « type idéal » dans le sens wébérien du terme construit à partir de caractéristiques abstraites, en concevant ainsi un profil dans lequel ne se retrouve aucune famille. Ce schéma, que nous avons construit, n'a pas d'autre objectif que d'être un instrument d'orientation qui facilite l'étude systématique et la compréhension de la réalité à partir de l'enquête de terrain.

Nous avons centré l'interprétation sur trois axes autour desquels s'ordonne la vie des familles, cet ordre étant en grande partie orienté par le contenu des récits de vie. Le premier axe vise la définition de la situation actuelle, le second rend compte des pratiques mises en œuvre par les familles durant leurs trajectoires de vie avant et après 1989, le troisième axe renvoie aux éléments de structuration du vécu familial durant la transition postcommuniste. Le regroupement des variables autour de ces trois axes se fait sur deux plans, à savoir: le niveau sociostructurel qui vise les pratiques mises en place par la famille et le niveau sociosymbolique des représentations faites par les membres des familles sur les changements vécus par leur famille, et celles produites dans la société. Les différences et les similitudes entre certains cas sont mises en évidence, surtout les aspects qui les particularisent par rapport aux ressources matérielles et relationnelles. À chaque type de stratégie, nous avons attribué un

titre qui résume ce qui constitue la dominante des pratiques mises en place par les familles dans divers domaines de leur vie.

Cela nous a permis de dégager la structuration de plusieurs types de stratégies familiales<sup>101</sup>. Dans chaque type de stratégies, on repère différentes modalités de changements qui prennent leur sens reliées à la modalité d'intégration sociale. Dans cette optique, on peut distinguer la *stratégie d'ascension sociale*, principalement envisagée comme une promotion économique et sociale. Ce type de stratégie exige l'aptitude à innover et présuppose également que les membres des familles aient un capital économique, culturel (niveau d'éducation) et social (relations sociales) élevé. L'évolution de la carrière, mais aussi les projets familiaux et professionnels indiquent l'aspiration vers l'ascension sociale, le désir de s'élever dans la hiérarchie sociale. Ce type de stratégie suppose l'« entrée dans la compétition » qui représente un moyen d'insertion qui valorise les savoirs, les habilités et l'expérience. Dans la construction de ce type de stratégie, on peut distinguer le désir de performance et en même temps l'assimilation de certaines valeurs sociales comme la compétition et l'autonomie pour réussir.

Un autre type de stratégies, que nous nommons *stratégie de repli*, se développe dans une perspective plutôt défensive. Les rapports au nouvel ordre social sont alors difficiles, éloignés et défensifs. Les membres de familles de ce groupe ont généralement des origines modestes, ont fait des études au niveau de la scolarité obligatoire, peu d'entre eux ont des qualifications professionnelles d'un niveau plus élevé. On observe, dans la construction de ce type de stratégie, des comportements qui manifestent une inadaptation professionnelle par rapport aux nouvelles exigences du marché du travail. Ces familles manifestent des réticences envers la société en transformation et les changements sont vus plutôt comme menaçants. Par conséquent, ces familles construisent des stratégies de survie structurant des pratiques d'adaptation à leur nouvel environnement par un repli sur la famille élargie et assez souvent par le retour à leurs sources, par un retour à la famille traditionnelle et aux valeurs paysannes d'autrefois.

---

<sup>101</sup> Cette classification nous a été inspirée par des études fondées sur le concept de stratégie, comme par exemple celles de Chauchat (1980) et Vatz-Laaroussi (1994).

Entre ces deux pôles opposés on trouve les *stratégies de débrouillardise*, construites par les familles qui sans nécessairement adopter les nouvelles normes sociales comme opératoires dans leur vie quotidienne, essayent toutefois de maîtriser leur survie. Dans la construction de ces stratégies, la débrouillardise consiste souvent à utiliser autant les ressources familiales, que celles qui se présentent dans l'environnement immédiat.

## **5.1 Stratégies d'ascension sociale**

Cette typologie comprend le groupe de familles qui ont construit des stratégies orientées vers l'ascension sociale. Cette orientation ascendante s'observe dans le niveau de vie satisfaisant, ces familles se situant dans les hautes strates de la société. Leurs stratégies sont basées sur l'existence de plusieurs types de ressources : personnelles (l'âge), économiques (niveau de revenu élevé), culturelles (éducation de niveau supérieur), familiales (liens familiaux étroits).

### *La définition de la situation actuelle*

Les familles de ce groupe présentent une situation économique satisfaisante et sécuritaire, loin des risques. La formation professionnelle des membres de ces familles est de niveau supérieur, les emplois qu'ils occupent font partie du secteur privé et au moins un des deux membres du couple est cadre supérieur. Les ressources matérielles leur assurent des conditions de vie satisfaisantes. Au plan relationnel, dans toutes les familles de ce groupe, les liens familiaux sont forts. De même, les échanges et les relations d'entraide avec les membres de la parenté sont dynamiques et productifs. Leurs stratégies incluent diverses actions pour améliorer leurs conditions de vie, comme par exemple l'achat de maisons, l'acquisition de biens, et le développement de loisirs. Au niveau symbolique, à côté de l'importance prioritaire de la famille aux yeux des membres de ces familles, on observe une forte valorisation de la profession considérée comme source d'ascension sociale. Ces conceptions constituent en effet le principe qui oriente leurs actions et les réalisations familiales.

*Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

Les trois cas regroupés dans cette typologie mettent en évidence des transformations progressives liées à des facteurs contextuels favorisant l'ascension sociale. Les changements positifs après 1989 sont visibles autant sur le plan professionnel que dans l'ensemble des conditions de vie. Dans la construction de leurs stratégies de vie les membres de ces familles ont saisi les opportunités et les chances de promotion ouvertes par la libéralisation et la privatisation économiques. L'analyse du parcours de vie de ces familles nous montre que leur statut professionnel, qui s'inscrit dans le champ des professions libérales et des cadres administratifs supérieurs, et aussi leur niveau d'étude supérieur (Boudon, 1973)<sup>102</sup> ont été des ressources qui leurs ont permis d'atteindre un statut élevé après 1989. L'accès à la propriété privée a été également un des facteurs importants.

Les membres de ces trois familles évaluent de façon positive l'ouverture du marché du travail et les opportunités pour leurs parcours professionnel et pour leur niveau de revenus. Dans le premier et le troisième cas présentés ci-après, la période postcommuniste signifie une amélioration nette et très favorable en comparaison à la situation critique vécue sous le régime communiste. Pour le second cas, compte tenu que l'un des membres de cette famille a été cadre administratif supérieur, les conditions de vie et le statut de cette famille étaient bons avant 1989 et la période postcommuniste ne fait qu'amplifier cette situation déjà favorable. Toutes les trois familles font une évaluation positive de la transformation postcommuniste,

---

<sup>102</sup> Nous avons repris la classification des professions publiées par Boudon (1973 :157).

- professions libérales, professeurs, ingénieurs, cadres administratifs supérieurs
- techniciens, cadres administratifs moyens, instituteurs, services médicaux et sociaux
- industriel, artisans, commerçants
- armée, police, clergé, artistes
- ouvriers qualifiés, manœuvres
- salariés agricoles,
- agriculteurs
- personnel de service.

En ce qui concerne les niveaux scolaires nous avons repris les catégories existantes en Roumanie:

- école secondaire (8 ans d'études) sans formation professionnelle
- secondaire suivie d'une formation technique ou autre
- lycée (12 ans d'études)
- lycée suivi d'une formation spécialisée
- enseignement universitaire

appréciant les libertés en général et aussi les possibilités ouvertes autant dans le champ économique qu'au niveau des activités sociales et de loisirs.

### *La structuration des transformations postcommunistes*

L'élément principal dans la stratégie de vie de ces familles est le changement professionnel qui vise le passage de la sphère publique au domaine privé. Ce changement améliore leurs conditions de travail et apporte aussi une augmentation de revenus qui leur assure un meilleur niveau de vie. Ces familles peuvent se permettre l'acquisition de biens et peuvent également investir dans l'éducation des enfants. En même temps, ces familles valorisent les opportunités autant économiques que les conjonctures créées par l'ouverture et la liberté et diversifient leurs activités sociales et les loisirs. En outre, la liberté d'expression et de pensée acquises après 1989 permet, comme on peut l'observer dans le premier et le troisième cas, l'orientation et la valorisation d'autres ressources, spirituelles ou culturelles.

#### **5.1.1 Une stratégie familiale orientée vers la prospérité. Les transformations postcommunistes bénéfiques**

Parmi les cas choisis, la famille Boeriu permet le mieux de configurer et de révéler les caractéristiques de cette première catégorie. La famille est composée de deux adultes entre 45 et 50 ans, et de deux enfants de 16 ans et de 18 ans, élèves au lycée. Les deux membres du couple exercent une profession libérale au sein du secteur privé. M. Boeriu est aussi professeur à l'Université de Bucarest et il a occupé pour de courtes périodes après 1989 des fonctions supérieures dans le Gouvernement roumain. Ils habitent dans la capitale, Bucarest. Cette famille, en saisissant les occasions favorables durant la période de transition postcommuniste, a construit une stratégie de vie familiale qui lui a apporté la prospérité et en même temps une ascension sur l'échelle sociale.

#### *La définition de la situation actuelle*

La situation économique de cette famille est sécuritaire, et de ce point de vue ils ne se font pas

de soucis ni pour le présent, ni pour l'avenir. Pour donner une image plus réaliste du niveau économique de cette famille, M. Boeriu nous a déclaré que leurs revenus sont plus que satisfaisants, et que sa famille se situe dans la couche supérieure de la société roumaine actuelle. En outre, il apprécie que, par leurs conditions de vie et leur position sociale, lui et les siens fassent partie « *de la haute classe, de ceux très contents de leur situation professionnelle (...) de la classe de ceux qui sont heureux.* » Pour mieux comprendre cette situation, il faut tenir compte de plusieurs éléments. D'abord, l'emploi dans le milieu privé (professions libérales) apporte des revenus substantiels. Ce niveau économique élevé leur a permis d'habiter dans une zone résidentielle de Bucarest. Ils ont orienté aussi leurs investissements dans la scolarité des enfants qui font des études dans un lycée privé où les coûts sont très élevés. L'accès à ce genre d'institutions est limité, réservé aux familles qui ont un potentiel financier supérieur.

Dans l'analyse de cette stratégie familiale, il faut tenir compte aussi des relations de solidarité développées avec les parents qui se manifestent par des échanges et des services. Cette entraide se manifeste dans un double sens. D'abord la cohabitation durant de longues périodes avec les parents tant du côté de la femme que du côté de son mari, est considérée comme nécessaire et bénéfique. Les parents prennent en charge la plupart de tâches ménagères et s'occupent également de leurs petits-enfants, ce qui facilite la présence du jeune couple sur le marché du travail. En même temps, cette aide des parents permet au couple d'avoir plus de temps libre pour d'autres activités, culturelles ou de loisir.

L'importance de ces pratiques de solidarité est bien résumée par M. Boeriu qui affirme que « *dans les périodes où nos parents habitent ici leur contribution est majeure car tout ce qui est rattaché à la cuisine ou aux tâches ménagères est pris en charge par eux. Nos parents ont une contribution majeure à notre foyer.* » Pour les tâches ménagères, il y a aussi une personne (femme de ménage) qui vient de l'extérieur, ce qui suppose que la famille a un niveau économique et social élevé.

En second lieu, étant donné que les revenus des parents sont des pensions de retraites d'un niveau très faibles, l'entraide financière devient indispensable. Dans cette optique, M. Boeriu considère qu'aider leurs parents est un geste absolument « normal » et il résume cela ainsi:

« Bien sûr qu'on aide nos parents, sans discussion; ils peuvent s'en sortir comme s'en sort 80 % de la société roumaine, vivant d'une pension de 1 400 000 lei (l'équivalent de 70 euros) chacun. Pourtant, dans notre famille, il n'y a pas une mise en commun financière, parce que nous habitons, en principe, des logements séparés. »

### *Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

Les expériences vécues par cette famille sont nettement différentes entre la période d'avant et d'après 1989. Si le vécu durant les années du communisme signifie une série de frustrations et d'ennuis, les changements postcommunistes sont chargés de satisfaction et ont des effets positifs visibles dans leur ascension professionnelle et dans leurs conditions de vie. Le souvenir de l'habitation dans des conditions précaires d'une banlieue de la capitale, la pénurie alimentaire, le manque d'électricité, de chauffage et les autres difficultés qui ont accompagné la crise économique des années 1980 sont présentés sous la forme d'une critique virulente envers l'époque communiste. M. Boeriu illustre ainsi ces moments vécus par sa famille:

« Avant 1989 nous travaillions dans le même domaine judiciaire et ce domaine a été en quelque sorte privilégié de point de vue matériel, même à l'époque communiste. Malgré ce fait, je dois dire, qu'avant 1989 nous avons vécu très difficilement surtout pendant les premiers deux ans de mariage. Nous avons commencé notre vie familiale pratiquement à zéro; nous avons habité comme locataires et nous avons acheté les choses nécessaires peu à peu, même celles qui sont essentielles au départ dans la vie du couple. Nous habitons à l'extérieur de Bucarest. En ville, il était très difficile d'obtenir un appartement. À ces difficultés on devait ajouter celles des conditions de vie, comme par exemple le manque de chauffage. C'était terrible: ma femme était enceinte et dans la maison nous avions une température de 5 degrés. La pénurie alimentaire nous a affectés, mais nous n'étions pas vraiment dans le danger de mourir d'inanition. Mais chaque aliment et chaque bien nécessaire que nous voulions nous procurer supposait une vraie aventure et la création de relations avec les vendeurs, relations dont nous n'étions pas toujours contents. Celles-ci sont les raisons pour lesquelles ni moi ni ma femme ne regrettons pas cette époque, nous ne sommes pas des 'fans' du régime communiste d'avant 1989. »

Le contexte d'après 1989 a créé des opportunités dont cette famille a profité. Bien que les changements apparaissent aujourd'hui remarquables, ils se sont produits de façon graduelle, selon une succession d'étapes. Comme l'a déclaré M. Boeriu, *« les choses ne se sont pas améliorées radicalement, ni de façon spectaculaire; pratiquement les choses ont commencé à mieux fonctionner au moment où le Parlement a adopté les lois de privatisation transférant nos professions du secteur public au privé, lorsque nous avons cessé d'être liés à l'État. »* Même si, avant 1989, certains professionnels du domaine juridique n'étaient pas des fonctionnaires de l'État, ils possédaient pourtant un certain statut, qui limitait leur liberté professionnelle. Ces contraintes visaient aussi les revenus.

À partir de 1995, la situation matérielle s'est beaucoup améliorée. Ce progrès matériel a donné aux Boeriu la possibilité de développer un nouveau projet résidentiel. Après une période durant l'époque Ceausescu, pendant laquelle ils ont résidé comme locataires, d'abord dans un logement appartenant à un propriétaire privé et puis dans un appartement de l'État, ils ont eu le droit d'acheter leur appartement grâce aux changements législatifs du début des années 1990. Depuis l'an 2000, ils possèdent une villa au centre-ville de Bucarest dans un quartier résidentiel qui leur offre le confort, la satisfaction et des conditions de vie très élevées. Mais la différence entre ces deux époques ne se fait pas seulement sur le plan matériel, une amélioration s'observe aussi, dans leurs stratégies de vie par rapport aux changements importants concernant les activités sociales et de loisirs. Ils se permettent des vacances et des voyages à l'étranger, ce qui avant 1989 était inimaginable en raison de la fermeture des frontières des pays du bloc communiste.

Au niveau symbolique, les représentations de cette famille sur les changements observés dans leur vécu familial et aussi dans la société roumaine en général, sont favorables. Selon M. Boeriu, le changement de la société roumaine est visible et dynamique sur tous les plans de la vie et il résume cela de cette façon:

« Notre société a changé. Catégoriquement! Et ici on inclut une multitude de facteurs, du moins de notre point de vue. Bien sûr que le bien-être est très important, mais nous pensons qu'à cela s'ajoutent d'autres caractéristiques de notre société en transition, ou



comment on veut la nommer. Néanmoins, généralement, c'est une société libre et la liberté, au-delà du bien-être dont on parle souvent, nous a offert d'autres possibilités: l'accès à l'information, les voyages, des aspects importants dont nous avons profité plus ou moins. Nous ne sommes pas une famille de globe-trotters, mais en général on essaie de saisir les occasions pour faire plaisir à nos yeux, et à notre esprit. »

### *La structuration des transformations postcommunistes*

Dans la construction de la stratégie familiale orientée vers la prospérité durant la période postcommuniste, on identifie plusieurs éléments. Ainsi, parallèlement aux opportunités objectives sur le plan économique et social offertes par le contexte postcommuniste, on ajoute les ressources personnelles et familiales. Ainsi les ressources personnelles (l'âge des membres du couple qui se situe dans la catégorie des 45-50 ans), les ressources culturelles (leur formation universitaire), les ressources professionnelles (profession libérale) et les ressources familiales (l'entraide et le support affectif offert par leurs parents) leur donnent un meilleur positionnement dans la hiérarchie sociale. Néanmoins, le passage des professions du domaine public au domaine privé est le facteur essentiel qui oriente l'action de cette famille vers une mobilité sociale ascendante. Cependant, on doit prendre en compte la position politique occupée par M. Boeriu, position qui lui a certainement apporté un capital de prestige et a donné à sa famille un statut privilégié.

L'accès à la propriété privée leur a permis d'abord d'acheter l'appartement dans lequel ils habitaient et puis de le vendre pour ensuite acheter un logement de standing et plusieurs voitures. Ces actions ont eu une signification importante, dans l'amélioration du confort de la famille. En même temps, la solidarité familiale dans la famille Boeriu est très importante, elle faisant partie de la continuité de l'entraide mutuelle. Les aspects que nous avons pu voir dans cette solidarité nous amènent à la conclusion qu'elle est sans doute fondée sur l'affectivité, mais elle a également une dimension pragmatique. La prise en charge des tâches domestiques par les parents autant du côté de la femme que du côté de l'homme durant leurs périodes de cohabitation avec la famille Boeriu, a été une aide importante. Cette aide permet au couple de se consacrer davantage à la carrière et en même temps d'avoir plus de temps libre. Mais l'entraide a un sens double dans ce cas. Les dons d'argent que la famille Boeriu offre aux

parents dont les pensions sont d'un niveau très bas, ont également une importance dans la sécurité matérielle de la famille.

### **5.1.2 Une famille prospère durant les deux époques**

Le deuxième cas choisi pour illustrer la typologie, présente plusieurs similitudes avec la famille Boeriu. Cela nous a conduits à le classer dans la même catégorie, malgré certaines spécificités et distinctions, tel le groupe d'âge (60-70 ans) à l'intérieur duquel s'inscrit la famille Iancu et qui marque différemment la structuration de la trajectoire familiale. Lors de notre entrevue, les deux membres du couple étaient à la retraite, la femme a pris une retraite anticipée en 1997 et son mari a pris sa retraite en 2000. Durant l'époque Ceausescu et jusqu'à sa retraite, M. Iancu a été cadre administratif supérieur (directeur) dans une entreprise industrielle et sa femme a été cadre administratif moyen dans la même entreprise. Cette famille a deux enfants dans la trentaine, soit un fils et une fille, qui sont mariés, ayant à leur tour des enfants. Les Iancu habitent dans une ville située près de la capitale, Bucarest.

#### *La définition de la situation actuelle*

Du point de vue économique et social, cette famille se situe également dans la haute classe de la société. Contrairement au premier exemple, le niveau économique et le niveau de vie élevé de la famille Iancu n'est pas exclusivement le résultat de l'évolution postcommuniste. Cette famille a eu une situation privilégiée aussi avant 1989. Même si les membres du couple sont à la retraite, leurs salaires et les fonctions détenues pendant la période active leur donnent la possibilité d'avoir actuellement des pensions d'un montant élevé. Ainsi, ils déclarent que les ressources qu'ils détiennent leur permettent de couvrir leurs besoins et de bien se débrouiller dans la vie.

Leur stratégie économique inclut parallèlement aux revenus salariaux et à la pension de retraite actuelle, des patrimoines hérités. Les parents tant de la femme que de l'homme leur ont transmis des maisons et des terrains agricoles. Si les maisons parentales sont transformées

dans des résidences secondaires pour eux et leurs enfants, les lopins de terre, comme nous l'a dit M. Iancu, « *ne sont pas productifs, n'apportent pas de revenus ou de bénéfices particuliers, parce qu'on n'a pas l'outillage pour les exploiter. Les dépenses sont égales aux bénéfices, ou peut-être les revenus dépassent-ils de très peu les frais.* » Pourtant, ils déclarent, qu'aller à la campagne et faire du travail agricole est plutôt une activité de plaisir qui rappelle les souvenirs d'enfance.

En ce qui concerne les activités de loisirs, des vacances, et les réunions de famille, dans leur cas la variable « âge » joue un rôle important. En comparaison avec la période d'avant 1989, ces activités ont beaucoup diminué. Comme nous l'a expliqué M. Iancu, il n'est pas question d'argent, mais à leur âge ils préfèrent se rendre plus souvent à la campagne, passer plus de temps avec les autres membres de la famille élargie et avec leurs amis et voisins du village et s'occuper un peu d'agriculture. Dans le passé, ils partaient chaque année en congé et pour les travaux agricoles, ils payaient des personnes de l'extérieur (des travailleurs journaliers), tandis qu'actuellement, comme l'affirme M. Iancu, même s'ils sont âgés, ils font ce qu'ils peuvent faire sans demander de l'aide extérieure.

#### *Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

En comparaison avec la famille Boeriu où la situation professionnelle et économique a été peu satisfaisante pendant l'époque communiste, cette famille présente une situation favorable durant toute la trajectoire. M. Iancu a été directeur dans une entreprise industrielle; sa femme a travaillé dans la même entreprise, comme cadre moyen. Par sa fonction, M. Iancu se situe dans le groupe des hauts fonctionnaires industriels, ce qui lui a apporté non seulement des bénéfices matériels mais aussi un prestige social important. La période d'avant 1989 a été très bénéfique pour eux sur le plan économique et pour leur niveau de vie en général, et la situation a continué d'être bonne, même de s'améliorer après 1989.

Comme dans l'exemple de la famille Boeriu, la profession est fortement valorisée par les membres du couple. Mais dans ce dernier cas, elle a une valeur symbolique liée à la

transmission d'un patrimoine familial. Ainsi, comme nous l'a révélé M. Iancu ils ont bénéficié non seulement de la transmission matérielle mais ce qui a compté davantage dans leur stratégie de vie a été la transmission symbolique du métier de leurs parents. Ainsi il nous a déclaré:

« Ma femme et moi, on provient de familles ouvrières, mais j'ai aimé faire des études. J'ai hérité la tradition de la famille dans le domaine de la pétrochimie. Mon père a été ouvrier dans le même domaine, et moi j'ai travaillé dès l'âge de 16 ans. Quand j'ai fini les premiers trois ans de l'école technique, j'ai fait des études universitaires pendant cinq ans dans le domaine de la technologie et d'usinage des produits pétrochimiques. Tout cela se passait dans les années soixante-dix. J'ai obtenu à la fin de mes études une affectation gouvernementale dans une usine où j'ai travaillé jusqu'à la retraite. Pendant ces 30 ans de travail, j'ai franchi tous les échelons hiérarchiques. »

Cette transmission symbolique a une forte importance dans la conception de vie de cette famille. À son tour, le fils de la famille Iancu a suivi la même profession, il devenant ingénieur dans la même entreprise où ont travaillé ses parents. Pour M. Iancu qui par sa position a été la source de l'évolution positive de sa famille, l'emploi reste le fondamentale. Ainsi il affirme: « *pour moi, le programme commençait à 6h du matin et finissait à 8h du soir.* » Il pense que son travail et ses efforts ont été reconnus et ont constitué les raisons pour lesquels il a avancé dans la carrière.

L'accès à la propriété privée après 1989 a également eu un rôle important dans la stratégie familiale. De la sorte, la famille Iancu a réussi, grâce à son niveau économique ainsi qu'en profitant des changements postcommunistes, à acheter l'appartement reçu par l'entreprise où il travaille et où la famille a habité durant une longue période pendant l'époque communiste. En plus, étant donné leurs moyens économiques d'un niveau élevé, cette famille a réussi à doter ses deux enfants avec des appartements et des maisons de vacances. Ainsi, dans la stratégie de cette famille un aspect important est la dynamique résidentielle qui a deux caractéristiques importantes: la première, comme pour la famille Boeriu, consiste dans l'accès à la propriété privée. Les Iancu détenaient déjà deux maisons à la campagne comme héritage de leurs parents, ce qui rendait impossible à l'époque communiste d'acheter d'autres propriétés. Une fois les restrictions légales abolies, ils ont acheté l'appartement dans lequel ils

ont habité depuis l'époque communiste et qui jusqu'à cette date était la propriété de l'État. Le deuxième aspect important vise la transmission intergénérationnelle. Les deux maisons parentales de la campagne, reçues en héritage par M. et Mme Iancu, ont été rénovées, pour ensuite être transmises à leurs enfants par donation. Cette transmission de l'héritage qui s'inscrit dans la logique de la succession des générations, a, au delà de sa valeur matérielle, une valeur symbolique significative.

L'entraide a aussi un rôle fort important dans la stratégie de vie de cette famille, mais il est de nature exclusivement économique. À la différence de la famille Boeriu, où l'entraide avait un double sens, c'est-à-dire les parents assumaient les tâches domestiques et leurs enfants leur donnaient une aide financière, dans le cas de la famille Iancu, l'aide se fait dans une seule direction, soit de la famille vers leurs enfants sous forme d'aide économique. L'investissement a visé les études de leurs enfants et l'achat des appartements et de l'équipement nécessaire. Étant donné leur situation économique, les Iancu ont aidé financièrement aussi d'autres membres de la parenté. Pourtant cette entraide n'a pas eu toujours comme finalité le renforcement des liens familiaux. Si le retour matériel n'était pas attendu, la reconnaissance de la part des bénéficiaires n'a pas été visible. De ce point de vue M. Iancu en parlant de sa famille élargie, nous a révélé que « *les relations sont bonnes, mais parfois unidirectionnelles; certains ont profité du fait que nous ayons eu certaines possibilités économiques, et après les avoir aidés à résoudre leurs problèmes, ils nous ont peu à peu oublié.* »

#### *La structuration des transformations postcommunistes*

Les éléments principaux qui ont favorisé la mobilisation sociale ascendante consistent d'abord dans les ressources économiques, provenant de la position privilégiée de M. Iancu à la direction de l'entreprise avant et après 1989. Cette position lui a favorisé l'accès non seulement à des ressources économique, mais il a aussi eu l'accès à des ressources sociales importantes. Dans la construction de la stratégie de vie familiale, il s'y ajoute les propriétés héritées. La transmission implique dans ce cas aussi la dimension symbolique par la transmission de la profession d'une génération à l'autre. En suivant son père, M. Iancu a eu la

chance d'accéder à un domaine économique privilégié. Mais cette tradition est retransmise par M. Iancu à son fils, ce qui a aidé aussi ce dernier à mieux se positionner dans la société. D'autres opportunités, dont cette famille a profité après 1989, découlent des changements dans le domaine de l'accès à la propriété privée. Cela leur a permis de détenir plusieurs propriétés. D'abord ils ont acheté pour eux et leurs enfants, des appartements dans la ville où ils habitent, et en même temps ils ont rénové les maisons parentales de la campagne et les ont transformées en une résidence secondaire.

En ce qui concerne les pratiques de solidarité familiale, elles sont très différentes du cas Boieriu. D'abord, on observe que les échanges sont unidirectionnels, étant orientés des parents vers leurs enfants. Etant donné que les revenus de la famille Iancu sont élevés, il a été possible d'offrir une aide importante aux enfants, et aussi aux autres membres collatéraux de la famille, sans rien attendre en retour. Ce couple a eu les ressources nécessaires pour offrir aux enfants une éducation de haut niveau et aussi pour leur acheter des appartements et les équiper. Le support parental offert a permis aux enfants une bonne intégration sociale. Ces actions de la famille Iancu sont orientées vers l'aide à la promotion sociale et peuvent être interprétées selon Pitrou (1978) dans le sens d'une mentalité de classe. Dans cette logique la famille Iancu, consciente de son statut social privilégié, met en place une stratégie pour garder ce statut.

### **5.1.3 Une trajectoire familiale postcommuniste favorable**

L'exemple de Mme Nastase va compléter notre premier groupe de familles, même s'il est un cas particulier du point de vue structurel, ce qui nous fait le considérer comme une sous-catégorie dans cette première typologie des familles. Il s'agit d'un ménage formé par une femme célibataire (Mme Nastase), dans la cinquantaine, qui réside avec sa mère âgée de plus de 70 ans. Cette famille habite à Bucarest dans un appartement de trois chambres, localisé dans un quartier réservé plutôt à la classe moyenne et supérieure. Nous avons jugé intéressant et pertinent de présenter ce cas ici, car certaines caractéristiques socio-économiques qui ont favorisé le progrès de cette famille durant la période postcommuniste sont assez proches de celles des deux cas présentés précédemment. Mme Nastase est le principal pourvoyeur de la

famille et elle prend également en charge sa mère qui est dans une situation de dépendance, non seulement économique, mais aussi physique.

### *La définition de la situation actuelle*

Le niveau économique de cette famille est très bon actuellement et les revenus permettent de subvenir aux besoins. Mme Nastase affirme que sa mère ne peut pas se débrouiller toute seule avec sa pension de retraite, et ainsi l'entraide devient nécessaire. Elle résume ainsi la situation: « *moi je pourrais faire face aux besoins, mais ma mère, non; je dois l'aider. Il y a une collaboration très étroite entre nous du point de vue financier; moi je ne peux le concevoir autrement.* » Mais sa mère, qui est malade et âgée, se trouve dans une situation de dépendance totale qui implique sa prise en charge sur tous les plans. Mme Nastase a pris entièrement cette responsabilité, car son frère unique a émigré en Amérique du Nord après 1989 et sa contribution reste très modeste.

Au niveau psychologique, Mme Nastase est fortement soutenue par les membres de sa parenté. Même si cette aide est surtout symbolique, elle se déclare très contente des relations qu'elle entretient avec ses cousins, cousines et autres membres de sa famille. Elle communique avec eux chaque semaine et ces liens affectifs lui donnent le sentiment de sécurité et de protection. Les revenus familiaux de Mme Nastase couvrent ses besoins et ceux de sa mère et en plus offrent la possibilité d'améliorer leur confort. En ce sens elle nous a déclaré : « *nos revenus sont satisfaisants, je ne peux pas dire qu'on se prive de quelque chose (...) la situation est beaucoup mieux maintenant, incomparable, avec celle d'avant 1989. Maintenant nous mangeons mieux, on s'habille mieux, et on se permet d'acheter beaucoup plus de biens pour la maison.* » La stratégie d'ascension sociale de cette famille est orientée fortement par l'évolution positive de la carrière professionnelle de Mme Nastase. Elle a pratiqué son métier d'économiste depuis la fin de ses études universitaires au début des années 1980, et actuellement elle travaille dans une entreprise de textiles privatisée dans les années 1990. La période d'après la chute du communisme est marquée par une amélioration importante au niveau des conditions de travail. Ces progrès sont considérés à travers les changements qui se produisent par le passage de son entreprise de la propriété étatique à la

propriété privée et par la dotation de son service avec de l'équipement technique. Elle déclare: « *maintenant, je me sens plus confortable, car nous avons des ordinateurs au service, on a l'accès à l'information et mon travail est plus facile.* »

À l'état de satisfaction et d'épanouissement familial ont contribué (à côté des réalisations professionnelles de Mme Nastase), la liberté acquise en 1989 et l'ouverture vers des valeurs spirituelles. L'état de liberté et l'accès à l'information lui donne comme elle l'affirme un « *état de confort psychique et d'optimisme.* » Maintenant, précisait-elle, « *je peux m'informer en comparaison de ce que s'est passé avant 1989, quand on n'avait pas accès à l'information et aux activités spirituelles.* » Elle est très contente sous cet angle, car elle a toujours désiré connaître ces valeurs, mais l'athéisme et le manque de liberté d'expression et de pensée instaurés par le régime communiste l'ont empêché de réaliser son désir. Pour son vécu actuel, cet aspect de la liberté est fort important. Mme Nastase est attachée à la religion étant une pratiquante chrétienne orthodoxe, mais elle s'intéresse aussi à la philosophie et aux activités culturelles. Ces effets sont positifs et elle se sent incomparablement mieux maintenant. Dans la représentation de Mme Nastase la transition, c'est avant tout « *un changement qui vient de l'intérieur de nous.* » Comme elle le soutient, « *cette période nous a donné la possibilité de nous changer de l'intérieur. Je pense que maintenant on a plus de possibilités sur tous les plans.* »

#### *Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

L'élément principal qui a contribué à une trajectoire sociale ascendante est situé au plan professionnel. Mme Nastase sentait des frustrations pendant l'époque communiste tant au niveau de l'exercice de son métier qu'au niveau de la rémunération. Elle voyait également un clivage entre la classe des intellectuels et celle des ouvriers, toujours en défaveur des intellectuels. Actuellement, elle est très satisfaite de la position professionnelle qu'elle occupe dans l'entreprise privée où elle travaille, et du salaire qu'elle touche. Au confort et à l'épanouissement de sa famille contribue également le milieu résidentiel. Lors de notre entrevue, Mme Nastase et sa mère occupaient un appartement confortable de trois pièces avec une cuisine et une salle de bain. Leur projet résidentiel a en effet une longue histoire. Avant



1989, Mme Nastase, son frère et ses parents ont habité dans une grande maison, propriété de la famille, située au centre-ville de Bucarest. Comme ce quartier a été visé par le projet de systématisation du régime Ceausescu, leur maison a été démolie et ils ont été obligés de déménager. Par la suite ils ont reçu un appartement propriété de l'État. Même si elle et sa mère habitaient dans cet appartement avant 1989, elles n'ont pas pu l'acheter qu'au début des années 1990 lors du changement des lois dans ce domaine. Pour Mme Nastase et sa famille, (comme pour les deux exemples précédents), l'accès à la propriété privée est apprécié d'une façon positive.

Sur le plan relationnel, dans la trajectoire de cette famille on observe deux changements majeurs. Le premier vise la dépendance de la mère qui, même si Mme Nastase ne le déclare pas ouvertement, représente un fardeau pour elle. Elle nous a résumé cette situation ainsi:

« Ma vie a changé au fur et à mesure que ma mère a vieilli et qu'elle est devenue de plus en plus dépendante; parfois, je sens justement certaines choses que je dois faire, comme une corvée. Avant, quand elle se portait bien, j'étais libre (...) Maintenant, la plupart des obligations sont à ma charge, parce que ma mère est malade et âgée. Mais avant, pendant une longue période, elle m'a beaucoup aidée; je ne savais pas ce que signifiait un ménage, cuisine, courses, elle faisait tout. »

L'entraide dans ce cas a deux dimensions, qui peuvent être comprises selon le principe de la réciprocité et de la dette. D'abord, c'était le soutien que sa mère offrait à leur ménage et qui consistait dans une multitude de coups de mains nécessaires dans la vie quotidienne. Maintenant, en retour, Mme Nastase a pris le rôle de l'aidant en appuyant sa mère pendant la période de sa dépendance. Le deuxième changement fort important est l'émigration du frère de Mme Nastase qui a laissé des traces très profondes au niveau affectif. Ainsi, Mme Nastase nous confie:

« La transformation qui nous a influencé le plus c'est le départ de mon frère en Amérique du Nord. C'est une transformation majeure! Ce départ nous a influencé dans le sens où l'on se sent plus seules. Il est mon frère unique, et son départ m'a créé une peine énorme. Au moment où il est parti, je me suis sentie comme une orpheline; j'ai vécu à ce moment une sensation de désespoir. »

Même si la contribution matérielle de son frère après son départ est mineure, ils gardent toujours le contact par téléphone. C'est un lien affectif que Mme Nastase a exprimé par des émotions profondes lors de notre interview.

### *La structuration des transformations postcommunistes*

Parmi les éléments les plus visibles du vécu de Mme Nastase et de sa mère, comme dans le cas des Boeriu et des Iancu, il y a l'augmentation des ressources économiques pendant la période postcommuniste. Le changement professionnel de Mme Nastase, du secteur public au privé, lui a donné la stabilité et l'équilibre économique et social. Cette situation économique favorable permet en même temps une bonne maîtrise de la dépendance de la mère de Mme Nastase. Un autre élément important de la structuration économique est l'accès à la propriété. Dans ce cas, il s'agit d'une remise en propriété, changement ressenti d'une manière très positive. Pour Mme Nastase et ses proches, l'établissement de ce droit à la propriété représente aussi une réparation morale qui a été interrompue brutalement par le régime communiste.

Quant aux liens familiaux, on voit un fort sentiment de responsabilité familiale. La particularité de pratiques de solidarité réside dans la réciprocité de l'aide. Nous avons observé de la part de Mme Nastase une attitude d'obligation envers sa mère. Même si la prise en charge de la maladie et de la vieillesse de sa mère représente un grand fardeau, Mme Nastase ne conçoit pas de mettre sa mère dans une institution pour les personnes âgées. D'abord, les places sont très limitées dans ce genre de foyers et, deuxièmement, les conditions précaires font que Mme Nastase exclut cette possibilité. La nature de la solidarité implique deux dimensions dans ce cas. D'une part, elle est vue comme naturelle car sa mère non seulement l'a élevée, mais l'a aidée une longue période de sa jeunesse. En retour Mme Nastase ressent comme une dette le fait d'aider sa mère. Deuxièmement, il s'agit d'une contrainte du fait qu'elle n'a pas d'autre choix pour l'entretien de sa mère. En plus, elle est seule dans cette entreprise étant donné l'émigration de son frère.

Au plan symbolique, on observe une appréciation positive par rapport aux changements sociaux et économiques dans sa vie et dans la société, ainsi qu'un regard appréciatif concernant la liberté d'après 1989. Comme évoqué, l'ouverture vers la spiritualité a signifié un changement des valeurs qui a marqué profondément le vécu postcommuniste de Mme Nastase et de sa mère. Elle raconte avec plaisir et émotions la découverte de l'univers spirituel et religieux, des valeurs de l'Église, de la prière et également des autres expériences vécues après la chute du communisme. Après 1989, elle a orienté fortement ses loisirs vers des activités spirituelles et culturelles, qui lui donnent un sentiment de tranquillité d'esprit et constituent surtout dans les situations fragiles qu'elle vit, des ressources psychologiques importantes.

## **5.2 La stratégie familiale de repli**

Les trois cas présentés dans cette typologie sont caractérisés par la vulnérabilité face aux risques économiques et sociaux. Les ressources économiques, sociales et culturelles sont réduites et le niveau relationnel est caractérisé par plusieurs fragilités. Dans le premier et le deuxième cas, les opportunités économiques et sociales favorables ont été minces pendant toute la trajectoire, ce qui a conduit à une situation critique pour les deux périodes analysées. Pour le troisième cas, la situation a été stable durant l'époque communiste, mais elle s'est détériorée après 1989.

### *La définition de la situation actuelle*

La période actuelle pour les trois familles est caractérisée par l'incertitude et la précarité. Pour le premier couple, dont les membres sont dans le groupe d'âge entre 40 et 50 ans, l'intégration au marché du travail est limitée, les opportunités ne sont pas nombreuses. Dans les autres deux cas les membres sont à la retraite et, les ressources économiques et sociales sont extrêmement réduites, ne couvrant pas leurs besoins. Dans leurs stratégies de vie, ces familles font appel aux ressources familiales et au travail au noir. Les relations avec les autres membres de la parenté sont moins développées que dans les cas de la première catégorie. Pour

le premier et le deuxième cas, les relations d'entraide sont unidirectionnelles. Il s'agit de l'aide provenant des parents et d'autres membres de la famille élargie. Pour le troisième cas, les relations d'entraide sont constituées par des échanges, des services, et l'entraide économique a un flux double, autant des parents vers leurs enfants que des enfants vers leurs parents.

#### *Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

La précarité des deux premiers cas n'est pas en totalité attribuable à la transition postcommuniste, ces familles connaissant des difficultés économiques déjà avant 1989. Pour le troisième cas, la situation professionnelle et socio-économique a été stable durant la période communiste, mais elle s'est détériorée durant la transition. La perte temporaire d'emploi de certains membres de ces familles est compensée par le travail au noir, cette solution de compromis étant préférée afin d'assurer la survie économique. L'héritage et l'accès à la propriété sont des solutions importantes de la stratégie économique. Notons aussi que les relations avec la parenté ont un caractère sporadique, l'accent étant mis sur l'aide économique et aussi sur des échanges de services. L'entraide accordée par des membres de la parenté, mais aussi par des réseaux d'amis extérieurs à la famille, est orientée vers des solutions pour surmonter des situations critiques.

#### *La structuration des transformations postcommunistes*

Sur le plan économique, la perte de l'emploi et le chômage se conjuguent avec la retraite anticipée et le travail au noir. Le recours à l'économie traditionnelle dans le premier cas est un élément important de support économique. L'échange et l'entraide restent insuffisants pour couvrir les besoins de ces familles. Les loisirs et les activités sociales sont presque inexistantes pour les trois cas étudiés.

### 5.2.1 Une stratégie familiale de survie avec des ressources minimales

#### *La définition de la situation actuelle*

Notre premier cas à analyser ici, est la famille Bujor composée des deux membres du couple avec quatre filles. La cadette est élève dans le secondaire, deux autres sont élèves au lycée et la fille aînée majeure est intégrée sur le marché du travail. La femme a 43 ans et l'homme 50 ans; leurs filles sont dans la tranche d'âge comprise entre 13 et 24 ans. Quant à la formation scolaire des membres du couple, celle-ci est de niveau réduit. Vu que la femme a eu un très jeune âge lors de son mariage elle n'a pas réussi à finir les études de niveau secondaire, restant sans qualification professionnelle. Durant toute sa vie de couple, elle a été femme au foyer et s'est occupée de la garde des enfants et de l'agriculture. Son mari a une formation professionnelle minimale, ayant des études secondaires suivies d'une formation professionnelle de chauffeur. Il travaille présentement au noir, comme ouvrier non qualifié, étant le pourvoyeur principal de la famille. La fille aînée a fini le lycée et elle travaille comme cadre administratif moyen à temps partiel, son salaire étant très réduit.

Étant donné qu'ils habitent en milieu rural, dans une région montagneuse, défavorisée, les Bujor éprouvent de fortes difficultés à trouver un emploi. La région a eu un fort dynamisme économique durant la période communiste grâce à une exploitation minière, mais durant les années 1990 cette mine a cessé son activité. À l'époque communiste, dans cette région montagneuse, on a développé aussi le tourisme offrant des possibilités d'emploi, mais durant la transition, le potentiel touristique n'a plus été exploité. Le système de production dans cette région, après 1989, n'a pas offert de grandes possibilités. La population est confrontée à une crise d'emploi, les seules possibilités étant les exploitations forestières qui se font de façon chaotique, ou de petites boutiques, la plupart ouvertes dans le milieu familial. Étant donné que c'est une région montagneuse, l'agriculture n'a pas été collectivisée à l'époque communiste, mais ce domaine a été et reste encore peu développé; il s'agit surtout de petites fermes familiales et de la culture de légumes sur les lopins de terres aux alentours de la maison. Il y a aussi dans cette région des bergeries archaïques avec une activité saisonnière.

Les petits entrepreneurs forestiers, les soi-disant « patrons » qui détiennent des exploitations privées, emploient généralement au noir, et les gens de la région doivent accepter ces emplois très mal payés. Comme l'affirme M. Bujor: « *qu'est-ce qu'on peut faire, on n'a pas de choix, pour survivre nous devons accepter ces emplois très durs et mal rémunérés.* » Lui travaille pour un de ces patrons et son appréciation est très critique. Il résume la situation ainsi:

« Avant (pendant l'époque communiste) le salaire et l'emploi étaient stables, maintenant tu peux perdre ton emploi après un mois; pour ces patrons l'homme ne représente rien, ils (les patrons) ne respectent pas de règles, tous te trompent (...) Moi je travaille depuis des années mais je n'ai pas un livret de travail, ni de droits sociaux, ni d'ancienneté. Avant, on avait une dictature, ou ce (...) que c'était sous Ceausescu, mais la loi était la même partout, d'un bout à l'autre du pays. »

Dans la stratégie économique de cette famille, l'héritage d'une maison parentale et d'un lopin de terre qui entoure la maison a été d'une grande contribution. Cet héritage provient des parents de la femme. L'homme faisant partie d'une famille nombreuse a hérité un petit lopin de terre situé sur les hautes cimes de la montagne, difficile à cultiver. L'apport économique résultant de cette exploitation agricole, même s'il est important pour la subsistance de cette famille, ne couvre que le minimum de leur consommation alimentaire. La famille cultive des pommes de terres, du maïs et quelques légumes et élèvent des animaux (une vache, cinq moutons, et un porc). Les produits obtenus ne sont pas vendus sur le marché, les bénéfices économiques étant minimes. Etant donné qu'il s'agit d'une région montagneuse, l'agriculture n'est pas très profitable. L'espace résidentiel est composé d'une maison ancienne, de trois chambres et d'une cuisine. L'espace est réduit pour les six personnes qui l'habitent. La maison n'est pas dotée d'une salle de bain, les conditions hygiéniques en général sont très précaires. Les ressources économiques limitées et l'orientation de l'investissement vers les études des enfants ont limité les possibilités de rénovation et d'amélioration des conditions de vie.

Cependant, la stratégie économique implique aussi une forte contribution de la sœur de Mme Bujor qui leur donne une aide monétaire et des cadeaux, avec des vêtements et d'autres éléments nécessaires aux enfants à l'école. Ils reçoivent également une forte aide de la part

d'une tante et d'un oncle de Mme Bujor qui habitent dans le voisinage. Du côté de M. Bujor, les relations avec la parenté ne sont pas très développées. Ainsi, les problèmes et les difficultés ressentis sont très profonds. L'aide extérieure, même si elle est substantielle, ne suffit pas pour couvrir les besoins. Quant aux rencontres avec la famille élargie, elles sont occasionnelles et seulement lors des événements familiaux. Ils ne se permettent pas de participer à beaucoup de réunions, compte tenu de leurs moyens financiers limités. Cette situation relationnelle a été résumée par M. Bujor ainsi : « *nous, on a de bonnes relations avec la famille, mais on se voit seulement lors d'un mariage ou d'un enterrement, car on ne se permet pas des rencontres très souvent; étant une grande famille.* »

*Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

Le parcours professionnel dans ce cas a eu des conséquences sur la vie familiale. Ainsi, après leur mariage dans la deuxième moitié des années 1970, le couple Bujor a vécu durant dix ans dans plusieurs villes. Peu avant 1989, ils sont retournés à la campagne où ils habitaient lors de notre entrevue. Les deux membres du couple ayant une formation scolaire minimale et une qualification très basse, leur intégration sur le marché du travail a été fortement limitée. La femme n'a jamais travaillé, l'homme a changé plusieurs fois d'emploi (avant et après 1989). Il a travaillé comme chauffeur jusqu'en 1984, puis comme berger en 1987. À partir de 1989, et jusqu'en 1992, il a travaillé comme mineur. Après cette date, il a été licencié en bénéficiant de l'indemnisation de chômage durant un an et demi, soit la période légale. Depuis 1995, il travaille au noir au sein d'une petite exploitation forestière privée.

Malgré leurs difficultés matérielles d'avant 1989, les Bujor donnent une appréciation moins critique de cette période en comparaison avec la période postcommuniste. Le discours de M. Bujor est fortement imprégné d'un sentiment de nostalgie pour l'époque communiste. Il nous a expliqué tout cela ainsi:

« On n'est pas satisfait! Avant 1989 on vivait mieux. Ma profession était plus stable... On prenait en compte le métier tandis que maintenant en travaillant pour un patron, on ne prend pas en compte la qualification... Je n'ai pas un emploi stable, (...) On fait ce qu'on te donne à faire. Les patrons sont pires que l'État, je ne suis pas content.

Auparavant, on avait d'autres droits; l'homme était plus sûr de lui-même, on avait plus de sécurité matérielle que maintenant (...) Avant, je ne connaissais pas le chômage, jusqu'au moment où je suis devenu chômeur. »

Mais la perception des transformations postcommunistes est très différente d'une génération à l'autre dans cette famille. La fille aînée de la famille, âgée de 24 ans, a une vision en contradiction avec son père. Elle se rappelle qu'avant, pendant l'époque communiste:

« Il fallait manger ce qu'on trouvait, un peu de sucre et un peu d'huile, on ne pouvait pas acheter davantage comme on peut acheter maintenant. Maintenant on est libre. On peut avoir ce qu'on veut. Avant, non (...) il fallait prendre ce qu'ils nous donnaient, non ce qu'était bon. On étaient contraints. Dans une grande famille comme la nôtre qu'est ce qu'on pouvait faire avec un quart de kilo de sucre pour une personne par mois, et 500ml d'huile par mois? Maintenant on a la liberté de choix. On peut acheter combien on veut, d'où on veut; le marché offre tout ce qu'on veut. »

Toutefois, malgré l'abondance qu'elle observe aujourd'hui en comparaison avec la pénurie d'avant 1989, elle reconnaît le manque de ressources en raison de l'intégration problématique sur le marché du travail. Cela diminue le pouvoir d'achat et les conditions de vie. Elle ajoute ainsi:

« ...mais le problème est un problème financier. Tout est cher. Moi par exemple, je travaille pour le salaire minimum. Qu'est ce que je peux acheter avec ce salaire? Nos revenus sont insatisfaisants, car on est nombreux: trois enfants à l'école, mon père, ma mère et moi. »

L'aînée de la famille, tout comme son père, reconnaît la difficulté de l'intégration sur le marché du travail dans cette région. Elle affirme: « *on ne trouve pas d'emplois car chez nous, on ne peut pas s'engager que vendeuse au magasin, ou serveuse au bar; mais combien de temps le patron te garde? Si tu n'amènes pas de profit au patron, il n'a aucun intérêt à te garder.* »

Le manque de ressources limite beaucoup la mobilité sociale. Les dépenses sont orientées vers la scolarisation des enfants, mais le père ne peut couvrir que le niveau élémentaire des études de ses filles. La fille aînée s'était inscrite à l'université dans un programme



d'enseignement à distance. Pour payer ses études, elle a trouvé des petits emplois. Ces efforts de scolarisation sont très grands et elle doit les assumer. Les ressources provenant du salaire du père et des allocations familiales de trois autres filles sont orientées vers leurs études et vers la survie du foyer.

Ces difficultés se sont répercutées sur la cohésion familiale. Ainsi, M. Bujor croit qu'il y a des familles beaucoup plus unies que la sienne, car dit-il:

« Ce sont des familles de salariés qui partent ensemble, reviennent ensemble et à la maison font tous les travaux ensemble, tandis que chez nous les choses se passent autrement. La mère est occupée avec les enfants et moi je suis parti dès le matin jusqu'à la nuit; c'est pour cela qu'il y a d'ennui et des problèmes. »

Même si on n'a pas suffisamment de données pour établir un lien de causalité entre la situation matérielle et le niveau de cohésion dans cette famille, nous pensons toutefois que les relations dans l'ensemble sont influencées, voire altérées, par les aspects économiques. Les mots de M. Bujor sont suggestifs en ce sens. Il affirme: « *nous, dans la famille, on s'est toujours bien entendu, mais il apparaît parfois des problèmes, des querelles, mais dans des limites raisonnables.* »

#### *La structuration des transformations postcommunistes*

Les éléments qui marquent le parcours de vie de cette famille sont principalement d'ordre économique et ont des répercussions dans l'organisation de la famille. On observe une trajectoire professionnelle chargée de difficultés, tels le chômage et le travail au noir, qui réduisent beaucoup les possibilités de s'épanouir et d'améliorer les conditions de vie. L'économie traditionnelle, basée sur l'exploitation agricole rudimentaire, constitue une source importante de survie. Même si l'agriculture fournit les ressources nécessaires, elle demeure très modeste, ne permet pas d'investissements et ne génère pas de profit.

L'entraide de la part des autres membres de la parenté, même substantielle, n'est pas une source stable capable de couvrir les besoins de la famille. Le manque de ressources réduit la

mobilité sociale de la jeune génération et limite les aspirations à l'ascension sociale. Au niveau symbolique, des expériences vécues et des représentations des changements familiaux et sociaux, les membres de ce couple expriment un sentiment de nostalgie pour l'époque communiste. Ils ont une attitude critique par rapport aux changements postcommunistes. Leur fille aînée a une vision différente à ce sujet. Même si elle déplore les possibilités limitées offertes par le marché de l'emploi, elle apprécie pourtant la liberté et la multiplication des opportunités.

### **5.2.2 La famille monoparentale : la survie très difficile**

#### *La définition de la situation actuelle*

Cette famille est composée d'une femme âgée de 70 ans, Mme Asavei, qui a trois enfants mariés. Cette femme a divorcé quand elle était très jeune. Elle avait 24 ans lors de son divorce, et après cet épisode, elle a pris en charge toutes les responsabilités de sa famille. Présentement, elle et ses trois enfants mariés vivent dans la capitale à Bucarest. Ce cas, comme celui de la famille Bujor, en est un d'une famille qui éprouve actuellement de fortes difficultés économiques. En réalité, ces difficultés se sont accumulées tout au long de la trajectoire de la famille. L'aggravation progressive de la situation matérielle de cette dernière a été accompagnée d'un risque de marginalisation et de précarisation, qui a rendu très difficile son intégration sociale.

Mme Asavei, maintenant à la retraite, a reçu des qualifications minimales après son école secondaire avant 1989, en travaillant comme couturière. Présentement, le montant de sa pension de retraite est très bas et ne permet pas de couvrir ses besoins. Pour contrecarrer les risques économiques et sociaux, elle emploie dans sa stratégie de vie diverses ressources. D'abord, elle trouve des solutions qui dérivent de l'économie domestique. Comme elle nous a dit: « *je fais une jupe, une dentelle; plus que ça, je ne peux pas, car ni l'âge, ni la santé ne me le permettent.* » En même temps, elle réalise des petits travaux d'entretien dans le bâtiment où elle habite pour gagner un peu d'argent. Pour arrondir les revenus, elle a loué à un étudiant

une chambre, car elle a une grande maison, très spacieuse dans une zone assez centrale de Bucarest; il y a trois pièces assez grandes, une salle de bain et une cuisine.

Malgré ces solutions sporadiques, Mme Asavei reste très dépendante de l'aide de ses enfants. Mais le réseau d'entraide, comme elle nous le fait comprendre, implique (à côté de ses enfants) d'autres personnes dont des amies. Elle déclare que ses enfants ou des amies l'aident pour survivre: « *chaque mois un de mes enfants paie l'électricité, l'autre paie le chauffage.* » Les relations avec les autres membres de la parenté ne sont pas développées. Pourtant, elle reçoit l'aide de ses amies qui constitue un support économique et relationnel important. Ce sont en fait les enfants de ses amies qui ont une bonne situation financière et qui peuvent l'aider quand elle en a besoin. Ainsi, durant une certaine période, un des proches de Mme Asavei lui a payé les médicaments; une autre fois, l'étudiant qui habitait chez elle a acheté la nourriture.

#### *Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

Cette femme a élevé depuis sa jeunesse, toute seule, ses trois enfants. Les ressources matérielles ont été très limitées et la situation très critique avant et après 1989. Son mari ne l'a jamais aidée après leur divorce et les autres membres de la parenté ont été peu présents tout au long de son parcours. Ayant une qualification minimale, Mme Asavei a disposé pendant les deux époques d'un salaire insuffisant pour faire face aux besoins de sa famille. À cause de son état de santé, elle a été contrainte d'alterner les périodes actives et inactives sur le marché du travail. Mais l'indemnité de maladie était d'un montant très faible. Ainsi, malgré son état de santé précaire, il était préférable pour elle de travailler pour toucher son salaire. En même temps, il a été très difficile d'assurer la conciliation entre le travail et la famille. Sur ce fait, elle nous dit: « *mais comment faire face à la situation ? J'avais ces trois enfants. Ils étaient à un âge où ils avaient besoin de moi.* »

Les efforts de Mme Asavei pour élever ses enfants ont été très grands pendant l'époque communiste, malgré certaines opportunités mises en place par l'État communiste afin d'encourager la natalité. Elle résume la situation ainsi:

« J'ai passé des nuits blanches pour la survie et pour pouvoir gérer la situation. Les trois enfants ont été à l'école et j'ai été obligée au début de les laisser dans un foyer pour enfants pendant la semaine, depuis le moment où ils avaient trois ans, jusqu'à ce qu'ils soient partis à l'école; mais même là-bas je prenais soin d'eux. »

On observe également l'implication des enfants dans certaines tâches à l'intérieur du foyer, enfants qui ont pris des responsabilités depuis leur jeune âge. Après 1989, même si les enfants étaient déjà adultes, ils ont tous éprouvé de fortes difficultés économiques et sociales. La situation critique se transmet d'une génération à l'autre et se perpétue d'une époque à l'autre. Les conditions de vie se dégradent après 1989 à cause aussi de l'état de ses enfants : la fille de Mme Asavei a perdu son emploi après plus de vingt-cinq ans de travail; son beau-fils souffre d'une maladie incurable; un de ses fils a divorcé et elle n'a pas de très bonnes relations avec lui. On observe aussi dans cette famille la cohabitation ou le retour à la cohabitation temporaire. Mme Asavei a cohabité durant de courtes périodes avec ses enfants après le mariage de chacun d'entre eux jusqu'au moment où ils pouvaient s'installer dans leur maison.

En comparaison avec le cas des Bujor qui avaient une appréciation positive envers la période communiste même si leur situation a été toujours critique, Mme Asavei déclare que sa souffrance et son ennui sont continus durant les deux époques. Ainsi, elle a beaucoup souffert avant 1989 et elle souffre jusqu'à présent. Elle ne voit pas vraiment de changements positifs dans la société. Elle est très mécontente de l'augmentation des prix, de l'inflation, de sa pension qui n'est pas en corrélation avec ces changements. Les charges de la maison dépassent de beaucoup les moyens dont elle dispose. Le seul changement positif, après 1989, a été l'achat de sa maison. Elle a habité depuis sa jeunesse comme locataire auprès de l'État, tandis qu'après 1990, lors de changements dans la législation dans ce domaine, avec l'aide de ces enfants, elle a réussi à acheter la maison. Pourtant, elle n'a pas réussi à faire des rénovations ni des améliorations, car les ressources disponibles ne le lui permettent pas. Quant aux loisirs, compte tenu de la situation économique critique pendant tout son parcours de vie, elle n'a pas eu de vacances, ni avant ni après 1989.

### *La structuration des transformations postcommunistes*

La vie monoparentale a représenté pour Mme Asavei et pour ses enfants une source de problèmes économiques et relationnels continus. L'intégration sociale a été difficile avant 1989 et a continué de l'être après cette date. L'alternance congés médicaux-travail en raison de sa maladie, a rendu la réintégration sur le marché du travail très difficile et a réduit ses ressources matérielles. Ces contraintes ont conduit à la nécessité de trouver d'autres moyens de survie, comme l'économie domestique, avec la couture à la maison, des travaux ménagers et la sous-location dans sa maison. Après 1989, la situation est plus critique en raison de l'âge de Mme Asavei. La mobilisation des ressources relationnelles extérieures à la parenté, dont la contribution des amies, est indispensable pour la survie. Pourtant, cette aide qui a, comme dans la famille Boujor, une seule direction, provient des réseaux de parents et des amis. Cette solidarité à dimension économique est sporadique, sans être vue comme une obligation, ou comme une dette. C'est une entraide faite dans l'esprit de l'altruisme et de la charité.

### **5.2.3 Un parcours familial postcommuniste chargé de difficultés**

#### *La définition de la situation actuelle*

Le troisième exemple de ce groupe est représenté par un couple qui constitue une sous-catégorie, mais à la différence des deux premiers cas où la situation socio-économique a été précaire durant les périodes avant et après 1989, pour ce couple le niveau économique durant la période communiste a été relativement bon et stable. Une autre différence consiste dans le flux des échanges et de l'entraide. Si, dans les premiers cas, l'entraide venait de réseaux extérieurs, dans ce cas il s'agit d'un échange réciproque parents-enfants et enfants-parents. Les aspects qui nous conduisent à classer cet exemple dans cette catégorie sont la similarité avec deux autres cas en ce qui concerne les ressources qui proviennent de l'économie familiale, de l'héritage et des activités informelles. Une autre similarité consiste dans l'évolution postcommuniste qui n'a pas favorisé l'intégration sociale et économique de cette famille.

L'âge de membres de la famille Iorgulescu se situe entre 63 et 68 ans, et ils sont tous deux à la retraite. Ce couple habite dans une ville près de Bucarest et a un fils marié dans la même ville et une fille célibataire partie en Espagne. Les ressources financières soit la pension de retraite de M. Iorgulescu, d'un niveau moyen, et la pension de retraite de sa femme d'un niveau très bas, ne couvrent pas leurs besoins; les deux se déclarent insatisfaits. Pour arrondir les revenus de la famille afin de couvrir les dépenses, Mme Iorgulescu garde deux enfants d'un jeune couple de leur réseau d'amis, contre rémunération. Ils ont aussi une garçonnière reçue en héritage de la mère de M. Iorgulescu, qui est louée et constitue une source supplémentaire de revenus. Malgré que les Iorgulescu aient reçu des terrains en héritage, ces derniers sont loin de la ville où ils habitent et difficilement exploitables en raison d'un manque de moyens mécaniques. Ils ont laissé l'exploitation de ces terrains aux autres membres de leur famille restés à la campagne. Selon M. Iorgulescu ces terrains n'apportent pas de revenus pour son couple.

Avec leurs pensions de retraite, les Iorgulescu couvrent seulement les frais d'électricité, de chauffage et de téléphone. Ils doivent donc trouver une solution de compromis pour couvrir les frais de leur habitation, de la nourriture, des médicaments et des autres besoins de stricte nécessité. Pourtant, comme dans les autres exemples, ils sont contents parce qu'ils ont pu bénéficier des modifications de la loi et acheter après 1989 leur appartement où ils vivaient comme locataire de l'État. Leur appartement est composé de trois pièces, d'une salle de bain et d'une cuisine. L'espace est satisfaisant, mais leurs ressources limitées n'ont pas permis d'améliorations.

La fille des Iorgulescu, partie en Espagne, leur envoie parfois des petites sommes d'argent. Mais elle non plus ne dispose de beaucoup de moyens, affirment ses parents. Elle a fait des études de journalisme en Roumanie, mais en Espagne elle occupe des emplois non qualifiés; on ignore exactement comment elle se débrouille. Mais elle aide ses parents, sporadiquement. En même temps, Mme et M. Iorgulescu en tant que grands-parents gardent à certaines périodes les enfants de leur fils. Il y a des périodes où leur belle-fille part elle aussi travailler à l'étranger, en Italie, et pendant ces périodes Mme et M. Iorgulescu s'occupent de la garde de leurs trois petits-enfants.

Avec une vie chargée d'obligations comme celles d'occuper des petits emplois pour gagner leur vie et pour aider leur fils, les Iorgulescu ont renoncé aux loisirs et vacances. Mais cela c'est fait également en raison surtout du manque de ressources économiques. En ce sens, M. Iorgulescu affirme que, alors qu'ils sont à la retraite, ils pourraient faire des voyages, visiter des sites historiques, mais lui et sa famille n'ont pas la possibilité financière. Comme il le dit: « *ce que nous n'avons pas vu avant 1989, maintenant nous n'avons plus la possibilité de le voir. Beaucoup des gens en Roumanie ne peuvent plus se permettre de voyager, même pas les jeunes.* »

#### *Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

Pour les deux membres de cette famille, la profession a été très importante et est vue comme une valeur fondamentale. Par rapport au parcours professionnel, M. Iorgulescu fait une mise au point en reprenant sa trajectoire depuis l'école professionnelle. Il nous a raconté comment, dans les années de l'après-guerre, lors d'une période économique difficile, l'État communiste donnait une aide matérielle substantielle aux enfants provenant de la campagne pour former des cadres industriels. Comme d'autres de sa génération, M. Iorgulescu a suivi la tradition de son père en devenant ouvrier. C'est dans le contexte de son emploi qu'il a connu sa femme qui était technicienne dans la même usine. Ils se sont mariés dans la deuxième moitié des années 1960.

En tant que jeune couple, ils ont habité dans un foyer appartenant à l'usine mais où ils n'avaient pas de bonnes conditions de vie. Ils ont cherché un emploi dans une autre entreprise où ils ont obtenu une maison entourée d'un petit jardin et située à proximité de l'usine. C'était une sorte de colonie compacte où habitaient plusieurs ouvriers de la même entreprise. Mais comme l'affirme M. Iorgulescu: « *il y avait tout ce qu'il fallait.* » Leur premier enfant est né dans ces conditions, à la fin des années 1960. Au fur et à mesure que l'usine prenait de l'ampleur, ils ont obtenu un appartement du fonds de l'État « *comme tout le monde le recevait à l'époque* », selon les paroles de M. Iorgulescu.

Les membres de ce couple se déclarent satisfaits de leur vie et de leurs activités durant la période d'avant 1989. M. Iorgulescu affirme :

« J'ai été très satisfait, même si je pouvais suivre les cours d'une faculté moi je me contentais d'une école de métiers, et la pratique de ce métier m'a donné tout ce dont j'avais besoin : une maison, la possibilité d'avoir une voiture, et de très bonnes conditions de vie. »

M. Iorgulescu a pris sa retraite au début des années 1990. On observe, dans cette trajectoire, que la sécurité de l'emploi et du logement est une caractéristique des ouvriers de l'époque communiste, souvent évoquée. M. Iorgulescu a travaillé dans cette usine jusqu'au début des années 1990 quand il a pris sa retraite.

Pour Mme Iorgulescu, restée active sur le marché du travail après la retraite de son mari, la période postcommuniste est caractérisée par des mécontentements à propos de son emploi. Elle a travaillé comme technicienne dans la même usine que son mari. Si jusqu'en 1989, elle a été en quelque sorte satisfaite de son emploi, après cette date, elle a ressenti beaucoup de stress et d'ennuis. Elle nous a présenté cette situation ainsi :

« Mon mari a pris sa retraite avant moi, il n'a pas senti vraiment cet état de stress, mais moi je l'ai senti beaucoup depuis 1989 et jusqu'en 1995, quand je suis entrée en chômage. À la direction de notre entreprise sont arrivés des « parvenus » (...) qui ne te prenaient pas en compte s'ils ne te connaissaient pas (...). Les anciens chefs ont pris leur retraite, et les nouveaux ne savaient pas comment fonctionnaient certaines choses. Ils ont employé leurs relations personnelles, ceux qu'ils connaissaient. Des gens comme moi ont été mis en chômage. Moi j'ai trouvé, à un moment donné, dans mon bureau, quelqu'un d'autre qui avait pris ma place. Il n'y avait plus de place pour les personnes capables, et avec expérience (...); le salaire était misérable. Les nouveaux chefs nous ont invités aux négociations, et ils ne négociaient rien; ils mettaient devant nous une décision et nous on devait signer. Une fois, je me suis déclarée mécontente et j'ai refusé de signer, mais finalement j'ai dû signer, je n'ai pas eu le choix (...) C'était effroyable. »

Ces moments de détresse ont envenimé l'atmosphère familiale. Tous les membres de la famille vivaient cette incertitude, cette menace de la perte d'emploi de Mme Iorgulescu. Pour elle et sa famille, cela a été un souci permanent. M. Iorgulescu se souvient de ces moments :



« Quand ma femme arrivait à la maison, et me disait qu'elle était mécontente (...) qu'il y avait du désordre, des injustices, des abus extraordinaires, bien sûr qu'on éprouvait du stress. Mais elle est partie, elle ne pouvait pas supporter, car elle ne pouvait plus continuer à cause des injustices, et cet état, on l'a ressenti, nous tous. »

En ce qui concerne les relations avec la parenté, à la différence des deux couples précédents au sein desquels la relation de solidarité était unidirectionnelle, dans cette famille les échanges et l'entraide entre parents et enfants se développent dans les deux sens. La solidarité est pour cette famille une valeur qui transgresse les générations. Pendant l'époque communiste, quand les deux membres du couple travaillaient, la mère de Mme Iorgulescu gardait les enfants. Après que la mère de Mme Iorgulescu ait pris sa retraite, ce fut elle qui s'occupait des petits-enfants. Elle prenait en charge d'autres tâches telles les tâches, ménagères dans la maison de la famille Iorgulescu.

Mme Iorgulescu se rappelle également de l'aide précieuse que sa mère a donné à la famille durant la période de crise alimentaire des années 1980, aidant à faire face aux difficultés qu'il fallait surmonter pour assurer l'équilibre et le fonctionnement de leur famille. Pour se procurer les produits alimentaires de base, il fallait attendre des jours, dans de longues files d'attente. Comme l'affirme Mme Iorgulescu: *« pour le lait par exemple, moi je me réveillais très tôt, ou quand ma mère était chez nous, comme moi je devais aller au travail ma mère, la pauvre, attendait plusieurs heures pour acheter un litre de lait. »*

Tout comme nous avons constaté une transmission de l'héritage ou de valeurs symboliques comme le métier, il nous faut remarquer cette transmission de pratiques d'une génération à l'autre. Les parents de Mme Iorgulescu ont aidé la famille, et actuellement la famille Iorgulescu aide leur fils; plus précisément ils gardent leurs petits-enfants pendant la période où leur belle fille part en Italie pour travailler. Mme Iorgulescu explique ainsi la situation:

« Notre belle-fille était partie quatre mois en Italie pour travailler. Nous avons habité chez eux et nous nous sommes occupés de tout ce que fait une mère dans la maison. Nous avons gardé les enfants, on a aidé le petit-fils à faire ses devoirs, moi je fais la cuisine, et le ménage. Nous les appuyons quand ils en ont besoin. »

### *La structuration des transformations postcommunistes*

Nous observons dans ce cas un parcours de vie satisfaisant par rapport aux revenus et à l'emploi avant 1989. En revanche, la période postcommuniste est caractérisée par certaines difficultés et mécontentements autant au plan professionnel qu'au niveau économique. Les bouleversements vécus par Mme Iorgulescu après la privatisation de l'entreprise ont marqué son parcours après 1989. Au niveau des ressources économiques, la pension de retraite des deux membres du couple est insuffisante pour couvrir les besoins, et ainsi la famille Iorgulescu doit faire un « bricolage » des ressources pour assurer leur survie. Parmi ses ressources, on compte la garde des enfants, qui ne se déroule pas dans un cadre officiel, pouvant ainsi la classer comme travail au noir. L'héritage a aussi une contribution aux revenus familiaux. Par exemple, la garçonnière louée apporte un petit revenu.

Une autre contribution économique vient de leur fille partie à l'étranger. L'entraide intergénérationnelle est une source relationnelle importante pour l'équilibre familial. Il représente une valeur familiale qui a une continuité. Ainsi l'aide que la famille Iorgulescu accorde à son fils et à leurs petits-enfants est particulièrement importante. Un autre aspect qui a marqué le parcours postcommuniste de cette famille a été l'accès à la propriété par l'achat de l'appartement après 1989. En ce qui concerne les loisirs et les vacances, ceux-ci ont diminué considérablement pour des raisons économiques. Les représentations que les membres de ce couple se font des changements postcommunistes, sont négatives à l'égard de la période postcommuniste et sont nostalgiques pour la période d'avant 1989.

## **5.3 La stratégie familiale de débrouillardise**

### *La définition de la situation actuelle*

Les familles de ce groupe se particularisent par la débrouillardise. Ainsi, les vulnérabilités sont moins visibles que dans les familles regroupées dans la deuxième typologie. Les

ressources mobilisées n'ont cependant pas l'importance des ressources détenues par les familles regroupées dans la première typologie. Nous avons divisé cette troisième typologie des familles en trois sous-catégories en fonction de plusieurs variables. Pour la première sous-catégorie, il y a deux cas. La privatisation des industries qui affecte l'intégration du marché du travail a conduit les membres de ces familles vers la découverte d'autres moyens pour la survie. L'héritage familial, ou comme on le constate dans le premier exemple, l'héritage de l'extérieur de la famille, peut être une solution à des situations contraignantes. L'agriculture est une des sources complémentaires aux revenus salariaux et, comme nous allons voir dans les exemples qui suivent, elle est importante pour l'équilibre économique de la famille.

La deuxième sous-catégorie comprend un cas qui trouve comme solution pour améliorer la situation familiale, le déménagement de la campagne à la ville afin d'aider les enfants à faire des études et mieux s'intégrer dans la société. Les investissements familiaux de ces premiers trois cas sont orientés principalement vers l'éducation des enfants. Parfois, ces investissements exercent de fortes pressions sur les moyens économiques des familles. Dans la troisième sous-catégorie, en dehors des aspects économiques et relationnels, la variable « âge » a une importance particulière. Ces familles ont des ressources financières limitées, mais l'entraide économique intergénérationnelle devient une ressource importante dans la construction de la stratégie de vie.

#### *Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

Le parcours de vie pour les premiers cas est caractérisé par le changement du milieu professionnel, du public au privé. Pour le deuxième cas, c'est le retour à la campagne. Le troisième cas vise un changement du milieu du travail et de milieu de résidence du rural vers urbain. Les deux autres cas sont caractérisés plutôt par la réduction de revenus, étant donné qu'ils sont à la retraite et ainsi l'entraide de la part de leurs enfants dans cette période est essentielle. Dans tous les cas présentés dans cette section, on observe une forte diminution des ressources économiques, mais moins dramatique que pour les cas inclus dans le deuxième type. Pourtant, cette diminution de ressources a des conséquences autant sur le niveau de vie que sur les loisirs. Soumis à de fortes contraintes, le budget familial est insuffisant et cela

amène à la recherche de solutions alternatives. Au niveau relationnel, l'individualisme capitaliste et l'esprit consumériste manifestés après 1989 ont affecté, voire altéré les relations avec certains membres de la parenté.

#### *La structuration des transformations postcommunistes*

Les changements professionnels liés à la privatisation des entreprises ont créé des difficultés économiques. En même temps, les pensions de retraite sont insuffisantes pour couvrir les besoins des retraités qui expriment un sentiment de mécontentement. Des réductions des ressources économiques surviennent pendant la période postcommuniste par rapport à la période communiste pour tous les cas analysés. Pour faire face aux contraintes économiques, d'autres solutions, comme le retour à l'agriculture, la cohabitation et l'héritage, sont des solutions de survie. La transmission et l'entraide restent des ressources non négligeables pour la stratégie de vie. Cependant, l'individualisme capitaliste qui se manifeste à travers certaines injustices et inégalités dans le partage de la propriété, a produit une altération des relations avec la parenté dans certains cas. Pour le dernier cas, l'altération des relations familiales et amicales a comme raison les divergences d'opinions politiques.

### **5.3.1 Une famille débrouillarde en quête de solutions de survie**

#### *La définition de la situation actuelle*

Le premier exemple choisi est celui de la famille Panciu, dont les membres s'inscrivent dans le groupe d'âge de 48 à 55 ans. Ils habitent dans une petite ville de province, dans un appartement de deux pièces, salle de bain et cuisine. Le couple a aussi deux filles jumelles dans la vingtaine, étudiantes dans une université privée, qui habitent dans une autre ville que celle de leurs parents. La famille Panciu a un niveau économique moyen. La qualification de la dame est de niveau minimal, elle travaille dans une usine textile. Son mari a un niveau de qualification moyen, travaillant comme policier. La femme déclare son insatisfaction du point de vue professionnel, car son entreprise a changé de statut, passant après 1990 d'une entreprise d'État à une entreprise privée. Et, comme elle le soutient: « *il y a plus de travail*

*maintenant, mais la rémunération est insatisfaisante; il n'y a pas de respect de la part des patrons et les employés ne bénéficient pas de droits (sociaux).* » Pour sa part, son mari qui travaille à la police est fonctionnaire, rémunéré sur le budget public, et il se déclare plutôt satisfait de son emploi, malgré les risques que présuppose sa profession.

Une grande partie de l'investissement financier est orienté vers les études de leurs deux filles. Le revenu familial couvre les besoins de la famille en proportion de 60 % à 70 %. Pour illustrer sa situation, M. Panciu affirme: *« les revenus sont sous la limite des standards de vie et si on ne fait pas quelque chose à côté de nos emplois, on ne peut pas se maintenir sur la ligne de flottaison. »* Les ressources économiques limitées ont conduit cette famille à chercher des solutions de compensation. Ils ont reçu de la part d'une dame âgée une donation-viager qui consiste en une maison et le terrain d'alentour. La transmission de la propriété a été faite sur la base d'un acte qui oblige la famille Panciu à s'engager à soutenir cette donatrice âgée pendant sa vieillesse. Dans ce cas, les échanges ne s'inscrivent donc pas dans la solidarité familiale. Cependant, le flux des échanges est double, la famille Panciu reçoit une donation et la donatrice bénéficie de soins. Même si on ne connaît pas les raisons de l'entente, on peut supposer que cette entraide est déterminée par des contraintes économiques, s'agissant selon nous d'une forme de « solidarité pragmatique ».

Malgré ces ressources, la situation économique des Panciu reste encore assez précaire. Il faut souligner également que ceux-ci partagent leur temps entre leur emploi à la ville et l'exploitation agricole dans un village situé à quelques dizaines de kilomètres de la ville. Ces terrains ne sont pas très productifs et les travaux sont coûteux; la famille Panciu ne tire donc pas beaucoup de bénéfices financiers de l'agriculture. Étant donné un outillage agricole limité, une bonne partie des travaux est réalisée avec l'aide de personnes du village et de façon rudimentaire; cependant, les coûts demeurent très élevés. Cette situation contraignante est déterminée par le fait que les Panciu ont orienté une bonne partie de leurs dépenses vers l'éducation de leurs deux filles étudiantes dans une université privée, où les frais de scolarité et le coût de la vie sont très élevés.

Leur budget étant soumis à de fortes pressions, les membres de cette famille ont essayé de bricoler une stratégie économique en faisant appel à la transmission de l'héritage, et en ayant recours à l'agriculture traditionnelle. Quant aux relations familiales, celles-ci sont détériorées par les intérêts économiques de certains membres de la parenté. M. Panciu a souligné l'existence de certaines injustices commises par leurs parents en ce qui concerne le partage de l'héritage familial. Selon lui, les relations familiales et la cohésion dans la famille ont été altérées par l'individualisme et la compétition spécifiques à l'époque postcommuniste. On pourrait qualifier ces épisodes comme des « querelles d'héritage », pour reprendre une expression consacrée à ce type de situations.

*Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

Les changements sont visibles sur plusieurs plans. Ainsi, au niveau économique le changement du milieu d'emploi dans le cas de Mme Panciu, plus précisément la privatisation de son entreprise, a conduit à une charge de travail supplémentaire pour elle, qui n'est par contre pas accompagnée par la reconnaissance de la part de ses patrons, ni par l'octroi de droits sociaux. Ces aspects conduisent à son appréciation très critique des transformations postcommunistes. Des changements pendant la période postcommuniste sont observés également au niveau des mentalités, ce qui produit des bouleversements des relations sociales et familiales. Selon Mme Panciu:

« Pendant l'époque communiste, on n'observait pas tout; on ne voyait pas tout; et on n'avait pas le droit de voir des différences entre nous et les autres. Nos conditions de vie étaient limitées; nous, on ne savait pas beaucoup, on n'avait rien à quoi se comparer et on se contentait de ce qu'on avait. Aujourd'hui, les exigences ont augmenté. Si tu regardes ton semblable, tu es en compétition avec lui. (...) Avant 1989, on avait tous les mêmes conditions; aujourd'hui il y a des conditions de vie très différentes. »

Si le discours de Mme Panciu est imprégné par le ressentiment envers les inégalités sociales, les inégalités d'opportunités, la compétition et l'esprit individualiste, ces sentiments se retrouvent aussi dans certains propos énoncés par M. Panciu par rapport aux relations familiales avec ses frères et ses parents. Celui-ci constate:

« Avant (pendant l'époque communiste), on n'avait pas de quoi se quereller. Avant on savait qu'on avait un boulot et ça, c'était tout. Maintenant tu as un jardin, tu as un verger, et les parents créent des tensions entre enfants en ce qui concerne l'héritage (...). L'état d'égoïsme a augmenté et les tensions aussi; ils (les membres de la parenté) ne collaborent pas comme avant. Il y a chez nous et dans d'autres familles également des frictions, des mésententes, pour les mêmes raisons: le partage de l'héritage. Ces discordes ont commencé après 1989. »

Un autre aspect important dans la dynamique postcommuniste de la famille Panciu est la diminution significative des loisirs. Si autrefois, pendant l'époque communiste, les Panciu avaient plus de loisirs et passaient chaque année des vacances au bord de la Mer Noire, et très souvent des week-ends et des sorties dans la nature, après 1989, surtout à partir de la deuxième moitié des années 1990, ils ont réduit de façon significative leurs vacances. Les sorties et les week-ends ont été diminués, et tout cela en raison d'un manque de ressources. Le temps libre est consacré maintenant aux travaux agricoles et les fins de semaine sont passées, à la campagne à leur exploitation agricole.

#### *La structuration des transformations postcommunistes*

Le changement le plus visible se trouve dans le domaine économique, à savoir le changement d'emploi de Mme Panciu de l'entreprise d'État au secteur privé, ce qui a entraîné des mécontentements relatifs au salaire et aux conditions de travail. Ainsi, les ressources économiques ont diminué alors que les dépenses ont augmenté à cause de l'investissement d'une bonne partie des ressources financières dans les études de leurs deux filles dans une université privée. Ces contraintes économiques ont déterminé la recherche de solutions complémentaires pour assurer l'équilibre et la stabilité de la famille. Ainsi, l'héritage de la part d'une personne extérieure à la parenté peut être considéré comme un élément de solution dans l'élaboration d'une stratégie de compensation. Cette «pluriactivité» (Courlet et Pernet, 1989) qui combine l'économie industrielle et l'économie traditionnelle renvoie à l'idée d'une double intégration, d'une part sur le marché et d'autre part dans l'économie traditionnelle. Quant au niveau symbolique, l'appréciation est plutôt critique envers les changements postcommunistes à cause des inégalités sociales observées. En même temps, au niveau du

vécu familial, on observe une dégradation des relations avec les autres membres de la parenté. Après la remise en propriété des terrains et des biens confisqués par le régime communiste, apparaissent des querelles dans cette famille pour l'héritage familial.

### **5.3.2 Une stratégie familiale pragmatique - le retour à la campagne**

#### *La définition de la situation actuelle*

Le deuxième exemple de ce groupe, la famille Olariu, est composée des deux membres du couple situés dans le groupe d'âge entre 45 à 55 ans et de deux filles élèves au lycée, âgées entre 16 et 18 ans. Les deux membres du couple ont travaillé avant 1989 comme ouvriers dans une usine située dans une petite ville industrielle et ils habitaient dans un appartement alloué par l'entreprise. Dans la deuxième moitié des années 1990, l'usine où ils travaillaient a été restructurée, et ils ont été licenciés. Ils ont alors décidé de quitter la ville et de retourner à la campagne où ils ont hérité du terrain et de la maison parentale de M. Olariu. Mme Olariu a reçu les bénéfices de l'ordonnance de licenciement, soit le versement de quelques mois de salaire, ainsi que l'assistance au chômage pendant la période légale d'un an et demi, pour ensuite se retrouver sans emploi ni revenu. Elle est devenue femme au foyer, statut qu'elle avait encore lors de notre entrevue.

M. Olariu a également bénéficié de l'ordonnance de licenciement. Mais, une fois retourné à la campagne, il s'implique dans la vie de la communauté villageoise. Ainsi, il occupe, depuis son retour, la fonction d'adjoint au maire. Il est très satisfait du poste qui, outre l'avantage financier, lui apporte un grand prestige dans la communauté. Dans son discours, il est très critique par rapport au système industriel communiste dans lequel il a travaillé pendant des années. Il observe le niveau réduit de la technologie avec laquelle ils devaient travailler, la charge de travail élevée de six même sept jours par semaine, mais qui était sous-payée.

Des raisons comme la restructuration de l'industrie, la fermeture de l'usine, le chômage, l'impossibilité de survivre avec des petits revenus et la dégradation des conditions de vie dans le milieu urbain ont contraint cette famille à retourner au village. Ici les Olariu avaient une



maison et un lopin de terre, l'héritage des parents de M. Olariu, ce qui leur rendait la vie plus facile. M. Olariu a déclaré en ce sens :

« De mon point de vue, je pense qu'à la campagne, en Roumanie, on vit présentement mieux qu'en ville, surtout par rapport à la période d'avant 1989. On habitait dans un bloc-appartements et on bénéficiait d'eau trois heures par jour. Hélas! Maintenant c'est la même situation. Les blocs se sont beaucoup dégradés jusqu'à l'heure actuelle; la situation est choquante. Je suis allé récemment dans un bloc-appartements, qui appartenait à notre usine et j'ai vu des gens qui fendaient du bois dans le corridor du bloc pour alimenter leur feu. Cela ne se passait pas ainsi avant 1989. »

Les ressources financières que possède la famille Olariu aujourd'hui ne couvrent pas leurs besoins avec un seul salaire pour une famille avec deux filles au lycée dans une ville à l'extérieur de leur village; cela requiert un fort investissement. Le petit lopin de terre exploité avec des moyens rudimentaires ne leur apporte pas beaucoup de bénéfices. Pour les travaux agricoles principaux, ils sont contraints d'employer des gens de l'extérieur de la famille qui doivent être rémunérés. Ils croient que les efforts investis ne sont pas récompensés par les avantages obtenus. Les Olariu affirment que les labeurs pour obtenir quelques légumes sont très coûteux et qu'il n'est pas vraiment avantageux de s'occuper de l'agriculture. Pourtant, l'exploitation de la terre, même si peu productive et coûteuse, demeure un moyen important de survie alimentaire.

#### *Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

En ce qui concerne la situation financière, M. Olariu dit que lui et sa femme avaient des revenus acceptables avant 1989. Les salaires de l'usine où les deux membres du couple ont travaillé leur permettaient d'avoir un niveau de vie décent. Les Olariu ne considèrent pas que ce dernier était véritablement bon ou élevé, « *mais décent pour une famille* » selon les paroles de M. Olariu. Présentement, celui-ci pense qu'il gagne plus, mais comme il n'y a qu'un seul salaire pour le foyer (sa femme ne travaille plus), les revenus restent insuffisants. À partir de 1995-1996, la famille Olariu a traversé une période très difficile, marquée par des difficultés au niveau affectif et matériel. Le décès soudain des parents de M. Olariu et la perte d'emploi de sa femme sont deux moments qui ont marqué fortement la trajectoire familiale. Mais ces

difficultés ont été au moins partiellement compensées par le retour à la campagne. M. Olariu occupe une position sociale privilégiée étant élu adjoint au maire, et lui et sa famille ont développé un cercle d'amis et de fréquentations. De cette façon, leur vie sociale connaît un enrichissement après 1989.

Le retour à la campagne, en plus des avantages déjà remarqués, assure une habitation à la famille, avec la maison héritée des parents de M. Olariu. C'est une vieille maison, construite en 1939, qui n'était pas très confortable et qui a dû être rénovée. Ils disposent d'un espace insuffisant, même s'il y a deux pièces assez grandes, une cuisine et une salle de bain. Ils bénéficient de l'eau courante, ce qui est très rare chez les autres habitants de leur village. Ils déclarent que le manque d'argent les a empêchés de rénover la maison. Par contre, actuellement ils touchent un autre héritage, soit une maison provenant des parents de Mme Olariu, qu'ils envisagent de vendre pour ainsi se procurer l'argent nécessaire pour améliorer leurs conditions de vie. On observe encore une fois la force et l'importance de l'héritage dans la stratégie de vie de cette famille.

La période postcommuniste a également signifié la réduction des loisirs pour les Olariu. Ils ont réduit les excursions et les congés qu'ils prenaient auparavant, mais ils ont compensé ce manque par des activités sociales avec leurs réseaux d'amis. M. Olariu a résumé leur situation à ce sujet ainsi:

« Moi, je suis d'une certaine façon content de cette période; mais, nos ressources sont insuffisantes, donc on ne se permet pas de partir vers des destinations touristiques. Nous, on ne peut pas se le permettre. Nous avons une vie modeste; on ne peut pas faire de tourisme, mais très peu de gens peuvent se le permettre aujourd'hui. Pour aller faire une excursion ou aller dans une station touristique, automatiquement il faut couper quelque part dans notre budget: soit réduire l'achat de vêtements, soit celui de la nourriture. Avant 1989, on partait en excursions très souvent (...) Maintenant, après qu'on soit revenu ici au village, on s'est formé un cercle d'amis, des personnes particulières, dans un cercle très restreint. On ne peut élargir notre cercle beaucoup car les relations doivent d'abord se baser sur l'éducation familiale; si ma famille a un certain niveau d'éducation, on ne peut pas s'approcher d'une autre famille ayant un autre niveau d'éducation. »

### *La structuration des transformations postcommunistes*

Les revenus salariaux que cette famille avait avant 1989 étaient satisfaisants. Affecté par la restructuration industrielle et le besoin de retourner à la campagne, M. Olariu s'est impliqué dans la vie de la communauté, au sein de laquelle il a acquis un certain prestige social. Mais, pour Mme Olariu, son changement de statut, de salariée à femme au foyer, a entraîné automatiquement une diminution de ses revenus et de ceux de la famille. L'héritage a une très grande importance dans la stratégie de survie. À la différence de la famille Panciu où l'héritage était une source complémentaire de revenus, dans le cas de la famille Olariu, la maison parentale et le lopin de terre sont à la base de la survie quotidienne. L'héritage de la part des parents de Mme Olariu est une source importante d'argent qui va permettre l'amélioration des conditions de vie de la famille. Le retour à l'agriculture, dans une exploitation avec des outils archaïques qui implique l'emploi de personnes extérieures et des coûts substantiels, n'a pas représenté de grands bénéfices pour cette famille.

Cette économie traditionnelle, basée sur le développement d'une agriculture circonstancielle, assure la survie des membres de la famille mais ne permet pas le développement de grands projets familiaux. Sur le plan symbolique, M. Olariu a été très critique envers l'époque communiste, et il pense que la dégradation des conditions de vie qui a été très marquée à partir de la fin des années 1970 est due à l'échec de la politique économique erronée du régime de Ceausescu. Mais aussi il est critique envers la période postcommuniste lorsqu'il observe une dégradation des valeurs familiales et remarque que les jeunes générations n'ont pas de repères moraux. Nous ne connaissons pas l'opinion de sa femme à ce sujet, car elle ne s'est pas prononcée par rapport à ces aspects.

### **5.3.3 Une famille dynamique, le déménagement en ville**

#### *La définition de la situation actuelle*

Notre troisième exemple de ce groupe est la famille Badea qui a la même composition que les deux familles précédentes. Les membres du couple ont entre 50 et 55 ans, et ils ont deux

enfants, étudiants dans une université privée et âgés entre 19 et 24 ans. La famille Badea habite depuis 1990 à Bucarest. Les revenus actuels de la famille se situent à la limite de ce qui est requis pour survivre, comme nous l'a déclaré M. Badea. Celui-ci a une pension de retraite et sa femme un salaire qui ne peuvent pas couvrir leurs besoins. Ils réussissent à peine à couvrir les charges du ménage tels le chauffage, le loyer, les vêtements. Selon leurs estimations, leurs revenus couvrent à l'heure actuelle à peu près 70 % de leurs besoins. Ils profitent d'une maison parentale où ils ont habité avec les parents de la femme jusqu'en 1990; ils possèdent aussi des terrains. Ces terrains et la maison parentale sont situés très loin de Bucarest, à environ 400 kilomètres. L'exploitation de ces lopins de terre est très difficile. Les Badea se rendent là-bas, mais seulement durant leurs vacances. Ainsi M. Badea conclut: « *les revenus agricoles sont peu significatifs pour nous, car nous habitons à la ville et là-bas à la campagne la terre ne donne pas ses récoltes toute seule.* »

#### *Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

Contrairement à la famille Panciu pour laquelle l'exploitation agricole était un complément de survie et l'aller-retour entre ville et campagne était nécessaire, et contrairement aussi à la famille Olariu qui après 1989 est retournée à la campagne pour assurer l'équilibre et la stabilité économique de leur foyer, la famille Badea a déménagé en 1990 de la campagne vers la capitale, à Bucarest. Ainsi les deux membres du couple ont changé leur milieu du travail du village à la ville. M. Badea a travaillé comme ingénieur dans une mine dans la région où ils ont habité jusqu'en 1990 et il a continué de travailler comme ingénieur à Bucarest jusqu'en 2000, quand il a pris sa retraite. Sa femme, qui a été éducatrice avant 1990, a continué de travailler dans le même domaine, dans une garderie de Bucarest, où elle travaillait encore lors de notre entrevue.

Pour eux, le changement de régime a ouvert les portes vers l'accès au milieu urbain. Ce déménagement a été motivé par le désir d'être proche de leurs enfants et de les soutenir pour faire des études. Quant à leurs parcours postcommuniste M. Badea affirme:

« Dans notre famille, les changements après 1989 ne sont pas très significatifs. Mais on a réussi quand même à changer d'emplois, de la province vers Bucarest. On était content de ce changement au début, mais à cause de certains problèmes économiques et sociaux généraux, la satisfaction a diminué. »

Quant à leurs professions, les Badea se déclarent contents pour les périodes d'avant et d'après 1989. Mais en ce qui concerne sa retraite depuis 2000, M. Badea affirme que cela ne représente pas une situation qui puisse particulièrement satisfaire.

Les revenus de la famille, bien qu'ils aient augmenté après 1989 et qu'ils soient à un niveau assez élevé, ne couvrent pas les besoins car les dépenses pour les charges de l'appartement et le coût de la vie en ville, surtout à Bucarest, sont plus grands qu'à la campagne. En plus, leur investissement majeur est orienté vers les deux garçons qui étudient dans des universités privées, ce qui conduit à une forte pression sur le budget familial, comme cela était le cas pour la famille Panciu d'ailleurs. L'appartement qu'ils détiennent dans un quartier de classe moyenne, obtenu en 1990 lors de leur déménagement à Bucarest, est composé de trois chambres, d'une salle de bain et d'une cuisine. En apparence, leur logement est bien équipé et assez confortable. Ils se déclarent contents, mais ils expriment le regret qu'après 1989 ils n'aient pas réussi à faire beaucoup de rénovations.

Comme dans la famille Panciu, dans la famille Badea le changement durant la période postcommuniste est saisi au niveau des relations avec les autres membres de la famille élargie. Par exemple, ils observent après 1989 un changement de mentalité auprès de certains membres de la parenté. La remise en propriété des forêts ou des terrains confisqués par le régime communiste, ou simplement le partage de l'héritage a généré des dissensions entre frères. On peut supposer la même situation relationnelle que dans les autres cas. M. Badea a résumé ainsi la situation:

« Les relations entre frères et sœurs en général ont changé. Après 1989 la mentalité a changé peu à peu dans le sens de la vie capitaliste alors que certains pensent maintenant selon un esprit capitaliste, et souhaitent obtenir des profits plus faciles et plus rapides. Cela a entraîné des situations qui ont affecté nos relations dans la famille avec mes sœurs et frères, car on n'est pas toujours en accord. »

La diminution des ressources après 1989 a influencé beaucoup la vie sociale de la famille et ses loisirs. Par rapport à ces aspects, ils sont très mécontents. M. Badea affirme dans ce sens:

« En général, avant 1989, quoique les salaires étaient plus bas, je peux dire même très bas, on se permettait de sortir, faire un voyage, ou passer des vacances à la Mer Noire ou dans un autre endroit. Mais après 1989, étant donné la vitesse de l'inflation, on est dans la situation où on ne peut plus entrer dans une pizzeria plus qu'une fois tous les six mois pour prendre une consommation. »

Pourtant, la famille offre une évaluation en quelque sorte positive de la liberté d'après 1989, mais l'optimisme est très nuancé car, affirme M. Badea: « *les problèmes sociaux, surtout les problèmes économiques se sont aggravés progressivement chaque année depuis 1989 ; ils sont difficilement supportables en général.* »

#### *La structuration des transformations postcommunistes*

Les éléments de structuration visent essentiellement le déménagement du milieu urbain en milieu rural. Ce déménagement a supposé le changement du lieu de travail et de résidence. Les ressources ont diminué et sont devenues insuffisantes pour couvrir les besoins. Les investissements de la famille sont concentrés surtout sur les études des enfants dans des universités privées très coûteuses, ce qui exerce des pressions significatives sur le budget familial. L'héritage est moins significatif en comparaison avec les autres familles du même groupe, et l'exploitation de leurs terres est difficile en raison de la distance et du manque de moyens mécaniques. La maison parentale avec le terrain hérité ont plutôt une fonction de résidence de vacances. Il faut noter également l'affaiblissement après 1989 des relations avec les membres de la parenté, en raison de querelles autour du partage de l'héritage. L'évaluation que fait la famille Badea est assez critique en ce qui concerne les changements postcommunistes et l'évolution de la société pendant cette période.

#### **5.3.4 Une stratégie familiale construit avec un bricolage de ressources**

##### *La définition de la situation actuelle*

Cet exemple concerne un couple dans le groupe d'âge de 60 à 70 ans. Cette famille cohabite avec la famille du fils aîné, qui est marié et qui a une fille de 8 ans. Ils habitent dans un village près d'une ville fortement industrialisée. Cette région rurale, qui est située dans une région de plaine, a été collectivisée pendant le communisme. Le fils de la famille Dima travaille en ville et fait la navette. Les Dima disposent de ressources assez limitées, soit la pension de M. Dima et le salaire de son fils. L'épouse de M. Dima et sa belle-fille n'ont pas de revenus. Les deux sont femmes au foyer. Leurs revenus sont d'un niveau très bas et M. Dima résume ainsi la situation:

« Moi, j'ai une petite pension de 2, 700 000 lei (à peu près 130 €). En dehors de ça, je ne peux pas travailler, car j'ai un problème de santé. Je me débrouille assez difficilement, mais tous les travaux sont à la charge du reste de la famille. Mon fils, ma belle-fille, ma fille qui vit dans la ville, nous aident beaucoup. En cas de difficultés, notre fille nous aide, mais on fait tout de manière à ne pas avoir besoin d'aide (...) La pension ne suffit pas, car je dois dépenser de l'argent pour cultiver le terrain; on a un lopin de terre où on cultive le maïs on a un porc; on a des volailles, une vigne pour avoir « un petit verre », mais ça ne suffit pas. Mais on se débrouille quand même. On ne veut pas fâcher Dieu. Avec des efforts et le salaire de Dorin (le fils) on se débrouille. Mais pas seulement avec ma pension; mon fils est salarié et nous contribuons ensemble aux dépenses du foyer. Il y a une contribution collective de toute la famille, mais il n'y a pas de problèmes. »

Ces deux familles cultivent aussi le terrain obtenu après la mise en propriété des terres confisquées sous le régime communiste. Ils donnent en bail à l'État, à une association agricole, une partie de leur terrain et ils reçoivent une quote-part. Avec ce qu'ils cultivent, ils élèvent un porc et des volailles pour leur propre consommation. Etant donné qu'ils cohabitent avec la famille de leur fils, il y a un partage des tâches. Leur belle-fille nous a résumé la situation de cette manière:

« Moi avec ma belle-mère, on fait tout ensemble; on ne fait pas la différence. Dans le jardin on est ensemble, dans la cuisine ensemble; quand l'une d'entre nous ne peut pas faire quelque chose, c'est l'autre qui le fait. Le ménage, le plus souvent, c'est moi qui le fait, car je suis plus jeune. Mais la plupart des tâches sont à notre charge, à moi et mon mari, car on est plus jeunes. »

On remarque ainsi qu'entre la famille Dima et la famille de son fils il y a entraide, dont des échanges monétaires et aussi des échanges de services. La coopération est très étroite. La jeune famille aide les parents financièrement et avec les tâches domestiques. Les parents s'engagent à leur tour dans la garde de la petite-fille et ils contribuent également aux travaux agricoles.

Les deux couples cohabitent dans une maison bâtie assez récemment qui n'a pas beaucoup d'espace, mais qui est confortable. La maison est composée de quatre pièces, d'une cuisine et d'une salle de bain. Comme M. Dima affirme:

« Nous sommes deux familles donc cinq personnes au total; on habite ensemble. Chacun (ça veut dire chaque famille) a sa chambre. Moi et ma femme, on a nos chambres comme pour les vieux; la cuisine est commune, la salle de bains aussi. Presque toutes les chambres sont en commun; seulement les chambres à coucher sont séparées. »

Les relations entre les deux familles sont bonnes; elles n'ont pas de problèmes. Ainsi, la belle fille affirme: *« il y a des discussions autant qu'il puisse en exister dans une famille avec des jeunes et des vieux, il y a des mésententes, mais pas de grandes. Non, ça n'existe pas chez nous. On s'entend très bien. »*

#### *Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

M. Dima et sa famille n'ont pas eu de problèmes ou de mécontentements, ni avant ni après 1989. Les Dima avaient des loisirs et des rencontres avec la famille élargie avant 1989, mais après, à cause de leur âge, ils ont réduit ces rencontres. Pourtant, M. Dima part chaque mois avec son fils, pour quatre jours de pêche et de chasse dans le Delta du Danube. Il est optimiste et confiant en Dieu. Comme il l'a déclaré, il a toujours pensé positivement, avec espoir, et ainsi il a réussi à surmonter les moments difficiles de la société et de sa vie. Il a révélé son état d'esprit ainsi : *« Moi, je disais toujours quand les temps étaient difficiles, mon Dieu le bien viendra, donc je ne peux pas dire que ça a été mauvais. »*



Si M. Dima est content de sa situation, sa belle-fille est plutôt pessimiste par rapport aux changements d'après 1989. Elle a été chômeuse depuis 1994-1995. Présentement, elle n'a plus d'emploi ni de revenus. Son mari travaille, mais il est sous la menace du licenciement, en raison de la restructuration de l'usine où il travaille. En plus il est tombé gravement malade; il a eu une chirurgie cérébrale. L'usine ne réalise pas le plan et le salaire a diminué. Selon l'appréciation de la belle-fille de M. Dima, leur situation est difficile. Leurs revenus, avec ceux de M. Dima sénior, leur permettent à peine de payer les travaux agricoles et d'acheter des vêtements. Pour ce faire, la jeune famille a limité le projet reproductif à un seul enfant. Comme la jeune femme nous l'a dit « *c'est bien, qu'on ait qu'un seul enfant. Si on en avait plus, ce serait beaucoup plus difficile pour nous.* » Pour elle, tout a changé quand elle a perdu son emploi. Ainsi, elle affirme:

« La vie était belle quand on avait un emploi tous les deux. On avait un salaire, on se débrouillait, on ne se faisait pas des soucis pour l'argent; on n'avait pas peur que l'argent ne suffise pas et on ne se querellait pas. Mais maintenant que je suis sans emploi, je ne peux pas dire qu'on se querelle, car on s'habitue avec l'argent qu'on a, mais c'est difficile (...) c'est comme ça, on se limite à ce qu'on a. »

Quant à la période d'avant et d'après 1989, la jeune femme a une vision différente de son beau-père. Cette distinction peut exister à cause de la différence des générations qui conduit parfois à une autre vision sur la vie. Ainsi la jeune femme nous a raconté:

« Je peux dire que, d'un certain point de vue, c'était mieux avant 1989 parce qu'on ne se faisait pas de soucis: on avait des salaires, on se débrouillait avec nos emplois et on voyait la vie autrement. Après 1989, ça a été bien aussi. Nous nous sommes débrouillés, mais pas comme on le désirait. Cela ne veut pas dire qu'on est avides d'avoir de l'argent, mais au moins d'offrir à notre enfant ce qui est le meilleur, d'améliorer la maison ou d'acheter des choses de bonne qualité. Mais ce n'est pas possible. J'aimerais vous dire que plusieurs années après 1989 nous avons très bien vécu; on avait des bons salaires. Mais maintenant, c'est de plus en plus difficile à cause du manque de l'argent...et nous on vieillit... »

Quant aux loisirs, la jeune famille ne se permet pas beaucoup de vacances ou d'activités culturelles, ou rencontres avec des amis. La jeune femme affirme: « *On n'est pas partis en vacances depuis trois ans. Avant, on allait au bord de la Mer Noire ou au Delta du Danube,*

*mais maintenant on ne peut plus y aller. On voulait renoncer à quelque chose pour faire des économies, mais on n'a rien à quoi renoncer. »*

#### *La structuration des transformations postcommunistes*

La famille dispose de peu de ressources économiques, mais suffisamment pour couvrir les besoins. La cohabitation des parents avec la famille de leur fils assure l'équilibre financier et économique en général. Un élément de structuration important est l'entraide intergénérationnelle. Le jeune couple aide les parents aux travaux agricoles et de leur côté, les parents prennent en charge la garde de la petite-fille. Dans cette famille, nous avons observé une forme de solidarité qui combine la transmission des biens matériels avec l'héritage symbolique manifesté dans l'éducation, le conseil et l'accompagnement (Attias Donfut, 1995). La remise en propriété du terrain agricole conduit au développement de l'économie traditionnelle qui, avec la rente que la famille obtient, assure sa survie.

### **5.3.5 Une stratégie familiale fondée sur la cohabitation et l'entraide**

#### *La définition de la situation actuelle*

Ce dernier cas de débrouillardise est celui d'un couple dont les deux membres se situent dans la tranche d'âge de 63 à 68 ans. Ils cohabitent avec leurs fils, dans la trentaine marié et ayant un enfant. Leurs ressources sont modestes et l'entraide de leur enfant est nécessaire. La famille Sandu habite une maison issue de l'héritage parental, située à Bucarest. Si les Sandu cohabitent avec la famille de leur fils, les familles sont cependant séparées. Fait extrêmement rare à l'époque communiste, ce couple a eu la chance de pouvoir acheter un appartement pendant leur vie active. Après le décès des parents de l'époux, ils ont vendu l'appartement et avec l'argent ont rénové et agrandi la maison parentale dans laquelle ils cohabitent avec la jeune famille de leur fils.

Les relations de solidarité ont un double sens dans cette famille, le jeune couple offre une aide financière aux parents et en échange les parents à leur tour gardent leur petite-fille. L'aide des

parents envers leurs enfants se limite seulement à la garde de la petite-fille; ils ne s'impliquent pas dans l'aide ménagère ou dans d'autres tâches domestiques comme cela était le cas dans d'autres exemples. Mme Sandu affirme en ce sens:

« Nos enfants s'aident eux-mêmes et nous nous les aidons avec notre amour. Ils font la cuisine et le ménage eux-mêmes. Pas parce que nous ne voulons pas le faire, mais parce qu'ils ne le permettent pas. Ils sont de très bons enfants qui ont pris en charge la responsabilité de leur ménage. Ils continuent la tradition de respect pour les valeurs familiales, les traditions que nous avons héritées de nos parents, et que nous avons transmises à notre fils. »

En ce qui concerne l'héritage, les Sandu ont des terrains à la campagne, à quelques dizaines de kilomètres de Bucarest, mais sont non productifs. Ils ont reçu ces terres lors de la remise en propriété des terrains confisqués par le régime communiste. Ces terrains ne représentent qu'un souvenir de leur enfance. Ainsi Mme Sandu nous a déclaré:

« Sous le communisme, les terres ont été confisquées mais après la révolution (les événements de décembre 1989) nous sommes rentrés en possession du patrimoine de nos parents. Cependant, nous n'avons pas la possibilité d'exploiter ces terres. Nous les avons laissées à quelqu'un de la famille, mais ils n'ont pas les moyens techniques pour les cultiver. Ils ont une charrette et un cheval, mais comment peuvent-ils travailler ainsi? »

Ces terrains, comme nous le constatons, n'apportent pas de bénéfices économiques, mais ont surtout une valeur symbolique, définie souvent comme « un retour aux racines. »

### *Le parcours de vie familiale de l'époque communiste à la période postcommuniste*

Les revenus de la famille, constitués par des pensions de retraites, les mécontentent fortement. Mme Sandu affirme:

« Avant la révolution (les événements de décembre 1989), on avait des revenus de telle sorte qu'on ne mourrait pas de faim. Après la révolution, si nous ne faisons pas appel aux enfants, nous mourons de faim. Les revenus ne sont pas à la valeur de nos années de travail ni à la valeur de notre formation. Moi, j'ai suivi des cours à l'Université de

Bucarest et j'ai travaillé 40 ans, et je ne suis pas rémunérée à la hauteur de mon travail. Mon mari qui a travaillé plus de 40 ans dans un hôpital, non plus, il n'est pas récompensé pour son travail. »

En ce qui concerne le projet résidentiel, il y a aussi une longue trajectoire. Les Sandu ont acheté avant 1989 un appartement dans lequel ils ont habité pendant plusieurs années. Après la mort des parents de M. Sandu, quand ils ont hérité une maison composée de deux chambres, d'une salle de bain, d'une cuisine et d'une petite cour, peu éloignée du centre-ville de Bucarest, ils ont vendu leur appartement. Avec cet argent, ils ont rénové la maison parentale en bâtissant aussi deux chambres et une cuisine pour leurs fils. Quant à l'héritage, nous l'avons déjà évoqué, la famille Sandu a reçu le droit de propriété pour la terre des parents, sans avoir la possibilité de la cultiver. Il y a d'autres membres de la parenté qui habitent à la campagne et qui s'en occupent, mais ils n'ont pas les moyens techniques et mécaniques nécessaires, ce qui rend l'exploitation très difficile. Les bénéfices matériels sont presque inexistants. C'est seulement la valeur symbolique, du souvenir de leur enfance et de leurs parents qui est rattachée au terrain.

Quant à la relation avec la famille élargie, les Sandu observent, comme dans le cas de Badea et Panciu, une détérioration après 1989. Cette fois-ci la raison n'est pas l'héritage. Ils ont eu des querelles à cause de leurs opinions politiques. En ce sens Mme Sandu affirme:

« On a observé peu après 1989 que rien n'a changé dans la société et que plusieurs sont restés dans la même ligne que celle dictée par l'éducation communiste. Cela a eu des effets sur les rapports entre les membres de notre famille. Certains ont continué la ligne communiste et d'autres ont adopté les lignes nouvelles du libéralisme. Ainsi s'est produite une rupture. On a connu des ruptures dans les relations à l'intérieur de notre famille avec des cousins. Mais nous avons eu des querelles avec des amis sur ce sujet, et on ne se parle plus. On peut dire qu'on avait des discussions presque violentes au moment où nous avons exprimé nos opinions contre les communistes. Donc vous voyez, à partir de discussions politiques, on est arrivé jusqu'à couper les relations avec des amis et aussi avec quelques membres de la famille. »

En ce qui concerne les congés et les loisirs, la famille Sandu se déclare mécontente. Les ressources économiques ne permettent pas aux Sandu de partir en vacances ou d'organiser des

sorties de fin de semaine. Les rencontres avec les membres de la famille élargie sont aussi réduites et se limitent à des événements familiaux.

« On voit très rarement nos amis (soutient Mme Sandu), car la situation matérielle ne nous le permet pas (...) En ce qui concerne les relations avec les amis, on a beaucoup d'amour pour eux, on souhaite certainement les revoir mais c'est impossible à cause de ces obstacles matériels. Dès le moment où l'on fait une invitation, on a des obligations envers ceux que l'on invite. On ne parle plus de spectacles; on n'a pas vu un spectacle de théâtre depuis un an. L'année dernière on est allé voir une pièce de théâtre subventionnée pour les retraités par la mairie de la ville. On ne peut se permettre une sortie à la montagne; c'est hors de question. Avant 1989, c'était mieux de ce point de vue. On fréquentait le théâtre, on passait chaque année des congés à la montagne, à la Mer Noire. Après 1989, on est allé en vacances les deux premières années, et ensuite rien. »

#### *La structuration des transformations postcommunistes*

Les éléments qui ont structuré le parcours de vie de la famille Sandu après 1989 concernent surtout les ressources économiques. Leur pension est d'un niveau très bas et la survie des Sandu pendant la période postcommuniste est devenue très difficile. La cohabitation avec leur fils est bénéfique, pour les deux familles. La famille Sandu senior reçoit l'aide financière de leur fils, et eux, en retour, s'impliquent dans la garde de leur petite-fille. Donc la solidarité est à double sens. Les loisirs ont diminué en comparaison avec la période communiste à cause de la diminution du niveau des ressources économiques. Cette situation crée des frustrations et des insatisfactions. En ce qui concerne la remise en propriété de terrains agricoles celle-ci a une signification surtout symbolique, soit le souvenir de l'enfance, sans offrir de grands bénéfices économiques. Les Sandu ont laissé le terrain à la charge des membres de la parenté pour le cultiver et n'en reçoivent que quelques produits, en plus de ce qu'ils en tirent en valeur symbolique. La vision politique différente d'après 1989 a conduit à des querelles idéologiques entre la famille Sandu et les autres membres de la parenté et les amis. Il peut s'observer une détérioration relationnelle dans ce contexte.

## Conclusions

L'analyse des stratégies mises en place par les familles montrent non seulement des mutations structurelles importantes durant la période postcommuniste, mais révèlent également comment ces transformations ont été intériorisées et vécues par les acteurs sociaux. Les parcours professionnels des membres de la famille montrent le degré de mobilité professionnelle qui est un indicateur de l'ouverture de la société roumaine postcommuniste. Les phénomènes observés et les tendances structurelles qui ont marqué les parcours professionnels de membres des familles nous ont conduits dans un premier temps vers une interprétation des changements selon le principe du modèle méritocratique des sociétés occidentales. Cette tendance à la mobilité méritocratique est remarquée dans la promotion des groupes socioprofessionnels et des métiers valorisés durant la transition comme par exemple celles de juristes, des spécialistes en économie, ou des cadres de direction (managers). À cela s'ajoute le renforcement de la corrélation entre salaires, revenu et instruction.

Pourtant, la désorganisation de l'économie étatique planifiée et la privatisation chaotique montre plutôt l'avènement d'une société duale où beaucoup de gens perdent leur emploi ou occupent de moins en moins souvent des emplois stables et bien rémunérés. Ce changement du système industriel élargit non seulement le champ du travail précaire mais augmente le chômage qui est mal pris en charge par l'État. Le dérèglement du système de sécurité sociale fondé sur l'emploi avant 1989 et administré par l'État, amène à des sacrifices surtout pour les générations âgées. Nous avons vu ainsi plusieurs familles pour lesquelles la période postcommuniste est associée à moins de stabilité quant à l'emploi et pour les familles dont au moins un membre est à la retraite, les pensions d'un très bas niveau sont insuffisantes. La diminution des ressources place ces familles parfois dans l'impossibilité de faire face aux besoins.

Ainsi, pour mettre en place des stratégies de survie les acteurs se retournent vers d'autres ressources. Se développe une économie parallèle qui inclut le travail au noir et des activités parallèles (comme la garde des enfants) difficiles à encadrer. Cette dernière ne fait pas partie des activités économiques officielles, elle est plutôt orientée vers le domaine du travail au

noir. En même temps, l'agriculture (de subsistance) représente une des ressources essentielles dans la stratégie de survie de plusieurs familles. Cela montre que la collectivisation communiste n'a pas fait qu'interrompre cette chaîne entre les générations; actuellement le retour aux sources, à leurs origines rurales est une solution pour certains. Quoique ces familles habitent dans le milieu rural et travaillent en agriculture, on ne peut pas les traiter comme des paysans qualifiés ou agriculteurs, car ils n'occupent pas une position précise dans la division sociale du travail. Leur activité a comme objectif d'assurer la survie et, pour certains, n'est qu'un complément de revenu.

Cette dispersion des catégories de stratégies mises en place par les familles montre la grande diversité des capacités d'adaptation aux nouvelles conditions économiques. Des stratégies familiales de survie ont existé aussi pendant la période communiste. Toutefois, l'élément nouveau après la chute du communisme dans cette économie parallèle est l'accès à la propriété. Si d'une part cela indique la possibilité pour plusieurs familles d'acheter les appartements dans lesquels elles habitaient ou de récupérer les terrains confisqués par le régime communiste, l'accès à la propriété a restauré aussi les conditions d'une transmission entre générations. Dans les cas étudiés, nous avons vu que les relations de solidarité entre générations sont encore fortes. On observe dans la famille roumaine d'importants échanges économiques et symboliques. Les cohabitations multigénérationnelles, l'entraide, la garde des enfants de la part des grands-parents, étaient très importantes aussi durant l'époque communiste pour l'intégration des jeunes couples sur le marché du travail. La garde des enfants reste importante également aujourd'hui surtout pour des parents qui partent travailler à l'étranger et laissent leurs enfants à la garde des grands-parents ou d'autres membres de la famille élargie. L'aide financière, les soins des personnes âgées sont également des échanges qui font partie des mécanismes de solidarité familiale. Dans ces formes d'échange nous avons décelé autant la réciprocité (où le lien familial fonctionne dans les deux sens) que la manifestation d'une forme spontanée d'entraide dans des situations de crise économique.

Généralement, la présence de la parenté et son rôle dans la vie familiale est assimilée au régionalisme, à une spécificité locale et à l'archaïsme. Ces pratiques sont qualifiées de marginales, irrationnelles, souterraines et sont renvoyées dans le champ de l'économie

informelle. Elles sont aussi assimilées à la contre-modernité. Pourtant il y a de plus en plus de chercheurs qui reconnaissent la nécessité des réseaux d'entraide et des échanges même dans les sociétés occidentales actuelles. Dans cette optique, selon Martine Segalen, la spécificité du modèle contemporain des liens intergénérationnels est d'articuler échanges et interdépendance. Pour elle ces liens n'amènent pas nécessairement à un retour à une situation ancienne d'une dépendance structurelle, ce sont des liens modernes en ce sens qu'ils sont librement consentis par des individus ou des groupes familiaux indépendants. Dans cette perspective, la continuité des liens interrelationnels et l'autonomie des générations se combinent dans la société contemporaine (Segalen, 1995 : 38).



## CHAPITRE VI

### LA STRUCTURATION DES PROJETS FAMILIAUX

Ce chapitre sur le concept de projet est divisé en cinq parties. Dans un premier temps, nous explorons les significations données par les acteurs familiaux à leur famille. Il est intéressant ainsi de voir la signification de la famille pour ses membres et, de connaître également sa structure et son fonctionnement. Les points d'intérêts visent la division des rôles et des tâches dans la famille ainsi que la prise de décisions et l'administration du budget familial. Dans la deuxième partie du chapitre nous nous intéressons aux projets professionnels et à la mobilisation des ressources familiales dans les projets économiques des familles. Une autre thématique concerne l'accès à la propriété et les projets intergénérationnels visant la transmission du patrimoine et les échanges entre générations. La quatrième partie de ce chapitre porte sur la vision que les acteurs familiaux ont sur l'avenir de leurs familles et celui du contexte dans lequel ils vivent. La cinquième section présente l'influence du « familialisme » dans la normativité sociale.

#### 6.1 La famille comme projet de vie

Pour cerner les caractéristiques du concept du projet de vie, nous avons exploré les représentations que les gens se font de leur famille et aussi l'importance de la famille dans leur vie. Cela nous donne une image des valeurs qui orientent les conduites de vie. Ainsi, à la question « *que signifie la famille pour vous?* », nos répondants ont exprimé un fort attachement aux valeurs familiales. Certains définissent la famille comme étant le point central de leur vie, de leur existence. On peut sentir une mission héréditaire, une mission créatrice, l'amour et l'entraide. La famille représente le « *tout* », représente « *notre vie* », nous disent plusieurs de nos interlocuteurs. Elle est l'aspect le plus important autour duquel se dessine le projet de vie. Nous avons observé cette attitude dans plusieurs de nos exemples, comme chez les Badea, Mme Asavei, et les Iancu. La mission héréditaire est liée au sentiment de devoir envers la société et de continuité. Les Iancu par exemple ne peuvent concevoir la vie sans qu'il y ait de la famille. « *De mon point de vue* », dit M. Iancu, « *une vie dans le*

*cadre de la famille sans enfants, sans petits-enfants manque de sens (...) tu n'as pas de raison de réaliser des choses, d'économiser.* » On peut donc observer dans ce discours l'idée de la descendance et de la transmission d'un patrimoine familial.

Une convergence de vision à l'égard de la mission héréditaire et de la descendance de la famille est visible dans le cas de M. Boeriu, qui place la tradition comme valeur centrale de sa vie. Ces valeurs liées à la tradition sont présentes dans le discours de plusieurs de nos répondants, qui sont cependant conscients que dans la période actuelle les choses changent à l'intérieur de la société roumaine. M. Boeriu considère que sa famille est porteuse des valeurs de la famille traditionnelle héritées de ses ancêtres. Cependant, il pense que ce modèle est en voie de disparition, ou du moins qu'il est de plus en plus rare. Les réponses obtenues dans le cas des Olariu, de Mme Sandu et de M. Iorgulescu vont dans le même sens. La tradition est évoquée comme repère de conduite et comme valeurs héritées des ancêtres. Pour M. Olariu par exemple, la famille a une valeur prioritaire « *indifférente à ce par quoi on passe, par quelles difficultés ou épreuves de la vie.* » Au même sens d'attachement aux valeurs de respect et d'échanges, on peut ajouter l'affirmation de M. Iorgulescu. Pour M. Dima, la famille implique aussi une valeur symbolique forte telle que l'honneur. Pour Mme Nastase, femme célibataire, le sentiment qui l'anime est celui d' « *appartenance, d'affectivité et de sécurité.* » Elle affirme que la famille signifie beaucoup pour elle, qu'elle ne se sent pas isolée, elle se sent « *protégée, plus aimée et plus en sécurité.* »

Ces premières constatations reposent sur la définition spontanée donnée par les sujets interrogés, ce qui représente leur réalité reconstruite à partir d'un système de valeurs véhiculées tant à l'intérieur du groupe familial que dans la société. Cherchant à mieux comprendre le rôle de la famille dans la normativité qui oriente et règle la conduite de vie de ses membres, nous avons posé une question subsidiaire qui fait référence à un modèle de famille potentiellement repérable dans la société roumaine. Selon Kellerhals et ses collègues (1984), en se comparant aux autres ou à un modèle socialement identifié, on peut appréhender les attentes légitimes ou normales des individus appartenant à un milieu socioculturel donné. Ainsi, à la question « *avez-vous identifié un modèle de famille roumaine et pouvez-vous vous comparer à ce modèle?* », dix des onze répondants considèrent leur famille comme étant une

famille roumaine typique, centrée sur les valeurs traditionnelles. Ces réponses renforcent l'idée d'une normativité mettant au centre les valeurs de la tradition, attachées à la spatialité roumaine, à l'appartenance à la famille paysanne, et qui présuppose le respect et la continuité.

Voyons maintenant quelques réponses qui indiquent clairement comment l'identité familiale se construit par rapport à ces valeurs dans l'espace roumain. M. Olariu affirme essayer de tenir sa famille selon le « *modèle de la famille des années 1940* », car, affirme-t-il, « *à l'époque il existait un respect entre le mari et la femme, des enfants envers le père, et du père envers les enfants.* » Par la suite, M. Olariu observe, avec un regard assez critique, qu'actuellement ces valeurs s'altèrent, et il pense que la famille change en Roumanie comme ailleurs. La même forme de transmission symbolique des valeurs se trouve également dans la famille Sandu. Mme Sandu affirme que sa famille « *perpétue le modèle de l'unité de la famille et de respect existant chez ses parents* » et qu'ils l'ont transmis à leurs enfants. Les Badea et les Iorgulescu se considèrent également comme des familles forgées dans la tradition. M. Iorgulescu, en soulignant son origine campagnarde, soutient que dans son milieu, l'accent a été mis sur la « *durabilité de la famille, sur sa force, et sur les relations avec la parenté.* » Par ailleurs, ce modèle de famille paysanne est évoqué par M. Boeriu, même si lui-même est de la deuxième génération de citadins. Ainsi, M. Boeriu considère qu'il y a un archétype de la famille paysanne roumaine avec lequel sa famille s'identifie, mais il affirme cependant que des changements majeurs se produisent dans la société qui vont conduire à la transformation de la famille.

Un cas à part est celui de Mme Asavei, divorcée depuis plusieurs années et mère monoparentale. Pour elle, la famille a une connotation différente de celle de son vécu réel. Ainsi, elle se considère un cas hors norme, car dans sa conception, la famille doit comprendre un père, une mère et des enfants. Dans sa vision, la famille suppose l'existence d'une bonne entente et d'une harmonie; même si chez elle il en a été autrement. Toujours à titre d'exception, Mme Nastase qui même si elle n'a pas fondé une famille, garde le sentiment d'appartenance à une famille. Pour elle les liens affectifs avec la parenté sont primordiaux.

Même si dans le discours de nos interlocuteurs n'apparaissent pas explicitement le sens de ces valeurs traditionnelles, celles-ci peuvent avoir plusieurs significations. On peut les interpréter par l'obligation de fonder une famille, par la responsabilité morale dans les relations familiales, par la solidarité et par l'esprit de l'unité de la famille. Leurs significations s'expliquent d'abord par l'influence de la famille roumaine dans le contexte paysan de l'entre-deux-guerres. Comme vu plus haut, 80 % de la population vivait en milieu rural, ce qui a forgé le sentiment d'appartenance à la famille, y compris dans les pratiques basées sur les valeurs de solidarité et les valeurs religieuses issues du dogme de l'Église chrétienne orthodoxe. Cet enracinement dans le milieu villageois roumain est persistant dans le discours des individus, et doit être compris par le fait, qu'en général nos répondants sont de la première génération de citoyens.

Nous croyons que le fort attachement à la famille n'est probablement pas seulement lié à la mentalité traditionnelle, mais qu'il est renforcé par la nécessité de solidarité dans les années du communisme, surtout au fur et à mesure de l'aggravation de la crise économique, sociale, culturelle et politique des années 1980, quand la famille était l'espace de protection et de mobilisation de l'entraide. La famille est restée le seul espace de sécurité et d'affectivité dans cette période, quand la population a été soumise à une agression systématique de la part de l'État totalitaire.

### **6.1.1 La composition de la famille**

Pour découvrir le sens profond de la famille, nous avons étudié sa *composition* en tant que groupe social perceptible et nous avons également cerné l'interdépendance des éléments qui la structurent. Dans les discours des nos répondants, la nucléarisation de la famille est clairement indiquée, même si les relations avec la parenté sont étroites. Presque tous nos interlocuteurs ont indiqué comme faisant partie de leur famille les deux membres du couple et leurs enfants, et pour la plupart les autres membres de la parenté sont très proches. Pourtant pour quelques cas, même si les relations avec la parenté sont bonnes, on observe après 1989 une altération relationnelle liée à l'héritage ou aux divergences d'opinion politique.

La famille Boeriu et la famille Iancu signalent des relations très étroites entre les membres du couple et leurs enfants, ainsi que de bonnes relations avec la parenté, c'est-à-dire avec les frères et sœurs, les beaux-frères et belles-sœurs, les cousins et cousines, les neveux et les nièces, et les beaux-parents. Pour les Iorgulescu et Mme Asavei qui définissent la famille dans le même sens que les Boeriu et Iancu, non seulement la famille est importante mais leurs amis le sont également. Pour la famille Iorgulescu, les relations sont fortes et étroites aussi avec la parenté spirituelle, M. Iorgulescu indiquant que même les marraines et les parrains sont très présents dans leur vie familiale.

Pourtant, les Badea et Panciu présentent une vision différente. Dans leur cas, il y a plutôt une détérioration des relations familiales avec les frères, réduisant la composition de leur famille à la seule famille nucléaire, c'est-à-dire aux deux conjoints et à leurs enfants. Cette détérioration est apparue après la chute du communisme, en raison de querelles d'héritage. On voit que l'esprit individualiste prend place après 1989 si l'on observe le cas de M. Sandu, qui raconte qu'après 1989 sa famille a eu des disputes avec certains membres de la parenté au sujet de divergences d'opinion politique et de vision sur la société. Une nucléarisation s'observe dans le cas des Olariu, où les relations avec la famille élargie sont bonnes, même si elles ne sont pas développées. Pour la famille Bujor, la composition indiquée est celle du couple et de ses enfants, mais il y a des relations étroites avec la parenté, surtout celle du côté de la femme.

Il faut préciser qu'il nous a été difficile de classer les familles analysées selon les modèles structurels véhiculés dans les études sur la famille. Même si la nucléarisation et une certaine autonomie intergénérationnelle est évidente, dans la plupart des cas, il y a pourtant toute une constellation structurelle des liens avec la famille élargie. En même temps, dans la vision exprimée par nos interlocuteurs sur la famille, on observe une place importante accordée aux valeurs traditionnelles. Bien que le terme apparaisse fréquemment dans les discours des personnes interrogées, la tradition a, selon notre opinion, une dimension plutôt symbolique.

Selon une différenciation opérée par la sociologie contemporaine, la famille des sociétés traditionnelles se caractérise par des liens de solidarité, hiérarchie, production économique,

esprit de tradition et des valeurs religieuses. La société moderne s'identifie à un modèle fondé sur l'indépendance intergénérationnelle, plus d'égalitarisme entre les membres du couple et l'abolition de la fonction de production économique de la famille. Le modèle postmoderne est identifié à la famille instable où est développé l'esprit de nouveauté et d'individualisme, et où la conduite est orientée vers l'épanouissement personnel. En ce qui concerne la spécificité de la famille roumaine actuelle, il nous est difficile de l'encadrer dans un de ces modèles, étant donné le nombre réduit de cas étudiés et vu la période de profondes transformations que vit la société roumaine actuelle. Pourtant, la tendance vers la modernisation est évidente, même si l'attachement aux valeurs familiales et traditionnelles est encore répandu. Nos répondants en témoignent et certaines études le confirment également.

### **6.1.2 Le projet familial et le rôle des acteurs familiaux. La répartition des tâches, la prise de décisions et l'administration du budget familial**

En matière de normativité, et en suivant l'objectif de mettre en évidence les traits culturels de la famille roumaine, nous avons insisté dans les entretiens sur les particularités fonctionnelles telles la *division des rôles et des tâches, la prise de décision et l'administration de budget familial*. Ainsi dans les familles étudiées, la division des rôles et des tâches est fortement présente. La femme est chargée d'une bonne partie des tâches liées à l'éducation, à la garde des enfants, tandis que l'homme reste peu impliqué dans ce type de responsabilités. Une certaine flexibilité des rôles est observée seulement dans le cas des familles Sandu et Badea. Ici, les deux membres du couple se sont impliqués dans la garde des enfants.

En ce qui concerne la *répartition des tâches*, on observe une complémentarité basée sur une forte délimitation des attributions entre hommes et femmes. Les tâches faites par les hommes correspondent habituellement à des savoirs qui sont traditionnellement du ressort masculin (Lacourse, 1999) comme par exemple les responsabilités administratives, des réparations et des rénovations de la maison, et pour ce qui est du milieu rural, les travaux agricoles. Les femmes s'occupent des tâches moins visibles, étant responsables de la garde et de l'éducation de l'enfant et du soin des personnes âgées. En même temps, elles prennent d'autres responsabilités rattachées au foyer comme faire la cuisine, le ménage, les courses, le lavage,

le repassage. Seulement deux couples nous ont signalé le partage des tâches: les Sandu qui partagent les tâches ménagères en fonction des besoins entre les deux membres du couple ainsi que M. Badea qui, depuis qu'il est à la retraite, a pris en charge une partie des tâches domestiques de sa femme. En dépit des deux exemples signalés, on peut conclure qu'il y a une spécialisation sexuée des tâches entre femmes et hommes et que le partage des responsabilités se vit sur un mode relativement inégalitaire dans le couple. À la lumière de ces observations, on voit qu'il y a un certain conservatisme, un attachement au modèle familial transmis par les générations antérieures.

Quant au *pouvoir de décision*, la plupart des couples analysés développent des pratiques de négociation entre les conjoints et, le cas échéant, entre les autres membres de la famille. Cet aspect est lié à celui de l'*administration du budget* qui comprend également la négociation. Il n'y a pas un contrôle de l'argent de la part d'un des membres du couple. L'administration du budget est décidée en commun, que la femme gagne un salaire ou non. Comme les ressources sont très limitées dans la plupart des familles analysées, la gestion est très stricte et, comme le disait M. Iorgulescu, « *il faut calculer chaque sou, tout ce qui est fait, et il faut tout payer ensemble, rien n'est séparé.* »

Les opinions exprimées par rapport à la définition de la famille et les précisions concernant la division des rôles ou la répartition des tâches montrent que la famille reste encore orientée plutôt par des valeurs traditionnelles. Les valeurs d'égalitarisme entre les membres du couple, les valeurs de l'autonomie et de l'individualisme, caractéristiques des sociétés occidentales ne sont pas très présentes. Segalen (2000) souligne que les sociétés occidentales convergent vers une indifférenciation des rôles domestiques et des tâches pour plusieurs raisons. Entre autres sont évoqués le retour du mari au foyer, associé au repli du couple sur lui-même et à la radicalisation du sentiment de l'intimité familiale, le mouvement de réinsertion des femmes sur le marché du travail et la transformation des mentalités. Mais ce modèle est de plus en plus remis en question aujourd'hui, même dans les pays occidentaux. Précisons aussi que cet idéal d'égalisation des rapports de sexe au sein du couple ne peut être compris que par rapport à la structuration de la société (Beck, 1992 ; Giddens, 1994). Ainsi, le modèle égalitaire doit

se retrouver dans l'idéologie politique car, seule une telle normativité peut permettre l'égalité entre les individus.

## **6.2 Les projets familiaux et la mobilisation des ressources**

Dans cette partie nous présentons les projets conçus en fonction de la mobilisation des ressources mises en place par la famille. Ces ressources ont été identifiées dans la construction des stratégies définies et expliquées au chapitre V de la thèse.

### **6.2.1 Les projets professionnels des membres de la famille**

Le passage de l'économie centralisée à l'économie libre a créé de nouvelles règles qui ont généré une redistribution des ressources économiques, différente du système connu avant 1989. Pour certains, ces mutations ont donné de nouvelles possibilités d'action dans le sens de nouvelles opportunités, tandis que pour d'autres la privatisation et ses effets comme le chômage et la précarisation des formes d'emploi ont créé des difficultés dans l'intégration sociale et économique. Les ressources qui ont permis le développement des projets professionnels pouvant assurer le succès dans l'intégration et un positionnement convenable dans le nouvel ordre postcommuniste, sont d'abord personnelles comme l'âge des membres de la famille ou culturelles comme par exemple la formation professionnelle. Il faut ajouter aussi les ressources économiques et les ressources relationnelles formées par les réseaux d'entraide qui peuvent se mobiliser pour permettre aux personnes de mieux se positionner dans la compétition sociale. Ces ressources apportent non seulement des avantages économiques immédiats, mais elles assurent également une ascension sociale et le développement des projets orientés vers l'ascension sociale pour l'ensemble de la famille. Dans ces catégories on inclut les économistes, les juristes, les cadres de direction.

Ces stratégies d'ascension sociale sont illustrées par les exemples des familles Boeriu et Iancu, et par celui de Mme Nastase. Pour les membres de la famille Boeriu, les métiers libéraux bien rémunérés, auxquels s'ajoutent la fonction de professeur universitaire et



l'activité politique d'après 1989 de M. Boeriu, ont apporté des bénéfices importants. Pour cette famille, la transition a été profitable sur tous les plans. Leur niveau économique très élevé leur a permis d'orienter les investissements vers des projets éducatifs pour leurs enfants dans l'enseignement privé et aussi d'aider leurs parents à la retraite qui ont un niveau de revenus très bas. Un autre cas illustratif dans cette catégorie est celui de Mme Nastase qui a connu une trajectoire professionnelle postcommuniste favorable. Elle détenait également lors de la transformation une formation professionnelle de haut niveau dans le domaine économique, ayant travaillé dans une usine textile qui a été privatisée. Si pendant l'époque communiste, pour Mme Nastase, les conditions et l'atmosphère de travail n'étaient pas satisfaisantes, depuis le début des années 1990, avec la privatisation de son entreprise, les conditions de travail et le salaire se sont améliorés et sont devenus plus stimulants. Elle affirme qu'après la chute du communisme, elle a réussi à assurer (pour elle et sa mère) des conditions de vie plus élevées, incomparables à la situation d'avant 1989.

La famille Iancu, à la différence des précédentes, a bénéficié de ressources économiques et sociales significatives même avant 1989. M. Iancu, ancien directeur devenu « manager » d'une entreprise industrielle, a été un autre grand bénéficiaire des effets positifs des changements postcommunistes. En tant que haut fonctionnaire sous le régime communiste, il était dans une position avantageuse pour profiter de la libéralisation du marché. Il est resté dans la même position favorable jusqu'en 2000, moment où il a pris sa retraite. Sa famille, compte tenu de la fonction détenue avant 1989 par M. Iancu, avait accumulé de fortes ressources économiques, ainsi la libéralisation du marché n'a fait qu'augmenter ses avantages économiques et sociaux. Cette famille a profité de ses économies pour mettre en place des projets résidentiels pour sa famille et celles de ses enfants. M. Iancu a acheté des appartements pour sa fille et son fils et a acheté l'appartement que lui et sa femme habitent. En plus, ils ont restauré les maisons héritées des parents et beaux-parents pour les aménager en résidences de vacances. Ainsi, la situation privilégiée a même pu s'améliorer après 1989.

Au premier regard, on pourrait dire que la possession de ressources personnelles, culturelles, sociales, et économiques a donné des possibilités d'intégration dans le marché postcommuniste. On voit le rôle essentiel joué par les ressources sociales dans l'ascension

sociale postcommuniste avec l'exemple des Boeriu et l'implication du mari dans la vie politique, ainsi que chez les Iancu la position du mari comme directeur de l'entreprise avant et après 1989. En plus de ces indicateurs d'ascension sociale, il faut évoquer le milieu de résidence, ces trois familles provenant du milieu urbain. Mme Nastase et les Boeriu habitent dans la capitale, et la famille Iancu habite dans une ville avec un haut niveau de développement industrielle.

### 6.2.2 Les changements défavorables. Les facteurs de risques

Si nous avons illustré quelques situations qui ont permis la mise en place de projets d'ascension sociale ces familles étant situées parmi les gagnantes<sup>103</sup> de la transition, nous avons identifié à l'opposé des facteurs de risques qui ont créé des difficultés pour un grand nombre de familles. Parmi les groupes soumis aux risques de la transition postcommuniste, identifiés comme les grands perdants de la période postcommuniste, on peut nommer les anciens ouvriers de l'industrie lourde, les mineurs, ainsi que les membres des coopératives agricoles de production. Valorisés symboliquement et favorisés matériellement sous le régime communiste, comme le remarque Bafoil (2002) en se référant aux ouvriers de l'industrie, ces groupes sont les premières victimes des transformations et des restructurations économiques et sociales. Ces domaines ont été privatisés, et parfois ces entreprises ont été simplement fermées. Laissés sans la protection de l'État et en même temps sans leur offrir des programmes de reconversion professionnelle, la plupart de ces anciens ouvriers sont restés dans l'incertitude d'être licenciés, et certains d'entre eux, comme dans certains cas de notre étude, ont orienté leurs projets de vie familiale vers le retour à la campagne. Le retour à la terre est une alternative, même si elle ne représente pas de grands avantages, car l'agriculture s'avérait déjà avant 1989 incapable de pourvoir à la satisfaction des besoins familiaux<sup>104</sup>.

---

<sup>103</sup> Comme nous l'avons déjà remarqué dans le premier chapitre de la thèse, les études qui ont pris comme catégorie d'analyse les *gagnants* et les *perdants* de la transition postcommuniste classent parmi les gagnants les plus importants les membres de l'ancienne nomenklatura communiste. Pourtant on doit préciser que dans notre enquête de terrain nous avons mis de côté toute dimension idéologique et aussi l'appartenance ou la non-appartenance aux structures du régime communiste des cas analysés.

<sup>104</sup> Une des solutions employées par un grand nombre de personnes après le licenciement a été d'ouvrir une boutique, autant dans les villes qu'à la campagne, ce champ commercial ayant explosé après 1989.

Comme abordé dans le chapitre V les exemples des Panciu, Iorgulescu et de la jeune famille Dima, sont illustratifs des transformations décrites. Pour Mme Panciu comme pour Mme Iorgulescu ou Mme Dima, ouvrières dans des usines, la privatisation des entreprises où elles travaillaient et le passage du milieu étatique au privé ont créé une forte insatisfaction. Ce changement a conduit à une surcharge de travail sans compensation financière ou droits sociaux. Le salaire n'était pas payé à temps et le risque de chômage menaçait leur situation économique. Le mécontentement vis-à-vis de ces conditions d'emploi et la peur de se retrouver au chômage sont fortement exprimés dans les discours. En général, dans ces trois familles le salaire du mari, ou dans le cas de Mme Iorgulescu, la pension de retraite de son mari, ne permettait pas de faire face aux besoins élémentaires. Dans la famille Panciu, une grande part du budget est orientée vers les études des deux filles, étudiantes dans une université privée. Les frais de scolarité et les autres dépenses étant très élevés, la pression sur leurs moyens budgétaires est forte. Ainsi, ils doivent faire appel à des solutions complémentaires pour assurer l'équilibre et la survie. Une donation et le travail en agriculture sont des solutions complémentaires qui, dans le cas de la famille Panciu, ont sauvé la situation.

Un fort mécontentement a aussi été exprimé par Mme Iorgulescu qui connaît non seulement le risque de chômage permanent ou un niveau réduit de salaire, mais elle a aussi été victime de la corruption lors de la privatisation de l'entreprise où elle travaillait. L'incertitude et l'instabilité de l'emploi, la corruption et l'incompétence des nouveaux patrons, selon ses déclarations, lui ont fait vivre une grande période de détresse et de nombreux ennuis. Cet état d'insécurité a eu des conséquences pour toute sa famille. La solution, dans le cas de Mme Iorgulescu, a été d'accepter le chômage et ensuite de prendre une retraite anticipée. Cette dernière solution était une forme de licenciement masqué, très courant dans les années 1990 dans l'économie roumaine. Cette situation a diminué considérablement les ressources de la famille, le mari étant déjà à la retraite dès le début des années 1990. D'autres solutions de survie ont été trouvées afin de faire face aux besoins, par exemple la garde des enfants d'une jeune famille et l'aide plutôt symbolique de leur fille partie travailler en Europe occidentale.

Les effets du chômage et du licenciement ont été vécus aussi par la jeune famille Dima, où la femme, ouvrière dans une entreprise industrielle, a été licenciée et, après la période de l'aide au chômage, s'est retrouvée sans revenu. L'incertitude de l'emploi et la peur du licenciement ont marqué la trajectoire postcommuniste de cette famille. Lors de notre entrevue, Mme Dima était femme au foyer, sans espoir de trouver un emploi. Son mari vivait également dans l'incertitude parce qu'il ne savait pas encore lors de notre entrevue si son entreprise serait bientôt fermée. Cette famille a subi une chute de ressources financières et s'est retrouvée dans l'impossibilité de faire face à ses besoins. Dans ces conditions, Mme Dima s'est résignée à son sort. Mais cette situation a eu un impact direct sur le projet reproductif de la famille. Comme la jeune femme l'affirme: « *c'est bien au moins qu'on ait un seul enfant; si on en avait plusieurs, on serait incapable de les élever.* » Les solutions de survie étaient la cohabitation avec les parents de M. Dima et le lopin de terre qu'ils exploitent ensemble et d'où ils tirent leurs produits alimentaires.

Si certains ont souffert à cause de la de-régularisation de l'emploi et ont été poussés vers le chômage ou la retraite anticipée, pour d'autres, la solution est le travail au noir. Les habitants des villages sont confrontés à un manque de perspective en ce qui concerne l'emploi. Souvent, le travail au noir devient une nécessité. Les conséquences de ce type de travail peuvent être perçues dans l'exemple de la famille Bujor qui habite en milieu rural, dans une région montagneuse, et où trouver un emploi est presque chose impossible. À l'époque communiste, une exploitation minière constituait la base économique de la région; or cette mine a cessé son activité. Les anciens mineurs sans emploi habitent loin de la ville et ne connaissent comme seules possibilités que celles offertes par de petits entrepreneurs forestiers, qui paient mal. Dépourvus de capital culturel, ayant un niveau d'étude très bas, les membres de ce couple ne réussissent pas à s'intégrer au marché du travail. La famille Bujor étant une famille nombreuse avec quatre filles, est davantage exposée aux divers risques économiques et sociaux. M. Bujor, comme les autres habitants de la région, a dû accepter un emploi mal payé. Sa fille aînée a cherché un emploi, mais l'offre de la région consiste en des emplois saisonniers dans de petits commerces privés ou des bars. Les ressources complémentaires essentielles pour leur survie proviennent de l'économie domestique et de

l'aide donnée par la sœur de Mme Bujor, émigrée en Amérique du Nord, et par une de ses tantes.

On observe dans ces exemples que la structure socioprofessionnelle est fortement affectée par les changements, et les personnes, menacées par les risques de la transition ne bénéficient pas de programmes de réorientation professionnelle, ce qui entraîne de fortes différenciations et inégalités socio-économiques. La confrontation aux risques générés par la restructuration économique est évidente et ainsi le développement des projets professionnels est fort limité. Leurs discours sont très critiques par rapport aux changements et parfois imprégnés d'une nostalgie du passé.

### **6.2.3 Le retour au village et l'orientation vers l'agriculture**

Le retour au village devient une solution et oriente les projets de vie pour un grand nombre de personnes qui ont perdu leur emploi dans les usines et pour lesquelles il n'y pas de programmes de reconversion professionnelle. Nous avons vu dans les chapitres précédents que l'agriculture était, pendant la période communiste, une source alimentaire importante pour de nombreuses familles, surtout celles habitant à la campagne. L'agriculture a fait partie de la stratégie de survie pour les personnes qui travaillaient en ville et habitaient à la campagne. C'est le double statut évoqué au cours de la thèse, statut très courant à l'époque de Ceausescu et d'une forte importance pour la sécurité économique de la famille. Après 1989, un des phénomènes visibles a aussi été le retour au village d'anciens ouvriers qui habitaient dans les villes.

Dans nos exemples, le cas des Olariu illustre cette situation. Les deux membres du couple ont été victimes de fermetures d'usines. Après la période de chômage, sans perspectives claires, ils ont décidé de retourner à la campagne où ils ont hérité la maison parentale de M. Olariu ainsi qu'un lopin de terre. Si M. Olariu a trouvé un emploi à la mairie du village, pour Mme Olariu le retour à la campagne a signifié le changement de son statut d'ouvrière en femme au foyer, ou d'actif en inactif. En même temps, les revenus de la famille ont diminué de façon considérable. Les deux salaires du couple travaillant à l'usine leur permettaient d'avoir un

niveau de vie décent. Mais avec un seul salaire pour la famille et deux filles au lycée qui habitent dans la ville, ce qui entraîne des frais de scolarité et des dépenses pour le loyer, les revenus restent fortement insuffisants. La solution de survie est l'exploitation du lopin de terre hérité. Par contre, la nécessité d'employer des journaliers et les outils archaïques d'exploitation ne leur permettent pas d'en tirer des bénéfices financiers. Ils développent ainsi une agriculture de subsistance en obtenant simplement les produits de consommation de base, sans pouvoir produire assez pour vendre<sup>105</sup>.

Pour les Bujor, l'exploitation agricole assure la base alimentaire. Leurs terrains étant situés dans une région montagneuse, l'élevage est plus propice et seules de petites cultures de légumes sont possibles. Les moyens d'exploitation rudimentaires et les conditions naturelles défavorables à une agriculture intensive rendent impossible l'obtention d'avantages financiers. La famille Olariu n'a ni les moyens techniques ni les possibilités matérielles pour développer une agriculture performante. Tout comme les Iancu, Sandu et les Dima, M. Olariu a donné une partie de son terrain à l'association, mais les bénéfices sont minimes. Ces terrains redonnés aux familles des anciens propriétaires ont surtout une valeur symbolique, comme l'affirme Mme Sandu, pour qui les terrains sont importants pour la remémoration de leur enfance. Pour la famille Panciu, qui habite dans la ville mais proche de la campagne, l'agriculture assure une bonne partie de la consommation. Les Panciu détiennent des terrains où ils cultivent des légumes. Les Badea, qui habitent loin de leurs terres et de surcroît se trouvent dans une région montagneuse peu productive, cultivent les terrains seulement pendant les vacances; les bénéfices sont donc presque symboliques. Pour la famille Iorgulescu, les terrains qu'ils possèdent leur octroient peu d'avantages. Ils n'ont pas non plus les moyens mécaniques pour exploiter ces lopins de terre.

---

<sup>105</sup> Le démantèlement des anciennes coopératives agricoles de production a fait que de nombreuses familles ont reçu les propriétés confisquées par le régime communiste. Mais cela a affecté les formes juridiques des exploitations agricoles et aussi le mode de production. Comme nous l'avons montré, certaines familles détiennent des lopins de terre à la campagne, mais plusieurs habitent dans la ville et n'exploitent pas le terrain. Même pour ceux qui habitent à la campagne le manque de moyens mécaniques ne leur permettent de cultiver qu'une petite partie de leur propriété agricole. Ainsi, dans les régions des plaines (comme c'est le cas des propriétés détenues par les familles Iancu, Dima, Iorgulescu, Sandu, Panciu) où les terrains sont plantés en cultures céréalières, on a mis en place des formes d'association où les propriétaires louent la terre à une association agricole en recevant en échange de l'argent ou des produits. Mais selon les déclarations de nos interlocuteurs, les avantages reçus sont insignifiants.

Nous devons souligner que ces exploitations agricoles nouvellement constituées après 1989, par la remise en propriété, n'ont pas l'importance de l'entreprise familiale traditionnelle fondée sur la production que connaissaient les villages roumains avant la Deuxième Guerre mondiale. Étant donné que l'activité de ces familles qui habitent à la campagne est concentrée sur la survie, on ne peut les qualifier d'agriculteurs ni leur attribuer une position précise dans la division du travail. Le patrimoine et le travail agricole ont une importance dans l'établissement des liens intergénérationnels, et au plan économique ils apportent une contribution importante aux ressources alimentaires. Il est question surtout d'une agriculture circonstancielle, faiblement productive, dans laquelle la production domestique n'est pas destinée à être vendue. Ainsi, dans la logique de marché, cette production domestique ne constitue pas une valeur économique importante.

### **6.3 L'accès à la propriété et les projets résidentiels**

Le patrimoine familial est redevenu dans la période de transition une ressource économique importante pour la majorité des familles, et aussi un des points de différenciation comparé à la période communiste. Concernant la propriété et le patrimoine familial, il y a deux aspects importants à remarquer. En premier lieu, la libéralisation du marché des logements est considérée, par la plupart de nos répondants, comme un des aspects les plus bénéfiques parmi les changements. De cette loi permettant des achats à des prix modiques, considérée comme une mesure de réparation morale, ont bénéficié seulement ceux qui occupaient un appartement lors du renversement du régime communiste. Les générations suivantes ont été soumises aux prix du marché libéralisé, ce qui a rendu l'acquisition d'un appartement presque impossible. Les crédits bancaires sont restés inaccessibles pour une bonne partie de la population compte tenu de la faiblesse des revenus de la majorité des Roumains. Sur ce plan, il y a aussi une forte inégalité qui peut être observée à travers nos exemples.

Pour M. Boeriu, la progression matérielle de sa famille a créé la possibilité de développer un nouveau projet résidentiel. Après une période où les Boeriu ont été locataires, d'abord auprès

d'un propriétaire privé et ensuite de l'État, au début des années 1990, ils sont devenus propriétaires de leur appartement. Après la vente de cet appartement, ils ont acheté en 2000 une villa de luxe bien équipée dans un quartier résidentiel du centre-ville de Bucarest. M. Iancu a réussi grâce à sa position sociale et à sa situation économique non seulement à acheter l'appartement dans lequel il vivait avec sa famille, mais il a pu acquérir plusieurs propriétés, ce qui pendant l'époque communiste était interdit par la loi.

Mme Nastase est une autre bénéficiaire des changements; elle a pu acheter au début des années 1990 l'appartement où elle habitait avec sa mère. Dans son cas, la libéralisation du marché des logements a été une mesure de réparation morale étant donné les péripéties résidentielles que sa famille a connues. L'ancienne maison de la famille de Mme Nastase a été soumise au « plan de systématisation forcée » à l'époque communiste: leur demeure située au centre-ville de Bucarest a été démolie et Mme Nastase et ses parents ont été obligés de déménager dans un quartier ouvrier. Ils ont bénéficié en échange d'un appartement dans un bloc. Voilà donc que l'accès à la propriété privée, comme dans d'autres cas, est un des éléments qui ont marqué profondément le vécu familial postcommuniste. M. Iorgulescu et M. Badea ont exprimé également leur satisfaction parce qu'ils sont devenus propriétaires de leur appartement en 1990.

Le deuxième aspect relatif à la propriété, significatif dans la logique familiale durant l'époque postcommuniste, est la transmission du patrimoine familial. Le transfert intergénérationnel de la propriété a eu une importance significative sur le plan matériel et symbolique pour les Roumains au cours de leur histoire. Malgré l'intervention brutale du régime communiste qui a essayé de déstructurer la solidarité de la famille et de la remplacer par des valeurs collectivistes, nous observons qu'aujourd'hui la propriété privée redevient un enjeu principal pour un grand nombre de familles.

Le sens donné à ce geste est difficile à déchiffrer dans cette période de profonds bouleversements sociaux et économiques. À l'instar des sociologues et des anthropologues



dont le plus évoqué est Marcel Mauss<sup>106</sup>, les chercheurs de la famille ont souvent tenté de voir la transmission sous l'angle de l'acte du don, qui implique un circuit entre donner, recevoir et rendre. Mais nous n'avons pas suffisamment d'éléments pour approfondir l'aspect du don dans la famille roumaine postcommuniste. Nous supposons simplement que l'entraide et la transmission intergénérationnelle dans cette période ont le sens d'une solidarité fonctionnelle influencée fortement par le contexte socio-économique postcommuniste. Le terme « solidarité fonctionnelle » (Mangen, Bengtson et Landry, 1988) est employé ici sans perdre de vue la dimension affective de ce geste et aussi la dimension culturelle qui influence les mentalités.

### **6.3.1 Les sens des transferts patrimoniaux**

Dans notre étude, la transmission de la propriété est examinée selon deux perspectives. Premièrement, nous notons qu'il y a des familles pour lesquelles l'héritage constitue la base de la survie; deuxièmement, nous soulignons l'existence de familles pour lesquelles l'héritage est un complément aux autres sources économiques. Pour ce dernier groupe, la transmission de la propriété a une valeur plutôt symbolique. La famille Olariu illustre la première catégorie. Le budget de la famille ayant diminué considérablement après 1989, cette famille a essayé de faire appel à l'héritage et à l'économie traditionnelle. Comme nous l'avons déjà signalé, la fermeture de l'usine, le chômage, l'impossibilité de survivre avec de faibles revenus et la dégradation des conditions de vie dans le milieu urbain ont contraint cette famille à retourner vivre à la campagne. Ils ont repris une maison et un lopin de terre hérités des parents de M. Olariu. Il s'agit d'une maison construite en 1939, peu confortable, pour laquelle les rénovations les ont forcés à la vente de l'héritage provenant des parents de Mme Olariu.

---

<sup>106</sup> MAUSS, Marcel, *Essai sur le don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, source électronique : [http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss\\_marcel/socio\\_et\\_anthropo/2\\_essai\\_sur\\_le\\_don/essai\\_sur\\_le\\_don.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss_marcel/socio_et_anthropo/2_essai_sur_le_don/essai_sur_le_don.html) site consulté le 27 mars 2008

Pour les Dima, qui cohabitent avec leurs parents, l'héritage est une ressource économique importante. La cohabitation et l'exploitation partagée du lopin de terre assurent leur base économique pendant cette période difficile. L'héritage est aussi une ressource importante dans la constitution du projet de vie de la famille Bujor. La maison parentale héritée des parents de Mme Bujor et l'exploitation des lopins de terre donnés par les parents assurent l'habitation et une part importante des besoins alimentaires. La famille Sandu est un autre exemple qui s'inscrit dans notre première catégorie. L'héritage est d'une grande valeur parce qu'ils cohabitent avec la famille de leurs fils dans la maison héritée des parents de M. Sandu au centre-ville de Bucarest. Cette maison rénovée reviendra par héritage à leur fils.

La deuxième catégorie évoquée, où l'héritage détient seulement une valeur symbolique est illustrée par le cas des Iancu, pour qui les deux maisons familiales reçues en héritage sont utilisées comme résidences secondaires. Situées à la campagne, ces maisons ont été rénovées et seront transmises aux enfants par acte de donation. La famille Badea est un autre exemple de cette catégorie pour laquelle l'héritage constitue une source économique complémentaire dans la stratégie familiale. Le terrain agricole reçu en héritage est peu productif et la maison des parents de la femme constitue la résidence de vacances. Dans la même logique s'inscrit la famille Iorgulescu pour qui la garçonnière reçue en héritage de la mère de M. Iorgulescu est loué, la location constituant une source supplémentaire de revenu. Ils ont cependant hérité de terrains difficilement exploitables, et sans machines, qui n'apportent pas de revenus, selon M. Iorgulescu.

### **6.3.2 Le projet familial multigénérationnel**

En explorant les ressources économiques de la famille, nous avons vu la forte polarisation économique due à la structuration postcommuniste autant entre certaines catégories professionnelles, mais aussi entre générations. Dans cette conjoncture, la mobilisation des ressources familiales devient une nécessité, la solidarité intergénérationnelle ayant une place importante dans le circuit d'échanges au sein de la famille. Précisons que nos observations n'ont pas comme objet les aspects liés à la gestion du cycle de vie familial ni ceux liés aux

transferts entre générations. Nous examinons les échanges intergénérationnels en tant que formes de solidarité au sein de la famille.

Dans les exemples étudiés, nous avons vu la vulnérabilité de la génération du troisième âge. Le démantèlement du système de sécurité sociale lié au système productif d'avant 1989 a fait des retraités des victimes du changement postcommuniste. Les familles dont les deux membres, ou au moins un, sont à la retraite éprouvent de fortes difficultés économiques. Ainsi, en raison de leur faible pension de retraite non revalorisée avec l'inflation, et de l'apparition des problèmes de santé spécifiques à leur âge, les retraités se trouvent souvent dans des situations très critiques. Ces personnes font appel à l'aide des membres de la famille, ou parfois essayent de trouver un emploi pour compléter leurs revenus.

On voit le cas de Mme Asavei, pour qui la situation sociale et économique a été difficile avant 1989 en raison de sa monoparentalité, mais qui s'aggrave après 1989 en raison du niveau très bas de sa pension de retraite. Pour elle, la nécessité de trouver des sources de survie devient impérative. Les charges de la maison surpassent ses capacités de paiement, et pour s'en sortir, elle fait appel à ses enfants et à des amis qui prennent en charge une partie des dépenses. Pour subvenir à ses besoins, elle développe aussi de petites activités d'appoint. « *Je fais une jupe, une dentelle; plus que ça, je ne peux pas, car ni l'âge, ni la santé ne me le permettent* », raconte-t-elle. En outre, elle réalise des travaux ménagers dans le bâtiment où elle habite pour gagner un peu d'argent en plus de louer une pièce de sa maison à un étudiant. Les ressources matérielles très limitées lui ont causé souffrances et stress avant et après 1989. Elle est fort mécontente parce que sa pension de retraite n'est pas en adéquation avec l'augmentation des prix.

Le même mécontentement se trouve au sein de la famille Iorgulescu. Les deux membres du couple étant à la retraite, leurs ressources matérielles ont diminué considérablement. Pour couvrir cette insuffisance et afin de faire face à leurs besoins, ils ont trouvé d'autres solutions. Mme Iorgulescu garde les enfants d'une famille de leurs amis. Les Iorgulescu reçoivent également de petites sommes d'argent de la part de leur fille partie travailler en Espagne. La famille Sandu vit également dans une relation de dépendance financière, la cohabitation avec

leur fils et l'aide financière qu'ils reçoivent de sa part les aidant à survivre. Leurs revenus salariaux n'étaient pas non plus satisfaisants avant 1989, malgré leur qualification de niveau universitaire. Présentement, leurs pensions de retraite ne sont pas corrélées à l'ancienneté de plus de 40 ans d'activité ni à leur formation de niveau universitaire. Comme ils l'affirment « *si on ne fait pas appel aux enfants, on meurt de faim.* » La famille Dima exprime le même mécontentement par rapport à ses revenus. Étant donné que seulement M. Dima a une pension de retraite, Mme Dima étant sans revenu, la famille éprouve aussi de fortes difficultés économiques. Les Dima font appel à la famille de leur fils avec laquelle ils cohabitent. Habitant à la campagne et ayant un terrain, ils produisent le minimum alimentaire nécessaire pour leur existence.

### **6.3.3 La famille et la parenté: la réciprocité de l'aide**

La solidarité familiale, comme vue plus haut, devient pour un grand nombre de familles une nécessité. Dans les familles observées, le flux de la solidarité a un double sens. Premièrement, les liens de solidarité s'observent dans la transmission du patrimoine comme nous l'avons mentionné et deuxièmement, ils sont visibles dans l'entraide intergénérationnelle. Nous allons clarifier davantage ce deuxième aspect à travers nos exemples. La solidarité de la jeune génération envers les parents est vitale dans les familles où les revenus des parents à la retraite sont d'un niveau très réduit. Dans cette optique, M. Boeriu considère que l'aide que sa famille offre à ses parents et aux parents de sa femme est normale. Mais dans cette famille, on observe également l'aide que les parents ont donné à leurs enfants en échange. Les parents des deux côtés résident durant de longues périodes avec la famille, et leur aide est bénéfique et nécessaire. La prise en charge d'une bonne partie des responsabilités domestiques facilite la présence du jeune couple sur le marché du travail. Ainsi, l'entraide est réciproque: elle se fait de la famille vers la parenté et vice-versa. La réciprocité de la solidarité se trouve également au sein de la famille de Mme Nastase. Cette dernière soigne sa mère; cependant, dans la période où sa mère était en bonne santé, celle-ci prenait en charge toutes les responsabilités de la maison. Mme Nastase a ainsi réussi à construire sa carrière professionnelle, s'assurant une bonne intégration sur le marché du travail. Dans le même sens de réciprocité, on peut considérer aussi l'entraide que reçoit Mme Asavei de ses enfants. Elle les a aidé durant de

longues périodes et maintenant, quand elle ne peut faire face à ses besoins, ses enfants lui assurent une aide financière pour sa survie.

L'entraide est visible aussi dans la famille Iorgulescu. Les Iorgulescu, en tant que grands-parents, gardent leurs petits-enfants pendant les périodes où leur belle-fille part travailler à l'étranger. Ils reçoivent aussi l'aide de leur fille partie travailler en Europe. La solidarité est à double sens aussi dans la famille Dima. La coopération y est très étroite. La jeune famille aide financièrement ses parents et aide aussi avec les tâches domestiques, tandis que les parents s'engagent à leur tour dans la garde de leur petite-fille, en plus de contribuer aux travaux agricoles. Si jusqu'à présent, à travers les cas étudiés, nous avons pu observer en général des échanges intergénérationnels, donc une solidarité verticale, dans la famille Bujor, l'aide vient de la part de la sœur de Mme Bujor et des autres membres de sa famille, soit d'une tante et d'un oncle. Ici, la solidarité est horizontale.

Comment interpréter la solidarité dans la famille roumaine? Est-ce que cette solidarité a un caractère conjoncturel ou normatif? Dans la sociologie de la famille, l'aide de la parenté a été longuement sujet de controverse. Certains ont considéré la solidarité comme étant le principe dominant de l'organisation des anciennes sociétés villageoises cette conception étant le produit de l'évolution de la sociologie des années 1960, influencée par le contexte de l'industrialisation et de l'urbanisation quand le rapport entre le changement social et le changement familial situait la famille dans un cadre qui n'était pas clairement spécifié. Pour les sociétés modernes, l'institution de la parenté a souvent été considérée comme secondaire, même si cette affirmation n'a pas de fondement réel, surtout si on prend en considération la définition de la « modernité » qui a changé au cours des dernières décennies.

Il faut remarquer également dans ce contexte l'influence de la sociologie marxiste qui ne reconnaissait pas le rôle social de la parenté, ce rôle étant récusé car il provenait de la sphère privée (Segalen, 2000). Mais dans les dernières années, les positions de la recherche changent de plus en plus le rôle de la parenté. La parenté est ainsi identifiée comme une institution dynamique qui a assuré aux familles un support important afin de faire face aux défis des nouvelles conditions de vie créées par le changement économique et social. Dans le contexte

roumain, comme nous l'avons souligné plusieurs fois, la famille nucléaire n'était jamais éloignée de la parenté. L'entraide et les relations étroites ont été des pratiques courantes dans la famille traditionnelle et ont continué d'une certaine façon aussi durant l'époque communiste, et elles le sont toujours actuellement. Cette interdépendance affective et économique est l'une des caractéristiques de la continuité dans la famille roumaine.

#### **6.4 La non-confiance envers les institutions de l'État durant la période postcommuniste**

À travers nos exemples, nous avons observé un manque de confiance envers les changements et envers les institutions de l'État. On peut associer la méfiance envers les institutions de l'État à la faible participation civique. Également, la corruption de la classe politique est à blâmer pour ce manque de confiance et cette méfiance des changements. Nos répondants sont fortement mécontents des changements produits dans la société roumaine postcommuniste. Ils pensent, qu'en Roumanie, il n'y a pas de démocratie et que les communistes sont toujours au pouvoir. Malgré le grand optimisme après la chute du communisme et la liberté obtenue, les choses n'ont pas changé dans la bonne direction. Ainsi, les Roumains perçoivent de façon négative la classe politique en raison de la corruption, sont méfiants, et perdent espoir envers l'avenir.

Pour M. Boeriu, par exemple, malgré le progrès économique et social de sa famille après 1989, l'optimisme par rapport aux changements est modéré dans l'état actuel des choses. La situation politique et économique incertaine de la Roumanie entraîne une certaine réserve, mais son optimisme a crû avec l'intégration de la Roumanie dans l'Union Européenne. Pour sa part, M. Panciu a une vision très critique par rapport aux changements en raison de l'interprétation erronée de la liberté qui a conduit à un état social chaotique. Selon lui, si le communisme a imposé des contraintes, après la chute du communisme, les gens n'ont pas été capables de comprendre correctement la politique et la liberté postcommunistes. Après l'obligation du travail de l'époque communiste, aujourd'hui il y a un désordre économique qui bouleverse la population.

Mme Asavei exprime également son manque de confiance par rapport aux changements qui se déroulent en Roumanie postcommuniste et envers les gouvernements qui se sont succédés. Elle observe une forte indifférence des gouvernants par rapports aux besoins et aux difficultés de la population. M. Olariu espérait qu'une fois le régime Ceausescu renversé, les choses changeraient en Roumanie après 1989. Il avait la conviction qu'après des années de contraintes et de privations, il y aurait de vrais changements au niveau de la qualité du travail et au niveau de la qualité de vie; malheureusement, il constate une dégradation des conditions du travail, une dégradation des relations sociales et l'apparition de déviance sociale. Le mensonge et le vol sont plus évidents. Pour lui, l'explication réside dans le manque de formation démocratique de la classe politique. Ainsi, il pense que le passage vers la démocratie ne s'est réalisé que partiellement.

Un fort état d'optimisme régnait au début des changements aussi pour la famille Sandu. Les années de communisme ont été des années de chagrin, ainsi les Sandu ne voyaient pas de sortie de cette situation tragique dans laquelle vivait la société roumaine. Comme le dit Mme Sandu: « *nous étions condamnés à vivre derrière le rideau de fer et la seule chose qu'on pouvait faire était de regarder vers le ciel.* » Après le renversement du régime, ils étaient empreints d'optimisme de vivre en liberté, ce qui avant ne pouvait être rêvé. Toutefois, l'évolution de la réalité postcommuniste n'est pas comme ils l'avaient imaginée. Assez vite après la chute du communisme, en voyant le cours des changements, la déception, la tristesse et l'amertume se sont installées. Ils apprécient pourtant la liberté de parler, de s'informer, qui est un des plus grands changements visibles après les années de peur générées par les mécanismes de répression communiste. Malgré cette liberté acquise, la dégradation de la situation matérielle diminue beaucoup l'importance des bienfaits des changements postcommunistes. Mme Sandu critique elle aussi la corruption des gouvernants et leur désintérêt envers les besoins de la population. Pour les Sandu, le seul espoir est que peut-être la génération future pourra bénéficier d'une amélioration des conditions de vie.

M. Badea exprime le même manque d'espoir que les autres. Si après la chute du communisme, lui et sa famille avaient grand espoir dans le changement et voyaient une

amélioration du niveau de vie, à présent cet optimisme a diminué. La liberté de s'exprimer et de s'informer est appréciée, mais ces changements culturels et spirituels ne peuvent résoudre les problèmes matériels, affirme M. Badea. La cause des problèmes et des mécontentements est toujours la même: les gouvernants qui sont les anciens cadres des structures communistes sont incapables d'orienter la société vers les valeurs démocratiques. M. Badea est assez pessimiste envers l'avenir, et il pense qu'en Roumanie, après plus de 14 ans de transition postcommuniste, il n'y a toujours pas de démocratie. Selon lui, dans le domaine de la justice et dans les autres institutions de l'État, ce sont les mêmes cadres que durant l'ancien régime très corrompu. Dans sa vision, il est impossible de faire confiance à ces institutions gérées par les anciens communistes. Il croit aussi que, probablement, la génération future pourra bénéficier du changement d'après 1989.

Les Iancu, les Iorgulescu et les Bujor ont aussi une appréciation critique des changements postcommunistes. M. Iancu dit qu'il s'attendait à plus de justice, mais il voit des gens sans compétences, sans mérites, sans études, qui occupent par certaines manœuvres des fonctions de responsabilité dans les institutions publiques et économiques. Selon lui, ce manque de responsabilité dans le domaine économique et le manque de respect des lois ont conduit à un grand exode de la force de travail vers des pays étrangers. Les inégalités sociales, la corruption, et l'incertitude envers l'avenir sont mentionnées aussi par M. Iancu. Quant à M. Iorgulescu il exprime également son manque de confiance par rapport aux changements. Il s'inquiète comme M. Iancu pour l'exode des jeunes obligés de partir et de travailler assez souvent au noir, ou d'accepter illégalement des emplois non qualifiés dans des pays étrangers. Pourtant, il espère que l'intégration européenne apportera des bénéfices pour la Roumanie. Il critique aussi la corruption et l'indifférence des gouvernants qui ne résorbent pas les injustices, ces derniers ne poursuivant que leurs propres intérêts. M. Iorgulescu croit qu'il n'y a pas de respect des lois, et il pense que les grands corrompus manipulent l'information, surtout en milieu rural où l'information pénètre difficilement. Il critique le désordre qui règne selon lui dans le pays, ainsi que la corruption de ceux qui sont au pouvoir. L'espoir est, comme dans les cas précédents, orienté vers les générations futures qui vont bénéficier d'autres conditions par l'intégration à l'Union Européenne. Les injustices, le manque de ressources économiques,



la corruption et l'instabilité sur le marché du travail sont critiqués par M. Bujor aussi. Lui pense que, de ce point de vue, la situation est pire qu'avant la chute du communisme.

## **6.5 L'influence du familialisme dans la normativité sociale**

Même si le nombre de cas étudiés ne nous permet pas une généralisation du phénomène, ou de définir un espace identitaire ou un ethos culturel, l'analyse des projets familiaux qui a mis en évidence les représentations relatives à la vie familiale, la structure des liens familiaux et aussi les pratiques quotidiennes révèlent quelques traits caractéristiques d'un ordre normatif influencé par ce que les spécialistes définissent par le concept de « familialisme ». C'est une conception qui selon Remi Lenoir (1985a) est à la base de l'entreprise familiale de l'époque préindustrielle, dans laquelle les valeurs morales des familles étaient liées à la formation et à la transmission du patrimoine reçu par héritage et donation. En reprenant les idées de Max Weber sur les modifications de la structure du champ économique lors du passage de l'économie traditionnelle au capitalisme, Lenoir observe que les sociétés occidentales passent, surtout après 1945, par un processus de « défamilialisation » signifiant une diminution de l'importance du patrimoine familial au profit de l'augmentation de l'importance des revenus salariaux. Ainsi les bases sociales du modèle patrimonial où la famille était à la fois moyen de production et moyen d'existence matérielle et symbolique (Menahem, 1979), se déstructurent. Tout un usage et une représentation sociale de la famille tendent à disparaître ou à laisser place à de nouvelles représentations. Cette transformation de l'ordre normatif familial qui correspond à ce qui est considéré comme la « défamilialisation »<sup>107</sup> concerne non seulement la reconversion du patrimoine économique et la transformation des structures de production, mais vise aussi des aspects de l'existence quotidienne et les formes de sociabilité, notamment les formes familiales, les habitudes de consommation, les formes de loisir (Lenoir, 1985b).

En Roumanie, ce processus de « défamilialisation » évoqué plus haut ne s'est jamais achevé complètement. Malgré de nombreuses tentatives de modernisations entrepris après 1945 et en

---

<sup>107</sup> Plusieurs processus qui transforment l'ordre familial et social sont concomitants au changement du champ économique. On observe ainsi l'accès des femmes au marché, la socialisation et l'éducation des enfants qui se redéfinissent, les transformations des champs juridiques et des politiques qui visent la famille.

dépit de l'idéologie qui proclamait la modernisation de la famille et l'émancipation de la femme, le régime communiste reprend plusieurs valeurs traditionnelles, patriarcales et paysannes. Ce système de valeurs qui vise la division des rôles, la soumission de la femme à l'homme, son rôle primordial étant celui maternel, est en contradiction avec la modernisation structurelle économique et sociale. En même temps, le repli sur l'espace privé contre l'agressivité de l'État, et le développement de l'économie informelle à travers les réseaux de solidarités, assuraient la survie économique durant la période communiste, surtout dans les années de pénurie de l'époque de Ceausescu. Ces phénomènes ont renforcé le « familialisme » et en même temps ont conduit comme l'affirme Mezei (1997)<sup>108</sup> à une forte polarisation entre le public et le familial.

Au cours de la transition, ces représentations relatives à la vie familiale fondées sur les valeurs traditionnelles se perpétuent. Les représentations relatives à la vie familiale et la valorisation du mariage et les normes qui les régissent sont encore marquées par une conception traditionaliste. Ainsi, le discours des membres de la famille sur leurs projets de vie familiale ont mis en lumière la persistance des normes traditionnelles relatives à la vie familiale qui sous-tendent la primauté de l'unité et de la cohésion familiales plutôt que l'indépendance et la réalisation individuelle. Après la chute du communisme, les pratiques économiques développées par les familles revalorisent le patrimoine reçu par l'héritage et l'accès à la propriété privée, certains projets familiaux comme nous l'avons remarqué étant réorientés en fonction de ces deux éléments. Si pour certaines familles le patrimoine familial a une fonction purement symbolique, pour d'autres, il a une fonction économique importante. À côté de la transmission du patrimoine, les liens familiaux sont renforcés aussi par la solidarité familiale qui, par les multiples échanges et services, continue d'être un moyen de protection et d'intégration important durant la période de crise d'après 1989.

---

<sup>108</sup> L'idéologie communiste renforce la conception selon laquelle la famille est l'unité fondamentale de la construction d'une société socialiste et doit rester stable et forte. L'enjeu de cette idéologie était d'ordre démographique l'idée étant que la force de la nation réside dans sa taille. Cette conception a justifié les mesures mises en place pour stimuler la natalité et renforcer la famille conjugale.

Pourtant, cet ordre normatif, qui prévoit la préservation de l'intégrité et de la solidarité familiale, n'est pas une construction exclusive de l'espace familial, il a aussi une dimension collective renforcée par divers mécanismes sociaux et idéologiques. Certaines études qui visent l'articulation du niveau microsocial des interactions intrafamiliales et le niveau macro des normes collectives, ont mis en évidence des prescriptions légales et idéologiques. Selon Walker (cité en Martin 1995) dans les échanges familiaux, il ne s'agit pas seulement d'affection, de réciprocité ou d'obligation, ces rapports familiaux étant régis aussi par des normes d'obligations collectives. Dans cette optique, ce système normatif est construit non seulement au sein des relations familiales et intergénérationnelles, il est également un modèle sociétal renforcé par l'idéologie et par les institutions étatiques. En se référant plutôt à la responsabilité de l'aide aux parents, Walker explique ces responsabilités normatives, qu'il les a définies par le terme de « familisme », comme étant intériorisées par les membres de la famille, comme un devoir. En reprenant ces idées nous allons voir dans le chapitre suivant comment ces obligations sont interprétées par rapport aux politiques mises en place par l'État roumain. Ainsi, la régularisation politique de la famille, le rôle de l'État dans la protection familiale et la balance entre la solidarité familiale et étatique font l'objet du chapitre suivant.

## **CHAPITRE VII**

### **L'ÉVOLUTION DU RAPPORT ENTRE L'ÉTAT ET LA FAMILLE**

Analyser la famille dans le contexte du passage à l'économie de marché et à un système démocratique nécessite de prendre en considération sa régularisation politique qui relève la vision que l'État a de la famille et comment cette vision est transposée en retour dans la vie et les comportements familiaux. L'objet de ce chapitre est ainsi d'analyser les transformations du rapport entre la famille et l'État et pour mieux comprendre comment a évolué ce rapport, nous avons pris en compte l'héritage idéologique du système centralisé développé à l'époque communiste, pour ensuite cerner le sens que prend la famille dans le système des politiques familiales mises en place durant la transition postcommuniste en Roumanie. Cela dit, dans la première partie du chapitre nous exposons très brièvement les objectifs et les mécanismes du système de politiques familiales mises en place par le régime communiste à partir de 1948 et jusqu'au 1989, pour mettre en évidence par la suite les transformations qui ont suivi la chute du régime en 1989. La période de changements qui sera analysée dans la deuxième partie de ce chapitre concerne principalement la période entre 1990 et 2004.

#### **7.1 La protection sociale de la famille en Roumanie à l'époque communiste**

Comme nous l'avons vu dans le chapitre II, les mesures prises par le régime communiste ont eu une orientation principalement démographique qui visait la croissance de la population roumaine. Cette demande a été motivée par la nécessité économique d'augmenter la force de travail exigée par le processus d'industrialisation et de collectivisation de l'agriculture. Mais l'objectif politique visait aussi la transformation structurelle de la famille, en conformité avec les intérêts du Parti communiste. Pour ce faire, la mise en place en 1953 du « Code de la famille », a créé un nouveau cadre législatif qui visait la reconfiguration du modèle de la famille, à savoir le modèle de « famille socialiste » fondé sur l'égalité entre hommes et femmes et symboliquement opposé au modèle traditionnel de la famille. Cette transformation visait à affaiblir la solidarité familiale traditionnelle et, à la remplacer par une solidarité sociale contrôlée par des mécanismes étatiques (Mezei, 1991). Dans la deuxième moitié des

années 1960, une autre étape débute dans la relation État-famille, après l'accès au pouvoir de Nicolae Ceausescu. L'adoption du décret 770 de 1966, concernant l'interdiction de l'avortement et de décret 779 de 1966 (Muresan, 1996 : 821) qui limitaient le divorce, doublées d'autres mesures qui visaient l'interdiction de la contraception et de la planification familiale, a apporté des changements profonds et dramatiques pour la famille roumaine. Les enjeux de cette politique nataliste ont été essentiellement économiques; ils sont issus du nouvel ajustement du marché du travail au rythme accéléré du processus d'industrialisation. Cependant, la croissance démographique explosive qui a suivi ces mesures a créé de nombreux problèmes en ce qui concerne le système d'enseignement, le système de santé, et plus tard, le marché du travail.

Parallèlement à la mise en place de ces réglementations qui avaient un caractère purement coercitif et normatif, on doit remarquer la mise en place (surtout au début de l'époque communiste) de certaines mesures socio-économiques de support à la famille. Ainsi, au niveau des services sociaux, malgré les conditions économiques et sociales difficiles de l'après-guerre, l'État a mobilisé des ressources substantielles pour la protection de la famille. Vu l'engagement massif des femmes sur le marché du travail à cette époque, un système de crèches et de garderies a été mis en place pour leur permettre d'exercer une activité professionnelle. Ces services étaient accessibles pour toute la population indépendamment du niveau de revenus; ceux qui avaient des revenus limités, bénéficiaient de gratuité. D'autres mesures beaucoup plus larges qui visaient non seulement les crèches et les garderies mais aussi des secteurs comme la santé, l'habitation et l'enseignement, ont été développées. La détérioration du niveau économique du pays qui a commencé vers la fin des années 1970 et qui s'est accentuée progressivement jusqu'en 1989, a cependant entraîné la réduction des mesures de protection sociale, ce qui a conduit à une forte dégradation du niveau de vie familiale (Ghebrea, 2000).

Globalement, il est possible d'affirmer que ces mesures ont eu (au moins dans la période du début du régime communiste), une influence bénéfique sur le bien-être de la population, car les résultats relèvent la diminution de la mortalité infantile, la réduction de l'analphabétisme et l'augmentation du niveau de scolarité de la population. Mais en dépit de ces apparents

progrès, si l'on examine plus en profondeur le contexte, principalement la forte idéologisation de la société de l'époque et les processus qui se déroulaient sur le plan économique, on observe que ces mécanismes avaient en réalité le rôle de créer et d'entretenir une relation de dépendance et de soumission envers l'État. Comme le souligne Kligman (2000), l'apparent support économique et social avait en effet le rôle de garantir la stabilité du régime politique en modelant les besoins et les pratiques de la famille en conformité avec les intérêts de l'État. Cette subordination aux impératifs idéologiques a créé l'*Etat paternaliste* dont la signification a été évoquée précédemment.

Parmi les mécanismes de l'État paternaliste, on peut prendre à titre d'exemple l'idée de l'égalitarisme par laquelle le régime communiste distribuait les revenus, vu que la plupart des besoins de la vie familiale et individuelle étaient pris en charge par l'État<sup>109</sup>. Dans cette logique, il faut remarquer l'occupation intégrale et artificielle de la force du travail. Avoir un emploi devient ainsi un devoir patriotique pour tous les citoyens, le non-engagement sur le marché du travail étant puni par le Code pénal. D'autres mécanismes peuvent être mis en évidence, tel l'universalisme de la couverture sociale pour les salariés, la distribution de logements par les entreprises, l'accès gratuit à l'éducation et à l'assistance médicale. À ces mesures s'ajoutent la subvention d'une série de biens de première nécessité, comme l'énergie électrique, les aliments de base et le transport public. Sur le plan économique, l'efficacité de ce système a été mise en question, cette prise en charge étant considéré non seulement comme un mécanisme de subordination étatique, mais aussi comme un prétexte pour maintenir les revenus à un niveau très réduit.

Malgré cette attitude paternaliste de l'état communiste, il y a pourtant des catégories importantes de la société qui ont été négligées, voire ignorées. Comme le montrent certains travaux, le système de sécurité sociale a connu un développement asymétrique, parce que la protection sociale, par le mécanisme d'assurance sociale, était réservée exclusivement à ceux

---

<sup>109</sup> Comme le montrent certains travaux, ce système a développé une forte inégalité sociale par les privilèges masqués réservés à la bureaucratie du Parti communiste. La distribution d'appartements était inégale, seuls ceux qui bénéficiaient de subventions étaient avantagés. Il y avait également une division sur le marché du travail selon des critères du genre, les femmes étant obligées d'avoir un emploi et en même temps de s'occuper des enfants ou des personnes âgées ou handicapées de leur famille.

qui avaient une activité rémunérée. D'autres segments de la population qui n'étaient pas inclus dans la sphère des activités socio-économiques, comme par exemple les personnes handicapées ou les chômeurs (qui existaient en réalité sans être reconnus officiellement), qui devaient normalement bénéficier d'un support social et économique, étaient ignorées ou marginalisées. On note également l'absence, dans le système de la protection sociale communiste, des allocations pour les enfants et l'assistance médicale pour ceux qui étaient dans l'incapacité de travailler, étant donné que ces mesures de sécurité sociale étaient liées exclusivement à l'emploi. La pauvreté a été également un aspect négligé parce qu'officiellement ce problème ne pouvait pas exister dans la société socialiste (Zamfir, 1995 ; Ghebrea, 2000). Les mesures d'assistance sociale et les services sociaux étaient peu développés et fortement bureaucratisés. La profession de travailleur social a été même rayée du code des professions, l'activité d'assistance sociale étant remplacée par un travail purement bureaucratique, de type administratif.

Un autre aspect important du mécanisme de régularisation de la famille que l'État communiste a développé est le *centralisme excessif* et l'*exclusion de la société civile* du processus d'élaboration et d'application des politiques familiales. Ces aspects dérivent de la logique totalitaire du régime communiste et se traduisent par:

- Le contrôle total des mesures économiques et sociales qui influençaient la vie de famille, à savoir les revenus, la socialisation des enfants, le logement
- L'abolition de l'autonomie du fonds d'assurance sociale
- La limitation du champ d'action sociale au niveau local
- La disparition des organismes non gouvernementaux
- La non-reconnaissance de droits sociaux comme principes de justice sociale
- L'assistance sociale assurée de façon discrétionnaire

La non-reconnaissance des vrais problèmes de la société était exprimée dans les actions de propagande, cette assise prédominante idéologique donnant un caractère purement formel aux politiques familiales qui ne correspondaient ni aux désirs ou aux besoins de la population, ni aux principes d'une économie efficace (Ghebrea, 2000 : 146-156). Après la chute du régime

communiste en 1989, des transformations importantes dans toutes les sphères de la protection familiale ont eu lieu. Ces changements ont été l'expression de la construction d'un nouveau rapport entre l'État et la famille.

## **7.2 La régulation politique de la famille durant la période postcommuniste**

Même si les mesures de la politique nataliste ont été annulées et le système politique coercitif aboli, il n'a pourtant pas été mis en place un cadre normatif cohérent et bien défini. Les réglementations élaborées après 1989 par rapport aux différents aspects de la vie familiale ont été plutôt des réactions à la période précédente ou des réponses aux besoins urgents. Selon Zamfir (1999c), les réformes législatives qui ont débuté en 1990 ont eu principalement un caractère moral « réparatoire » l'objectif étant de remédier et compenser les injustices et les abus du régime communiste. Les changements du droit de la famille, comme ceux des politiques sociales, n'ont pas eu des directions et des objectifs bien définis, les réglementations juridiques étant plutôt mises en place en fonction de diverses nécessités de moment, sans nécessairement exprimer une vision à long terme. Ce processus de réformes se déroulait progressivement et lors de notre enquête de terrain réalisée en 2004 les transformations étaient encore en cours.

### **7.2.1 Les engagements de l'État roumain après la signature des conventions internationales dans le domaine de la protection de la famille**

Le processus de réformes du droit civil et de la protection sociale de la famille a été non seulement le résultat d'une démarche interne, mais il a subi des influences dues aux directives internationales. La Roumanie a adhéré après 1989 à plusieurs conventions internationales, comme la Convention de l'ONU concernant les droits des enfants ou la Convention européenne sur l'adoption. En même temps, le processus d'intégration européenne dans lequel la Roumanie s'inscrit dès les premières années après 1990 impose des changements importants dans le système législatif à l'égard de la famille. Un an après la date à laquelle la Roumanie est devenue membre du Conseil de l'Europe, à savoir octobre 1994, elle a signé la



Charte sociale européenne<sup>110</sup>, et plus tard elle a ratifié également la Charte sociale européenne révisée. La signature de ces directives a contribué au processus de réforme du cadre institutionnel et législatif interne dans le domaine social, et a renforcé le processus d'intégration du pays dans les structures européennes.

Par la signature de la Charte sociale européenne, la Roumanie devient partie prenante de ce document fondamental du Conseil de l'Europe et s'engage à le respecter et à en mettre en place les directives. En ce qui concerne la famille, la Charte prévoit à l'Article 16 le « droit de la famille à une protection sociale, juridique et économique », nécessaire en vue de réaliser les conditions de vie indispensables au plein épanouissement de la famille, cellule fondamentale de la société. Ainsi, pour accomplir cette obligation comme pays signataire, la Roumanie s'engage en conformité avec cet article de la Charte, à mettre en place des prestations sociales et familiales, des dispositions fiscales, des dispositifs nécessaires visant à encourager la construction de logements adaptés aux besoins des familles, d'aide aux jeunes foyers, ou de toute autre mesure appropriée.

D'autres obligations qui découlent de la Charte sociale européenne, et qui sont liées à la protection sociale de la famille, visent selon l'Article 14 le « droit au bénéfice des services sociaux » et selon l'Article 30 le « droit à la protection contre la pauvreté et contre l'exclusion sociale ». En vertu de ces recommandations la Roumanie devait mettre en place des services sociaux afin d'assurer le bien-être et le développement des individus et des groupes dans la communauté ainsi que leur adaptation au milieu social. Il fallait en outre encourager la participation des individus et des organisations de bénévoles ou autres à la création ou au maintien de ces services. En ce qui concerne l'exercice effectif du droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le pays devait prendre des mesures, les réviser et les adapter, dans le cadre d'une approche globale et coordonnée pour promouvoir l'accès effectif à l'emploi, au logement, à la formation, à l'enseignement, à la culture, à l'assistance sociale et

---

<sup>110</sup> La Charte sociale européenne est un traité du Conseil de l'Europe qui sauvegarde les droits sociaux et économiques de l'homme. Adoptée en 1961, elle a été révisée en 1996. Voir le site du Conseil de l'Europe: <http://conventions.coe.int/treaty/fr/treaties/html/163.htm>, site consulté le 25 novembre 2009.

médicale des personnes se trouvant ou risquant de se trouver en situation d'exclusion sociale ou de pauvreté, et de leur famille. Le droit à la sécurité sociale présupposait également d'établir ou de maintenir un régime de sécurité sociale à un niveau satisfaisant, au moins égal à celui nécessaire pour la ratification du Code européen de sécurité sociale, et de s'efforcer de porter progressivement le régime de sécurité sociale à un niveau supérieur.

### **7.2.2 Les réformes dans le domaine du droit civil et de la protection sociale de la famille**

Les principaux changements dans le domaine du *droit civil*, comme ils ressortent d'une synthèse publiée par Gherghel (2005; 2006), incluent principalement des réglementations nouvelles concernant le mariage, la filiation, l'adoption, et le divorce. Ces modifications sont prévues dans la Constitution modifiée et adoptée en 1991 et aussi dans la Loi 59 de 1993 et la Loi 23/1999 qui modifient le Code de la famille adopté en 1953. La nouvelle législation modifie la réglementation concernant l'introduction du divorce qui se fait par consentement mutuel pour les familles sans enfants. Quant aux familles qui ont des enfants, le divorce est prononcé par le tribunal qui prend la décision concernant la garde de l'enfant, qui peut être consulté à partir de l'âge de 10 ans. En même temps le tribunal établit les droits et les obligations de chaque parent à l'égard de l'entretien de l'enfant et décide du partage des biens, vu qu'en Roumanie c'est le régime matrimonial de communauté des biens qui est en vigueur. D'autres réglementations visent l'âge au mariage qui est de 18 ans pour l'homme et 16 ans pour la femme et aussi la situation de l'enfant né hors mariage qui a le même statut que celui né dans le cadre du mariage. La loi sur l'adoption des enfants a fait également l'objet des modifications importantes en 1997 et 1998, étant ainsi adapté aux normes internationales.

La transition vers l'économie de marché et les démarches pour la démocratisation ont exigé également la mise en place de réformes dans le domaine de la politique de *protection sociale de la famille*. Après 1989, les types de prestations se sont diversifiés et leur étendue a inclus de nouvelles catégories de bénéficiaires. Ces mesures ne se réfèrent pas seulement à la famille, elles concernent, aussi plusieurs autres segments de la population. Les principales modifications concernant les réglementations socio-économiques visent:

- Des mesures en vue de relancer la fonction économique de la famille
- Des mesures de protection sociale des chômeurs
- L'homogénéisation du système d'allocation pour les enfants
- La réorganisation du système d'assistance sociale pour les pauvres (l'aide sociale, les cantines sociales)
- L'indexation périodique des revenus en fonction de l'inflation
- L'allongement du congé parental payé jusqu'à 12 mois et ensuite jusqu'à deux ans
- Des mesures d'encouragement de l'adoption et de placement des enfants dans des familles d'accueil.

### **7.2.3 Les principaux dispositifs de protection sociale de la famille**

Le droit social qui régleme les mesures de protection de diverses catégories vulnérables, comme par exemple les enfants, les personnes avec handicap ou les chômeurs, a subi également des changements successifs. Selon l'analyse détaillée du système de protection sociale de la famille en Roumanie faite par Racoceanu, ce système inclut des prestations sociales qui sont accordées autant dans le régime contributif (de sécurité sociale) que non contributif (la solidarité sociale) (Racoceanu, 2003 : 87-100).

Ainsi, les prestations universelles de protection sociale de la famille incluent:

- L'allocation pour enfant (Loi 61 de 1993; Loi 261 de 1998) qui est un droit universel accordé à tous les enfants jusqu'à 16 ans ou jusqu'à 18 ans s'il fréquente une école. Elle s'étend jusqu'à l'âge de 18 ans pour les enfants qui ont un handicap, et aux enfants appartenant aux familles des citoyens étrangers ou réfugiés s'ils sont résidents en Roumanie, en conformité avec la Loi.
- L'allocation pour les enfants nouveaux-nés (Loi 416 de 2001) est accordée à la femme pour chaque naissance supplémentaire à partir de la deuxième naissance. Cette aide est accordée en une seule fois après la naissance, son montant étant indexé à plusieurs reprises.
- L'allocation supplémentaire pour les familles avec plus de deux enfants (Loi 119 de 1997), les bénéficiaires étant les familles biparentales et les familles monoparentales avec plus

de deux enfants âgés de moins de 18 ans, le montant mensuel étant fixé en fonction du nombre d'enfants. Cette prestation, comme celle de l'allocation familiale, est conditionnée à la fréquentation scolaire.

- L'allocation pour enfant en placement familial ou à la charge d'un assistant maternel (Loi 108 de 1998 pour approuver l'ordonnance gouvernementale 26 de 1997 à l'égard de la protection de l'enfant qui se trouve en difficulté).
- Le congé maternel (Loi 120 de 1997) est une indemnisation qui représente 80 à 85 % du salaire, selon le système de sécurité sociale auquel la femme participe et est accordée à la demande de la femme pour soins de l'enfant jusqu'à deux ans.
- Le congé paternel (Loi 210 de 1999) dont le bénéficiaire est le père qui peut recevoir cinq jours de congé payé, durant les huit semaines suivant la naissance de son enfant.

D'autres prestations qui visent les personnes en difficulté sont accordées par le système de solidarité sociale. Les principaux dispositifs de cette catégorie sont:

- L'aide sociale pour les familles en difficulté (Loi 67 de 1995, modifiée en 1997) est une prestation dont les bénéficiaires sont les familles ou les personnes seules qui se trouvent sous le seuil de pauvreté fixé par le gouvernement. L'aide sociale est une prestation mensuelle non imposable et qui a été aussi indexée plusieurs fois. Le montant accordé est établi en fonction du nombre de membres dans la famille et représente la différence entre le revenu minimum et le revenu familial.
- L'aide pour les femmes dont le conjoint satisfait au service militaire obligatoire (Loi 416 de 2001) ; cette prestation mensuelle est accordée aux femmes dont les revenus sont en dessous du salaire minimum fixé par le gouvernement si elles ont des enfants de moins de sept ans à leur charge, ou si elles sont enceintes ou si elles souffrent d'invalidité.
- Le revenu minimum garanti (Loi 416 de 2001) dont les bénéficiaires sont les familles avec des enfants et les familles monoparentales. Ce droit est accordé aux personnes seules âgées de plus de 18 ans, aux familles, aux citoyens étrangers ou réfugiés et aux personnes qui se trouvent dans des besoins sociaux.
- L'aide d'urgence (Loi 416 de 2001).
- L'aide pour le chauffage de l'habitation (Loi 416 de 2001)

- L'aide pour les funérailles (Loi 416 de 2001)

D'autres prestations sont accordées pour certaines catégories de personnes ou diverses situations. Parmi les catégories de bénéficiaires, on note les invalides, les orphelins, les victimes de divers événements comme les anciens détenus politiques, les révolutionnaires blessés ou les familles de ceux qui sont décédés au cours des événements de 1989, les vétérans et les veuves de guerre. D'autres formes de protection sociale couvrent les personnes dans des situations spécifiques, comme l'aide à l'intégration professionnelle, la réduction pour le transport en commun (pour les enfants en placement familial, les élèves et les étudiants, ou les personnes âgées), les bourses sociales, l'assistance médicale gratuite pour la mère et l'enfant.

#### **7.2.4 Le système des services sociaux**

Les services sociaux sont développés généralement dans le cadre du système d'assistance sociale et les bénéficiaires en sont les familles ou les personnes qui se trouvent en difficulté.

Les principaux services sociaux sont :

- Les cantines d'aide sociale (Loi 208 de 1997) qui fonctionnent dans le cadre des autorités locales et offrent des services gratuits ou payés aux personnes se trouvant dans des situations socio-économiques précaires ou dans des situations médicales difficiles. Les services offerts incluent des repas chauds, des denrées alimentaires, repas distribués par la popote roulante et la gratuité pour le transport public.
- Les services sociaux pour l'enfant en difficulté établis par la Loi 108 de 1998 pour approuver l'Ordonnance gouvernementale 26 de 1997. Cette loi assure la protection de l'enfant contre la violence et les abus physiques, mentaux, sexuels et aussi contre l'abandon, les mauvais traitements ou l'exploitation. Pour accomplir les objectifs de la loi sont prévues des mesures spécifiques et des institutions de protection comme les foyers pour enfants.
- Les services et prestations spéciales pour les personnes avec handicap, établis par l'Ordonnance d'urgence 102 de 1999, approuvée et modifiée par la Loi 519 de 2002. Cette

Loi prévoit des indemnités pour les personnes handicapées et pour leurs aidants, et diverses facilités financières ainsi que des services sociaux ou médicaux à domicile ou dans des institutions spécialisées.

- Les services sociaux pour les personnes âgées établis par l'Arrêt Gouvernemental 372 de 1997 et la Loi 17 de 2000. En vertu de cette loi, les personnes âgées peuvent bénéficier de services dans des institutions spécialisées ou de l'hébergement permanent dans des Foyers pour personnes âgées.

Les services sociaux restent cependant encore insuffisants en Roumanie par rapport aux besoins de la population, surtout dans les milieux ruraux où les services sociaux sont quasi inexistantes. En même temps, diverses catégories de problèmes qui nécessitent la mise en place de services spécialisés ne sont pas prises en compte, comme par exemple:

- Les services de thérapie familiale
- Les services pour les femmes, les hommes ou les enfants victimes de violence familiale
- La conciliation pour les relations enfants-adultes
- Les services pour la garde d'enfant à domicile
- Les services d'aide à domicile pour les personnes âgées ou pour les personnes dépendantes ou handicapées.
- Les services pour les consommateurs d'alcool ou de drogues

### **7.3 L'impact de l'intervention de l'État dans la sphère familiale pendant la période postcommuniste**

Malgré certains efforts faits par les gouvernements roumains qui se sont succédés après 1989 pour améliorer les déficiences ou réparer les excès du régime communiste, l'analyse des réformes législatives mises en place conduit à la conclusion que la politique familiale actuelle en Roumanie se caractérise par l'absence d'une vision stratégique. Cette absence de conception clairement définie est visible dans l'ensemble du système de protection sociale qui

n'a pas réussi à trouver les solutions adéquates, capables de répondre aux difficultés de la transition vers l'économie de marché. L'orientation des réformes dans les premières années après 1990 vers des mesures de type réparateur visant à corriger les abus du régime communiste et l'augmentation des dépenses de protection sociale pour les diverses catégories défavorisées comme les chômeurs et les pauvres, de même que l'amplification des revendications et des pressions sociales, ont eu comme résultat la diminution des ressources étatiques.

Cette gestion déficitaire des ressources a conduit à une situation de crise qui a exigé la mise en place des nouvelles mesures de protection sociale, qui dans cette nouvelle conjoncture, seront plutôt des ajustements visant la correction des diverses situations qu'un programme de protection sociale authentique. L'État se retire progressivement du champ de la protection sociale et l'économie de marché n'a pas encore mis en place des institutions capables de prendre en charge la protection des individus, ce qui fait qu'une bonne partie de la protection sociale reste à la charge de la famille. Pourtant, comme nous l'avons déjà montré, durant cette période plusieurs problèmes sociaux comme, l'abandon des enfants, l'adoption, le congé maternel et paternel, et plus récemment la violence conjugale ont fait l'objet d'interventions politiques. On doit également noter l'implication de divers organismes non gouvernementaux et d'organismes internationaux.

Dans ce contexte, diverses organisations comme UNICEF, PNUD, World Vision, etc. se sont intéressées à la problématique sociale en Roumanie et ont collaboré avec le gouvernement roumain afin de trouver des solutions adéquates. Notons comme exemple l'implication de ces organismes dans la mise en place de la législation pour la protection de l'enfant, pour l'adoption des enfants ou contre la violence familiale. Dans le processus d'intégration dans les structures européennes, la Roumanie a également bénéficié du support pour développer un cadre législatif dans le domaine de la protection sociale fondé sur un ensemble de principes démocratiques comme l'équité (qui vise le financement public et l'allocation équitable de ressources), la solidarité (l'État doit rester le garant de la solidarité nationale) et la citoyenneté (l'implication de la société civile et l'encouragement de l'initiative locale).

Ainsi, pour concrétiser ces principes qui devaient guider le processus de réforme de la protection sociale, l'Union Européenne a développé dans presque toutes les régions du pays des projets sociaux dans le cadre du Programme PHARE. Ces projets qui étaient à l'origine essentiellement des programmes humanitaires, se sont transformés dans des mécanismes d'intégration sociale, conçus pour les besoins sociaux de la population roumaine. L'objectif principal du Programme PHARE était de contribuer à la réforme et au développement du système de la politique sociale en Roumanie et à la création et la diversification de services sociaux, en vue de réduire les phénomènes d'exclusion sociale. La protection sociale était définie dans un sens large comme incluant le régime d'assurance sociale, le système d'assistance sociale et les services sociaux, y compris les soins de santé. Ces projets ont été mis en place grâce à une coopération entre l'Union Européenne, le gouvernement de la Roumanie, les autorités locales et des organisations non gouvernementales. Les bénéficiaires ont été les personnes socialement ou médicalement dépendantes, les familles dans une situation de risque social, les personnes avec des besoins spéciaux, les jeunes qui ont quitté les foyers de protection des enfants. Les services offerts étaient ceux d'aide à domicile, les centres de jour pour les adultes, les centres d'hébergement, les centres de jour pour les enfants issus des familles pauvres, les centres de jour pour ceux qui souffrent de maladies mentales, le travail avec les personnes errants dans les rues et sans abri, etc. (Marcoci, 2000).

Le but du programme PHARE était la décentralisation de l'assistance sociale et la rationalisation de l'allocation de ressources dans le système de protection sociale. L'intérêt de ce programme était aussi de structurer le dialogue social au sein de la société civile, de mieux structurer la profession des travailleurs sociaux et de développer la culture du bénévolat dans les services sociaux. Pourtant, les risques ont été de standardiser ces services, car le modèle était façonné selon des principes culturellement très différents de ceux adaptés à la société roumaine et plus particulièrement à la réalité sociale actuelle. Quoique le but était de responsabiliser les acteurs politiques et administratifs roumains par les transferts de compétences, ces services sociaux ont été arrêtés lorsque l'Union Européenne a mis fin au programme de financement. Les autorités roumaines et les organismes de la société civile n'ont pas été capables d'assurer la continuité de ces projets.



#### **7.4 Les facteurs qui ont influencé la structuration du système de protection familiale en Roumanie postcommuniste**

Malgré les changements du système de protection sociale, les solutions mises en place n'ont pas répondu aux difficultés de la transition vers l'économie de marché. Les causes sont multiples, dues en grande partie à la lenteur et à l'inertie avec laquelle se restructure la nouvelle société. Plusieurs facteurs sont évoqués pour expliquer cette évolution. Ainsi, le *déficit de culture politique des gouvernants* représente un des facteurs qui ont affecté les politiques familiales. Comme nous l'avons évoqué, la classe politique communiste n'a pas développé une culture de la protection sociale adaptée aux besoins de la population et en conformité avec les principes de justice sociale et de droits sociaux. Après le changement de régime, les acteurs de la classe politique, qui sont en grande majorité héritiers de l'ancienne élite communiste, n'ont pas fait d'efforts pour améliorer leurs connaissances en matière de politiques sociales (Preda, 2002).

Une analyse faite sur les programmes sociaux des partis politiques qui ont gouverné après 1990 montre que, durant la transition, la famille en tant qu'institution n'a pas été un objet d'intérêt pour l'État Roumain. Le Parti social démocrate, qui a été au pouvoir en 1990-1996 et 2000-2004 a eu un rôle essentiel en ce qui concerne l'orientation et la mise en place des réformes législatives. Ce parti a soutenu l'idée d'une économie de marché fortement étatisée, dans cette optique l'État restant l'agent principal de production et de la redistribution des ressources. Les mesures budgétaires ont visé le développement des politiques sociales de type universaliste (Voicu et Voicu, 1999). Les catégories de la population qui ont fait l'objet de l'intervention politique sont les enfants, les personnes avec handicap et les orphelins. De cette façon, les mesures législatives s'inscrivent davantage dans une politique sociale que dans une politique familiale (Gherghel, 2006). Nous devons pourtant remarquer la mise en place d'un organisme gouvernemental qui avait comme objectif l'élaboration de la réglementation juridique et des stratégies qui visaient la problématique de la femme et de la famille. Pourtant, une politique pour l'enfant et la famille n'était pas clairement précisée.

Un certain changement d'optique se produit après l'arrivée au pouvoir, à la fin de 1996, de la « Convention démocratique ». Le projet politique de cette formation prévoit des mesures de protection sociale plus prononcées qui devaient se baser sur l'idée de l'équité et de la justice sociale. La protection sociale devient dans cette conception un droit pour chaque citoyen contre les risques sociaux comme la maladie, la vieillesse, la maternité, le chômage, l'inflation. Les mesures prises sont strictement orientées vers des catégories sociales vulnérables, par exemple les chômeurs, les retraités, les femmes, les familles nombreuses et les familles monoparentales. Le programme politique envisagé après 1997 prévoit également l'indexation des pensions de retraite, l'introduction de la privatisation du fonds de l'État et la mise en place de fonds privés. Pour la première fois, on observe quelques mesures concrètes pour la protection de la famille, spécialement pour les familles défavorisées. Une série de mesures pour les femmes aux foyers et pour les femmes qui interrompent leurs activités pour élever des enfants sont proposées. Le programme prévoit aussi la protection des familles pauvres, l'aide aux enfants issus de ces familles pour leur permettre de poursuivre leurs études et la gratuité du système de santé (Voicu et Voicu, 1999).

Un autre facteur qui a influencé le développement du système de protection familiale est le *manque de coordination entre les diverses institutions*<sup>111</sup>. La protection sociale en Roumanie est divisée entre plusieurs niveaux et aussi entre plusieurs institutions qui sont dans une transformation permanente. Au niveau de l'administration publique, les principaux organismes responsables sont le Ministère du Travail, de la Solidarité Sociale et de la Famille, l'Autorité nationale pour la protection des droits des enfants, l'Office roumain pour l'adoption de l'enfant, l'Agence nationale pour la protection des personnes avec handicap, l'Agence nationale pour l'égalité de chances entre les femmes et les hommes, et l'Office pour la migration de la force du travail. Certaines responsabilités reviennent aussi au Ministère de la Santé et au Ministère de l'Éducation nationale, ce dernier étant impliqué dans l'administration des allocations pour les enfants. Au niveau départemental, la protection et l'assistance sociale

---

<sup>111</sup> Sur le terrain il a été observé assez souvent l'absence de coordination entre la police, l'école et d'autres institutions locales, fait qui a eu des conséquences graves dans les cas de violence familiale et d'abus envers les enfants qui ne bénéficient donc pas d'une véritable protection.

est à la charge des services décentralisés de ces ministères et organismes gouvernementaux. Au niveau local (municipalités et villes), fonctionnent des services d'assistance sociale dans le cadre des mairies. Dans le milieu rural les services de protection sociale sont minimaux, les prestations sociales étant administrées par les mairies.

Étant toujours traitée d'une manière sectorielle par les décideurs politiques, la protection de la famille a rencontré plusieurs difficultés en ce qui concerne la délimitation de son champ d'action. Selon les affirmations de Madame Ionescu, chercheuse au Centre d'Études pour le Travail et la Protection Sociale qui nous a accordé une entrevue lors de notre enquête de terrain en 2004

« certains responsables persistent à confondre les politiques de protection et de support à la famille avec les politiques démographiques. C'est pour cette raison que, pendant toute cette période, la problématique des politiques familiales a migré d'une institution à l'autre (...) la responsabilité de la protection familiale étant transférée du Ministère du Travail et de la Protection Sociale vers le Ministère de la Santé pour revenir ensuite, au cours des années 2000 au Ministère du Travail de la Solidarité Sociale et de la Famille. »

En même temps, Madame Ionescu observe que même si plusieurs années se sont écoulées depuis le renversement du système communiste en Roumanie, la délimitation claire des politiques familiales dans l'ensemble des politiques sociales n'est pas visible. Ainsi elle affirme que:

« malgré un effort visible de cristalliser le support socio-économique pour la famille, une forte ambiguïté persiste encore. La problématique familiale est placée sous la responsabilité du Département d'assistance sociale, sans tenir compte qu'aider la famille n'est pas similaire à aider des personnes en difficulté qui nécessitent un support de l'assistance sociale. De façon paradoxale, en Roumaine, les allocations pour enfants et les congés maternels sont toujours considérés comme des mesures d'assistance sociale, même si elles s'adressent à l'ensemble de la population roumaine, et pas seulement à des personnes en situation d'exclusion sociale. »

Malgré le manque de cohérence du système de protection sociale, qui doit répondre de façon efficace aux besoins sociaux des familles, Madame Ionescu observe que:

« un pas a été toutefois franchi en 2003 par la mise en place d'un Département de politique familiale au sein du Ministère du Travail, de la Solidarité Sociale et de la Famille, qui vise la violence familiale; mais ce Département n'a pas encore bien identifié son objet d'activité. Il est vrai que la violence dans la famille est un aspect qui exige une protection, mais la politique familiale est un domaine beaucoup plus vaste. »

Ainsi, d'un point de vue institutionnel, le sujet de la protection de la famille est encore très disséminé, alors que celle-ci ne possède pas de véritable champ d'action bien cristallisé. Ces aspects se conjuguent avec le niveau très réduit des allocations familiales et, en conséquence, la protection sociale n'a pas un impact visible sur le bien-être des familles. La plupart des mesures de protection familiale mises en place par les gouvernements postcommunistes consistent, selon notre répondante, en « *des mesures populistes prises surtout lors de campagnes électorales, sans efficacité pour les familles qui n'ont pas de ressources financières suffisantes; ainsi ces mesures demeurent purement symboliques.* »

Le *sous-financement* du système de protection de la famille est un autre aspect évoqué dans plusieurs études. Si on observe la structure de financement des politiques sociales en Roumanie et la structure des dépenses sociales, et si on additionne les chiffres correspondant à chaque composante, une première conclusion est celle d'une réduction considérable du financement des politiques sociales après 1989. La cause principale est la réduction du produit intérieur brut (PIB), qui ne représentait en 1992 et en 1999 que 75 à 76 % du niveau du PIB de 1989. Les dépenses sociales ont été réduites à 14 – 17 % du PIB dans une période marquée par des problèmes sociaux majeurs qui nécessitaient une protection sociale renforcée (Preda, 2002 : 144). Conséquence du financement insuffisant, les allocations et les indemnités accordées se dévalorisent continuellement, et ne couvrent pas les charges familiales. Par exemple l'allocation pour enfant<sup>112</sup>, considérée comme un droit universel de l'enfant et qui devait représenter un moyen de protection contre la pauvreté, diminue progressivement pour atteindre en 2000 seulement 3 % du salaire moyen, qui était également à la baisse (Situatia saraciei in Romania, 2001 : 39).

---

<sup>112</sup> Avant 1989 l'allocation pour enfant représentait 10 % du salaire moyen.

Il faut aussi inclure parmi les facteurs qui ont influencé le développement du système de protection familiale, le *manque d'expertise professionnelle* des personnes qui travaillent dans ce domaine. Même si le cadre législatif a été révisé et amélioré par rapport à la période communiste, il reste encore un décalage important entre la décision politique et la mise en pratique. La situation d'avant 1989, quand les services sociaux ont été réduits au minimum et les professionnels éliminés du système et remplacés par de simples fonctionnaires, a laissé des traces profondes. Les institutions de protection sociale restent déficitaires et se caractérisent par de nombreuses carences autant au niveau du fonctionnement qu'au niveau du personnel. L'activité est fortement bureaucratisée, de type administratif et les services offerts sont minimaux. Après 1989, la formation professionnelle des travailleurs sociaux<sup>113</sup> a été remise en place, dans des facultés d'assistance sociale, au sein de la faculté de Sociologie-Psychologie-Pédagogie ou dans le cadre d'une double spécialisation dans les facultés de Théologie de plusieurs cultes. Pourtant la formation des travailleurs sociaux souffre d'un décalage entre la formation théorique et la formation pratique. Ainsi, les travailleurs sociaux ne sont pas prêts à travailler sur le terrain avec la population en difficulté, mais sont plutôt prêts à occuper des emplois à caractère bureaucratique et de recherche (Marcoci, 2000).

## **7.5 La balance entre la solidarité familiale et la solidarité publique**

Comme nous l'avons déjà remarqué, la Roumanie a été confrontée après la chute du régime communiste à des problèmes sociaux lourds. Ces problèmes graves sont hérités de l'époque communiste qui dans le contexte de la Roumanie se particularisent autant par la dureté exacerbée du régime communiste que par les événements violents de décembre 1989. À cela s'ajoutent les hésitations des gouvernements qui se sont succédés durant la transition, en ce qui concerne la mise en place des réformes économiques et sociales fiables. Cette situation a fait que dans le cas de la Roumanie a été perpétuée une culture gouvernementale de la pauvreté (Preda, 2002) qui a renforcé l'état d'insécurité sociale pour la majorité de la population. Selon Robert Castel, la pauvreté et l'insécurité sociale augmentent à leur tour

---

<sup>113</sup> La formation des travailleurs sociaux a été arrêtée en 1969 et les Écoles du travail social fermées par le régime communiste.

l'incertitude qui agit comme un principe de démoralisation et de dissociation sociale, c'est-à-dire qu'elles désorganisent les liens sociaux et peuvent même « miner les structures psychiques des individus ». Vivre dans un état d'incertitude permanente, écrit Castel « *c'est ne pouvoir ni maîtriser le présent, ni anticiper positivement l'avenir* (2003 : 29). » Dans de telles conditions d'insécurité économique auxquelles s'ajout le désengagement de l'État, la famille devient un des principaux piliers de protection et d'intégration sociale des individus. Mais, en Roumanie le rôle social de la famille dans la protection de ses membres comme on l'a déjà évoqué, n'est pas nouveau. Ce phénomène a été présent avant 1989 et s'est accentué après la chute du communisme.

Dans ce contexte, nous rappelons encore une fois, le rôle important des pratiques de solidarité familiales étendues à diverses sphères de la vie pratiques qui ont permis la survie durant la période d'austérité des années 1980. Pour combler les manques de l'économie de pénurie qui ont marqué cette époque, la famille a développé une activité économique et sociale informelle fondée sur l'échange et l'entraide. Après 1989, comme notre enquête de terrain l'a révélé et comme certaines études en témoignent, dans le contexte de bouleversements économiques et de non-engagement suffisant de l'État, la famille en Roumanie a continué à s'impliquer dans la résolution des problèmes sociaux de ses propres membres, et cela dans plusieurs domaines. Par exemple, l'absence de préoccupation de la part de l'État pour développer un système de crédits et de prêts pour l'achat de logement et aussi les frais de location extrêmement élevés, a obligé la famille à prendre en charge le problème de l'habitation. La cohabitation de plusieurs générations malgré tous les inconvénients qu'elle génère, devient dans ces conditions une pratique courante pour de nombreuses familles. La garde des enfants dans le contexte de réduction des allocations familiales et de carence des structures de garde, reste également sous la responsabilité de la famille. Le support matériel, spécialement l'aide alimentaire accordée par les parents (surtout ceux de milieu rural) à leurs enfants, étudiants ou jeunes couples établis dans la ville reste aussi une pratique très usuelle. Il faut rappeler encore la prise en charge de la famille à l'égard d'autres dépenses qui auparavant étaient de la responsabilité de

l'État, comme par exemple celles liées à l'éducation ou celles liées aux services de santé<sup>114</sup>. Les soins aux personnes âgées et aux personnes avec un handicap reviennent notamment à la charge de la famille, surtout en milieu rural où ces personnes ont des pensions de retraite agricole d'un niveau très réduit, ou n'ont aucun revenu.

### **7.5.1 Les ambivalences et les limites des solidarités familiales**

La problématique de la répartition des responsabilités entre la solidarité publique et celle privée est aussi depuis la fin des années 1980 à l'ordre du jour de l'agenda politique des pays occidentaux. En effet, les contraintes démographiques, comme le vieillissement de la population qui a amené à une augmentation des dépenses du système d'assurance vieillesse et du système de santé, et aussi les contraintes économiques comme la crise de l'emploi, le chômage, la précarité, l'exclusion, remettent en cause le système de l'État-providence construit après la Deuxième Guerre mondiale dans ces pays. Dans les conditions de crise économique contemporaine et face également à la crise de l'État-providence, les réseaux familiaux deviennent des modalités d'insertion et d'intégration sociale. Une reformulation de la répartition entre la charge publique et la solidarité familiale et de leur contribution à la cohésion sociale apparaît donc nécessaire. À l'instar d'autres auteurs, Claude Martin (1996b) souligne que cette réflexion sur l'équilibre entre l'État et la famille qui se manifeste dans l'ensemble des débats sur l'implication du « public » et du « privé » en matière de la protection sociale, amène à la mise en place d'un nouveau modèle de l'État-providence dit de *Welfare-Mix*, qui préconise une combinaison des ressources et des moyens mobilisables à ces différents niveaux. Dans cette organisation, parallèlement au rôle de l'État et de la famille sont prises en compte aussi les initiatives privées, associatives, bénévoles et non marchandes (Martin, 1996b : 257). Mais la question qui se pose dans ce contexte porte sur la capacité matérielle des familles à assumer la protection sociale et s'il est juste pour elles d'assumer ces charges supplémentaires.

---

<sup>114</sup> Si dans le domaine de l'éducation nous avons remarqué l'introduction de l'enseignement privé qui a des coûts élevés supportés par la famille, dans le domaine de la santé la famille supporte aussi des frais supplémentaires exigés comme cadeau pour les cadres médicaux; c'est un système parallèle, institutionnalisé depuis l'époque communiste.

Ainsi, même si les recherches récentes constatent que la crise économique rend les solidarités familiales nécessaires, leurs formes et leur fonctionnement dans le cadre des réseaux de parenté ne sont pas clairs. Selon Pitrou (1996), les échanges au sein du réseau familial ont leurs caractéristiques propres par rapport aux autres formes de solidarité qui présupposent pourtant certaines ambivalences et limites. D'abord, il faut souligner que la solidarité familiale s'exerce entre personnes qui disposent de ressources et de revenus inégaux, la famille devenant ainsi anti-distributrice et en même temps une source d'inégalités sociales. Il faut tenir également compte du fait qu'imposer à la famille l'obligation, parfois l'imposition légale, risque de faire perdre toutes les vertus de l'entraide mutuelle, fondée sur la réciprocité et le don. Même si les solidarités familiales se caractérisent par la réciprocité, elles sont aussi marquées par l'asymétrie et la discontinuité, car le plus souvent l'échange est inégal selon les moyens de chaque personne. Par ailleurs, les études sur le concept de « don » montrent que les échanges familiaux se réalisent dans l'esprit de dette ou d'affection, mais sans avoir la certitude du retour immédiat, les membres de la famille accumulant ainsi des obligations les uns vis-à-vis des autres. L'analyse sur la régularisation des échanges familiaux révèle que dans certains cas ce n'est pas le donateur qui devient bénéficiaire à son tour, les formes de « restitution » éventuelle étant ainsi diversifiées, parfois bien différentes du don initial (Pitrou, 1996 : 236-237).

Une autre limite importante qu'engendrent les solidarités familiales est celle d'un potentiel d'isolement et de repli des individus sur leur espace familial. En renforçant la conscience d'appartenance et les devoirs d'entraide mutuelle, il peut se développer une sorte « d'égoïsme familial », selon la conception « ma famille, mes enfants avant tout ». Une telle situation peut inciter à refuser l'interdépendance et l'engagement entre les individus dans l'ensemble social, ce qui a des conséquences négatives sur la cohésion sociale, pouvant notamment renforcer les inégalités dans la société (Pitrou, 1996 : 240). D'autres limites des solidarités familiales sont observées en référence aux nécessités croissantes de qualité et d'efficacité exigées par la réalité économique et sociale contemporaine.

Ainsi, on observe une incompatibilité d'une part entre les aspirations des individus vers le développement de compétences dans divers secteurs de la vie sociale comme celui du travail



ou la participation associative, et d'autre part les charges familiales qui impliquent une disponibilité permanente illimitée quant au temps et à l'espace et parfois aux ressources financières. Il faut évoquer dans ce cas la prise en charge des personnes âgées ou dépendantes qui par l'investissement familial qu'elle exige peut limiter les possibilités de participation des membres de la famille aux actions collectives. Les femmes sont les plus affectées par cette situation, car d'habitude elles sont au centre de ces réseaux d'entraide. Claude Martin (1996b) remarque ainsi, à l'instar d'autres auteurs, la double tension entre les « contraintes structurelles » et l'« autonomie des acteurs », s'agissant en effet de tensions entre deux objectifs sociaux qui visent d'une part, le « familialisme » orienté vers la famille et aux fonctions sociales qu'elle remplit, et d'autre part, le « féminisme » en référence à la position sociale et aux droits de la femme (Martin, 1996 : 264).

### **7.5.2 Les enjeux de la solidarité familiale en Roumanie**

Un premier enjeu est d'ordre « normatif ». En partant de l'organisation de la vie quotidienne, nous avons remarqué dans les chapitres précédents l'existence d'un modèle familial spécifique en Roumanie. Ce modèle familial est défini par la forte valorisation de l'idée de fonder une famille et d'avoir des enfants, et est en même temps caractérisé par des croyances normatives concernant la responsabilité de l'entraide au sein de la famille. L'espace restreint de notre thèse n'a pas permis de saisir toutes les dimensions que présuppose l'implication de la famille dans la protection et l'intégration de ses membres. On peut toutefois déduire à partir de l'étude des pratiques familiales qu'il existe dans les échanges familiaux en Roumanie un mélange d'altruisme, d'affection et de réciprocité mais qu'il existe également un sentiment d'obligation et de contrainte qui ressort du niveau macrosocial, des normes construites à l'échelle de la société. Ce système normatif nommé « familisme », dont certains éléments de définition ont été empruntés à Walker (cité en Martin 1995), est construit non seulement au sein des relations familiales et intergénérationnelles, mais aussi au niveau sociétal, étant en même temps renforcé par l'idéologie étatique. Selon cette normativité développée au sein de la société, les individus considèrent l'entraide et les échanges comme étant de leurs responsabilités, assez souvent ce rôle ne présupposant pas de délibérations antérieures.

Un autre enjeu lié au précédent est plutôt d'ordre « économique ». Le choix des pouvoirs publics en Roumanie de renvoyer à la famille la protection de ses membres, nous conduit à la conclusion que cette obligation assumée par la famille a autant des causes financières que des raisons idéologiques. Cependant, le pouvoir politique refuse de prendre en considération des aspects importants de l'ordre familial. Par exemple, l'insuffisance fréquente des ressources des conjoints entretient la dépendance des femmes à l'égard de leur conjoint, dans plusieurs cas avec des conséquences négatives pour l'équilibre du couple et pour le développement des enfants. Assez fréquemment les familles se trouvent dans l'incapacité de s'impliquer dans l'entretien et la charge des personnes dépendantes, adultes ou vieillards. Cette charge devient extrêmement problématique quand la famille est confrontée non seulement à des risques de dépendance pour certains de ses membres, mais aussi à la précarité du travail. Ces risques sociaux conjugués mettent justement en question le potentiel de protection que représente la famille, en tant qu'expression archétypique du lien social. La surcharge de la famille met en question également le principe d'autonomie intergénérationnelle.

Ce débat sur la place des solidarités familiales dans la solution des problèmes collectifs reste ouvert dans plusieurs sociétés. La question est de savoir quand il est légitime de renvoyer la protection sociale des individus à la charge de la famille et quand cela est l'obligation de l'État (Martin, 1996b). Dans ce contexte, quand l'État réduit les frais publics destinés à la protection sociale, et que les ressources familiales (surtout quand elles sont constituées seulement par des salaires) sont insuffisantes pour répondre aux besoins, la balance « famille-État » arrive à un moment critique (Janet Finch citée en Martin, 1996b). Il devient ainsi impératif au delà de la question du « lien social », de redéfinir le « pacte social » entre l'État et ces citoyens. Les aspects visés sont le parallélisme ou la complémentarité entre les solidarités familiales et intergénérationnelles et la solidarité publique et collective. En prenant en considération la spécificité de ces volets de la solidarité, il faut voir dans quelle mesure l'entraide et les échanges familiaux peuvent compenser le désengagement de l'État. En ce qui concerne la Roumanie, il est difficile de définir la place de la famille dans la protection sociale, étant donné que les conditions de vie et aussi la transformation structurelle de la vie familiale permettent de moins en moins à la prise en charge de problèmes qui deviennent de plus en plus complexes. Il faut tenir compte du fait que forcer les capacités solidaires des

familles peut dans certains cas conduire à leur destruction tout en exacerbant des tensions ou envenimant les relations. Même si la famille roumaine assume la protection sociale de ses membres, il est aussi évidemment nécessaire que d'autres institutions prennent la relève. Dans ce cas il peut s'agir de la place d'autres formes alternatives de solidarité, comme les initiatives associatives, le bénévolat ou l'engagement communautaire. Mais ces formes alternatives de solidarité sont quasiment inexistantes en Roumanie, surtout en milieu rural où vit plus de 50% de la population.

### *En guise de conclusion*

Les problèmes économiques et sociaux auxquels la Roumanie a été confrontée durant la transition du système communiste vers celui de marché libre et la démocratie, ont d'abord conduit à une dégradation de la situation sociale. Parmi les conséquences observées, on évoque le déclin démographique, la diminution de l'activité féminine liée au déficit de structures de garde d'enfants, l'accroissement des inégalités sociales et la montée du taux de chômage. La pauvreté se renforce surtout dans l'espace rural et dans des régions qui étaient fortement industrialisées à l'époque communiste. Les dispositifs de protection sociale mis en place après 1989 n'ont pas été suffisants pour stopper la dégradation de la situation économique et sociale.

Dans le contexte de réduction progressive du financement public, plusieurs responsabilités de protection sociale ont été transférées à la famille. L'implication de la famille a été plutôt une réponse aléatoire aux problèmes sociaux. Les pouvoirs publics roumains ne prennent pas en compte le fait qu'en transférant certaines de leurs responsabilités vers la famille, ils ne font que multiplier les risques sociaux dans la société, puisque certains de ces risques proviennent du milieu familial lui-même affecté par la crise. Obliger la famille à prendre en charge les difficultés sociales ne peut évidemment contribuer à les résoudre efficacement mais risque parfois même de renforcer le processus d'exclusion sociale. Nous nous rattachons ainsi à l'idée d'Agnès Pitrou (1996), qui souligne les limites de la solidarité familiale, tout en rappelant que dans la construction du système de protection sociale dans les sociétés actuelles le « mythe de la famille » devrait être revu et nuancé selon les situations concrètes. En outre,

pour assurer plus de justesse dans l'élaboration et la mise en place des politiques familiales, il est nécessaire de prendre en compte les acteurs intermédiaires comme les associations familiales<sup>115</sup> (Pitrou, 1994) même si dans le cas de la Roumanie ces organismes sont encore très peu développés. Cette présence organisée de familles peut mieux représenter leurs intérêts dans l'espace de décision.

En même temps, les débats qui opposent d'une part l'idée que les familles sont conçues par l'État comme des ressources potentielles de la régulation des problèmes sociaux et économiques et d'autre part les risques sociaux auxquels les familles elles-mêmes sont soumises sont de plus en plus dans l'actualité au sein des organismes européens et notre conviction est que la Roumanie en sa qualité de membre de l'Union Européenne, doit participer davantage à ces débats. Dans le contexte des sociétés actuelles, les problèmes sociaux et les inégalités s'intensifient et ainsi les questions qui se posent visent, selon Claude Martin, les possibilités des familles contemporaines, de plus en plus instables et moins normatives à répondre aux exigences de protection. Dans ce contexte il faut se questionner si le lien familial peut encore être un vecteur de protection. Il faut également savoir sur quoi se fondent aujourd'hui les solidarités familiales. Est-ce qu'il s'agit de l'affection, de l'obligation, du don ou de la dette? Une autre question essentielle est de savoir s'il est possible de mettre sur un même plan la protection assurée par les proches et celle assurée par des dispositifs collectifs et institutionnels? Est-il possible de substituer l'une à l'autre ces différentes formes de protection, ou au contraire, leur nature est-elle différente et ainsi les fonctions qu'elles remplissent sont-elles également différentes? S'il est difficile à répondre à ces questions sans de plus amples recherches, il est toutefois possible de souligner que dans la période actuelle une reformulation autant de la « question familiale » que de la « question sociale » s'impose (Martin, 1996b : 266-267)

---

<sup>115</sup> Dans plusieurs pays occidentaux les associations qui regroupent les familles comme par exemple l'UNAF en France, participent aux décisions publiques concernant la problématique familiale. Ils existent également en Amérique du Nord des formes de regroupement entre les familles constituées sous l'impulsion de spécialistes de l'animation sociale ou dans le cadre de projets lancés par les organismes communautaires.

## CONCLUSION

Nous présentons dans cette conclusion les résultats de notre recherche en tentant de mettre en évidence notre contribution à la connaissance de la réalité des pays postcommunistes. Notre question de recherche était « *quel est le rôle de la famille en Roumanie contemporaine?* » Et « *quel devrait être le rôle de la famille et de l'État en Roumanie contemporaine?* » Pour y répondre nous avons mis en évidence dans la première partie de la thèse les changements structurels du contexte de notre analyse, à savoir la société roumaine en transition postcommuniste. Pour la compréhension des transformations en cours, nous avons repris d'abord les caractéristiques du régime communiste et ensuite nous avons présenté les tendances économiques, sociales et politiques qui ont configuré l'évolution après 1989. Par la suite, en reprenant divers tendances d'explications, nous avons observé le défi exceptionnel que représentent ces changements pour les sciences sociales. Ainsi ont été présentées les théories qui expliquent les changements dans la perspective politique de la démocratisation, les théories économiques qui mettent l'accent sur le passage de l'économie centralisée vers l'économie de marché et aussi les divers schémas analytiques et concepts qui avaient comme objectif l'explication des transformations structurelles de la société.

Dans ce contexte, nous avons signalé le quasi-monopole des études macrosociales en se concentrant sur les contraintes objectives et l'absence d'études de micro niveau visant les formes sociales en émergence en Europe de l'Est, et particulièrement en Roumanie. Au même titre, nous avons mis en lumière la dominance des études empiriques fondées principalement sur des enquêtes quantitatives en défaveur de la connaissance en profondeur spécifique aux démarches qualitatives. Ces observations ont justifié notre réserve par rapport aux schémas analytiques couramment utilisés dans l'analyse et l'intérêt de développer une recherche mettant en valeur la dynamique des pratiques sociales et le vécu quotidien des acteurs. Nous avons ainsi remarqué le rôle de la famille comme objet d'analyse des transformations sociales.

Afin de mieux définir notre objet d'analyse, nous avons d'abord présenté l'évolution de la famille dans les sciences sociales et, ensuite, l'évolution de la famille roumaine à partir de la

forme traditionnelle, en passant par la forme de la famille socialiste pour mettre ensuite en lumière les tendances de changement observées après la chute du communisme. Cela nous a donné la possibilité de remarquer les caractéristiques et les particularités de l'évolution de la famille dans le contexte historique roumain. Nous avons par la suite présenté des approches développées dans diverses disciplines tout en remarquant les limites et les vertus de ces modèles analytiques. Cette évaluation des théories développées dans divers champs ne se voulait pas un deuxième chapitre théorique, il s'agissait simplement de mieux configurer notre unité d'analyse. Cela nous a permis de mettre en évidence les raisons qui ont motivé notre perspective et la logique qui nous a conduits à favoriser l'étude du parcours de vie familiale durant la période postcommuniste.

Ainsi, la trajectoire de vie familiale nous a paru la mieux adaptée à comprendre les changements. L'étude de la transition postcommuniste à partir des trajectoires familiales aide à explorer et décrire comment fut vécu le processus de transition par les familles ainsi que les valeurs et les représentations sociales liées aux phénomènes en cours en Roumanie après 1989. Les trajectoires ont été configurées par les stratégies et les projets de vie familiale, qui ont révélé non seulement l'expérience et les pratiques, mais aussi les déterminants structurels généraux. Les stratégies et les projets élaborés par les acteurs familiaux visaient les pratiques quotidiennes mises en place à partir des événements et en fonction de la variation de la situation quotidienne, ce qui a permis de fournir des éclairages intéressants sur l'ensemble du fonctionnement de la vie sociale dans le contexte social changeant.

Quelques éléments de la théorie de la structuration nous ont donné la possibilité de saisir les pratiques familiales dans le temps et dans l'espace, et ont favorisé l'articulation des concepts de stratégie et de projet dans un cadre conceptuel unitaire. La recherche a inclus aussi une dimension empirique. L'approche de récit de vie qui a guidé notre travail de terrain nous a permis de comprendre les réalités sociales objectives à partir du vécu des acteurs. Ainsi, les récits de vie, conçus comme des « récits de pratiques en situation », ont mis en évidence non seulement les modes selon lesquels les acteurs font usage des propriétés structurelles, mais elles ont révélé aussi comment les membres de la famille disposent de règles sociales pour développer leurs pratiques et les rapports sociaux. Même si certains aspects structuraux ne

sont pas directement abordables, les récits de pratiques ont révélé les capacités créatrices et innovatrices des acteurs sociaux pour faire face au quotidien.

L'analyse du corpus nous a permis de comprendre les pratiques mises en place à partir de la stratégie construite durant la période de transformation sociale. Les ressources personnelles, économiques, sociales, familiales, culturelles et même spirituelles mobilisées, et aussi les représentations sur les changements, nous ont conduits à construire des typologies de stratégies mises en place par les familles. Ces stratégies groupées dans trois catégories (les stratégies d'ascension sociale, de repli ou de débrouillardise) montrent non seulement des mutations structurelles importantes durant la période postcommuniste, mais révèlent également comment ces transformations ont été intériorisées et vécues par les acteurs sociaux. Les phénomènes observés et les tendances structurelles qui ont marqué le parcours professionnel des membres des familles nous ont conduits dans un premier temps vers une interprétation des changements selon le principe du modèle méritocratique des sociétés occidentales. Cette tendance à la mobilité méritocratique a été remarquée dans la promotion des groupes socioprofessionnels et des métiers valorisés à laquelle s'ajoute le renforcement de la corrélation entre les salaires, les revenus et l'instruction. Pourtant, même si la méthodologie adoptée ne nous permet pas de généraliser les conclusions, nous avons toutefois remarqué une certaine « désarticulation » de la société manifestée par un dualisme<sup>116</sup> qui oppose d'une part le développement de la société selon le modèle occidental et, d'autre part, la préservation d'une logique interne, sociale et culturelle, de reproduction, influencée par le modèle de société traditionnelle (Touraine, 1976).

La désorganisation de l'économie étatique planifiée et la privatisation chaotique élargissent non seulement le champ du travail précaire mais augmente le chômage qui est mal pris en charge par l'État. Ce changement de système économique et la désintégration du système de sécurité sociale fondé sur l'emploi et administré par l'État avant 1989 ont conduit à la diminution des ressources, amenant un grand nombre de familles parfois dans l'impossibilité de faire face aux besoins. Pour pallier cette instabilité, les acteurs familiaux se retournent vers

---

<sup>116</sup> Ce dualisme est repérable aussi dans la forte polarisation entre les riches et les pauvres, et dans la différenciation des conditions de vie entre le milieu urbain et le milieu rural.

d'autres ressources dans la construction de leur stratégie de survie. Ainsi, se développe une économie parallèle qui inclut le travail au noir, des activités parallèles (comme la garde des enfants) étant plutôt un emploi clandestin. En même temps, l'agriculture de subsistance et le patrimoine familial représentent un complément de revenu, et pour certaines familles ces ressources sont essentielles dans leurs stratégies de survie.

Des stratégies familiales de survie ont existé aussi pendant la période communiste, mais l'élément nouveau après la chute du communisme dans cette économie parallèle est l'accès à la propriété. Si d'une part cela indique la possibilité pour plusieurs familles d'acheter les appartements dans lesquels elles habitaient, l'accès à la propriété a restauré aussi les conditions d'une transmission entre générations. Ces transmissions par les liens familiaux qu'elles sous-tendent montrent l'importance des solidarités familiales qui, dans le cas des familles roumaines incluent d'importants échanges économiques et symboliques, solidarité qui a été fort prégnante aussi durant l'époque communiste. Les cohabitations multigénérationnelles, l'entraide, la garde des enfants de la part des grands-parents pour l'intégration des jeunes couples sur le marché du travail mais aussi pour des parents qui partent travailler à l'étranger, l'aide financière, les soins aux personnes âgées, sont des échanges qui font partie des mécanismes de solidarité familiale. Dans ces formes d'échanges, nous avons décelé autant la réciprocité où le lien familial fonctionne dans les deux sens, que la manifestation d'une forme spontanée d'entraide dans des situations de crise économique.

La solidarité familiale, la présence de la parenté et son rôle dans la vie familiale sont souvent considérés comme des pratiques marginales, irrationnelles, souterraines et sont renvoyées dans le champ de l'économie informelle. Longtemps, ces pratiques ont été considérées inappropriées au développement des sociétés modernes. Mais dans les périodes de crise économique, surtout après les années 1980, et dans le contexte de la réduction des financements publics, il y a de plus en plus de chercheurs qui reconnaissent la nécessité des réseaux d'entraide et des échanges, même dans les sociétés occidentales actuelles. Ainsi, il a été mis en évidence que la spécificité du modèle actuel des liens intergénérationnels n'amène pas nécessairement à un retour à la situation ancienne de dépendance structurelle spécifique aux sociétés traditionnelles. Dans la conjoncture actuelle, ces liens d'échanges librement



consentis par des individus ou des groupes familiaux combinent les liens interrelationnels tout en gardant en même temps l'autonomie des générations (Segalen, 1995).

Par la suite, nous avons également interrogé la direction des changements en prenant en compte les projets de vie familiale. Cette analyse a mis en évidence à partir des représentations relatives à la vie familiale et à la structure des liens familiaux et des pratiques, l'existence d'un ordre normatif influencé par ce que certains auteurs ont défini par le concept de « familialisme ». Ce concept renvoie au modèle de la famille patrimoniale de l'époque préindustrielle dans lequel les valeurs morales constitutives des familles traditionnelles étaient liées à la formation et à la transmission du patrimoine reçu par héritage et donation. Dans la société occidentale, ce modèle a vu son importance diminuer lors des changements des structures de production, par le passage de l'entreprise familiale à une accumulation du capital fondée sur des ressources salariales. Pourtant, en Roumanie ce processus de « défamilialisation » dont parlent certains auteurs occidentaux (Lenoir, 1985) ne s'est jamais achevé complètement. Même si certains changements de modernisation sont observés après 1945, ces transformations ne sont que de surface. L'idéologie communiste a repris plusieurs valeurs traditionnelles, patriarcales et paysannes. Celles-ci sont observées dans le fonctionnement de la famille conjugale et dans le renforcement des pratiques de solidarité familiale au cours de la période communiste, surtout dans les années de l'économie de pénurie de l'époque de Ceausescu.

Après la chute du communisme, les représentations relatives à la vie familiale, la valorisation du mariage et les normes qui les régissent restent encore marquées par les valeurs traditionnelles. Le discours des membres de la famille sur leurs projets de vie familiale ont mis en lumière la persistance de ces normes traditionnelles et de fortes solidarités familiales. À côté de pratiques d'entraide et d'échange, les familles revalorisent le patrimoine reçu par l'héritage et l'accès à la propriété privée, certains projets familiaux comme nous l'avons remarqué étant réorientés en fonction de ces deux éléments. Dans certains cas le patrimoine familial a une fonction purement symbolique, mais pour certaines familles (surtout celles habitant dans le milieu rural) la maison parentale et les lopins de terre sont la base de leur survie. Les liens de solidarité familiale fondée sur des multiples échanges et services

continuent d'être un moyen de protection et d'intégration sociale des individus durant la période postcommuniste.

Ces aspects observés dans les pratiques quotidiennes, mais qui ont orienté les projets familiaux ont conduit à saisir l'existence d'une certaine normativité qui guide le comportement individuel mais qui n'est pas une construction exclusive de l'ordre familial, ayant une dimension collective renforcée par divers mécanismes sociaux et idéologiques. Dans ce système normatif, l'État (par la régularisation politique de la famille), a une influence importante. Ces aspects nous ont conduits à explorer les réformes de politiques familiales mises en place par les gouvernements roumains. Même si après 1989 ont été prises des mesures et ont été développés des mécanismes ayant comme objectif de changer les politiques coercitives communistes, le système de politiques familiales reste fortement influencé par l'héritage communiste. Les réformes se caractérisent par le manque d'une vision d'ensemble, et sont limitées par l'absence des ressources nécessaires à leur mise en place.

Dans le contexte de réduction progressive de financements publics, plusieurs responsabilités de protection sociale ont été transférées à la charge de la famille. Mais l'implication de la famille a été plutôt une réponse aléatoire aux problèmes sociaux. Les pouvoirs publics roumains n'ont pas tenu compte que plusieurs risques sociaux dérivait de la famille, et qu'en transférant ainsi certaines de leurs responsabilités vers la famille, on multipliait les risques sociaux. Comme l'affirment Pitrou (1996), obliger la famille à prendre en charge les difficultés sociales ne peut évidemment contribuer à les résoudre, mais parfois risque même de renforcer le processus d'exclusion sociale. Même si la famille reste une ressource potentielle de régularisation des problèmes sociaux, elle ne peut se substituer aux responsabilités étatiques. Dans ce contexte, il est nécessaire de revoir autant l'équilibre entre responsabilité étatique et responsabilité familiale, tout en prenant en compte les limites et les ambivalences des solidarités familiales.

Ce dernier aspect, qui vise l'essence de notre question de recherche, a été une des préoccupations principales durant la recherche doctorale. À savoir, quel est le rôle de la famille dans la société roumaine? Quel est le rôle de l'État? Quelles sont les responsabilités

des institutions publiques dans la protection et l'intégration sociale des individus? Et finalement quel type de société veut-on construire? La réponse qui éclaire la direction du développement et la modalité de sociabilité dans la société roumaine après vingt ans de transition vers la démocratie et l'économie de marché est venue de façon officielle par les mots de Sebastian Lazaroïu<sup>117</sup>, conseiller en problématiques sociales du Président de la Roumanie.

Interrogé sur les coupures drastiques des revenus que le gouvernement roumain a opéré dans le contexte de la crise économique de la fin des années 2000, qui ont créés de sérieuses difficultés pour la majorité de la population, M. Lazaroïu affirme<sup>118</sup> :

« Heureusement, il existe cette solidarité entre générations en Roumanie. Cela n'existe pas dans d'autres pays où les familles ont des voies différentes. Chez nous par contre les parents, les grands-parents, les enfants s'entraident. Il existe des réseaux de parenté qui fonctionnent et qui sont spécifiques plutôt aux sociétés traditionnelles, mais ils fonctionnent et cela aident les uns comme les autres. Les grands-parents gardent leurs petits-enfants, aidant ainsi les jeunes à garder leur emploi, et les enfants aident leurs parents avec de l'argent. »

Ces réflexions sont éclairantes sur la capacité des institutions publiques roumaines à formuler et à mettre en œuvre des politiques familiales. Les débats publics et aussi l'analyse que nous avons fait, nous donnent des arguments pour affirmer le faible engagement de l'État roumain dans la protection sociale de ces citoyens et la prévalence d'une rationalité sociale fondée sur l'extension des pratiques familiales, autant dans le champ économique que dans celui de la cohésion sociale (Lesemann et Chaume, 1989). Pourtant, une représentation du

---

<sup>117</sup> Sebastian Lazaroïu, conseiller du présidente de la Roumanie, est un des agents qui jouent un rôle significatif dans l'élaboration, la planification et la mise en place des politiques sociales en Roumanie. Il a non seulement une influence politique, mais il a aussi une autorité dans le champ de la recherche. Lazaroïu est un sociologue qui a développé des études autant sur l'évolution de la famille en Roumanie, que sur d'autres aspects liés au développement de la société roumaine postcommuniste.

<sup>118</sup> Notre traduction en français de la déclaration de Sebastian Lazaroïu, qui affirme: « Din fericire, există această solidaritate între generații în România. Nu există în alte țări. Acolo familiile merg pe drumuri diferite. La noi, în schimb, părinții, bunicii, copiii se ajută între ei. Există aceste rețele de rudenie care încă funcționează și care sunt specifice societăților tradiționale mai degrabă, dar funcționează, și asta îi ajută și pe unii și pe ceilalți. Bunicii își cresc nepoții, îi ajută pe tineri să poată merge la serviciu, iar copiii își ajută cu bani părinții. » Source [http://www.realitatea.net/pensionarii-vor-trece-mai-usor-pestre-criza-daca-sunt-ajutati-de-nepoti--spune-sebastian-lazaroiu\\_714085\\_comentarii.html#ixzz1XZfXIHEW](http://www.realitatea.net/pensionarii-vor-trece-mai-usor-pestre-criza-daca-sunt-ajutati-de-nepoti--spune-sebastian-lazaroiu_714085_comentarii.html#ixzz1XZfXIHEW) site consulté le 22 mai 2010.

social clairement définie, qui peut s'inscrire dans un modèle de développement est difficilement à identifier car la Roumanie, de notre point de vue, est encore dans un processus d'apprentissage social.

Pour terminer nos conclusions, on veut souligner le fait que les aspects mis en évidence dans l'analyse de la structuration des trajectoires familiales durant la période postcommuniste et aussi ceux en référence aux politiques sociales, doivent être regardés dans le contexte historique actuel de la Roumanie qui est dans un changement continu. Certains aspects sont valables pour la « génération » des familles qui ont traversé les changements commencés en 1990 et, jusqu'en 2004 l'année lorsque nous avons réalisé l'enquête de terrain. Cependant, les observations faites nous conduisent à la conclusion que la famille reste une unité privilégiée d'analyse des transformations sociales postcommunistes. Ainsi, cette thèse se propose simplement d'ouvrir la voie vers d'autres études qui peuvent approfondir les significations des phénomènes observés.

## BIBLIOGRAPHIE

ADUMITRACESEI, I.D. et NICULESCU, N.G., *Pericolul subdezvoltarii, Contrarperformante economice persistente. Imperativul relansarii (Le danger du sous-développement, Contreperformances économiques persistantes. L'impératif de la relance)*, Vol. II, Bucuresti: Editura Economica, 2000

ANSAY, Pierre et GOLDSCHMIDT, Alain, *Dictionnaire des solidarités*, Lyon: Chronique Sociale, 1998

Anuarul Statistic al Romaniei (L'annuaire de statistiques de la Roumanie), 1998

Anuarul Statistic al Romaniei (L'annuaire de statistiques de la Roumanie), 2003

*Arhivele totalitarismului, (Les archives du totalitarisme)*, an II, nr. ½, Institutul pentru studii totalitarismului, Bucuresti, 1994

ASAY, Sylvia, *Les ressources de la famille en Roumanie*, manuscrit, 1998

ATTIAS-DONFUT, Claudine, « Transferts publics et transferts privés entre générations » in ATTIAS-DONFUT, Claudine (sous la direction de) *Les solidarités entre générations. Vieillesse, familles, État*, Paris: Nathan, 1995, p.5-21

BABAN, Adriana, « Women's Sexuality and Reproductive Behavior in Post-Ceausescu Romania: A Psychological Approach » in GAL, Susan et KLIGMAN, Gail (editors), *Reproducing Gender. Politics, Publics and Everyday Life after Socialism*, Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 2000, p. 225-256

BADRUS, Nadia, « La société roumaine à la recherche de la normalité », *Cahiers internationaux de sociologie*, V.95, Vol.XCV, (juillet-décembre), 1993, p. 403-415

BAFOIL, François, *Après le communisme*, Paris: Armand Colin, 2002

BAFOIL, François, *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*, Paris: Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 2006

BALUTA, Ionela, « Aparitia femeii ca actor social in a doua jumătate a secolului al XIX-lea » (L'apparition de la femme comme acteur social durant la deuxième moitié du XIXème siècle) in *Directii si teme de cercetare in studiile de gen din Romania*, Bucuresti: Universul, 2003, p. 62-94

BANFIELD, Edward, *The Moral Basis of a Backward Society*, Chicago: The Free Press, 1958

BARDIN, Laurence, *L'analyse de contenu*, Paris: Presses Universitaires de France, 8ème édition, 1996

BAWIN-LEGROS, Bernadette, *Familles, mariage, divorce: une sociologie des comportements familiaux contemporains*, Liège: Mardaga, 1988

BAWIN-LEGROS, Bernadette (avec la collaboration de STASSEN, François), *Sociologie de la famille: le lien familial sous questions*, Paris; Bruxelles: De Boeck Université, 1996

BECK, Ulrich, *Risk Society. Towards a New Modernity*, Londres: Sage, 1992

BELLET (de), Marc, « La société civile roumaine des années 90 un rapport ambigu au politique », *Transitions*, no 2, 2001, p. 99-110

BELLEY, Hélène, *L'évolution du concept de famille: du fonctionnalisme des années 50 aux théories féministes des années 90*, Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, 1993

BENOIT, Carmelle, « Les projets dans la vie quotidienne de vingt couples montréalais francophones », Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de maîtrise en Sociologie, Université de Montréal, 1973

BERTAUX, Daniel et BERTAUX-WIAME, Isabelle, « Une enquête sur la boulangerie artisanale par l'approche biographique », *Rapport final C.O.R.D.E.S.* no 43/76, vol 1, 1980

BERTAUX, Daniel et MALYSHEVA, Marina, « Le modèle culturel des classes populaires russes face au passage à l'économie de marché », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol 25, no 4 décembre 1994, p. 197-228

BERTAUX, Daniel, « Histoire de vie-ou récits de pratiques? Méthodologie de l'approche biographique en sociologie », *Convention C.O.R.D.E.S.*, no23, rapport final, Tome II, 1976

BERTAUX, Daniel, « L'approche biographique. Sa validité méthodologique, ses potentialités », *Cahiers internationaux de sociologie*, Volume LXIX-1980, p. 197-225

BERTAUX, Daniel, « Le modèle culturel des classes populaires russes face au passage à l'économie de marché », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Volume 25, No. 25-4, 1994a, p. 197-228

BERTAUX, Daniel, « Révolution et mobilité sociale en Russie soviétique », *Cahiers internationaux de sociologie*, no 41, XCVI, 1994b, p. 77-97

BERTAUX, Daniel, *Les récits de vie*, Paris: Nathan, 1997

BERTAUX, Daniel, *L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie* (2ème édition), Paris: Armand Colin, 2005

BERTAUX, Daniel, *Les récits de vie*, (3<sup>e</sup> édition), Paris: Armand Colin, 2010

BERTAUX-WIAME, Isabelle, « Le Projet familial », *Annales Internationales de Vaucluse*, no 26, 1987, p. 61-75

BETEA, Lavinia, « Interzicerea avorturilor 1966-1989 ca fapt de memorie sociala (L'interdiction de l'avortement 1966-1989 comme fait de mémoire sociale) », in ADRIAN, Nicolau (dir.), *Viata cotidiana in communism*, Iasi: Polirom, 2004, p. 244-263

BITOLEANU, Ioan, *Introducere in istoria dreptului (Introduction dans l'histoire du droit)*, Bucuresti: Editura Fundatiei Romania de Maine, 2006

- BLANCHET, Allain et GOTMAN, Anne, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Nathan, 1992
- BLAYO, Chantal, « Les modes de prévention de naissances en Europe de l'Est », *Population*, 46<sup>e</sup> année, no 3, mai-juin, 1991, p. 527-546
- BLEAHU, Ana, « Fenomenul migrației externe în rândul tinerilor din România, (Le phénomène de la migration des jeunes de Roumanie) », *Calitatea Vieții*, XV, nr.3-4, 2004, p. 303-315
- BOIA Lucian, *La Roumanie: un pays à la frontière de l'Europe*, Paris: Belles Lettres, 2003
- BOIS, (du) Pierre, *Ceausescu au pouvoir: Enquête sur une ascension*, Genève: Georg, 2004
- BOUDON, Raymond, *L'Inégalité des chances*, Paris : Armand Colin, 1973
- BOUDON, Raymond, BESNARD, Philippe, CHERKAOUI, Mohamed et LÉCUYER, Bernard-Pierre (dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Paris: Larousse, 1996
- BOURDIEU, Pierre, *Le sens pratique*, Paris : Minuit, 1973
- BOURDIEU, Pierre, (dir.) *La misère du monde*, Paris: du Seuil, 1993
- BOURDIEU, Pierre, « Stratégies de reproduction et modes de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Volume 105, no. 105, 1994, p. 3-12
- BOZON, Michel, « Le mariage : montée et déclin d'une institution », in SINGLY (de), François (dir.), *La famille : l'état des savoirs*, Paris: La Découverte, 1991, p. 47-57
- BRAIS, Nicole, « La dimension géographique de l'articulation vie professionnelle/vie familiale : Stratégies spatiales dans la région de Québec », Thèse de doctorat présentée à la Faculté des études supérieures de l'Université Laval, 2000  
source électronique : <http://archimede.bibl.ulaval.ca/archimede/fichiers/18790/18790-Resume2.html>  
site consulté le 12 janvier 2011
- BRÉCHON, Pierre, *La famille. Idées traditionnelles et idées nouvelles*, Paris: Editions du Centurion, 1976
- BREZEANU-STAIUCULESCU, « Ana-Rodica, Approches longitudinales de la mobilité de la population en Roumanie. Étude du cycle de vie des générations 1931 et 1951' », Thèse de doctorat, Paris : Université de Paris 1, 1994
- BREZEANU-STAIUCULESCU, Ana-Rodica, « L'étude socio-démographique des différents noyaux familiaux par les méthodes biographiques : la méthode de triple biographie « 3B » et la méthode ethnobiographique », in *Ménages, familles, parentèles et solidarités dans les populations méditerranéennes*, Paris: Presses Universitaires de France, 1996, p. 117-126

BREZEANU-STAICULESCU, Ana-Rodica, « Évolution démographique et changements urbains en Roumanie » in BONVALET, Catherine et ARBONVILLE, Denise, *Quelles familles? Quels logements?* Paris: Institut national d'études démographiques, 2006, p. 209-236

BÜHLER, Pierre, *Histoire de la Pologne communiste : autopsie d'une imposture*, Paris: Karthala, 1997

BULAI, Ana et STANCIUGELU, Irina, *Gen și reprezentare socială (Le genre et la représentation sociale)*, Bucaresti: Politeia-SNSPA, 2004

BUNCE Valérie, « Quand le lieu compte spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transitions à la démocratie », *Revue française de science politique*, vol. 50, no 4-5, 2000, p. 633-656

BURGUIÈRE, André, « Les fondements historiques des structures familiales », in COMMAILLE, Jacques et SINGLY (de), François, *La question familiale en Europe*, Paris: L'Harmattan, 1997, p. 137-155

CARBONERO-GAMUNDI, Maria-Antonia, « Stratégies employées par les familles espagnoles face au marché du travail », in *Ménages, familles, parentèles et solidarités dans les populations méditerranéennes*, Paris: Presses Universitaires de France, 1996, p. 295-325

CASTEL, Robert, « L'État providence et la famille : le partage précaire de la gestion des risques sociaux », *Affaire de famille, affaire d'État, Sociologie de la famille*, Jarville-la-Malgrange: Éditions de l'Est, 1991, p. 25-31

CASTEL, Robert, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé?*, Paris: La République des Idées, Seuil, 2003

CASTELLS, Manuel, *Le pouvoir de l'identité. L'ère de l'information*, Paris: Fayard, 1999

CHALIFOUX, Jean-Jacques, « L'histoire de vie », in GAUTHIER, Benoit, *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, Presses de l'Université de Québec, 1992, p. 295-310

CHAUCHAT, Hélène, « Facteurs biographiques de la marginalité et familles marginaloïdes. Etude de processus d'adaptation sociale », *Cahier internationaux de sociologie*, volume LXIX, juillet-décembre, 1980, p. 95-126

CHAVANCE, Bernard, *La fin des systèmes socialistes: crise, réforme et transformation*, Paris: L'Harmattan, 1994

CHIRIBUCA, Dan, *Tranzitia post-comunista si reconstructia modernitatii in Romania (La transition postcommuniste et la reconstruction de la modernité en Roumanie)*, Cluj-Napoca: Dacia-Eikon, 2004

CICCHELLI-PUGEAULT, Catherine et CICCHELLI, Vincenzo, *Les théories sociologiques de la famille*, Paris: La Découvert, 1998

CÎRSTOCEA, Ioana, « Conceptul de gen o categorie utila pentru analiza socio-istorica a regimului communist » (Le concept de genre une catégorie utile pour l'analyse socio-historique du régime



communiste) in *Directii si teme de cercetare in studiile de gen din Romania*, Bucuresti: Colegiul Noua Europa, 2003, p. 95-143

CÎRSTOCEA, Ioana, « Les sciences sociales et les sociétés postcommunistes : approches, difficultés, acquis, points aveugles », *Revue des études sud-est européennes*, vol.43, no 1-4, 2005, p. 397-420

COCHART, Dominique et HAROCHE, Claudine, « Impassibilité, isolement et indifférence dans les sociétés totalitaires », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. LXXXIV, 1988, p. 99-124.

COMMAILLE, Jacques et MARTIN, Claude, *Les enjeux politiques de la famille*, Paris: Bayard, 1998

CORCUFF, Philippe, *Les nouvelles sociologies: constructions de la réalité sociale*, Paris: Nathan, 1995.

CORDON, Juan Antonio Fernandes, « La situation démographique en France et dans les pays d'Europe du Sud », in BONVALET, Catherine et ARBONVILLE, Denise, *Quelles familles? Quels logements?* Paris: Institut national d'études démographiques, 2006, p.11-40

COSTAFORU, Xenia, *Cercetarea monografica a familie (La recherche monographique de la famille)*, Bucuresti: Tritonic, 2005

COULON, Alain, *L'ethnométhodologie*, Paris: Presses Universitaires de France (5ème édition), 2007

COURLET, Claude et PERNET, François, *La question des systèmes productifs locaux*, Anthropologie sociale et ethnologie en France. Actes du Colloque du Centre d'Ethnologie française et du musée national des Arts et Traditions populaires à l'occasion du cinquantième anniversaire du Musée 19-20-21 Novembre 1987. Publiés sous la direction de Martine Segalen avec la collaboration de Claude Michel et Marie-Anne Cadou, 1989, p. 513-520

DAIANU Daniel, « Les déséquilibres à géométrie variable dans les économies en transition : le cas roumain », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.25, no.1, (mars), 1994, p.105-137

DAMON, Julien, *Les politiques familiales*, Paris: Presses Universitaires de France, 2006.

DAN, Adrian-Nicolae, « Romania si politica de locuire in contextul Europei de Est si al Uniunii Europene » (La Roumanie et sa politique d'habitat dans le contexte de l'Europe de l'Est et de l'Union Européenne), in ZAMFIR, Catalin (dir.), *Politici sociale in Romania 1990-1999 (Politiques sociales en Roumanie 1990-1999)*, Bucarest: Expert, 1999, p. 447-490

DANDURAND, Renée et KEMPENEERS, Marianne, « Pour une analyse comparative et contextuelle de la politique familiale au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. XLIII, no 1, janvier-avril, 2002, p. 49-72

DECHAUX, Jean-Hughes, « Des relations de parenté inédites », *Esprit*, Juillet-août, 1990

DECHAUX, Jean- Hugues, « Orientations théoriques en sociologie de la famille : autour de cinq ouvrages récentes », *Revue Française de sociologie*, vol. 36, no 3, 1995, p. 525-550

DESLAURIERS, Jean-Pierre, *Les méthodes de la recherche qualitative*, Presses de l'Université du Québec, 1987

- DESMARAIS, Danielle, « L'approche biographique », in GAUTHIER, Benoit (sous la direction) *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, (5<sup>e</sup> édition), Québec : 2010, p. 361-390
- DOBRY, Michel, « Les voies incertaines de la transitologie: choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence » , *Revue française de science politique*, vol.50, no 4-5, 2000, p. 585-614
- DOSSE, François, *L'empire du sens. L'humanisation des sciences humaines*, Paris: La Découverte, 1997
- DURANDIN, Catherine et TOMESCU, Despina, *La Roumanie de Ceausescu*, Paris: Guy Epaud, 1988
- DURANDIN, Catherine, *Nicolae Ceausescu, Vérités et mensonges d'un roi communiste*, Paris: Albin Michel, 1990
- DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Paris : Fayard, 1995
- DUVAL, Maurice, « Le totalitarisme élémentaire », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. LXXXIV, 1988, p. 71-83
- Familia si copilul in Romania, (La famille et l'enfant en Roumanie)*, Unicef, Institutul National de statistica, Autoritatea, Nationala pentru protectia copilului si adoptie, Bucuresti: Extreme Group, 2001
- FARRUGIA, Francis, *La reconstruction de la sociologie française (1945-1965)*, Paris: L'Harmattan, 2000
- FERRAROTTI, Franco, « Les biographies instrument analytique et interprétatif », *Cahiers internationaux de sociologie*, Volume LXIX-1980, p. 227-248
- FERRAROTTI, Franco, *Histoire et histoires de vie*, Paris: Librairie des Méridiens, 1983
- FOREST, Maxime et MINK, Georges, *Postcommunisme: sciences sociales à l'épreuve*, Paris: L'Harmattan, 2004
- GABANYI, Ute-Anneli, *Cultul lui Ceausescu (Le culte de Ceausescu)*, Bucuresti: Polirom, 2003
- GAL, Susan et KLIGMAN, Gail, *Politicile de gen in perioada postsocialista (Les politiques de genre dans la période postsocialiste)*, Iasi: Polirom, 2003.
- GALLAGHER, Tom, *Furtul unei natiuni. Romania de la communism incoace (Le vol d'une nation. La Roumanie après le communisme)*, Bucuresti: Humanitas, 2004
- GASPARD, Michel, « Les transports en Europe centrale et orientale : quels besoins et quels projets? » *Le Courrier des pays de l'Est*, no.380, (juin-juillet), 1993
- GAUTHIER, Anne, « Les politiques familiales dans les pays industrialisés : y a-t-il convergence? », *Population*, vol. 57, no. 3, 2002, p. 457-484

GAZIER, Anne, « Le bouleversement des institutions et de la vie politique », in COLAS, Dominique (dir.), *l'Europe postcommuniste*, Paris: Presse Universitaires de France, 2002, p. 113-258

GESSAT-ANSTETT, Elisabeth, « Du collectif au communautaire. A propos des réseaux familiaux dans la Russie postsoviétique », *L'Homme*, no 157, 2001, p. 115-136

GHEBREA, Georgeta, *Regim social-politic si viata privata (Le régime socio-politique et la vie privée)*, Bucuresti: Editura Universitatii din Bucuresti, 2000

GHEONEA, Elena-Simona et GHEONEA, Valentin, « Statutul femeilor in legislatia comunista 1948-1989 (Le statut des femmes dans la législation communiste 1948-1989) » in OLTEANU, Cristina-Liliana, GHEONEA, Elena-Simona et GHEONEA, Valentin, *Femeile in Romania comunista*, Bucuresti : Politeia-SNSPA, 2003, p.144-224

GHERGHEL, Ana, *La monoparentalité en Roumanie. Marginalité sociale ou modèle familial alternatif*, Québec: Université Laval, 2005, source électronique : <http://archimede.bibl.ulaval.ca/archimede/files/01a21a3e-7954-4c1c-986d-82046825d616/22443.html>, site consulté le 05 novembre 2007

GHERGHEL, Ana, «Transformations de la régulation politique et juridique de la famille. La Roumanie dans la période communiste et post- communiste», *Enfances, Familles, Générations*, no. 5, Automne 2006, source électronique : <http://www.erudit.org/revue/efg/2006/v/n5/in-dex.html>, site consulté le 20 septembre 2008

GHITULESCU, Constanta, « Evul mediu romanesc si istoria femeii (secolele XVII-XVIII) », (Le Moyen Âge roumain et l'histoire de la femme, les siècles XVII-XVIII) in *Directii si teme de cercetare in studiile de gen din Romania*, Bucuresti: Universul, 2003, p. 27-61

GIDDENS Anthony, *La constitution de la société: éléments de la théorie de la structuration*, Paris: Presses universitaires de France, 1987

GIDDENS Anthony, *Les conséquences de la modernité*, Paris: L'Harmattan, 1994

GIDDENS, Anthony, *Les transformations de l'intimité. Sexualité, amour et érotisme dans les sociétés modernes*, Paris: La Rouergue/Chambon, 2004

GLASSER, Barney et STRAUSS, Anselm, *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Chicago: Aldine Publishing Company, 1967

GOTMAN, Anne, *Héritier*, Paris: Presses universitaires de France, 1988

GRESKOVITS, Béla, « Les analyses concurrentes de la société de marché postcommuniste. Retour sur le passé d'une controverse », *Revue française de sciences politiques*, vol.50, no 4-5, 2000, p. 713-746

GRUNBERG, Laura, « Women's NGOs in Romania », in GAL, Susan et KLIGMAN, Gail, *Reproducing Gender. Politics, Publics and Everyday Life after Socialism*, Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 2000, p. 307-336

GUILHOT, Nicolas et SCHMITTER, Philippe, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies », *Revue française de science politique*, Volume 50, no 4-5, 2000, p. 615-632

HAMEL, Jacques et SFIA, Mohamed, « Sur la transition », *Sociologie et sociétés*, vol XXII, no 1, 1990, p. 5-14

HOULE, Gilles, « La sociologie du vivant : l'approche biographique », in POUPART, Jean (sous la direction) *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologique*, Montréal: Gaëtan Morin, 1997, p. 273-289

HOULE, Gilles, « L'histoire de vie ou récit de pratique » in GAUTHIER, Benoit, *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Saint-Foy: Presses de l'Université du Québec, 2003, p.317-333

JAVEAU, Claude, *Sociologie de la vie quotidienne*, Paris: Presse universitaire de France, 2003

JOYAL, Alain, « La famille du phénomène ambigu à l'objet problématique » in PRONOVOST, Gilles, *Comprendre la famille: Actes du 1<sup>er</sup> symposium québécois de recherche sur la famille*, Les Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 3-19

KAUFMANN, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, Paris: Nathan, 1996

KEIL, Thomas et ANDREESCU, Viviana, « Fertility policy in Ceausescu's Romania », *Journal of Family History. Studies in Family, Kinship and Demography*, vol. 24, no. 4, 1999, pp. 478-492

KELLERHALS, Jean, TROUTOT, Pierre-Yves et LAZEGA, Emmanuel, *Microsociologie de la famille*, Paris: Presses Universitaires de France, 1984

KLEIN, David et WHITE, James, *Family Theories. An Introduction*, Thousand Oaks, London, New Delhi : Sage Publications, 1996

KLIGMAN, Gail, *Politica duplicitatii, controlul reproducerii in Romania lui Ceausescu (La politique de la duplicité, le contrôle de la reproduction dans la Roumanie de Ceausescu)*, Bucuresti: Humanitas, 2000

KORNAI, Janos, *Highways and Byways. Studies on Reform and Post-Communist Transition*, London, Cambridge: MIT Press, 1995

LACOURSE, Marie-Thérèse, *La famille et la société*, Montréal-Toronto: Cheneliere/McGraw-Hill, 2eme édition, 1999

LAVOIE, Jean-Pierre, *La structuration de la prise en charge des parents âgés : définition profanes et rapports affectifs*, Thèse de doctorat, Département de Sciences humaines appliquées, Université de Montréal, 1999

LAZAR Judith, « La compétence des acteurs dans la théorie de la structuration de Giddens », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XCIII, 1992, p. 399-416.

LENOIR, Remi, « L'effondrement des bases sociales du familialisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no. 57-58, juin, 1985a, p. 69-88

LENOIR, Remi, « Transformation du familialisme et reconversions morales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no 59, septembre, 1985b, p. 3-47

LESEMANN, Frédéric et CHAUME, Claire, *Familles-providence la part de l'État*, Montréal: Les Éditions Saint-Martin, 1989

LHOMEL, Edith, « Le tissu industriel roumain », *Le courrier des pays de l'Est*, no. 4017, mars 1996

LHOMEL, Edith, « Roumanie 2001-2002. Des efforts qui appellent la récompense », *Le courrier des pays de l'Est*, no 1026, (Juin-Juillet), 2002, p. 175-189

LHOMEL, Edith, Roumanie 2002-2003 « Un parcours encourageant, mais parfois sinueux », *Le courrier des pays de l'Est*, no 1036-1037, (Juin-Juillet-Août), 2003, p. 173-189

LINCOLN, Yvonna et GUBA, Egon, *Naturalistic Inquiry*, New York: Sage, 1985

LOPEZ, Marielsa, « Famille et mobilité sociale au Venezuela », in *Familles et contextes sociaux : les espaces et les temps de la diversité*, Actes du colloque de Lisbonne, 10-12 avril 1991, Centro de Investigacao et Estudos de Sociologia, 1991, p. 201-214

LUNGU, Dan, « Avatarurile cozii in socialismul de tip sovietic » (Les avatars de la queue dans le socialisme de type soviétique), in NECULAU, Adrian (dir.), *Viata cotidiana in comunism (La vie quotidienne en communisme)*, Iasi: Polirom, 2004, p. 175-190

MACHONIN Pavel et TUČEK Milan, « Structures et acteurs en République tchèque depuis 1989 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.25, no.4, (décembre), 1994, pp. 79-109

MAGATTI Mauro et MINGIONE, Enzo, « Stratégies familiales et développement économique: les deux cas Italiens », *Ethnographie*, vol. 90, no 115, 1994, p. 51-72

MAJURU, Adrian, *Copilaria la romani (L'enfance chez les roumains)*, Bucuresti: Compania, 2006

MANGEN, David, BENGTSON, Vern et LANDRY, Pierre, *Measurement of Intergenerational Relations*, London: Sage Publications, 1988

MARCOCI, Gabriela, « La structure et l'activité des services sociaux dans la cadre du système de protection sociale français, modèle possible pour la Roumanie? » Mémoire présenté dans le Département des Hautes Études en Pratiques Sociales, Université des Sciences Humaines « Marc Bloch », Strasbourg, France, 2000

MARRIÉ, Alice, « Le paysage politique roumain: rôles et limites des institutions politiques dans la « transition » vers la démocratie » in PELISSIER, Nicolas, MARRIÉ, Alice et DESPRES, François, *La Roumanie contemporaine. Approches de la transition*, Paris: L'Harmattan, 1996, p. 137-177

MARTIN, Claude, « Vieillesse, dépendance et solidarités en Europe » in ATTIAS-DONFUT, Claudine (sous la direction), *Les solidarités entre générations. Vieillesse, familles, État*, Paris : Nathan, 1995, p. 223-242

MARTIN, Claude, « Lien familial et intégration », in SINGLY (de), François, MARTIN, Claude, MUXEL, Anne, BERTAUX-WIAME, Isabelle, MARUANI, Margaret et COMAILLE, Jacques, (dir.), *La famille en questions. Etat de la recherche*, Paris: Syros, 1996a, p. 91-96

MARTIN, Claude, « Renouveau de la question familiale. Protection privée, protection publique », in LE GALL, Didier et MARTIN, Claude, *Familles et politiques sociales. Dix questions sur le lien familial contemporain*, Paris: L'Harmattan, 1996b, p.247-272

MARTIN, Claude, « La comparaison des systèmes de protection sociale en Europe. De la classification à l'analyse des trajectoires d'État-providence », *Lien social et politiques-RIAC*, 37 Printemps 1997, p. 145-155

MARTIN, Claude, « Les solidarités familiales: bon ou mauvais objet sociologique? », in DEBORDEAUX, Danièle et STROBEL, Pierre, *Les solidarités familiales en questions. Entraide et transmission*, Paris: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, E.J.A., 2002, p. 41-72

MARTUCCELLI, Danilo, *Sociologie de la modernité*, Paris: Gallimard, 1999

MASSON, André, « Économie des solidarités. Forces et faiblesses des solidarités comme anti-marché » in DEBORDEAUX, Danièle et STROBEL, Pierre, *Les solidarités familiales en questions. Entraide et transmission*, Paris : Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, E.J.A., 2002, p. 143-182

MAUSS, Marcel, *Essai sur le don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, source électronique

[http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss\\_marcel/socio\\_et\\_anthropo/2\\_essai\\_sur\\_le\\_don/essai\\_sur\\_le\\_don.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss_marcel/socio_et_anthropo/2_essai_sur_le_don/essai_sur_le_don.html) site consulté le 27 mars 2008

MCFALLS, Laurent, « The Modest Germans: Toward an Understanding of the East German Revolution », *German Politics and Society*, 26, Summer, 1992

MENACHEM, Georges, « Les mutations de la famille et les modes de production de la force du travail », *L'homme et la société*, janvier-décembre 1979, p. 63-101

MENACHEM, Georges, (dir.), *Les uns se mobilisent et les autres pas. Logiques de la constitution et de la vie des familles*, Paris: Centre de recherche sur les mutations des sociétés industrielles, 1985

MEZEI, Smaranda, « L'Odyssée de la famille roumaine », *Revue française des affaires sociales*, no 2, 1991, p. 121-141

MEZEI, Smaranda, « Politique de la famille dans l'Europe communiste comme incitation à une citoyenneté passive », in COMMAILLE, Jacques et SINGLY, François de (dir.), *La question familiale en Europe*, Paris, Montréal: L'Harmattan, 1997, p. 289-303

- MICHEL, Andrée, *Sociologie de la famille et du mariage*, Paris: Presses universitaires de France, 1972
- MILES, Matthew et HUBERMAN, Michael, *Analyse de données qualitatives*, Paris: De Boek, 2003
- MINK, Georges et SZUREK, Jean-Charles, « Agir ou réagir : les nomenclatures polonaise et tchèque face à la grande mutation économique (1988-1993) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol.25, no 4, décembre 1994, p. 47-64
- MINK, Georges, « La société post-communiste : Théories et données sociologiques » in COLAS, Dominique (dir.) *L'Europe post-communiste*, Paris: Presses Universitaires de France, 2002, p. 443-536
- MITROFAN, Iolanda et CIUPERCA, Cristian, *Incursiune in psihosociologia si psihosexologia familiei (Incursion dans la psychosociologie et la psychosexologie de la famille)*, Bucuresti: Edit Press Mihaela, 1998
- MORIN, Louis, *La méthodologie de l'histoire de vie*, Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, 1974
- MOT, Anca, « Le passage du socialisme aux capitalismes. Déterminants socio historiques des trajectoires polonaise et roumaine », Thèse de doctorat, Département d'études politiques, Université de Montréal, 2002
- MUCCHIELLI, Alex, *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Paris: Armand Colin, 2004
- MURESAN, Cornelia, « L'évolution démographique en Roumanie: tendances passées (1948-1994) et perspectives d'avenir (1995-2030) », *Population*, 51e année, no 4-5, juillet-octobre, 1996, p. 813-844
- O'DONNELL, Guillermo et SCHMITTER, Philippe, *Transitions from the Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1986
- OFFE, Claus, « Vers le capitalisme par construction démocratique? La théorie de la démocratie et la triple transition en Europe de l'Est », *Revue française de science politique*, vol. 42, no 6, 1992, p. 923-942
- OLTEANU, Cristina-Liliana, « Stategii de integrare a femeii in spatiul public romanesc al anilor '70 » (Les stratégies d'intégration de la femme dans l'espace public roumain des années '70), in OLTEANU, Cristina-Liliana, GHEONEA, Elena-Simona et GHEONEA, Valentin, *Femeile in Romania comunista (Les femmes dans la Roumanie communiste)*, Bucuresti: Politeia-SNSPA, 2003, p. 11-64
- OUELLET, Patrice, *Matériaux pour une théorie générale des problèmes sociaux*, Thèse de doctorat présentée dans le Département de sciences humaines appliquées, Université de Montréal, 1998
- PAILLÉ, Pierre et MUCCHIELLI, Alex, *L'analyse en sciences humaines et sociales*, Paris: Armand-Colin, 2003
- PAUNA, Bianca et PAUNA, Catalin, « Scaderea PIB-ului si realocarea fortei de munca » (La diminution du PIB et la réallocation de la force de travail) in DAIANU, Daniel et RÜHL, Christof

(dir.), *Transitia Economica in Romania. Trecurt, prezent si viitor*, (*La transition en Roumanie, passé, présente et avenir*), Bucuresti: Arta Grafica, 1999, p. 45-75

PINEAU, Gaston et JOBERT, Guy, *Histoires de vie*, Paris: L'Harmattan, Tome 1, 1989

PINEAU Gaston et LE GRAND, Jean-Louis, *Les Histoires de vie*, Paris: Presse Universitaire de France, 1993

PIRES, Alvaro, « L'échantillon » in *Stigmaté pénal et trajectoire sociale*, Thèse de doctorat, École de criminologie, Université de Montréal, 1983, pp.86-99

PITROU, Agnès, *Vivre sans famille? Les solidarités familiales dans le monde d'aujourd'hui*, Toulouse: Privat, 1978

PITROU, Agnès, *Les politiques familiales. Approches sociologiques*, Paris: Syros, 1994

PITROU, Agnès, « Solidarité familiales et solidarité publique » in LE GALL, Didier et MARTIN, Claude, *Familles et politiques sociales. Dix questions sur le lien familial contemporain*, Paris: L'Harmattan, 1996, p. 229-245

POIRIER, Jean, CLAPIER-VALLADON, Simone et RAYBAUT, Paul, *Les récits de vie. Théorie et pratique*, Paris: Presses Universitaires de France, (3ème édition), 1993

POPESCU, Raluca, « Familia tanara in societatea romaneasca (La jeune famille dans la société roumaine) », *Revista de Calitatea Vietii*, XIV, Nr.1, 2003, p. 3-21

POUPART, Jean, « L'entretien de type qualitatif: considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques » in POUPART, Jean (dir.) *La recherche qualitative: enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal: Bibliothèque nationale du Québec, 1997, p. 198-237

PREDA, Marian, *Politica sociala romaneasca intre saracie si globalizare*, (*La politique sociale roumaine entre la pauvreté et, la globalisation*), Iasi: Polirom, 2002

PRZEWORSKI, Adam, *Democracy and the market: political and economic reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge: Cambridge University Press, 1991

RACOCEANU, Nicolina, *Politicile familiale (Les politiques familiales)*, Bucuresti: Instant Autotip, 2003

ROUSSEL, Louis, *La famille après le mariage des enfants. Les relations entre générations*, Paris: Presses universitaires de France, 1976

ROUSSEL, Louis, *La famille incertaine*, Paris: Seuil, 1989

RUPNIK, Jacques, *L'autre Europe: crise et fin du communisme*, Paris: Odile Jacob, 1990

SANDOR, Dorel, « Ambivalenta factorilor politici in sustinerea politicii reformei in Romania » (L'ambivalence des facteurs politiques dans le soutien de la politique de réforme en Roumanie) in DAIANU, Daniel et RÜHL, Christof (dir.) *Transitia economica en Romania. Trecurt, prezent si viitor*



(*La transition économique en Roumanie, passé, présent et avenir*) Bucaresti: Arta Grafica, 1999, p. 653-732

SANSÉAU, Pierre Yves, « Les récits de vie comme stratégie d'accès au réel en science de gestion : pertinence, positionnement et perspective d'analyse », *Recherches qualitatives*, VOL. 25(2), 2005, p. 33-57

SAVOIE-ZAJC, Lorraine, « L'entrevue semi-dirigée », in GAUTHIER, Benoit, *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, 2003, p. 293-314

SCHNAPPER, Dominique, « L'analyse typologique » in MOSCOVICI, Serge et BUSCHINI, Fabrice (dir.), *Les méthodes en sciences humaines*, Paris: Presses Universitaires de France, 2003, p. 297-314

SEGALEN, Martine, « Continuités et discontinuités familiales: approche socio-historique du lien intergénérationnel » in ATTIAS-DONFUT, Claudine (dir.), *Les solidarités entre générations. Vieillesse, famille, État*, Paris: Nathan, 1995, p. 27-40

SEGALEN, Martine, *Sociologie de la famille*, Paris: Armand Colin (5ème édition), 2000

SEGALEN, Martine, LAPIERRE, Nicole et ATTIAS-DONFUT, Claudine, *Le nouvel esprit de famille*, Paris: Odile Jacob, 2002

SEGOND, Pierre, « Trajectoires et histoires familiales », *Annales de Vaucresson*, no 26, 1/1987, p. 51-59

SERBAN, Mihai, *La Roumanie*, Paris: Karthala, 1994

SHINAR, Dov, « Démembrement » et « remembrement ». Changement de paradigme, in TESSIER, Roger (dir.), *La transition en Roumanie. Communications et qualité de vie*, Québec: Presses de l'Université de Québec, 1995, p. 309-322

SINGLY (de), François, *Sociologie de la famille contemporaine*, Paris : Nathan, 1993

SINGLY (de), François, « Problèmes, avec ou sans solution, posés par dix ans de recherche sur la famille », in SINGLY (de), François, MARTIN, Claude, MUXEL, Anne, BERTAUX-WIAME, Isabelle, MARUANI, Margaret et COMAILLE, Jacques, (dir.), *La famille en questions. Etat de la recherche*, Paris: Syros, 1996, p. 25-33

*Situatia saraciei in Romania (La situation de la pauvreté en Roumanie)*, Bucarest: ICCV, PNUD, 2001

SMOLAR, Aleksander, « Stratégies de changement post-communiste en Pologne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, no 4, décembre, 1994, p. 163-181

SOARE, Sorina, « Analyse du système des partis en Roumanie après 1989 », *Transitions*, no 1-2, 1999

SOLCAN, Sarolta, *Familia in secolul al XVII-lea in Tarile Romane (La famille au XVIIème siècle dans les pays roumains)*, Bucuresti: Editura Universitatii din Bucuresti, 1999

SOLCAN, Sarolta, *Femeile din Moldova, Transilvania si Tara Romaneasca in evul mediu (Les femmes de Moldavie, Transylvanie et Valachie au Moyen Âge)*, Bucuresti: Editura Universitatii din Bucuresti, 2005

STAHL, Henri, *Les anciennes communautés villageoises roumaines. Asservissement et pénétration capitaliste*, Paris: Éditions du Centre national de la recherche scientifique, Bucarest, Edition de l'Académie de la République Socialiste de la Roumanie, 1969

STAHL, Paul et PETRESCU, Paul, *Oameni si case de pe Valea Moldovei (1928-1953), (Hommes et maisons de la Vallée de Moldavie 1928-1953)*, Bucuresti: Paideia, 2004

STANCIU, Mariana, « Probleme actuale ale ocuparii fortei de munca din Romania » (Problèmes actuels de l'occupation de la force de travail en Roumanie) , *Calitatea Vietii*, anul 10, nr. 1-2, 1999, p. 61-71

STRAUSS, Anselm et CORBIN, Juliet, *Basics of qualitative research: Grounded theory procedures and techniques*, Sage Publications, 1990

STRAUSS, Anselm et CORBIN, Juliet, « Grounded Theory Methodology : An Overview », in DENZIN, Norman, LINCOLN, Yvonna (editors), *Handbook of Qualitative Research* , Thousand Oaks, London, New Delhi : Sage Publications, 1994, p. 273-285

SULLÉROT, Évelyne, *Pilule, sexe, ADN: Trois révolutions qui ont bouleversé la famille*, Paris: Fayard, 2006

TESLIUC, Cornelia-Mihaela, POP, Lucian et TESLIUC, Emil, *Saracia si sistemul de protectie sociala (La pauvreté et le système de protection sociale)*, Iasi: Polirom, 2001

TESLIUC, Cornelia-Mihaela et POP, Lucian, « Saracie, inegalitate si protectie sociala (La pauvreté, l'inégalité et la protection sociale) », in DAIANU, Daniel et RÜHL, Christof (dir), *Transitia Economica in Romania. Trecut, prezent si viitor, (La transition en Roumanie, passé, presente et avenir)*, Bucuresti: Arta Grafica, 1999, p. 227-318

TESLIUC, Emil-Daniel, « Politica agricola: realizari si provocari » (La politique agricole: realisations et défis), in DAIANU, Daniel et RÜHL, Christof (dir.), *Transitia Economica in Romania. Trecut, prezent si viitor (La transition en Roumanie, passé, presente et avenir)*, Bucuresti:Arta Grafica, 1999, p. 117-184

TESSIER, Roger, « Avant propos » in *La transition en Roumanie : communication et qualité de vie*, Québec, Sainte-Foy: Presse de l'Université de Québec, 1995, p. 15-26

THÉRY, Irène, *Le Démariage. Justice et vie privée*, Paris: Odile Jacob, 1993

TOURAINÉ, Alain, *Sociologie de l'action*, Paris: du Seuil, 1965

TOURAINÉ, Alain, *Les sociétés dépendantes*, Paris: Gembloux-Duculot, 1976

TOURAINE, Alain, *L'Après socialisme*, Paris: Bernard Grasset, 1980

TREMBLAY, Marc-Abélard, *Initiation à la recherche dans les sciences humaines*, Montréal: McGraw-Hil, 1968

URSE, Laureana, « Este nevoie de o politica demografica in Romania? (Une politique démographique en Roumanie est-elle nécessaire?) », *Calitatea Vietii*, XII, nr.1-4, 2001, p. 27-34

VALOIS, Jocelyne, *Sociologie de la famille au Québec*, Québec: Centre éducatif et culturel Anjou, 1993

VATZ-LAAROUSSI, Michèle, « Stratégies familiales : pour un travail social avec les familles », Département de service social, Université de Sherbrooke, 1994  
[www.erudit.org/livre/sqrsf/1994/000048co.pdf](http://www.erudit.org/livre/sqrsf/1994/000048co.pdf) site consulté le 23 octobre 2008

VILLEMAGNE, Carine « Des choix méthodologiques favorisant une approche inductive : le cas d'une recherche en éducation relative à l'environnement », *Recherches qualitatives*, VOL. 26(2), 2006, p. 131-144

VLASCEANU, Lazar, *Politica si dezvoltare; Premize pentru o noua politica a dezvoltarii Romaniei*, (La politique et le développement ; les prémisses pour une nouvelle politique de développement de la Roumanie) manuscrite, 2001

VOICU Malina et VOICU, Bogdan, « Programe sociale ale partidelor politice românești » (Programmes sociaux des partis politiques roumains), in ZAMFIR, Catalin (dir.), *Politici sociale în România: 1990-1998*, (*Politiques sociales en Roumanie 1990-1998*), Bucuresti: Expert, 1999, p. 583-691.

VULTUR, Mircea, *Collectivisme et transition démocratique. Les campagnes roumaines à l'épreuve du marché*, Les presses de l'Université Laval, 2002

WEBER, Florence, « Pour penser la parenté contemporaine. Maisonnée et parentèle, des outils de l'anthropologie », in DEBORDEAUX, Danièle et STROBEL, Pierre, *Les solidarités familiales en questions. Entraide et transmission*, Paris: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, E.J.A., 2002, p.73-106

WHITE, James et KLEIN, David, *Family theories*, Thousand Oaks: Sage Publications, 1996

WILD, Gérard, « Économie de la transition : le dossier », in COLAS, Dominique, (dir) *L'Europe postcommuniste*, Paris: Presse Universitaires de France, 2002, p. 259-389

WINTON, Chester, *Frameworks for studying families*, Guilford, Conn.: Dushkin Pub. Group, 1995

ZAMFIR, Catalin, « Bunastarea la rasceuce » (Le bien-être au carrefour), in ZAMFIR, Catalin (dir.), *Politici sociale in Romania 1990-1998 (Politiques sociales en Roumanie 1990-1998)*, Bucuresti: Expert, 1999a, p. 113-148

ZAMFIR, Catalin, « Tranzitia demografica si problemele ei (La transition démographique et ses problèmes)», in ZAMFIR, Catalin (dir.), *Politici sociale in Romania 1990-1998 (Politiques sociales en Roumanie 1990-1998)*, Bucarest: Expert, 1999b, p. 149-180

ZAMFIR, Catalin, « Politica sociala in tranzitie. Prima etapa : politica sociala de tip reparatoriu » (La politique sociale en transition. La première étape : la politique sociale de type réparatoire), in ZAMFIR, Catalin (dir.), *Politici sociale in Romania 1990-1998 (Politiques sociales en Roumanie 1990-1998)*, Bucarest: Expert, 1999c, p. 41-52

ZAMFIR, Catalin, « Elemente pentru o strategie antisaracie in Romania » (Éléments pour une stratégie anti-pauvreté en Roumanie) in ZAMFIR, Elena (dir.), *Strategii antisaracie si dezvoltare comunitara (Stratégies anti-pauvreté et développement communautaire)* Bucuresti : Expert, 2000, p. 26-106

ZAMFIR, Catalin, *O analiza critica a tranzitiei, (Une analyse critique de la transition)*, Bucuresti: Polirom, 2004

ZAMFIR, Catalin, ZAMFIR, Elena, *Politici sociale. Romania in context european, (Politiques sociales. La Roumanie dans le contexte européen)*, Bucuresti : Alternative, 1995

ZAMFIR, Elena et ZAMFIR, Catalin, « Dinamica bunastarii in societatea romaneasca socialista: moștenirea din 1989 » (La dynamique de bien-être dans la société socialiste roumaine: l'héritage de 1989) in ZAMFIR Catalin (dir.), *Politici sociale in Romania: 1990-1998 (Politiques sociales en Roumanie 1990-1998)*, Bucuresti: Expert, 1999

### Sites Internet consultés

<http://archimede.bibl.ulaval.ca/archimede/fichiers/22443/22443.html> site consulté le 05 novembre 2007

<http://www.erudit.org/revue/efg/2006/v/n5/in-dex.html> site consulté le 20 septembre 2008

[http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss\\_marcel/socio\\_et\\_anthro/2\\_essai\\_sur\\_le\\_don/essai\\_sur\\_le\\_don.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss_marcel/socio_et_anthro/2_essai_sur_le_don/essai_sur_le_don.html) site consulté le 27 mars 2008

[www.erudit.org/livre/sqrsf/1994/000048co.pdf](http://www.erudit.org/livre/sqrsf/1994/000048co.pdf) site consulté le 23 octobre 2008

<http://www.osf.ro/ro/publicatii.php?cat=2#> , site consulté le 20 mars 2009

<http://conventions.coe.int/treaty/fr/treaties/html/163.htm>, site consulté le 25 novembre 2009.

<http://www.insse.ro/cms/rw/pages/castiguri1938.ro.do> site consulté le 20 mars 2009

[http://www.ier.ro/documente/studiideimpactPaisI\\_ro/Pais1\\_studiu9\\_anexe\\_ro.pdf](http://www.ier.ro/documente/studiideimpactPaisI_ro/Pais1_studiu9_anexe_ro.pdf) site consulté le 17 avril 2009

[http://www.realitatea.net/pensionarii-vor-trece-mai-usor-pesto-criza-daca-sunt-ajutati-de-nepoti--spune-sebastian-lazaroiu\\_714085\\_comentarii.html#ixzz1XZfXIHEW](http://www.realitatea.net/pensionarii-vor-trece-mai-usor-pesto-criza-daca-sunt-ajutati-de-nepoti--spune-sebastian-lazaroiu_714085_comentarii.html#ixzz1XZfXIHEW) site consulté le 22 mai 2010.

<http://archimede.bibl.ulaval.ca/archimede/fichiers/18790/18790-Resume2.html>, site consulté le 12 janvier 2011

## ANNEXE A : présentation des 11 familles à l'étude

Famille	Composition structure	Groupe d'âge des membres de la famille	Qualifications professionnelles, Niveaux de formation, Milieux professionnels	Relation avec la parenté
Bujor	Couple constitué + 4 enfants (2 étudiants, 2 élèves)	45—55 (époux) 15—25 (enfants)	<i>Lui</i> Qualification basse Milieu privé  <i>Elle</i> Qualification basse Milieu privé	Solidarité horizontale :  • Avec la famille de la femme
Iorgulescu	Couple constitué + 2 enfants mariés	55—65 (époux) 25—35 (enfants)	<i>Lui</i> Qualification moyenne • Avant 1990 : milieu étatique • Après 1990 : retraite  <i>Elle</i> Qualification basse • Avant 1993 : milieu étatique • Entre 1993—1995 : milieu privé • Entre 1995-1997 : chômeuse • Après 1997 : retraite	Solidarité verticale :  • Entraide financière (les enfants aident les parents)  • Échange de services (les parents aident leurs enfants)
Iancu	Couple constitué + 2 enfants mariés	60—70 (époux) 35—45 (enfants)	<i>Lui</i> Haute qualification Haut niveau de formation • Avant 1997 : milieu étatique • Entre 1997—2000 : milieu privé • Après 2000 : retraite  <i>Elle</i> Qualification moyenne Moyen niveau de formation • Avant 1997 : milieu étatique • Après 1997 : retraite	Solidarité verticale :  • Entraide financière (les enfants aident les parents)
Dima	Couple constitué + 2 enfants mariés	65—75 (époux) 30—40 (enfants)	<i>Lui</i> Qualification basse • Avant 1995 : milieu étatique • Après 1995 : retraite  <i>Elle</i> Qualification basse • Avant approx. 1995 : milieu étatique • Après approx. 1995 : sans revenu	Solidarité verticale :  • Héritage de propriété • Cohabitation  • Échange de services (les parents aident leurs enfants)  • Entraide financière (les enfants aident les parents)
Badea	Couple constitué + 2 enfants étudiants	45—55 (époux) 20—25 (enfants)	<i>Lui</i> Qualification supérieure • Avant 2000 : milieu étatique • Après 2000 : retraite  <i>Elle</i> Qualification moyenne Milieu étatique	Solidarité verticale :  • Échange de services (les époux aident leurs enfants)
Sandu	Couple constitué + 1 enfant marié	60—70 (époux) 35—40 (enfant)	<i>Lui</i> Qualification supérieure • Avant 1997 : milieu étatique • Après 1997 : retraite	Solidarité verticale :

			<p><i>Elle</i></p> <p>Qualification supérieure</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avant 1995: milieu étatique</li> <li>• Après 1995: retraite</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cohabitation</li> <li>• Échange de services (les parents aident leurs enfants)</li> <li>• Entraide financière (les enfants aident les parents)</li> </ul>
Olariu	Couple constitué + 2 enfants élèves	45—50 (époux) 15—20 (enfants)	<p><i>Lui</i></p> <p>Qualification moyenne</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avant 1995 : milieu étatique</li> <li>• Entre 1995—1997 : chômeur</li> <li>• Après 1997: sans emploi</li> </ul> <p><i>Elle</i></p> <p>Qualification moyenne</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avant 1995: milieu étatique</li> <li>• Entre 1995—1997 : chômeuse</li> <li>• Après 1997: sans emploi</li> </ul>	<p>Solidarité verticale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Héritage (les époux héritent leurs parents)</li> </ul>
Boeriu	Couple constitué + 2 enfants élèves	40—50 (époux) 15—20 (enfants)	<p><i>Lui</i></p> <p>Qualification supérieure</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avant 1995 : milieu étatique</li> <li>• Après 1997: profession libérale</li> </ul> <p><i>Elle</i></p> <p>Qualification supérieure</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avant 1995 : milieu étatique</li> <li>• Après 1997: profession libérale</li> </ul>	<p>Solidarité verticale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Échange de services (les parents aident le jeune couple)</li> <li>• Entraide financière (les enfants aident leurs parents)</li> </ul>
Panciu	Couple constitué + 2 enfants étudiants	40—50 (époux) 20—25 (enfants)	<p><i>Lui</i></p> <p>Qualification moyenne</p> <p>Milieu étatique</p> <p><i>Elle</i></p> <p>Qualification moyenne</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avant approx. 1995: milieu étatique</li> <li>• Après approx 1995: milieu privé</li> </ul>	<p>Hors de la famille :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Héritage hors de la parenté</li> </ul>
Asavei	Ancienne mère monoparentale + 3 enfants	65—70 (elle) 30—40 (enfants)	<p>Qualification moyenne</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avant approx. 1995: milieu étatique</li> <li>• Entre approx 1995—1997 : milieu privé</li> <li>• Après approx 1997: retraite</li> </ul>	<p>Relation verticale avec les enfants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Échange de services (les enfants aident leur mère)</li> <li>• Entraide financière (la mère aide ses enfants)</li> </ul>
Nastase	Célibataire, Ménage avec sa mère	50—55 (elle) 80—85 (mère)	<p>Qualification supérieure</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avant approx. 1993: milieu étatique</li> <li>• Après approx 1993: milieu privé</li> </ul>	<p>Relation verticale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Échange de services (elle aide sa mère)</li> </ul>

## **ANNEXE B : Grille d'entrevue**

Informations générales concernant la taille et la composition de la famille

*Questions:*

*Qui sont les membres de votre famille ?*

*Qu'est-ce que signifie la famille pour vous ?*

*Êtes-vous membre d'une famille « typique » par rapport aux autres familles roumaines que vous connaissez ?*

A. Le niveau économique

1. Satisfaction occupationnelle

*Questions :*

*Comment décrivez votre emploi actuel*

*Est-ce que vous êtes content de l'emploi que vous avez actuellement ?*

2. Satisfaction par rapport aux revenus

*Questions :*

*Les revenus de votre famille sont-elles satisfaisantes ou pas ?*

*Dans quelle mesure ces revenus couvrent les besoins de votre famille ?*

3. Satisfaction locative

*Questions :*

*Décrivez-vous votre habitation actuelle.*

*Est-ce que ce vous êtes content de votre logement ?*

B. L'influence de la transition sur les relations sociales et familiales

1. Satisfaction de vie familiale

*Questions :*

*Comment décrivez-vous votre vie familiale de ces dernières années ?*

*On prévoit ici des questions supplémentaires sur :*

- *l'atmosphère générale en famille*
- *la situation financière*
- *la contribution des partenaires à l'élevation et l'éducation des enfants*
- *la contribution des partenaires aux tâches ménagères*
- *la contribution des parents*
- *la prise des décisions*
- *l'administration du budget.*

C. L'influence de la transition le bien-être des membres de la famille

1. Bien être psychique

Ici on prévoit deux questions:

*Questions :*

*Dans la dernière période est-ce que vous avez-vous vécu dans un état de contentement et de bien-être? Si non, avez-vous ressenti des tensions, stress ou ennui dans le dernier temps ?*

2. Satisfaction générale sur la vie et optimisme

*Questions :*

*Racontez-vous en termes généraux votre vie avant la chute du communisme par rapport à celle des dernières années.*

*Comment décriviez-vous les changements que la transition post-communiste a apporté dans votre vie familiale?*



## ***ANNEXE C***

### ***Formulaire de consentement libre et éclairé***

#### **Déclaration du sujet de recherche**

Je soussigné \_\_\_\_\_ (nom du sujet de recherche) certifie que :

je comprends les objectifs généraux de cette recherche;  
je comprends les risques et inconvénients potentiels que ma participation pourrait entraîner, de même que les avantages et bénéfices que je peux en retirer;  
je comprends que je peux mettre fin à ma participation en tout temps et sans justification sur simple avis verbal, et que je ne subirai aucune pression ni aucun préjudice si je décidais de le faire.

Signature \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_

#### **Formulaire d'engagement du chercheur**

Je certifie :  
avoir expliqué dans un langage accessible au sujet de recherche les termes du présent formulaire de consentement;  
avoir répondu, à la satisfaction du sujet de recherche, à toutes les questions qui m'ont été posées par celui-ci;  
avoir explicitement indiqué au sujet de recherche qu'il demeurerait libre, à tout moment, de mettre un terme à sa participation au projet;  
avoir informé le sujet de recherche que je lui remettrais une copie dûment signée du présent formulaire de consentement.

Nom du chercheur \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_